

Qu'est-ce que l'histoire environnementale ?

GRÉGOR Y QUENET



(L'environnement a une histoire)

Champ Vallon

DU MÊME AUTEUR

Les tremblements de terre en France aux ^{XIX} et ^{XVIII} siècles. La naissance d'un risque, Seyssel, Champ Vallon, 2005. (Prix Louis-Castex de l'Académie française.)

© 2014 CHAMPVALLON, 01420 SEYSSSEL

www.champ-vallon.com

ISBN 978-2-87673-958-1

GRÉGORY QUENET

**QU'EST-CE QUE
L'HISTOIRE
ENVIRONNEMENTALE?**

CHAMP VALLON

L'histoire environnementale a le potentiel de transformer notre compréhension du passé des hommes. Comme la perspective de l'histoire du genre, l'approche environnementale ne se coule pas facilement dans les sous-disciplines de l'histoire. En concentrant son attention sur l'impact de l'activité humaine sur la biosphère, la perspective environnementale ouvre, non seulement de nouveaux territoires de recherche, mais elle modifie notre compréhension de l'émergence du monde moderne. L'histoire environnementale a développé son propre vocabulaire et ses méthodes.

Edmund Burke III¹

1. *The Environment and World History*, éd. Edmund Burke III, Kenneth Pomeranz, Berkeley, University of California Press, 2009, p. xi.

Ce livre se propose d'introduire dans le débat intellectuel français un des champs de recherche les plus novateurs et les plus dynamiques de ces dernières années. L'histoire environnementale a modifié la compréhension de certains phénomènes sociaux et des conditions d'émergence du monde moderne. Ces travaux demeurent cependant encore mal connus en dehors des spécialistes qui les utilisent, notamment parce qu'ils sont très peu traduits et même présents sur les rayonnages des bibliothèques françaises. La première ambition de cet ouvrage est donc de faire découvrir des travaux majeurs, dont la portée dépasse largement les frontières de la discipline historique, pour s'adresser à l'ensemble des sciences sociales et humaines mais aussi des sciences de la nature, des sciences de la vie et des sciences exactes. Les défis environnementaux qui engagent le futur de nos sociétés ont contribué à décloisonner l'histoire environnementale, dont les approches ne sont plus aujourd'hui l'apanage des seuls historiens mais des questions partagées par tous : comment en sommes-nous arrivés là et de quelle manière les différentes sociétés humaines sont-elles caractérisées par un certain type de relation à ce qui les entoure ? C'est à ce prix que nous pouvons espérer, sinon modifier les fondements matériels de nos sociétés, au moins prendre conscience des structures écologiques qui les constituent. Or, et c'est bien la difficulté, celles-ci sont le fruit d'une si longue sédimentation et d'une telle pluralité de temporalités qu'elles en deviennent souvent invisibles. L'idée largement répandue d'une nature extérieure à nous, que les hommes n'aurait pas créée, est une des formes de cette invisibilité, masquant les catégories de description de la nature, les pratiques et les rapports de force qui nous lient indissociablement avec l'environnement depuis l'origine des sociétés humaines.

Le rôle de passeur adopté ici n'est pas des plus faciles. Neuve

pour des lecteurs français, l'histoire environnementale est en réalité vieille de plusieurs décennies, apparue dans les années 1970 aux États-Unis, et encore plus ancienne si l'on prend en compte les travaux qui l'ont inspirée. Elle est aussi diverse, présente aujourd'hui dans presque tous les pays du monde, mais sous des formes qui doivent beaucoup au contexte intellectuel et institutionnel, ainsi qu'aux spécificités locales de la question environnementale. Elle est enfin vaste car, s'il était encore possible au milieu des années 1980 de lire l'ensemble des publications du champ en un été, l'exhaustivité était devenue impossible moins de dix ans plus tard¹. Ce constat s'est encore renforcé depuis, surtout si l'on prend en compte la nature interdisciplinaire de certains objets, tels la biodiversité et le changement climatique, qui obligent à lire en dehors des études historiques.

Ces remarques expliquent la forme adoptée ici. Non point un texte programmatique qui construirait une lisibilité anachronique en s'appuyant sur des précurseurs soigneusement sélectionnés, mais un récit éclaté qui donne à voir comment, et dans quel contexte, des historiens se sont emparés de questions et d'objets qui étaient négligés jusque-là². De nombreux malentendus proviennent d'une contextualisation insuffisante, qui a conduit à hypostasier des textes de circonstances, proposant des bilans historiographiques à un moment donné et pour un public particulier, sans prétendre donner une définition théorique représentative de l'ensemble de l'histoire environnementale³. L'histoire environnementale s'est constituée en marchant, en effet, et il est possible d'y

1. Huit ans après l'été studieux passé par Richard White, John McNeill, un des meilleurs connaisseurs du domaine, faisait ce constat et estimait que le volume des publications avait été multiplié par cent. John R. McNeill, «Observations on the nature and culture of environmental history», *History and Theory, Theme Issue 42*, 2003, p. 5.

2. Ceci constitue la principale différence entre ce livre et les deux ouvrages existants d'introduction à l'histoire environnementale, l'un présentant plutôt un point de vue états-unien et historien, et l'autre un éclairage européen et ouvert aux sciences de la nature : J. Donald Hughes, *What is environmental history?*, Cambridge, Polity Press, 2006 et Verena Winiwarter, Martin Knoll, *Umweltgeschichte*, Köln, Böhlau, 2007. Chacun, par des chemins différents, se prononce sur ce que devrait être l'histoire environnementale, sans proposer une histoire intellectuelle et contextualisée des travaux publiés.

3. Cet usage d'états de l'art circonstanciés a conduit à accorder une place importante à Donald Worster et Alfred Crosby, dont les positions théoriques ne sont pas si représentatives de l'ensemble du champ états-unien, au détriment d'historiens comme Richard White et William Cronon dont les travaux d'histoire environnementale n'ont toujours pas été traduits en français.

voir une faiblesse théorique. Il me semble plutôt que cette dynamique a été une de ses forces, car elle lui a permis d'entretenir un dialogue fécond avec le renouvellement des questions environnementales. Le chemin parcouru est grand, entre le contexte des années 1970 aux États-Unis, dominé par la peur des menaces sur la santé et celle de la guerre nucléaire, jusqu'aux défis actuels des changements environnementaux et climatiques planétaires. Il n'est pas certain qu'une définition théorique gravée dans le marbre aurait permis d'encaisser avec autant de souplesse l'évolution du répertoire des défis écologiques. Présentisme? Anachronisme? Non, plutôt acuité et ouverture permettant de jeter un regard neuf sur le passé sans plaquer sur lui des catégories, des problèmes qui n'avaient pas de sens pour des sociétés distantes de la nôtre. La fréquentation de l'histoire environnementale fait s'écrouler très vite la tentation d'un grand récit unificateur et linéaire, car il existe autant de sociétés que d'environnements différents. L'idée d'un environnement planétaire global, constitué d'une physicalité exprimable en termes universels, est elle-même une définition qui n'est pas partagée par l'ensemble des sociétés humaines, même si elle a pris le dessus sur d'autres approches grâce à la science occidentale et aux organisations internationales. Rappelons seulement que le simple mot «environnement» n'a pas d'équivalent unique dans de nombreuses langues et que son contenu est diffracté à travers plusieurs termes qui expriment des approches différentes¹.

L'organisation des chapitres essaye de rendre justice à la diversité des contextes et des approches – qui font l'objet de la première partie –, tout en introduisant des domaines d'étude qui ont été profondément renouvelés par l'histoire environnementale – ce sera l'ambition de la seconde partie. Le champ ne s'est pas constitué seulement à travers des débats théoriques et méthodologiques, mais aussi à partir d'objets nouveaux qui sont venus vivifier et infléchir les acquis antérieurs des sciences sociales. Les fondements environnementaux de l'identité nationale, la signification écologique et sexuée de la révolution industrielle, la disparition prématurée de

1. Ainsi, le mot environnement n'a pas de réel équivalent dans la plupart des langues de l'Asie du Sud-Est qui font la différence entre, d'une part, la nature dressée et transformée au nom des intérêts humains (en thaï *thammachaat*, en malaisien et en indonésien *taman*, en birman *thaba-wà*) et, d'autre part, l'espace sauvage, rustique, non apprivoisé (en thaï *pa thuan*, en malaisien et indonésien *hutan*, en birman *tâw*). La généralisation de la publication en anglais a gommé ces différences linguistiques et culturelles.

certaines espèces de poissons, l'unification biologique du monde, le choc environnemental de l'impérialisme colonial, l'impact du développement de l'agriculture capitaliste sur les sols sont certains éléments d'une liste aujourd'hui longue. Et c'est une autre ambition de ce livre que de donner envie de lire de l'histoire environnementale. La constitution d'un public est ce qui permettra de poursuivre le travail de traduction entrepris par la collection «L'environnement a une histoire» en introduisant d'autres auteurs qui ont bouleversé ce domaine d'études, mais aussi en l'ouvrant à d'autres historiographies que celle de langue anglaise qui a constitué les premières publications.

La thèse centrale défendue ici est celle d'une certaine unité de l'histoire environnementale qui s'est constituée à travers la production d'ensemble du domaine et sans être assignable à un seul auteur. Champ intellectuel mais aussi social, celui-ci a pris forme dans l'espace académique grâce à des revues, des sociétés savantes, des collections, des intitulés de poste, des prix de publication, des financements de la recherche, parfois aussi des succès de librairie. Ce réseau de liens intellectuels, sociaux et politiques tissés par des communautés de chercheurs a installé progressivement la légitimité intellectuelle et institutionnelle de l'histoire environnementale, devenue une référence qui circule et permet l'accumulation des savoirs.

Sept éléments caractérisent l'histoire environnementale.

Une matérialité tout d'abord. Il ne s'agit pas d'affirmer qu'il existerait une instance indépendante, aux frontières stables et bien délimitées, dite nature, qui provoquerait des effets sur les sociétés permettant d'expliquer celles-ci. Ni déterminisme ni fonctionnalisme, donc. Cette matérialité désigne plutôt la prise en compte de processus qui ne relèvent pas des formes symboliques mais engagent des processus physiques tels que la croissance des plantes, l'écoulement de l'eau, les échanges d'énergie, les variations climatiques. L'idée de matérialité désigne ici le souci de ne jamais parler seulement des catégories humaines mais toujours aussi des entités auxquelles elles s'appliquent. Ceci suppose de connaître leur nombre, leur contour, leur organisation interne.

D'où des ontologies plurielles, considérant que l'environnement est à la fois un donné et un construit. S'autorisant à manier un double alphabet, l'historien de l'environnement tente de dépasser la séparation entre les sciences humaines et sociales et les sciences

de la nature. L'environnement, toujours saisi par la médiation des perceptions humaines, dispose pour autant d'un potentiel et de limites matérielles, d'une agentivité qui interdit de le réduire à un cadre inerte de l'action humaine. Au-delà des considérations morales, la notion d'impact révèle comment l'environnement modifié par les hommes agit en retour sur leurs sociétés, mobilisant ses dynamiques propres, distinctes des dynamiques sociales. La relation dialectique à l'œuvre entre les deux cultures explique que certains insistent plus sur la matérialité et d'autres sur le culturel, mais toujours dans une perspective totale et articulée.

Cette totalité renvoie donc à une pluralité d'acteurs. Les acteurs de l'histoire ne sont pas seulement des humains mais aussi des non-humains, c'est-à-dire des animaux, des plantes, des arbres, des masses d'air, des eaux, des sols, des microbes, et plus encore, avec pour seule limite ce que les sources historiques permettent de saisir. Ces non-humains se déplacent, se reproduisent, consomment et rejettent, se modifient et, ce faisant, ont une capacité d'action et d'invention, une forme d'agentivité au même titre que les sujets humains. L'hypothèse centrale de l'histoire environnementale est qu'en introduisant ces nouveaux acteurs, le récit historique s'en trouve profondément modifié, en commençant par les objets les plus familiers. Parmi ces acteurs, on compte aussi des objets techniques, des instruments, des dispositifs matériels.

Des réseaux lient l'ensemble de ces acteurs. Le travail d'investigation commence souvent par la reconstitution de ces réseaux, c'est-à-dire de toutes les entités humaines et non humaines attachées ensemble. Un animal n'est jamais seulement un animal, il peut être attaché à d'autres animaux, à un droit de la propriété, à un chasseur ou à un paysan, à une source de nourriture, à un marché et à un prix, à une classification d'espèces, à des représentations. La géographie de ces réseaux a une grande importance car elle structure le territoire étudié. Leur longueur est variable, et il faut justement les identifier dans leur extension maximale. Le rapport entre les différents réseaux existants a aussi son importance, d'autant qu'ils peuvent se croiser, se concurrencer.

Des déséquilibres, encore. Les sociétés et leur environnement n'ont que rarement des relations équilibrées. On évitera de définir l'histoire environnementale comme les interrelations entre les hommes et leur environnement, car cette définition suppose deux ensembles bien stables et définis chacun par un régime de savoir

distinct. En fait, chacun exerce une action sur l'autre et, lorsque celle-ci est forte et altère l'autre élément, on parlera d'impact, parfois de dégradations lorsque l'altération est négative, mais en se méfiant des connotations morales charriées par ce terme.

Des luttes et des inégalités, aussi. La relation avec les choses qui nous environnent n'est pas qu'esthétique ou contemplative, elle engage des compétitions, des besoins fondamentaux pour des groupes sociaux. L'accès à ces ressources, les pollutions et les nuisances créent des inégalités entre les hommes qui ne recourent pas nécessairement les inégalités économiques, sociales, culturelles. Par leur dimension matérielle, elles obéissent à des logiques propres, différentes.

Des formes d'arrangement inscrites historiquement, enfin, déterminant une question environnementale. L'ensemble de tout ce qui vient d'être cité forme des arrangements, des compositions qui varient dans le temps et dans l'espace et prennent des formes différentes selon les contextes. Même si l'environnement se joue des frontières humaines, ces arrangements varient souvent selon les pays car ils sont modelés par des instances qui ont été élaborées nationalement (le droit, le territoire et ses frontières, les institutions, les systèmes de mesure). Il n'existe donc pas une nature universelle qui serait la même pour toutes les sociétés.

PREMIÈRE PARTIE

*THÉORIES ET
STRUCTURATION DU CHAMP*

Le creuset états-unien, 1970-1990

L'histoire environnementale s'est constituée en champ de recherches aux États-Unis au début des années 1970. Même si elle se reconnaissait des précurseurs, elle affirmait dès le départ son ambition d'écrire une histoire radicalement nouvelle, déplaçant les frontières de la discipline historique. Des universitaires, essentiellement des historiens, affirmaient que, jusque-là, leurs prédécesseurs et leurs collègues avaient exclu de leurs domaines d'investigations une grande partie des acteurs composant la réalité, les non-humains¹. Il ne s'agissait pas seulement de proposer de soumettre ces derniers à des formes d'historicité, mais de postuler l'existence d'une co-histoire, mêlant des êtres de nature différente. Il fallait que les historiens cessent de se contenter d'un environnement pris comme toile de fond, simple cadre sur lequel se déroule l'action des hommes. Pour autant, le projet initial n'était pas exactement de rendre ce contexte environnemental moins distant, en montrant qu'il structure l'histoire humaine par une série de facteurs. De manière plus radicale, il s'agissait plutôt de considérer les éléments naturels comme des acteurs à part entière, dotés de leur capacité d'action et de leurs logiques propres, non réductibles à l'usage qu'en font les hommes. Les faire intervenir dans l'écriture

1. L'expression non-humains est utilisée en anglais par les historiens de l'environnement, sans référence latourienne particulière.

de l'histoire devait modifier entièrement l'analyse des sociétés du passé.

Certes, dans d'autres aires géographiques, de nombreux travaux historiques importants – qui seront discutés ici – ont porté sur l'environnement avant les années 1970 et n'ont cessé de le faire ensuite sans se réclamer pour autant de l'histoire environnementale. Mais, l'histoire environnementale s'est d'abord constituée et structurée en communauté de recherche aux États-Unis autour d'une démarche intellectuelle originale, avant de s'internationaliser au cours des années 1990. La revue américaine *Environmental history*, créée en 1976, est la plus ancienne, rejointe ensuite par son pendant européen *Environment and History* en 1995 puis par *Global environment* en 2008¹. Les sociétés savantes sont dominées aujourd'hui par l'*American Society for Environmental History* (ASEH fondée en 1977), la *Forest History Society* (FHS créé en 1946) et l'*European Society for Environmental History* (ESEH, la plus jeune, datant de 1999). Depuis, plusieurs organisations ont rejoint l'*International Consortium for Environmental History Organizations* (ICEHO), couvrant l'ensemble du monde à l'exception de l'Afrique et du Moyen-Orient².

La naissance de l'histoire environnementale s'est heurtée à trois questions, qui se sont reposées au fur et à mesure de son internationalisation. Comment se situer parmi les historiens? La gamme de réponses s'est étendue du statut de sous-champ de l'histoire à celui de nouvelle discipline faisant la synthèse entre sciences humaines et sciences de la nature, en passant par celui de champ autonome au sein des sciences sociales. Quelle définition adopter en termes d'objets, de concepts et de méthodes? Aux États-Unis, le champ

1. Américaine, *Environmental history* est la revue la plus importante et la plus ancienne, fondée sous le nom *Environmental Review* (1976-1989), elle s'est poursuivie sous le titre *Environmental History Review* (1990-1995) avant de devenir *Environmental history* par la fusion avec la *Forest & Conservation History* en 1996 (celle-ci a été précédée par le *Journal of Forest History* de 1974 à 1989, prenant lui-même la suite de *Forest History*, actif de 1957 à 1974). *Environment and History* a, quant à elle, été fondée en Angleterre en 1995 et éditée par White Horse Press. *Global Environment. A Journal of History and Natural and Social Sciences* a été créée en 2008 en Italie.

2. Parmi celles-ci, citons l'*Association of South Asia Environmental Historians* (ASAEH), l'*Australian Forest History*, l'*Australian and New Zealand Environmental History Network*, le *Network in Canadian History & Environment* (NiCHE), la *Sociedad Latinoamericana y Caribe de Historia Ambiental* (SOLCHA), l'*International Water History Association* (IWHHA).

a été fondé essentiellement par des historiens, ce qui ne sera pas le cas dans d'autres pays. Souvent formés comme historiens des États-Unis, ils ont dû lutter pour créer des enseignements, constituer des corpus de textes et de méthodes et obtenir la création de postes. Quels sont les précurseurs de l'histoire environnementale et les filiations intellectuelles revendiquées? La stratégie de rupture s'est accompagnée d'une recherche de légitimité et de la mise en place de filiations sélectives. Ce travail de reconstruction et de recomposition généalogique prend ici une acuité particulière, mettant aux prises de nombreuses disciplines : la géographie historique, l'écologie, l'histoire du climat, l'histoire rurale, l'archéologie, l'histoire des paysages.

L'acte de naissance, entre *Earth day* et *New Left History*

La date de naissance officielle de l'histoire environnementale est généralement située en août 1972, grâce à un numéro spécial de la *Pacific Historical Review*¹. Cette dernière accueillera par la suite de nombreux articles sur le sujet et son rôle témoigne de la montée de l'environnementalisme sur les campus de la côte Ouest, plongeant ses racines dans les années 1960. Dans un climat fortement influencé par la *New Left History* et par l'activisme politique, de jeunes historiens prennent conscience qu'une classe d'opprimés est systématiquement oubliée : la terre, le biotope². Ils décident alors d'écrire une histoire «*from the bottom up*», en partant de la base, de ce qui est ignoré, méprisé et sans parole³. Leur ambition est de donner un rôle central aux éléments naturels, de les introduire dans tous les livres d'histoire, au lieu de dérouler la succession des rois, des guerres et des grandes idées⁴. En ce début des années 1960, en effet, l'histoire intellectuelle et politique domine encore très largement la profession outre-Atlantique⁵.

1. *Pacific Historical Review*, 41, 1972.

2. Mark Cioc, Char Miller, «Interview with Roderick Nash», *Environmental History*, 12-2, avril 2007, p. 399-407.

3. Roderick Nash, «American environmental history: a new teaching frontier», *Pacific Historical Review*, 41-3, 1972, p. 362-372.

4. Donald Worster, «History as natural history: an essay on theory and method», *Pacific Historical Review*, 53-1, février 1984, p. 1.

5. Robert Darnton, «Intellectual and cultural history», in Michael Kam-

La postérité du numéro spécial de la *Pacific Historical Review* est due avant tout à un article de Roderick Nash, «American environmental history: a new teaching frontier». Ses accents enthousiastes prennent un tour programmatique plutôt que théorique¹. Il est pourtant intéressant de le relire attentivement, en le mettant en regard avec un texte un peu plus ancien du même auteur. Écrit en 1969 et souvent oublié, ce texte – «The state of environmental history» – est en fait le premier à utiliser le terme «histoire environnementale»². Il s'ouvre par la description de ce qui a sans doute été le premier cours d'histoire environnementale à l'University of California, Santa Barbara. Renonçant pour la première fois de sa carrière à donner une bibliographie pour l'inter-semestre, Roderick Nash conseille à l'un de ses étudiants d'enfourcher sa moto, d'aller camper et de lire ce qui l'environne. Lors de la reprise des cours, il demande à ses élèves de regarder de l'autre côté de la fenêtre de la salle le document historique qui s'étend sous leurs yeux et de saisir le paysage façonné par les hommes. Car, explique-t-il, la forme des champs reflète la pensée et la culture d'un peuple aussi sûrement qu'une source écrite. Au livre de l'historien, s'ajoute un chapitre qui aurait été négligé, le plus vaste de tous.

En 1972, le ton se radicalise : la valeur documentaire des paysages est rappelée, mais elle ne constitue plus le cœur du texte. De l'autre côté de la fenêtre, Roderick Nash ne voit plus une histoire humaine mais une réalité que ces derniers n'ont pas créée. Les mots ne forment plus un lien continu tissant un même texte de part et d'autre de la vitre³. La paroi de verre sépare désormais l'homme et son environnement, la société et la nature. Cette discontinuité nouvelle inaugure à la fois un basculement et une ambiguïté. Renonçant à l'illusion de la continuité, l'historien découvre la relation inégale mise en place par la vitre. De l'autre côté, se

men (éd.), *The Past Before Us: Contemporary Historical Writing in the United States*, Ithaca, 1980, p. 334. Peter Novick, *That Noble Dream. The "Objectivity Question" and the American Historical Profession*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 421.

1. R. Nash, «American environmental history...», *op. cit.*, 1972, p. 362-372.

2. Id., «The state of environmental history», in Herbert J. Bass, *The State of American History*, Chicago, Quadrangle Books, 1970, p. 249-260.

3. Cette image de la vitre est intéressante et parcourt des textes postérieurs. Cf. en particulier Richard White, «"Are you an environmentalist or do you work for a living?" : work and nature», in *Uncommon Ground. Toward reinventing Nature*, William Cronon (éd.), New York, Norton, 1995, p. 171-185.

trouvent les exploités, la terre, le biotope. Le savant devient un acteur engagé, il doit écrire pour eux une histoire *from the bottom up* et cette formule n'est pas anodine. Elle a été diffusée dans les années 1960 par Jesse Lemisch, une des figures majeures de la *New left history*¹. L'histoire environnementale se place ainsi dans la lignée d'Edward P. Thompson et de la parution de *The Making of the English Working Class* en 1964, avec une différence majeure cependant : les opprimés ne sont pas les mêmes, ce ne sont pas des êtres humains, ce qui aura un certain nombre de conséquences².

Le rôle fondateur de l'article de 1972 tient à la série de tensions qu'il installe. Il existe une réalité en dehors de l'histoire écrite par les hommes en utilisant les archives et les documents, et il est nécessaire « d'amener le monde naturel à l'intérieur de l'histoire »³. L'histoire intellectuelle des débuts doit laisser place à une histoire plus matérielle. Pour accueillir cette nouvelle dimension, le vocabulaire des historiens ne suffit plus. Il faut se tourner vers l'écologie pour comprendre ce contact, ces interrelations, ce système. Des diagrammes et des schémas apparaissent dans la version de 1972, qui n'étaient pas présents en 1969. Les livres disponibles ne permettant pas d'élaborer un cours sur l'environnement, une nouvelle histoire est à écrire. Le sens de l'histoire de l'humanité se trouve modifié par cette extériorité de l'environnement. Le processus historique apparaît ici comme une confrontation entre les hommes et la nature, un lent arrachement aux peurs ancestrales pour entrer dans un état civilisé. Pour faire revivre cette expérience à ses étudiants, Roderick Nash n'hésite pas à leur faire écouter dans le noir des enregistrements de hurlements de loups du grand Nord canadien.

Comment, entre 1969 et 1972, le texte est-il devenu nature ? Comment ce qui nous environne et ce que nous façonnons s'est-il mué en environnement doté d'une puissance autonome ? D'interpréter des documents historiques, l'historien devient porte-parole

1. P. Novick, *That Noble Dream...*, *op. cit.*, 1988, p. 442 ; Jim O'Brien, « Be realistic, demand the impossible » : Staughton Lynd, Jesse Lemisch, and a committed history », *Radical History Review*, 82, 2002, p. 65-90.

2. Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1963.

3. Cette formule a été judicieusement choisie comme titre d'un forum de discussion consacré à l'histoire environnementale par l'*American Historical Review* : « Bringing the natural world into history », *The American Historical Review*, 107-3, juin 2002, p. 797.

de la nature, «répondant aux cris en faveur de la responsabilité environnementale qui atteignent leur sommet dans les premiers mois de l'année [1970]»¹. Inaugurée par le *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962, consacré aux dommages des pesticides sur la santé humaine, cette prise de conscience triomphe le 22 avril 1970 avec le premier *Earth Day*, l'une des plus grandes manifestations jamais organisée aux États-Unis, réunissant 20 millions de personnes². La nature existe car elle est menacée. Et, parce qu'elle subit des dommages que l'on peut mesurer, elle peut être connue de manière objective et quantifiée. La valeur heuristique de la longue durée s'efface devant l'accélération du présent, cette crise de l'environnement qu'aucun siècle n'a jamais connue. La naissance de l'histoire environnementale au début des années 1970 est ainsi liée à la prise de conscience des conséquences négatives de la croissance économique et des différentes activités humaines sur la planète. Le réchauffement climatique n'est pas encore sur les agendas et, en attendant ce nouveau paradigme, cette conscience écologique s'effondrera dans les années 1980 et 1990, en particulier aux États-Unis.

Des débuts difficiles, la structuration d'un nouveau champ de recherches

En réalité, ces deux articles de Roderick Nash n'ont eu quasiment aucune influence sur les historiens au moment de leur parution. Et c'est au regard du succès de l'histoire environnementale et des nouveaux défis environnementaux qu'il est possible de les relire et de les commenter. Porté par une poignée de convaincus, ce projet intellectuel a failli échouer et a dû lutter longtemps pour établir un champ académique reconnu, doté en postes et en financements. Aucune opportunité de carrière n'existait lorsque, en avril 1974, John Opie édite la lettre d'information qui donne naissance à une revue – *Environmental Review* – à l'automne 1976. *L'American Society for Environmental History* est, elle, fondée en 1976-1977³. Les entretiens menés par *Environmental history* ces

1. R. Nash, «American environmental history...», *op. cit.*, 1972, p. 362-372.

2. Sale Kirkpatrick, *The Green Revolution. The American Environmental Movement 1962-1992*, New York, Hill and Wang, 1993, p. 24.

3. Carolyn's Column, «From the President's Desk», in *ASEH News*, Summer

dernières années et le travail d'histoire orale de l'*American Society for Environmental History* aident aujourd'hui à retracer l'histoire de ces commencements difficiles¹.

Au début des années 1970, les premiers contacts consistent en rencontres informelles en marge des différents rendez-vous annuels des historiens américains (American Historical Association, etc.). C'est alors que John Opie commence à constituer un réseau d'historiens en milieu de carrière et de jeunes collègues intéressés par l'environnement, qui ne trouvent ni lieu ni réponse à leurs questions dans les congrès d'historiens. L'embryon de ce réseau est formé par John Opie, Donald Worster, Susan Flader, Roderick Nash, rejoints rapidement par Donald Hugues et Samuel Hays. Ensemble, ils ne forment pas un groupe solidement structuré par des rencontres régulières : John Opie fait le lien entre ces personnes, défendant infatigablement le projet de création d'une association. Le ferment se trouve plutôt sur les campus états-uniens, dans la rencontre avec les étudiants. Issus d'initiatives isolées et sans aucune concertation, les cours créés sur les relations historiques entre les sociétés et leur environnement rencontrent un énorme succès². Roderick Nash à l'University of California crée le premier en 1969 avec trois cents

and Winter issues, 2001. Les dates divergent légèrement, l'ASEH étant créée en 1976, mais officiellement pour les adhésions en 1977.

1. Les analyses qui suivent sont tirées du projet «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de J. Donald Hughes par Melissa Wiedenfield (3 mars 2007) ; interview de Thomas Dunlap par Lisa Mighetto (4 mars 2007) ; interview de John Perkins par Lisa Mighetto (12 septembre 2007) ; interview de Donald Worster par Lisa Mighetto (13 mars 2008) ; interview de John Opie par Lisa Mighetto (13 mars 2008) ; interview de Stephen Pyne par Lisa Mighetto (22 avril 2008). Elles sont complétées par la série d'entretiens publiés par *Environmental History* : «Hal K. Rothman», *Environmental History*, 12-1, janvier 2007, p. 141-153 ; Mark Cioc, Char Miller, «Interview with Roderick Nash», *Environmental History* 12-2, avril 2007, p. 399-407 ; Id., «Samuel P. Hays», 12-3, *Environmental History*, juillet 2007, p. 666-677 ; Mark Harvey, «Donald Worster», *Environmental History*, 13-1, janvier 2008, p. 140-55 ; Mark Cioc, Char Miller, «Susan Flader», *Environmental History*, 14-1, janvier 2009, p. 151-163 ; Id., «John Opie», *Environmental History*, 14-2, avril 2009, p. 352-366 ; Id., «Alfred Crosby», *Environmental History*, 14-3, juillet 2009, p. 559-568.

2. L'enseignement a joué un grand rôle dans la structuration du champ. Ce n'est pas un hasard si la première réunion à l'origine de l'association et de la revue s'est tenue en 1974, à l'occasion d'une session «Enseigner l'histoire environnementale» lors du congrès de l'Organization of American Historians à Denver, Colorado (J. Donald Hughes, «Charivari for an Editor», *Environmental Review*, 7-1, printemps 1983, p. 2-4).

inscrits la première année. John Opie commence le sien la même année à la Duquesne University à Pittsburgh, avec un excellent accueil des étudiants dans une atmosphère de contre-culture. Donald Hugues intitule celui qu'il fonde presque au même moment à l'University of Denver, avec un collègue écologue, «Ecology of Planet Earth», avec quatre-vingts étudiants qui y assistent dès le départ. Donald Worster enseigne l'histoire environnementale pendant un an à Yale sous le nom «American Environmental Studies». Celui de John Perkins au College Oxford dans l'Ohio (une branche de la Miami University dans Ohio) après 1974 s'appelle «Creativity and Culture II». En 1974, Thomas Dunlap prend la suite d'un cours en partie consacré à l'histoire environnementale à Virginia Tech. Tous soulignent le climat exceptionnel de liberté académique ayant permis ces expérimentations, la plupart de leurs collègues ne sachant pas très bien ce qui s'enseignait dans ces cours. On mesure combien cette atmosphère de la fin des années 1960 diffère de celle rencontrée par Samuel Hays dans les années 1950 lorsqu'il postulait pour la première fois pour un emploi à l'université : espérant un poste en histoire de la conservation, il écrit à toutes les écoles agricoles du pays et, ces lettres étant toutes restées sans réponse, il se rabat sur l'histoire des élections politiques. Et, de fait, jusqu'à la fin de sa carrière universitaire, il n'enseignera jamais l'histoire environnementale.

Le terme histoire environnementale est encore presque inconnu dans la première moitié des années 1970. Lorsqu'il rencontre pour la première fois John Opie au milieu des années 1970, John Perkins est surpris d'apprendre qu'il fait de l'histoire environnementale sans le savoir. Les noms de l'association et de la revue ne sont pas décidés immédiatement. En 1975, la lettre d'information propose de créer la «Society for the Study of the American Land» accompagnée d'une revue «Land and Life»¹. Le débat qui s'engage sur les termes est intéressant. Donald Hugues le premier objecte que certains d'entre eux ne font pas d'histoire états-unienne, et encore moins contemporaine (ses propres travaux portent sur la Méditerranée antique). Il propose le terme «Eco-History» qui est rejeté au profit d'«Environmental History», peut-être suggéré par Roderick Nash (un des points importants étant de se démarquer, au sein de l'American Historical Association, de la *living history* et des études

1. *ASEH Newsletter*, 2-2, décembre 1975.

en *material culture*). «American Society for Environmental History» est préféré à «American Society of Environmental History» car *for* traduirait mieux l'ambition d'un nouveau regard sur l'histoire, en particulier états-unienne¹. La création de la revue et celle de l'association sont décidées en mars 1976. Ces deux entités sont considérées comme complémentaires et indispensables, choix qui ne sera pas fait par *Environmental Ethics*, qui est un journal sans être une association. Le nom de la revue *Environmental Review* est retenu afin de permettre des contributions pluridisciplinaires venant des humanités, des sciences sociales et des sciences de la nature. Le comité scientifique est lui-même fortement pluridisciplinaire, avec des géographes, des praticiens non académiques, des archivistes et des bibliothécaires et même des philosophes². Avec le recul, certains membres de la première heure comme Donald Hugues regretteront la disparition progressive de cette pluridisciplinarité au profit des historiens, tandis que John Opie et John Perkins considèrent aujourd'hui qu'elle était plutôt une erreur et que le succès des années 1990 est passé par un recentrage, permettant d'attirer de nombreux étudiants et de gagner en rigueur méthodologique³.

Le parcours de la première génération d'historiens de l'environnement, nés dans les années 1930, fait apparaître les spécificités de l'histoire environnementale des débuts et son enracinement dans une expérience états-unienne de la nature⁴. De dix ans l'aîné, Samuel Hays a grandi dans l'Indiana, ses parents tenant une ferme sur des terres occupées depuis plusieurs générations par sa famille. Durant ses études, il travaille à plusieurs reprises pour des agences gouvernementales de conservation de l'environnement et de foresterie. Il considère ces expériences de terrain et cet apprentissage

1. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de John Opie par Lisa Mighetto (13 mars 2008).

2. Kent Shifford, Keir Sterling, Rod French, Michael Brodhead, John F. Reiger, Edward L. Hawes, Joe Petulla, Joel Tarr, Harold Pinkett, Tad Tate, Tom Cox, Susan Flader, Tom Dunlap, John Perkins, Will Jacobs, Roderick Nash.

3. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de John Opie par Lisa Mighetto (13 mars 2008), interview de John Opie par Lisa Mighetto (13 mars 2008), interview de John Perkins par Lisa Mighetto (12 septembre 2007), interview de J. Donald Hughes par Melissa Wiedenfield (3 mars 2007).

4. Si Samuel Hays est né plus tôt (1921), les dates de naissance d'Alfred Crosby (1931), de Donald Hughes (1932), de John Opie (1934), de Carolyn Merchant (1936), de Roderick Nash (1939) et de Donald Worster (1941) permettent de définir cette première génération.

de l'environnement comme décisifs pour son travail académique, plus que ses années de formation à Harvard. Malgré son éloignement académique forcé de l'histoire environnementale, il s'engage activement auprès du Sierra Club et d'autres associations, jusqu'à créer plus tard une réserve naturelle sur les terres de la ferme familiale. Il constitue aussi progressivement une impressionnante collection personnelle d'archives sur les agences et les mouvements environnementaux aux États-Unis. Classées et inventoriées, ces archives représentaient huit cents cartons, lors de leur dépôt en 2000 à la bibliothèque de l'University of Pittsburgh.

Avec Alfred Crosby, c'est une autre figure états-unienne qui surgit, issue non des mouvements de conservation mais des contestations. Après une enfance dans la banlieue de Boston et des études à Harvard, il situe lui sa prise de conscience durant les trois années d'armée effectuées pendant la guerre de Corée. Son long séjour dans la zone du canal de Panama marque sa première découverte des relations d'exploitation. Après un doctorat en histoire américaine à Boston University en 1961, il milite activement contre la guerre du Vietnam et pour les *black studies* et se détourne progressivement de l'histoire politique, économique et culturelle. Son engagement du côté des perdants de la compétition pour le pouvoir économique et politique se traduit par le passage à l'histoire environnementale autour de 1967, lorsqu'il décide de consacrer ses travaux à un grand oublié des manuels d'histoire, les épidémies, plus précisément la Grippe espagnole de 1918 et le choc microbien de la conquête du Nouveau Monde. Ce choix le ramènera par la suite à la redécouverte de ses origines familiales irlandaises, liées à la grande famine de la pomme de terre.

Pour John Opie, formé initialement comme historien de la culture et des religions, la découverte de l'américanité de son rapport à la nature emprunte d'autres chemins. Né et élevé à Chicago, sa sensibilité à l'environnement est une révélation tardive, provoquée par la découverte des parcs nationaux et la réinterprétation d'espaces familiers (sa ville de Riverside, près de Chicago, dessinée par Frederick Law Olmsted dans les années 1880 selon son idéal de la banlieue américaine). En cette fin des années 1960, il se détache en effet d'un rapport à l'environnement jusque-là plutôt européen, celui de sa formation intellectuelle, pour s'américaniser. Prenant un semestre sabbatique, il poursuit ce qu'il désigne comme une sorte de pèlerinage intérieur, lisant avidement tout

ce qu'il rencontre sur le sujet (Rachel Carson, Fernand Braudel, René Dubos, etc.) et se découvrant à travers la confrontation de ce qui a été écrit sur la nature de part et d'autre de l'Atlantique. Cette découverte de soi à travers l'environnement se manifeste aussi en dehors de son parcours académique, par la photographie de paysages, développant une approche visuelle qui influencera ensuite fortement ses travaux académiques.

Loin d'être isolées, ces trois figures plantent un paysage états-unien, décrivant une gamme de lieux, de textes et d'expériences qui se retrouvent peu ou prou chez les historiens de cette première génération, nonobstant quelques circonstances plus personnelles. Donald Hugues a suivi un double cursus à UCLA, d'abord en biologie génétique puis en histoire, et même plus tard en théologie. Sa sensibilité à l'environnement a été formée dans sa jeunesse de manière assez classique grâce aux scouts et aux parcs nationaux, ce qui contribue à expliquer l'influence exercée par John Muir sur lui. Son basculement vers l'histoire environnementale s'accomplit par l'histoire grecque et romaine, la relecture critique des textes anciens à la lumière de l'impact des hommes sur leur environnement. La filiation avec la géographie culturelle de Carl Ortwin Sauer, puis de Clarence Glacken, est ici à l'œuvre. L'ASEH n'existant pas encore, il a d'abord adhéré à la Forest History Society, comme nombre des chercheurs qui rejoindront plus tard l'ASEH. Son engagement se poursuit par l'adhésion au Sierra Club et à la National Parks Association.

Ce contexte personnel et militant n'est jamais tu par les historiens de l'environnement, mais plutôt revendiqué au nom d'une pratique engagée de l'histoire. De cette génération, Roderick Nash est celui qui endosse le plus nettement un rôle public. Après une enfance à Manhattan, il se décrit comme suffisamment urbanisé pour avoir été attiré par la *wilderness*. Formé à Harvard, il accomplit son doctorat en histoire intellectuelle à l'University of Wisconsin avec Merle Curti et s'oriente vers l'histoire de l'idée de *wilderness* en travaillant sur la controverse de Hetch Hetchy, lors de laquelle John Muir s'oppose vigoureusement au projet de construction d'un barrage pour les besoins de San Francisco, qui sera réalisé en 1913. Enseignant à l'University of California Santa Barbara lorsque survient la marée noire du 28 janvier 1969, Roderick Nash décide d'exprimer publiquement son engagement environnementaliste, créant avec des collègues un cycle pluridisciplinaire en études environnementales et

rédiçant la *Santa Barbara Declaration of Environmental Rights*, qu'il lit devant les caméras. Descendant de l'explorateur Simon Frazier, il aime aussi rappeler qu'il a été un des pionniers et un des meilleurs spécialistes nord-américains de descente de rapides en canoë¹.

Donald Worster est une autre figure engagée. De son enfance dans les Grandes plaines, il a gardé un intérêt prononcé pour le climat, les prairies, les montagnes. Son passage à l'université du Maine dans les années 1960 lui fait découvrir la tradition intellectuelle de la Nouvelle-Angleterre sur la nature, accompagnée de la lecture de Rachel Carson, d'Aldo Leopold, et de tous les livres des années 1960 qui nourrissent le mouvement environnemental. L'histoire intellectuelle enseignée alors, en particulier à Yale où il effectue son doctorat, le satisfait peu et lui semble totalement inadaptée aux enjeux qu'affronte la planète. À travers une série de livres importants, sur lesquels nous reviendrons, il a développé une analyse critique des fondements intellectuels de la crise environnementale et de l'impact écologique du capitalisme. Ces approches se poursuivent aujourd'hui par sa fonction de directeur honoraire du premier centre de recherche en histoire de l'environnement créé en Chine, à Renmin University.

Entre la fondation et le début des années 1980, l'heure n'est cependant pas à la diffusion internationale de l'histoire environnementale. L'essentiel de la vie associative est en effet consacré à l'organisation matérielle, souvent difficile, et aux débats sur la structuration du champ. Les fonds manquent cruellement et le fonctionnement reste très peu formalisé, la désignation des présidents ne faisant l'objet d'aucun vote. Les membres ne sont pas unis par des méthodes clairement définies, et les questions théoriques occupent peu de place dans les discussions². L'ASEH réunit avant tout des chercheurs ayant des intérêts convergents, partageant des terrains communs³. Leur connivence se joue plutôt à travers des références communes, qui ont contribué à forger leur conscience environnementale, et qui comptent peu d'historiens⁴.

1. Il a consacré un livre à ses descentes : Roderick Nash, *The Big Drops: Ten Legendary Rapids*, San Francisco, Sierra Club Books, 1978.

2. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de John Perkins par Lisa Mighetto (12 septembre 2007).

3. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de Thomas Dunlap par Lisa Mighetto (4 mars 2007).

4. Effectuant une enquête auprès des participants de la conférence de Denver (organisée en 1980 par J. Donald Hughes et Robert C. Schultz pour commémorer

Si la professionnalisation est vue comme un but incontournable, cet horizon demeure lointain dans un contexte où aucun poste n'existe. De nombreux débats sont du coup consacrés à l'équilibre à apporter entre la sphère académique et la dimension militante. Malgré des nuances sur les termes de l'équilibre, tous s'accordent à souligner la centralité de la dimension environnementaliste, le lien entre l'écriture de l'histoire et le plaidoyer écologiste, qu'il se traduise ou non par un engagement militant. Ce paradigme environnemental était alors « la passion pour un monde meilleur que celui que nous avons créé et enduré »¹.

En 1982, l'ASEH organise son premier colloque, à Irvine en Californie². Celui-ci est un réel succès avec près de trente interventions et une centaine de participants. Parmi ceux qui ont déjà une certaine renommée académique, on note la présence de Lynn White Jr, Clarence Glacken, Samuel Hays, Carroll Pursell. Parmi ceux qui atteindront plus tard la reconnaissance, on relève les noms de Carolyn Merchant, Donald Worster, Martin Melosi, Thomas Dunlap, Calvin Martin, Margaret McKean, John Perkins, Peter Iverson, Richard Tucker, John Richards, Ronald Tobey, Joel Tarr. L'organisation est en fait entièrement prise en charge par Kendall Bailes qui est en poste dans le département d'histoire et décédera prématurément. Le contenu des actes du colloque vaut la peine qu'on s'y arrête, car il est fort différent de ce qui prendra le

le dixième anniversaire du Earth Day), John Opie exclut des réponses possibles dix auteurs (Lynn White Jr., Roderick Nash, Clarence Glacken, Aldo Leopold, Rachel Carson, Loren Eiseley, René Dubos, Lewis Mumford, Joseph Wood Krutch, Edward Abbey) et quatre livres (William L. Thomas (éd.), *Man's Role in Changing the Face of the Earth*. William R. Ewald (éd.), *Environment and Change*. Paul Shepard, David McKinley (éd.), *The Subversive Science*. John Conron (éd.), *The American Landscape*), considérant qu'ils les ont tous en commun. John Opie, « Books that formed my environmental consciousness », *Environmental History*, 5-2, automne 1981, p. 92-93.

1. Mark Cioc, Char Miller, « John Opie », *Environmental History*, 14-2, avril 2009, p. 363.

2. La liste des colloques de l'ASEH est la suivante : Irvine, California 1982 ; Banff, Alberta 1984 ; Miami, Ohio 1985 ; Olympia, Washington 1989 ; Houston, Texas 1991 ; Pittsburgh, Pennsylvania 1993 ; Las Vegas, Nevada 1995 ; Baltimore, Maryland 1997 ; Tucson, Arizona 1999 ; Tacoma, Washington 2000 ; Durham, North Carolina 2001 ; Denver, Colorado 2002 ; Providence, Rhode Island 2003 ; Victoria, British Columbia 2004 ; Houston, Texas 2005 ; St. Paul, Minnesota 2006 ; Baton Rouge, Louisiana 2007 ; Boise, Idaho 2008 ; Tallahassee, Florida 2009 ; Copenhagen, Denmark (World Congress), 2009 ; Portland, Oregon 2010 ; Phoenix/Tempe, Arizona 2011 ; Madison, Wisconsin 2012 ; Toronto, Canada, 2013.

dessus par la suite, et qui est généralement défini comme l'histoire environnementale. La première surprise vient de la place relativement modérée occupée par les États-Unis, à égalité par le nombre d'articles avec les aires non états-uniennes, représentées ici par la Grèce antique, le Japon, l'Europe de l'Est et l'URSS, l'empire colonial britannique, le monde pris globalement¹. La seconde tient à la présence de thèmes présentés habituellement comme plus tardifs dans le champ de l'histoire environnementale : des sections sont consacrées aux « Comportements environnementaux des sociétés pré-industrielles », à « Histoire et climat », aux « Perspectives non occidentales sur les problèmes environnementaux », à « L'histoire environnementale de l'urbain » et à l'histoire monde. Enfin, les occurrences de l'index final placent Karl Marx et René Dubos devant Aldo Leopold, Rachel Carson et Georges Perkins Marsh, très loin devant Frederick Jackson Turner. Gifford Pinchot, fondateur de la foresterie américaine, est le plus souvent cité, mais il est à la fois un acteur historique et une référence. La diversité du paysage au début des années 1980 montre que ce sont en réalité les voies étroites de l'institution disciplinaire qui ont obligé à restreindre les possibles ouverts par le projet initial de l'histoire environnemental et à circonscrire celle-ci à l'histoire environnementale des États-Unis, essentiellement contemporaine.

En effet, depuis le retrait de John Opie en 1979, la société est en difficulté, la qualité et la régularité de la revue sont menacées². Lorsqu'il prend ses fonctions, Donald Worster trouve une situation très fragile. La recherche d'un éditeur pour *Environmental Review* est la principale des préoccupations et des projets de fusion sont à l'ordre du jour, soit sous la forme d'un titre grand public, soit avec *Agricultural History*. Aucun poste en histoire environnementale n'est disponible et il faut se faire recruter sous un autre profil, l'histoire états-unienne ou l'histoire des sciences. Aujourd'hui considéré aujourd'hui comme un des plus éminents historiens de l'envi-

1. *Environmental History. Critical Issues in Comparative Perspective*, Kendall E. Bailes (éd.), Boston, University Press of America, 1985.

2. La liste des présidents de l'ASEH est la suivante : John Opie (1977-1979), Wilbur L. Jacobs (1979-1980), Donald Worster (1980-1982), Morgan Sherwood (1982-1985), Clayton R. Koppes (1985-1987), John F. Richards (1987-1989), William Cronon (1989-1993), Martin Melosi (1993-1995), Susan Flader (1995-1997), Donald Pisani (1997-1999), Jeffrey K. Stine (1999-2001), Carolyn Merchant (2001-2003), Douglas Weiner (2003-2005), Stephen Pyne (2005-2007), Nancy Langston (2007-2009), Harriet Ritvo (2009-2011).

ronnement, Stephen Pyne est un des premiers thésards à suivre les activités de l'ASEH et il se heurte à ces difficultés institutionnelles. Après son doctorat obtenu en 1976, et pendant près de dix ans, il vit essentiellement de ses activités de pompier, poursuivant en parallèle et hors du cadre académique ses recherches historiques sur le feu. Publier s'avère même difficile car les éditeurs sont réticents devant l'objet¹. Sa carrière académique débute vraiment en 1988, après l'obtention d'une bourse MacArthur. Du côté de l'association, la situation n'est guère meilleure et les adhésions tombent de 400 à 160 à la fin des années quatre-vingt. L'ASEH perd en visibilité, dans un contexte politique peu favorable à l'environnement, celui des années Reagan. Son image scientifique est menacée et certains tentent de la classer parmi les organisations militantes, ou de l'instrumentaliser pour faire passer un message politique. Les historiens établis s'avèrent réticents par rapport à l'histoire environnementale et il est difficile de faire accepter des propositions auprès de l'American Historical Association². La formule combinant une association et une revue lui permet cependant de survivre, chacune épaulant l'autre. La souplesse méthodologique est une force mais la pluridisciplinarité recule très fortement et ne restent que les géographes. Encore aujourd'hui, l'ASEH est plus strictement historique que ses collègues européennes et asiatiques.

Malgré tout, des signes positifs apparaissent. À partir du colloque d'Irvine en 1982, les premiers étudiants de troisième cycle commencent à fréquenter les rencontres organisées par l'ASEH³. Surgit ainsi la deuxième génération d'historiens de l'environnement. Si la première était plutôt née dans les années trente, celle-ci est née à la fin des années quarante et dans les années cinquante⁴. Surgissent les noms qui domineront le champ par la suite, lui assurant sa reconnaissance académique : Martin Melosi

1. Alfred Crosby lui-même avait essayé de nombreux refus pour *The Columbian Exchange*, réédité constamment maintenant depuis 1972. Alfred Crosby, *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492* [1972], Westport, Conn.: Greenwood Press, 2003.

2. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de J. Donald Hughes par Melissa Wiedenfield (3 mars 2007).

3. Donald Hughes signale la participation de John McNeill et d'Hal Rothman aux environs de 1985. *Ibid.*

4. Le creux des années quarante s'explique par l'absence de notoriété de l'histoire environnementale. Thomas Dunlap (1943) et John Perkins ont été formés et recrutés en histoire des sciences.

(1947), Richard White (1947), Stephen Pyne (1949), William Cronon (1954), Richard Grove (1953), John McNeill (1954), Hal Rothman (1958). Pour la plupart adolescents au moment du premier *Earth Day*, ils auront une position différente par rapport à l'engagement environnementaliste, toujours de cœur mais moins publique et militante. À la différence de leurs aînés qui se sont engagés dans le domaine en milieu de carrière, cette deuxième génération est la première à avoir été formée, au moins partiellement, en histoire environnementale, grâce aux cours créés à partir des années 1970.

Deuxième élément positif, cette fragilité institutionnelle est contrebalancée par le dynamisme des publications et l'apparition de nouveaux objets¹. Installant les Indiens dans l'histoire environnementale des États-Unis, Richard White accorde un rôle central aux valeurs et aux décisions humaines dans la compréhension des relations entre les hommes et leur environnement². Carolyn Merchant propose une relecture de la révolution scientifique baconnienne à la lumière de l'environnement, y voyant un tournant essentiel dans un rapport à la nature, celle-ci cessant d'être un tout vivant pour être sectionnée, fragmentée en tant de parties privées de vie, objets de savoir et de domination³. Elle trace ainsi une filiation entre la révolution scientifique et la société industrielle, la première ayant donné les bases culturelles nécessaires pour l'appropriation et l'exploitation du monde naturel. La possibilité d'écrire une histoire environnementale attentive au genre apparaît donc très tôt⁴. Stephen Pyne construit une histoire totale du feu qui sert d'opérateur pour analyser les relations entre hommes et paysages, mêlant les caractéristiques physiques du phénomène, les valeurs, les institutions, les croyances⁵. Grâce à l'utilisation de nouvelles sources,

1. Les livres qui suivent seront discutés en détails dans la deuxième partie, Pratiques de l'histoire environnementale.

2. Richard White, *Land Use, Environment, and Social Change: The Shaping of Island County*, Seattle, University of Washington Press, 1980; Richard White, *The Roots of Dependency: Subsistence, Environment, and Social Change among the Choc-taws, Pawnees, and Navajos*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983.

3. Carolyn Merchant, *The Death of Nature: Women, Ecology and Scientific Revolution*, San Francisco, Harper & Row, 1980.

4. *Environmental Review*, 1984, 8-1, *Special Issue: Women and Environmental History*, Carolyn Merchant (éd.).

5. Stephen Pyne, *Fire in America. A Cultural History of Wildland and Rural fire*, Princeton, N.J. Princeton University Press, 1982.

il exhume la rationalité des modes traditionnels d'utilisation du feu, qui permettent de gérer les ressources sans détruire la nature. Martin Melosi ouvre la possibilité d'une histoire environnementale des villes passant par les nuisances et les déchets¹. Donald Worster attaque un nouveau chantier, les relations entre cours d'eau, territoire et pouvoir². Alfred Crosby continue à approfondir l'étude du choc écologique apporté par la colonisation, montrant comment il a façonné des paysages aujourd'hui considérés comme naturels³. Enfin, Samuel Hays poursuit son exploration des liens entre administration et conservation de la nature⁴.

En 1983, paraît *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England* de William Cronon qui est le premier succès de librairie de l'histoire environnementale⁵. Ce livre est issu d'un texte écrit lorsque jeune étudiant à Yale, pour le séminaire d'Emund Morgan. Son succès démarre avec un compte rendu de John Demos dans *The New York Times Book Review* et l'obtention du Francis Parkman Prize⁶. Dan Flores témoigne de ce qu'a représenté *Changes in the Land* pour les historiens de l'environnement⁷. Après avoir obtenu en 1980 le premier poste faisant référence à l'histoire environnementale à Texas Tech (le libellé exact était «Texas and Environmental History»), poste pour lequel il était le seul candidat, il s'est trouvé face à une question embarrassante de son Doyen : «Bon sang, qu'est-ce que l'histoire environnementale?» Après la parution du livre de William Cronon, il lui adresse le compte rendu du *Times* magazine, accompagné d'un mot «Voici ce qu'est l'his-

1. Martin Melosi, *Pollution and Reform in American Cities, 1870-1930*, Austin, University Press of Texas, 1980. Id., *Garbage in the Cities: Refuse, Reform, and Environment 1880-1980*, College Station, Texas A & M University Press, 1981.

2. Donald Worster, *Rivers of Empire: Water, Aridity, and the Growth of the American West*, New York, Pantheon Books, 1985.

3. Alfred Crosby, *Ecological Imperialism. The Biological Expansion of Europe 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

4. Samuel Hays, *Beauty, Health, and Permanence: Environmental Politics in the United States, 1955-1985*, Cambridge, 1987.

5. William Cronon, *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England*, New York, Hill and Wang, 1983.

6. John Demos, «Foreword», in William Cronon, *Changes in the Land, Revised Editions: Indians, Colonist, and the Ecology of the New England*, New York, Hill and Wang, 2003.

7. Dan Flores, «Twenty years on: thoughts on "Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England"», *Agricultural History*, 78-4, automne 2004, p. 493-496.

toire environnementale». Cette anecdote témoigne de la manière dont l'invention de nouvelles modalités d'écriture de l'histoire et d'objets a précédé la mise en place des bases théoriques. Les praticiens du domaine sont donc confrontés *a posteriori* à la question, «qu'est-ce que l'histoire environnementale?» et à la nécessité d'articuler la diversité des filiations méthodologiques et disciplinaires.

L'écologie, un modèle et ses limites

À la différence des nouveaux champs de recherche contemporains – les *gender studies*, *science studies*, *cultural studies*... –, l'histoire environnementale ne s'est pas constituée autour de textes théoriques et méthodologiques mais à travers des pratiques et des terrains. Une telle spécificité appelle trois remarques. La première porte sur les modalités d'organisation du savoir dans les domaines émergents, liées à une demande et à des nouveaux commanditaires¹. L'histoire environnementale est née à la croisée des dynamiques internes à la communauté des historiens et d'une mobilisation sociale extérieure, nécessitant de nouveaux outils d'analyse. Et, même si par la suite le domaine s'est normalisé, ce moment fondateur a contribué à en définir les contours. La seconde fait le constat des forces et des faiblesses d'une discipline qui procède par invention continue de nouveaux objets et extension de territoires, sans être toujours au préalable très charpentée conceptuellement. La dernière remarque pointe les conséquences d'une structuration par les récits et les pratiques : celle-ci accentue la dimension nationale des formes de l'histoire environnementale, modelée par les archives et les sources utilisées. Cette voie originale a contribué à la réussite du domaine qui a montré, pratiquement, que l'environnement n'est pas une essence mais un assemblage entre les hommes et la nature, historiquement situé, prenant des formes différentes selon les contextes culturels et sociaux. Les historiens de l'environnement échappaient ainsi au partage entre phénomènes matériels et phénomènes moraux, entre les dimensions physiques et les dimensions culturelles des activités humaines.

1. Pour une discussion approfondie sur ce nouveau mode de production du savoir, Michael Gibbons, Camille Limoges, Helga Nowotny, Simon Schwartzman, Peter Scott, Martin Trow, *The new production of knowledge. The dynamics of science and research in contemporary societies*, London, Sage, 1994.

Ce positionnement se lit à travers les tentatives à l'œuvre dans les années quatre-vingt pour fonder un socle théorique emprunté soit à l'écologie, soit à l'anthropologie culturelle et sociale, sans pour autant se reconnaître dans l'une de ces perspectives. Aucun des corpus théoriques disponibles alors ne suscite une appropriation pleine et entière des historiens. John Opie, principal artisan de la constitution de ce nouveau champ, a été un des premiers à tenter de définir l'histoire environnementale, même si cet apport a été par la suite sous-estimé. Sa conférence, lors du colloque fondateur à Irvine en 1982, dresse un état des lieux des pièges et des opportunités qui s'ouvrent à l'histoire environnementale¹. Selon lui, celle-ci ne saurait être une étude des relations entre les hommes et leur environnement car une telle définition reproduirait la séparation entre l'histoire et les sciences de la nature, c'est-à-dire entre, d'une part, des représentations propres aux sociétés et, d'autre part, une réalité physique objectivée aux contours bien définis. Un tel dualisme disciplinaire se déploierait à un niveau de généralité si grand qu'il introduirait une compréhension linéaire et téléologique, un idéal qui réduirait la gamme des possibles – du succès à l'effondrement, en passant par l'équilibre. La relation entre les deux cultures sera plutôt dialectique : pour comprendre l'homme dans l'environnement, il faut saisir un monde réel au-delà des acteurs grâce au langage des sciences de la nature mais, dans la mesure où un environnement physique n'est jamais saisi que par des références culturelles, les humanités recouvrent les sciences environnementales. L'historien de l'environnement est celui qui parcourt tous les niveaux de cette relation dialectique, considérant que l'environnement est à la fois un donné et un construit, et s'autorise à manier un double alphabet, celui des humanités et celui des sciences de la nature. L'environnement n'est jamais saisi que par la médiation des perceptions humaines, il n'est jamais universel mais toujours inscrit dans un contexte historique précis. Et, pour autant, cet environnement dispose d'un potentiel et de limites matérielles, d'une agentivité qui interdit de le réduire à un cadre inerte de l'action humaine. Au-delà des considérations morales, la notion d'impact révèle comment l'environnement modifié par les hommes agit en retour sur leurs sociétés, mobilisant ses dynamiques propres, distinctes des dynamiques sociales. À ce titre, l'homme devient une espèce parmi d'autres qui font l'histoire. Et

1. John Opie, «Environmental history: pitfalls and opportunities», *Environmental Review*, 7-1, printemps 1983, p. 8-16.

l'historien de l'environnement, sans être un activiste, engage le futur des sociétés à travers son analyse du passé.

Ce texte a le mérite d'introduire les trois défis de l'histoire environnementale, qui sont toujours présents aujourd'hui. Comment mener une histoire totale à partir d'épistémologies incommensurables, celle des sciences de la nature et celle des sciences sociales et des humanités? L'usage dialectique des deux langages permet de mobiliser des concepts et des méthodes naturalistes (l'approche holistique et les systèmes à grande échelle, le métabolisme et les échanges d'énergie), tout en les mettant à distance comme des catégories de description historiquement situées. La traduction ontologique de cette double épistémologie n'est cependant pas évidente – est-ce une forme de monisme? de naturalisme? – et il manque un fondement théorique à cette pratique de l'histoire. Par ailleurs, John Opie affirme clairement que, d'une part, les acteurs de l'histoire cessent d'être uniquement des individus dotés d'une capacité d'action et, d'autre part, que l'homme est une espèce parmi d'autres, les individus un élément de variation à l'intérieur d'un groupe. Un deuxième danger surgit, celui du déterminisme environnemental car un tel niveau de généralisation peut conduire à affaiblir la liberté et la responsabilité humaine. Si la définition des civilisations par les œuvres de l'esprit, par le niveau technique ou par l'équité et la justice ne suffit plus, il faut faire intervenir la relation des civilisations à leur environnement, trop souvent vue comme un arrachement à la nature. Comment l'historien de l'environnement peut-il être un humaniste, respectueux de l'incorporation de l'idéologie et des valeurs culturelles dans les formes physique du pays? Le dernier écueil est disciplinaire. L'histoire environnementale est-elle autonome ou n'est-elle qu'un mélange de science, de plaidoyer et d'humanisme? En quoi se distingue-t-elle de la géographie historique et culturelle? De l'histoire de la frontière? De l'anthropologie culturelle? Reste-t-elle sans identité disciplinaire, partagée entre les deux cultures, les sciences et les humanités? L'environnement n'étant saisi que par la médiation des perceptions humaines, il n'est jamais universel mais inscrit dans un contexte historique précis, ce qui le rattache aux humanités. Mais il introduit des limites matérielles à l'action humaine, surtout lorsque l'impact de l'homme sur l'environnement s'accroît fortement après 1800.

Si ces arguments révèlent l'influence exercée par la géographie de Daniel Meinig et celle de Carl Sauer, ils se présentent aussi comme

un commentaire de l'œuvre de Braudel car «l'historien de l'environnement le plus indiscutable et le plus conscient est toujours Fernand Braudel de l'École des Annales française»¹. Considéré comme le meilleur avocat des liens intimes entre l'homme et son environnement physique, il apparaît comme celui qui met en avant la force de l'environnement dans les affaires humaines, sans ignorer en retour l'impact des activités humaines sur la nature. Même si celui-ci ne reprend nulle part les principes de l'écologie, sa démarche aurait pu intégrer, selon John Opie, les problèmes de pollution, d'exploitation des ressources naturelles et de gaspillage. «L'historien de l'environnement s'installe dans le fossé qui sépare les idées écologiques de la réalité historique, les deux cultures de la science et des humanités, l'objectivité désintéressée et l'obligation éthique du plaidoyer»².

Pour dépasser la coupure entre humanités et sciences, l'histoire environnementale des débuts s'est tournée vers l'anthropologie écologique et l'écologie culturelle. Cette position est défendue par Donald Worster dans son allocution présidentielle devant l'ASEH en 1982, mais avec des conclusions assez mitigées³. Plusieurs figures sont convoquées pour tenter de rapprocher nature et société, histoire et écologie, reflétant les options possibles à ce moment-là. La première est celle de l'historien allemand Karl Wittfogel qui, partant du matérialisme historique de Marx, a démontré l'importance des facteurs naturels dans la détermination des modes de production⁴. Pour celui-ci, les interactions entre les hommes et la nature sont un des moteurs de l'histoire et permettent de comprendre les divergences entre les civilisations d'Europe et d'Asie, ces dernières évitant le développement capitaliste. Cette théorie prendra sa forme la plus controversée en affirmant un lien entre le despotisme oriental et les sociétés hydrauliques, entre un mode de gouvernement autocratique et une gestion de l'eau qui suppose des infrastructures lourdes et centralisées⁵. En partie déconsidéré

1. *Ibid.*, p. 15.

2. *Ibid.*, p. 15.

3. Donald Worster, «History as natural history: an essay on theory and method», *Pacific Historical Review*, 53, 1984, p. 1-19. Dans son premier livre déjà, Donald Worster avait essayé de dépasser la coupure entre histoire et évolution: Donald Worster, *Nature's economy: The Roots of Ecology*, San Francisco, 1977.

4. Karl Wittfogel, «Geopolitik, geographischer Materialismus und Marxismus», *Unter dem Banner des Marxismus*, 3-1,4,5, 1929, trad. «Geopolitics, Geographical materialism and Marxism», G.L. Ulmen, *Antipode*, 17-1, avril 1985, p. 21-71.

5. Karl Wittfogel, «Die Theorie der orientalischen Gesellschaft» (1938), trad.

par sa radicalisation anti-communiste, Wittfogel a été largement ignoré des historiens mais non des anthropologues, alimentant l'anthropologie écologique, l'écologie culturelle et le matérialisme culturel¹. Le terrain avait été préparé par les réflexions des années vingt sur le concept d'aire culturelle développé par Clark Wissler et influencé par les réflexions des géographes Ellsworth Huntington, Ellen Semple, Friedrich Ratzel et J.J.E. Reclus². Les eskimos ont constitué un terrain d'étude privilégié pour saisir ces relations entre la diversité culturelle, le climat et les formes d'habitat³.

Julian Steward propose lui une écologie culturelle⁴. Rejetant l'idée que l'on peut transposer les concepts de l'écologie biologique dans l'analyse des cultures, il écarte le déterminisme climatique et géographique au profit d'une approche plus complexe. Celle-ci emprunte trois étapes d'analyse : la technologie développée par un peuple pour exploiter son environnement, qui est influencée par les facteurs environnementaux ; l'analyse des structures du travail mises en place pour l'exploitation des ressources ; l'influence, plus ou moins importante, de ces structures de comportement sur les autres domaines de la culture (politique, mythologie, forme des maisons, etc.). Julian Steward et Karl Wittfogel se sont d'ailleurs rapprochés l'un de l'autre lors d'un colloque sur « civilisations et irrigation », cherchant alors à déterminer les régularités à travers l'histoire humaine⁵. Ces approches écologiques en anthropologie ont donné par la suite

«The theory of oriental society», in *Readings in Anthropology*, Crowell, Morton Fried, New York, vol. 2, p. 179-198. Id., *Oriental Despotism: A Study in Total Power*, Yale University Press, 1957.

1. En revanche, Donald Worster utilisera abondamment Karl Wittfogel dans son livre Donald Worster, *Rivers of Empire: Water, Aridity, and the Growth of the American West*, New York, Pantheon Books, 1985.

2. Clark Wissler, *Man and Culture*, New York, 1923. Id., *The Relation of Nature to Man in Aboriginal North America*, New York, 1926. Alfred Kroeber, *Cultural and Natural Areas of Native North America*, Berkeley, 1939. June Helm, «The ecological approach in anthropology», *American Journal of Sociology*, 67, 1962, p. 630-631.

3. Voir en particulier Marcel Mauss, «Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimo. Étude de morphologie sociale», *Année sociologique*, 9, 1904-1905.

4. Julian Steward, *Theory of Culture Change: The Methodology of Multilinear Evolution*, Urbana, 1963. Robert Murphy, «Introduction: the anthropological theories of Julian H. Steward», in *Evolution and Ecology: Essays on Social Transformation* by Julian H. Steward, Jane Steward, Robert Murphy (éd.), Urbana, 1971.

5. Julian Steward et al., *Irrigation Civilizations: A Comparative Study*, Washington D.C., 1955. Julian Steward, «Wittfogel irrigation hypothesis», in *Evolution and Ecology...*, *op. cit.*, 1971, p. 87-99.

de nombreuses monographies, ayant tendance à effacer la ligne de séparation entre biologie et culture plus que ne le faisait Steward¹.

La dernière voie examinée est la comparaison entre l'approche de Roy Rappaport et celle de Marvin Harris. Rappaport a développé la théorie de modèles cognitifs de la nature, c'est-à-dire de l'existence d'un ensemble de rites, d'idéologies et de cosmologies qui orientent l'action des hommes sur leur environnement. Ces modèles cognitifs ne sont pas nécessairement en adéquation avec l'environnement physique existant. Dans le cas de certaines sociétés primitives, ils peuvent être faux au regard des sciences modernes, mais efficaces pour mettre en place une gestion raisonnée des ressources. Pour d'autres sociétés, comme la société industrielle, ces modèles cognitifs peuvent en revanche conduire à des conséquences négatives². Marvin Harris défend, lui, une position très différente, celle de l'existence d'un principe qui subsume la variété des cultures et des conditions environnementales : le problème calorique et la nécessité de trouver une nutrition abondante supposent en effet de s'adapter aux conditions environnementales³.

Aucune de ces voies n'emporte l'adhésion de Donald Worster. À Rappaport, il reproche de s'appuyer sur un modèle écologique dépassé, celui d'Eugène Odum. L'analyse des écosystèmes naturels selon les termes des sciences de la nature (équilibre, flux d'énergie) aboutit à un modèle statique d'adaptation d'un groupe aux conditions environnementales. La critique de cette vision idéale des rap-

1. John W. Bennett, Seena B. Kohl, *Settling the Canadian-American West, 1890-1915: Pioneer Adaptation and Community Building: an Anthropological History*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1995. Harold Conklin, *Ethnographic atlas of Ifugao: a study of environment, culture, and society in Northern Luzon*, New Haven, Yale University Press, 1980. Marshall Sahlins, *Moala; culture and nature on a Fijian island*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1962. Richard B. Lee, *The !Kung San: men, women, and work in a foraging society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979. Clifford Geertz, *Agricultural involution: the process of ecological change in Indonesia*, Berkeley, University of California Press, 1963.

2. Roy Rappaport, «Nature, culture and ecological anthropology», in *Man, Culture and Society*, Harry Shapiro (éd.), London, 1971, p. xxx. Id. *Pigs for the Ancestors: Ritual in the Ecology of a New Guinea People*, New Haven, Yale University Press, 1968. *Environment and Cultural Behavior: Ecological Studies in Cultural Anthropology*, Andrew P. Vayda (éd.), Garden City, Natural History Press, 1969.

3. Marvin Harris, *The Rise of Anthropological Theory: A History of Theories and Culture*, New York, 1968, chapitre 23. Id., *Cultural Materialism: The Struggle for a Science of Cultures*, New York, Random House, 1979. Id., *Cannibals and Kings: The Origins of Cultures*, New York, Random House, 1977.

ports entre l'homme et la nature lui semble nécessaire, même si elle peut parfois cacher un parti-pris idéologique, la volonté de justifier les destructions environnementales apportées par les sociétés industrielles. Quant à Harris, s'il permet de mieux saisir les évolutions, il verse dans le fonctionnalisme, trouvant une rationalité dans toutes les sociétés, à travers la maximisation du rapport coût – bénéfice. Les critiques marxistes ont reproché à un tel fonctionnalisme d'estomper les luttes entre les groupes qui forment une société et les perdants indigènes de cette rationalité.

L'histoire environnementale s'avère bien informée des développements en cours dans les autres domaines des sciences¹. Si Donald Worster souhaite que l'anthropologie et l'écologie fournissent des outils à une discipline en cours de constitution, il constate la difficulté d'une importation de concepts et lui préfère la convergence autour de terrains empiriques, surtout pour les sociétés les plus anciennes. À un niveau de généralisation trop élevé, il dit préférer l'inscription dans un temps et un espace précis. *Montaillou, village occitan* d'Emmanuel Le Roy Ladurie est présenté comme un modèle des rapprochements possibles entre histoire et anthropologie, en particulier la première partie, «L'écologie de Montaillou : la maison et le berger»². La lecture écologique de l'ascension et de l'évolution du capitalisme constitue un premier terrain empirique possible. Les racines des problèmes écologiques résident en effet dans l'accroissement de la population et des épidémies, les relations entre la pression exercée sur le sol et les innovations technologiques et culturelles³. Ce point est à l'origine d'une phrase fameuse de Donald Worster, paraphrasant Frank Fraser Darling, «l'histoire environnementale commence dans le ventre»⁴. Le second terrain

1. Pour un tableau plus complet des différentes positions, voir Philippe Descola, *L'Écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*, Paris, Quae, 2011, p. 9-29.

2. La traduction américaine apparaît trois ans après l'édition française : Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou: The Promised Land of Error*, New York, G. Brazillier, 1978.

3. Donald Worster renvoie ici à la fois à William McNeill, *Plagues and Peoples*, Anchor Press, Garden City, 1976 et à Eric Jones, «Environment, agriculture, and industrialization in Europe», *Agricultural History*, 51, 1977, p. 491-502, Id., *The European Miracle: Environments, Economics, and Geopolitics in the History of Europe and Asia*, Cambridge, 1981.

4. Nicolaas Mink, «It begins in the belly», *Environmental History*, 14-2, avril 2009, p. 312-322.

est celui de la frontière, des zones de contact entre l'écologie de sociétés différentes, qui conduit souvent à des rapports de domination¹. Enfin, l'écologie invite à réfléchir sur les gestes de l'exploitation de la nature. Comment ces modèles cognitifs (valeurs, rituels, idéologies, etc.) apparaissent-ils et quels sont leurs effets sur l'environnement? Cette notion d'impact marque un déplacement net par rapport à l'écologie et à l'anthropologie.

Les limites du dialogue avec l'écologie culturelle apparaissent en 1985, lorsque Richard White publie le premier bilan exhaustif de l'histoire environnementale états-unienne depuis sa création en 1972². Cet article volumineux, de près de quarante pages, est généralement lu comme une recension bibliographique exhaustive, un genre appelé à connaître une grande postérité dans un champ où la croissance extrêmement rapide du nombre de publications rend difficile un regard d'ensemble. En réalité, Richard White défend tout au long du texte une proposition qui lui donne sa colonne vertébrale et fait écho aux arguments de John Opie et Donald Worster: « C'est au milieu de cette situation complexe et de compromis – les influences réciproques d'une nature changeante et d'une société changeante – que l'histoire environnementale doit trouver sa maison »³. Celle-ci bouleverse les modes d'interprétation des phénomènes sociaux en mettant sur le même pied changements environnementaux et changements sociaux, en les unifiant dans un récit commun.

Si l'histoire environnementale est alors présentée comme la discipline qui franchit le fossé séparant l'écologie et l'histoire, cette entreprise peut prendre diverses formes. Richard White passe en revue les avantages et les limites de chaque approche. L'histoire intellectuelle, qui est aux origines du champ, attire ses critiques car la nature reste inanimée et les valeurs ne font que refléter le

1. Alfred Crosby, « Ecological imperialism: the overseas migration of western europeans as a biological phenomenon », *Texas Quarterly*, 21, 1978, p. 10-22. Wilbur Jacobs, « The fatal confrontation: early native-white relations on the frontiers of Australia, New Guinea, and America-A comparative study », *Pacific Historical Review*, 40, 1971, p. 283-309. Calvin Martin, *Keepers of the Game: Indian-Animal Relationships and the Fur Trade*, Berkeley, 1978. Owen Lattimore, *Inner Asian Frontiers of China*, Boston, 1951. Marshall Sahlins, « Culture and environment: the study of cultural ecology », in *Horizons of Anthropology*, Sol Tax (éd.), Chicago, 1964, p. 132-147.

2. Richard White, « American environmental history: the development of a new historical field », *Pacific Historical Review*, 54-3, août 1985, p. 297-335.

3. *Ibid.*, p. 335.

reste de la société¹. Une certaine histoire des sciences essaye en revanche de lier l'évolution des savoirs, les changements environnementaux et les changements sociaux, en examinant en même temps les modifications à l'œuvre dans le monde naturel, les évolutions de la pensée humaine et celles des politiques qui aident à les produire. Ce modèle des influences réciproques permet de saisir l'apparition d'un problème environnemental, avec des résultats très différents selon l'élément sur lequel on insiste². Un troisième type d'études s'attache à comprendre les relations entre changement social et changement environnemental à l'échelle locale, en insistant sur les conséquences des changements apportés par les hommes, leur impact environnemental³. Les historiens reprennent ainsi un sujet qui avait été porté par les géographes (Carl Sauer, Andrew Hill Clark, Donald Meinig). La limite de ces études à l'échelle locale est cependant que les dynamiques à l'œuvre s'expliquent par des causes agissant à une autre échelle. Le quatrième ensemble de travaux s'attache justement à l'échelle monde à travers deux problèmes, l'expansion européenne et l'essor du capitalisme et de l'économie monde. À une telle échelle, il est difficile d'éviter entièrement le déterminisme et le réductionnisme, biologique ou économique. Un cinquième groupe réunit des études très diverses, qui ont en commun de se pencher sur la diminution et l'allocation d'un bien naturel, qu'il s'agisse de l'eau, de l'herbe ou de n'importe quelle autre ressource. Enfin, l'histoire urbaine est un domaine prometteur parce qu'elle se penche sur des problèmes spécifiques (la pollution et la congestion), permet de réinterpréter l'environnementalisme et les changements culturels à partir de leurs racines, et introduit des acteurs négligés jusque-là (les femmes par exemple).

Pour terminer Richard White pointe deux limites qui touchent une grande partie des études de sciences sociales sur l'environnement, ce qui met en valeur la contribution spécifique que peuvent apporter les historiens. D'un côté, le fonctionnalisme de l'écologie culturelle réduit les sociétés à une série d'adaptations déguisées à

1. Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind* (1967), New Haven, Yale University Press, 1982. J. Donald Hughes, *American Indian Ecology*, El Paso, Texas Western Press, 1983.

2. John H. Perkins, *Insects, Experts and the Insecticide Crisis: the Quest for New Pest Management Strategies*, New York, Plenum Press, 1982. Thomas R. Dunlap, *DDT: Scientists, Citizens and Public Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

3. W. Cronon, *Changes in the Land...*, *op. cit.*, 1983.

la terre et au climat. De l'autre côté, le matérialisme culturel suit la surpopulation et les dégradations environnementales jusqu'à une solution technique. Les interconnexions entre environnement et culture doivent plutôt, selon White, être inscrites dans un contexte historique précis. L'option naturaliste, qui consisterait à réifier les formes culturelles et sociales en les identifiant à des contextes physiques et biologiques, à des pressions environnementales, est résolument écartée. Le dualisme nature/culture, la disjonction entre réalités et représentations, sont rejetés. Cette position de méthode va être entendue plus fortement que prévue.

L'américanisation de l'histoire environnementale

Cet article de Richard White, informé tout du long par les relations entre histoire et écologie, a pourtant été lu d'une manière tout à fait autre, révélant l'américanisation du champ à l'œuvre dans les années 1980. Il est banal aujourd'hui de souligner la dimension états-unienne des origines de l'histoire environnementale. Une lecture attentive de la revue *Environmental Review* montre cependant que cette évolution est survenue tardivement et que la première décennie était ouverte aux études globales¹. Lors de la première conférence de l'American Society for Environmental History, Donald Worster prononce son discours de banquet sur « Un monde sans frontières : l'internationalisation de l'histoire environnementale »². Il en appelle à une « synthèse post-nationale » en histoire environnementale, capable de faire glisser les fondements vernaculaires et locaux des historiens vers des pratiques professionnelles et globales. Les actes du premier congrès, à Irvine en 1982, comptent dix articles sur vingt-six portant sur d'autres pays que les États-Unis, dont quatre dus à des chercheurs étrangers³. En 1984, *Environmental Review* consacre un numéro spécial aux perspectives internationales en histoire environnementale⁴. L'éditorial de J. Donald

1. J. Donald Hughes, « Global dimensions of environmental history », *The Pacific Historical Review*, 70-1, février 2001, p. 91-101

2. Donald Worster, « World without borders : the internationalizing of environmental History », *Environmental Review*, 6-2, automne 1982, p. 8-13.

3. *Environmental History: Critical Issues...*, *op. cit.*, 1985.

4. « International dimensions of environmental history », *Environmental Review*, 8-3, automne 1984 contient les articles suivants : Alfred W. Crosby, « An ecohstory of the Canary Islands : a precursor of European colonialization in the

Hughes souligne que les problèmes environnementaux ne peuvent et ne doivent se limiter aux frontières nationales car la terre forme un seul environnement et un seul écosystème¹. Et il en appelle aux contributions de chercheurs à l'extérieur des États-Unis.

Cet appel a eu peu d'effets car le champ s'américanise au milieu des années 1980. L'article de Richard White, publié en 1985, est révélateur par son titre : « Histoire environnementale des États-Unis : le développement d'un nouveau champ historique »². Il est depuis constamment cité parmi les articles de référence, sans que soit relevé ce prisme volontairement et exclusivement états-unien, pourtant affirmé. En effet, ne sont pris en compte que les travaux publiés après l'année 1972, considérée comme la date de naissance du champ en Amérique du Nord. Certes, il est souligné que certains classiques de l'histoire américaine ont traité de l'environnement naturel, et que les premiers travaux sur l'environnement se rassemblent autour de la *western history*. Deux ouvrages classiques sont mis en avant – *Wilderness and the American Mind* de Roderick Nash et *Conservation and the Gospel of Efficiency* de Samuel Hays³. Ces figures de précurseurs servent surtout à établir et à légitimer le domaine. Du reste, Richard White critique cette filiation car « cela signifie que, à ses débuts, le champ a perdu une certaine étendue », abandonnant l'étude des influences réciproques du changement social et environnemental à la géographie historique⁴. Le poids de l'histoire intellectuelle et politique conduit à surévaluer l'importance des espaces sauvages au détriment des zones urbaines et même rurales. La dégradation de la nature est négligée par rapport

New World and Australasia», p. 214-235 ; Joseph T. Jockel, Alan M. Schwartz, « The Changing Environmental Role of the Canada-United States International Joint Commission », p. 236-251 ; Forest L. Grieses, « Environmental Protection in the Federal Republic of Germany: Focus on the Saarland », p. 252-269 ; Roberta M. Delson, John Dickenson, « Conservation Tendencies in Colonial and Imperial Brazil: An Alternative Perspective on Human Relationships to the Land », p. 270-283 ; Rhoads Murphey, Ellen Murphey, « The Japanese experience with pollution and controls », p. 284-294.

1. J. Donald Hughes, « Introduction », *Environmental Review*, 8-3, automne 1984, p. 213. Il souligne aussi que, depuis son origine, la revue a publié des articles et des comptes rendus sur l'Australie, la Chine, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Islande, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et l'URSS.

2. R. White, « Historiographical essay... », *op. cit.*, 1985.

3. *Ibid.*, p. 297-300.

4. *Ibid.*, p. 300.

à l'admiration (et au rejet) de la nature sauvage. L'opposition entre conservation et préservation devient une des problématiques centrales alors que cette dichotomie ne rend pas compte de l'écologie scientifique ni des nouvelles préoccupations environnementales. «La *wilderness* est devenue la route d'accès privilégiée à la psyché américaine pour l'histoire intellectuelle»¹. Critiquée, cette voie devient pourtant une marque de fabrique.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette américanisation de l'histoire environnementale. Formés majoritairement sur les campus de la côté Est (Harvard et Yale en particulier), les premières générations d'historiens de l'environnement trouvent des postes au centre des États-Unis et sur la côte Ouest. Au départ ils sont accueillis par les études environnementales, mais rapidement ce sont les études américaines et la *western history* qui leur permettent de s'implanter, en particulier dans les *land grant universities*, centrées sur l'agriculture, les techniques et les sciences de l'ingénieur². Les étudiants formés en histoire environnementale le seront désormais avec des textes issus de cette tradition états-unienne. L'histoire environnementale se recentre sur ses territoires, se faisant moins pluridisciplinaire qu'à ses débuts. Au même moment, la géographie aux États-Unis se détourne d'une certaine filiation issue de Carl Sauer et de la géographie historique, ce qui contribue au succès de l'histoire environnementale, profitant de cet espace vide³. Enfin, et il s'agit de l'élément décisif, l'histoire environnementale se rapproche d'un mouvement plus ancien et puissant, l'histoire de la conservation et de la protection de la nature. Plusieurs historiens étaient auparavant membres de la *Forest History Society*, qui dispose de sa propre revue depuis 1957⁴. La bibliogra-

1. *Ibid.*, p. 304.

2. Les *Land grant universities* ont été créées par les Morrill Acts de 1862 et 1890 : en échange de terres, celles-ci s'engageaient à développer un enseignement pratique dans le domaine agricole, scientifique, militaire et de l'ingénieur, différent des arts libéraux privilégiés dans les universités les plus anciennes. L'université de Wisconsin-Madison, Texas University, Cornell University, University of California sont des *land grant universities*.

3. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>) : interview de Stephen Pyne par Lisa Mighetto (22 avril 2008).

4. Fondé en 1957 par la *Forest History Society*, la revue *Forest History* devient le *Journal of Forest History* à partir de 1974. Un des exemples les plus parlants est certainement Susan Flader, présidente de l'*American Society For Environmental history* de 1995 à 1997.

phie sur les forêts, la conservation, la prévention et les parcs nationaux est considérable, nettement plus importante que celle de l'histoire environnementale à proprement parler. Du reste, dès les origines de l'American Society for Environmental History, ses responsables débattent de la pertinence d'un rapprochement avec la Forest History Society, écartant dans les premiers temps une telle éventualité. Celle-ci est en effet jugée trop proche des industries forestières¹. Ce débat, qui rejoint celui sur le militantisme environnemental, est crucial. Dans les années quatre-vingt-dix, le rapprochement sera déterminant pour la pérennité et l'expansion de l'histoire environnementale aux États-Unis. À cet égard, Richard White est ambigu car, s'il critique cette histoire de la conservation, il est le premier à l'intégrer dans cette première revue bibliographique à ambition exhaustive, pour renforcer la légitimité de l'histoire environnementale. Et, en effet, par le jeu des notes de bas de page et des références bibliographiques, il incorpore dans ce nouveau champ en train de se constituer les travaux sur la mise en valeur de l'Ouest américain, les mouvements de conservation et de préservation, l'histoire des forêts et des services forestiers, l'histoire intellectuelle de la *wilderness* et de ses grandes figures, l'histoire des parcs nationaux, l'étude des paysages et la géographie historique, la maîtrise de l'eau et la mise en valeur agricole².

L'articulation entre histoire environnementale et conservation se cristallise autour de trois figures, Frederick Jackson Turner, Walter Prescott Webb et James Malin. L'expression «from the bottom up» affichée par l'histoire environnementale pourrait même faire le lien avec Turner qui l'utilise dès 1923, si cet usage n'était resté confidentiel³. L'expression révèle cependant des points communs dans la manière de prendre en compte le sol, un en-dehors de la civilisation. Frederick Jackson Turner a théorisé la frontière dans un texte fameux – «La signification de la frontière dans l'histoire américaine» –, présenté en 1893 devant l'*American Historical Association*, quelques années seulement après la stabilisation de la fron-

1. R. White, «Historiographical essay...», *op. cit.*, 1985 donne de nombreuses références. Il est possible aussi de se référer à la base de données bibliographique de la Forest History Society qui contient près de 40 000 occurrences, majoritairement issues de cette tradition (<http://www.foresthistory.org/Research/biblio.html>).

2. Richard White, «American environmental history: the development of...», *op. cit.*, p. 297-335.

3. Archives Turner, carton n°23: lettre de Frederick Jackson Turner à Carl William Blegen, 16 mars 1923. Citée par *That Noble Dream...*, *op. cit.*, 1988, p. 442.

tière des pionniers¹. Rappelons les points principaux de la thèse. Confrontés aux conditions primitives de la *wilderness*, les colons se dépouillent de la civilisation européenne qui les a formés, retrouvent un temps primitif, celui d'une race jeune luttant pour conquérir de nouveaux territoires vierges. Ces communautés de la frontière font alors l'expérience des étapes de la civilisation, qui vont de la chasse au commerce, de l'agriculture à la ville. Ce processus d'affirmation puis d'éloignement de la frontière forge le caractère états-unien et une nouvelle nation, individualiste, pragmatique et égalitaire. La démocratie des États-Unis est donc née de la conquête du Grand Ouest et de la frontière. Cette thèse a essuyé de très nombreuses critiques, méthodologiques et épistémologiques en particulier, pointant un style littéraire et un concept si vague de frontière qu'il pouvait être appliqué à n'importe quoi. D'autres ont souligné que cette thèse sur la démocratie ne s'appliquait pas dans les régions de frontière non anglo-américaines. Et, de manière générale, la variété des niveaux de pouvoir et des acteurs interdit de telles généralisations. Le dernier reproche est d'effacer la diversité des expériences historiques, en particulier des minorités ethniques et raciales et des femmes. La *western history* a donc été contestée dès son établissement².

En 1987, un des auteurs les plus en vus de l'histoire environnementale, William Cronon, reprend ces critiques et se demande pourquoi, malgré tout, les fondations de l'histoire de l'Ouest américain, et même de l'histoire états-unienne, continuent à être si proches de Turner³. Écartant le poids du conformisme ou de la formation des universitaires, il réévalue la thèse de Turner, considérant son potentiel heuristique et sa capacité à exprimer certains des mythes fondateurs les plus importants. Sa force principale réside dans la place centrale accordée aux interactions entre les hommes et le paysage états-unien. Une partie de ce que nous appelons aujourd'hui histoire environnementale a été écrite sous la bannière de la *western history*. Celle-ci «est aujourd'hui, dans un sens plutôt turnerrien, l'histoire environnementale de l'Amérique du Nord»⁴. En effet, celle-ci s'or-

1. Frederick Jackson Turner, «The Significance of the Frontier in American History», in *The Frontier in American history* [1920], Tucson, The University of Arizona Press, 1986, p. 1-38.

2. Pour tous ces points et les très nombreuses références bibliographiques, cf. William Cronon, «Revisiting the vanishing frontier: the legacy of Frederick Jackson Turner», *The Western Historical Quarterly*, 18-2, avril 1987, p. 157-176.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 171-172.

ganise autour de la dialectique entre l'abondance et la rareté, dans un sens à la fois naturel et symbolique, mettant en jeu les croyances, les formes de technologie et d'organisation sociale, les niveaux de ressources disponibles. William Cronon présente cette dialectique comme le meilleur héritage de Turner, pour qui une histoire dynamique, attentive à l'espace, permet de connecter l'histoire locale à l'histoire nationale et mondiale. Ses réserves sur le texte de 1893 portent sur l'identification avec le mâle blanc et l'isolement de la frontière. D'autres textes de Turner permettent d'ailleurs, selon lui, de glisser de l'isolement à une perspective connectée¹.

Les historiens de l'environnement sont loin de partager la thèse de William Cronon. Ils reprochent à Turner son déterminisme environnemental, de même qu'à un autre précurseur, Walter Prescott Webb, et son travail sur les Grandes plaines². Pour certains, par sa manière d'étudier les relations entre les sociétés et leur environnement naturel, James C. Malin aurait pu être le fondateur d'une histoire environnementale, mais son influence a été très réduite et il a lui-même refusé que son travail soit qualifié d'écologie historique³. Webb comme Malin ont tous les deux travaillé sur les Grandes plaines et ont été formés par l'école turnérienne de la frontière. Malgré ces critiques, Turner a bien joué un rôle séminal. Au début des années 1970, Roderick Nash commence son cours sur la relation entre les Américains et l'environnement par les textes de Turner pour montrer que les premiers colons en Amérique du Nord se retrouvent dans une situation comparable à celle de l'homme primitif, confrontés à une nature sauvage⁴.

La portée du texte de William Cronon est donc double. D'une part, il essaie d'installer l'histoire environnementale au cœur de l'histoire états-unienne pour lui faire gagner en légitimité, en essayant de démontrer que la *western history* bien comprise est en fait de l'histoire environnementale: «La *Western history*, dans ce cadre, peut devenir ce qu'elle a toujours été, l'histoire d'être

1. Frederick Jackson Turner, «The significance of history» (1891) in *History, Frontier and Section. Three essays by Frederick Jackson Turner*, Martin Ridge (éd.), Albuquerque, University of New Mexico Press, 1993, p. 39-58.

2. R. White, «American environmental history: the development of ...», 1985, p. 297. Walter Prescott Webb, *The Great Plains*, Boston, Ginn, 1931.

3. James C. Malin, *The Grasslands of North America: Prolegomena to Its History* [1947], Gloucester, Peter Smith, 1967.

4. Roderick Nash, «American environmental history: a new teaching frontier»..., *op. cit.*, 1972, p. 364.

humains travaillant avec des outils changeants à transformer les ressources de la terre, luttant autour de la manière dont cette terre doit être possédée et comprise, et définissant leurs notions de communauté politique et culturelle, le tout dans un contexte de contraintes environnementales et économiques en mouvement»¹. D'autre part, et cette dernière citation le montre bien, la définition de l'histoire environnementale s'éloigne des interrelations entre l'histoire et l'écologie pour devenir de plus en plus culturelle, anticipant l'évolution théorique des années suivantes.

La matrice turnérienne de la Frontière unit le travail de James Malin et celui de Donald Worster, même si le second bâtit son livre sur la critique du premier. À travers l'histoire des Grandes plaines, il s'agit de comprendre les conséquences écologiques de la conquête de la terre par les hommes, de relire l'expansion de la frontière au sens de mise en valeur. Les deux voient une contradiction entre l'environnement et la dynamique économique, en attribuant des responsabilités différentes. Pour James Malin, l'administration fédérale est responsable des dommages environnementaux, car elle intervient de manière dirigiste, au lieu de laisser agir les forces cycliques de la nature, capables de surmonter des crises. Pour Donald Worster, le libéralisme est au contraire l'ennemi car l'agriculture capitaliste, par la marchandisation et l'aliénation de la nature, est à l'origine des dommages. Donald Worster, dénonçant l'évolution des sciences écologiques, incarnerait selon Hal Rothman «l'école tragique» de l'histoire environnementale². Son histoire du *Dust Bowl* exerce une grande influence en pointant la responsabilité du capitalisme et de l'évolution des modes d'exploitation dans cette catastrophe écologique³. Il inaugure ainsi un nouveau type de récit, celui de la chute, du déclin, qui met fin à l'usage raisonné de la nature par les populations locales⁴. Comme l'a magistralement montré William Cronon, le *Dust Bowl* fait partie des grands récits, des mythes fondateurs de l'histoire environne-

1. *Ibid.*, p. 172.

2. Donald Worster, *Nature's Economy: A History of Ecological Ideas*, San Francisco, Sierra Club Books, 1977; Hal Rothman, «A Decade in the Saddle: Confessions of a Recalcitrant Editor», *Environmental History*, 7-1, janvier, 2002, p. 9-21.

3. Donald Worster, *Dust Bowl: The Southern Plains in the 1930s*, New York, Oxford University Press, 1979.

4. William Cronon, «A place for stories: nature, history, and narrative», *The Journal of American History*, 78-4, mars 1992, p. 1347-1376.

mentale états-unienne, épisode sans cesse relu et revisité¹. La thèse d'une « École de la frontière » structurant l'histoire environnementale jusqu'à aujourd'hui est convaincante². Insistant sur la force de transformation du capitalisme et des fronts pionniers, elle se prolonge sur un mode agraire (les premiers travaux de Cronon) comme industriel (les travaux postérieurs de Cronon, Worster...)³. Richard C. Perdue souligne l'originalité de ces perspectives, alors que, *a contrario*, l'École des Annales ne lui est d'aucun secours pour comprendre l'expansion impériale chinoise et ses conséquences sur l'environnement⁴. L'enseignement de l'histoire environnementale dans les universités accorde lui aussi une place importante à cette dimension états-unienne et aux pères fondateurs. Le cours de Carolyn Merchant à Berkeley comme celui de William Cronon à l'université du Wisconsin sont en fait des cours d'histoire environnementale des États-Unis. Le succès de la discipline s'est bâti sur ces bases, ce qui explique pourquoi aujourd'hui tous les étudiants américains connaissent et souvent ont lu trois livres : le *Changes in the Land* de William Cronon, le *Columbian Exchange* d'Alfred Crosby et le *Dust Bowl* de Donald Worster⁵. L'histoire environnementale a su ainsi investir les lieux de mémoire de la nation états-unienne.

Conclusion

Les circonstances, institutionnelles et intellectuelles expliquent en partie l'absence d'un programme théorique fort à la manière des différentes *studies* (*gender studies*, *science studies*, *cultural studies*...) ⁶. L'histoire environnementale s'est constituée progressivement, à

1. *Ibid.*

2. Richard C. Hoffmann, Nancy Langston, James C. McCann, Peter C. Perdue, Lise Sedrez, « AHR Conversation : environmental historians and environmental crisis », *The American Historical Review*, 113, décembre 2008, p. 1431-1465, p. 1436.

3. W. Cronon, *Changes in the Land...*, *op. cit.*, 1991. D. Worster, *Rivers of Empire...*, *op. cit.*, 1985.

4. Richard C. Perdue, *China Marches West: The Qing Conquest of Central Eurasia*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

5. W. Cronon, *Changes in the Land...*, *op. cit.* A. Crosby, *The Columbian exchange...*, *op. cit.* D. Worster, *Dust Bowl...*, *op. cit.*

6. Thad W. Tate, « Problems of definition in environmental history », *American Historical Association Newsletter*, 1981, p. 8-10.

partir d'un réseau d'individus plutôt que d'une série de textes fondateurs, dans un contexte de forte mobilisation environnementale qui s'est rapidement retourné. Après les années soixante-dix, les années Reagan riment avec difficultés matérielles et absence de perspectives institutionnelles. Dans ce contexte, le couple formé par une association (l'American Society for Environmental History) et une revue (*Environmental Review*) s'est avéré souple et efficace, à un moment où rien ne pouvait laisser présager la reconnaissance future de l'histoire environnementale et les effets de mise sur agenda des questions écologiques. Le domaine a donc procédé par invention de nouveaux objets d'histoire et extension des terrains de recherche. La deuxième moitié des années quatre-vingt voit encore surgir d'autres nouveaux objets, certains esquissés de manière programmatique : la pêche et la disparition des ressources en poisson, la pollution de l'air, la signification environnementale de l'expansion des banlieues, l'histoire du genre et l'environnement, l'histoire environnementale de l'industrie¹. Il est permis de penser que la souplesse théorique a contribué à cette inventivité empirique dans un contexte peu favorable. Du reste, la marque de fabrique de l'histoire environnementale a des contours déjà bien affirmés : le renouvellement des acteurs de l'histoire pour y inclure des non-humains, la prise de conscience d'une rupture historique dans le rapport à l'environnement et la centralité des rapports de force entre les sociétés et la nature, pouvant conduire à des dégradations.

Le contexte ne suffit pas, cependant, à rendre compte de la portée heuristique du projet de l'histoire environnementale, de son caractère précurseur dont nous commençons seulement à percevoir les enjeux à la lumière du débat actuel sur un possible « tournant biologique » des sciences humaines, c'est-à-dire de l'appropriation des objets historiques par des sciences proposant des

1. Arthur McEvoy, *The Fisherman's Problem: Ecology and Law in the California Fisheries, 1850-1980*, New York, Cambridge University Press, 1986. Peter Brimblecombe, *The Big Smoke. A History of Air Pollution in London Since Medieval Times*, Cambridge, Methuen, 1987. Kenneth Jackson, *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, New York, Oxford University Press, 1985. Carolyn Merchant, *Ecological Revolutions: Nature, Gender and Science in New England*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1989. Ted Steinberg, « An ecological perspective on the origins of industrialization », *Environmental Review*, 10-4, 1986, p. 261-276.

«registres explicatifs extra-sociaux»¹. L'histoire environnementale s'est construite sur le refus du naturalisme, en maniant une relation dialectique entre les outils des sciences sociales et l'usage de concepts issus des sciences de la nature, afin de saisir l'agentivité des non-humains conjointement à l'historicisation de ces catégories et des acteurs qui les portent. Il est possible de soutenir que cette dialectique n'est pas tenable et que la nature ne peut être en même temps un donné et un construit. Pourtant, c'est bien elle qui a informé l'écriture de l'histoire environnementale, explorant une histoire totale dont les bibliographies permettent de mesurer la fécondité sur le terrain et la contribution à l'accumulation des connaissances sur la part environnementale des sociétés, en évitant l'écueil du réductionnisme. De plus, et c'est une autre explication à l'absence d'un programme théorique fort, aucun des modèles théoriques disponibles n'était alors satisfaisant pour les ambitions de l'histoire environnementale. On a parfois reproché à celle-ci d'ignorer les travaux antérieurs portant sur les relations entre les sociétés et leurs environnements, en particulier ceux produits par les géographes². Le dépouillement des deux premières décennies de publication montre que, non seulement les historiens de l'environnement n'ignoraient pas les débats généraux de la discipline – puisque ces chercheurs provenaient d'autres champs de l'histoire –, mais qu'ils s'interrogeaient aussi sur la place de leur nouveau champ de recherche au sein des sciences sociales et humaines³. L'École des Annales les a aidés à formuler un projet intellectuel d'histoire totale, sans leur fournir une méthode dans laquelle ils se reconnaîtraient. La géographie culturelle et la géographie historique ont été une source d'inspiration forte mais leur

1. Joan Scott, «Fantasmes du millénaire: le futur du genre au XXI^e siècle», *Clio*, n° 32, 2010, p. 89-118. Delphine Gardey, «L'histoire, les feminist & other's studies», in *À quoi pensent les historiens? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, éd. Christophe Granger, Paris, Autrement, 2013, p. 220-221. Roger Chartier se fait l'écho de ce danger d'une naturalisation des sciences sociales dans son compte rendu, *Le Monde*, 5 avril 2013.

2. David Demerit, «Ecology, objectivity and critique in writings on nature and human societies», *Journal of Historical Geography*, 20-1, 1994, p. 22-37. Simon Naylor, «Historical geography: Natures, landscapes, environments», *Progress in Human Geography*, 30-6, 2006, p. 792-802.

3. La revue consacre un numéro spécial aux théories de l'histoire environnementale: *Environmental Review*, 11-4, 1987, «Special Issue: Theories of Environmental History».

déclin aux États-Unis a limité la fécondité de ce dialogue. Quant à l'écologie culturelle, qui était la plus charpentée théoriquement, ils lui reprochaient de verser dans un réductionnisme et un fonctionnalisme qui ne rendaient pas compte de la diversité des situations historiques et de la manière dont s'articulent changements environnementaux et changements sociaux. Aucun modèle satisfaisant n'était alors disponible pour fonder théoriquement l'ambition de dépasser la division entre sciences de la nature et sciences humaines. Celle-ci sera donc établie pratiquement, à travers des monographies historiques et des expérimentations d'écriture. Il aurait fallu s'attaquer aux fondements de la discipline historique comme science, à la distinction entre histoire explicative et histoire compréhensive, entre sciences de la nature et sciences de l'esprit, modèle nomothétique et modèle idiographique, bref revisiter le XIX^e siècle européen. Cette question ne surgira que plus tard.

L'américanisation de l'histoire environnementale, qui se justifie institutionnellement, est donc venue entériner la difficulté épistémologique à faire dialoguer différentes disciplines au sein de l'histoire environnementale (la géographie, la philosophie, la littérature, la sociologie et l'écologie qui étaient présentes au début) et à articuler différentes échelles spatiales (le local, la Nation, le monde). Entre le sens du lieu et les dynamiques globales se logeaient en effet la tension entre l'expérience des acteurs et la prise en compte de réalités extra-sociales dont ils ne seraient pas conscients. Le recentrement sur l'histoire des États-Unis et sur un corpus américain a permis, outre de former des étudiants et d'obtenir des postes, de gagner en cohérence et de repousser à plus tard les débats théoriques ouverts par le projet de l'histoire environnementale. Le prix à payer a été la redécouverte des racines états-uniennes du rapport à l'environnement, conduisant à la conviction que cette nation a inventé l'environnement, et par conséquent l'histoire environnementale. Cette origine, plutôt que d'être essentialisée, peut être considérée avec le recul comme un effet de réel produit par des choix intellectuels et professionnels. L'internationalisation à l'œuvre dans la décennie suivante va faire ressurgir ces débats avec une vigueur accrue.

Internationalisation et recompositions : des environnements et des histoires

Au début des années quatre-vingt-dix, s'ouvrent des décennies excitantes pour l'histoire environnementale. Aux États-Unis, la période de précarité et de fondation se clôt : le domaine de recherches commence à accéder aux pages des revues d'histoire les plus prestigieuses, la diffusion de la revue *Environmental History* progresse nettement. Moins préoccupée par des questions internes de structuration du champ, l'histoire environnementale se trouve alors confrontée aux débats généraux de la discipline. Dans le contexte états-unien, il s'agit moins du rapport à l'histoire sociale – qui occupe une place moindre que dans certains pays européens –, que du tournant culturel et linguistique. Dans cette atmosphère post-moderne, accentuée par l'essor des études genrées et du point de vue des minorités, est-il encore possible de tenir comme acquise l'existence d'une réalité extérieure à l'histoire humaine, appelée nature ou environnement ? Le décalage entre les pratiques de l'histoire environnementale et celles de la discipline historique conduit à jeter un regard rétrospectif sur le chemin parcouru : l'histoire environnementale a-t-elle modifié en profon-

deur l'écriture de l'histoire ou a-t-elle constitué, avec succès, un nouveau sous-domaine centré sur lui-même? Ces questions inaugurent une période de débats sur les méthodes, les modèles, la théorie, qui succède à la première période d'expansion des territoires de l'histoire environnementale, portée par l'invention de nouveaux objets d'étude.

Le deuxième défi auquel se trouve confrontée l'histoire environnementale provient de son succès et de la rapidité de son développement international. Dans les années quatre-vingt-dix, des historiens commencent à s'en réclamer en Inde, en Europe du Nord, en Australie. L'Europe occidentale, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine suivent dans les années suivantes. Cette internationalisation fait apparaître la dimension états-unienne des contours de l'histoire environnementale, accentuée par les voies de l'institutionnalisation académique. Des concepts, des approches qui semblaient acquis, et faisaient partie de l'identité de l'histoire environnementale, se trouvent alors relativisés et remis en cause, stimulant de nouveaux travaux empiriques qui revisitent en particulier l'histoire de la conservation. Le dialogue disciplinaire est un autre point sensible car, ce qui a du sens aux États-Unis, n'en a pas nécessairement ailleurs. Après des tentatives infructueuses de fertilisation croisée avec l'écologie et les sciences de la nature, l'histoire environnementale états-unienne s'était recentrée sur les historiens. L'élargissement international suscite des critiques de la part de disciplines moins présentes dans le contexte états-unien, et qui ont une tradition d'études environnementales : la géographie, et en particulier la géographie historique, mais aussi l'histoire sociale, l'histoire rurale et l'archéologie. La méconnaissance des bibliographies de part et d'autre de l'Atlantique, les difficultés propres à tout transfert entre des espaces intellectuels qui ont suivi des évolutions différentes sont à l'origine d'un certain nombre de malentendus. Le dialogue entre disciplines est parfois âpre et occupé par des débats sans issue sur les précurseurs et les derniers venus de l'histoire environnementale. La compétition pour les postes et les crédits de recherche contribue à ce climat car l'arrivée d'un nouveau champ de recherche dynamique redistribue nécessairement les rapports de force. La réponse était pourtant contenue dans les termes mêmes du débat car les décennies quatre-vingt-dix et suivantes relèguent définitivement la tentation d'une définition hégémonique et unique de l'histoire environnementale, tant dans

l'espace international qu'aux États-Unis où de nouvelles générations jettent un regard critique sur les travaux antérieurs.

Le dernier coup de boutoir est apporté par les recompositions de la question environnementale. La conscience environnementale des premiers historiens de l'environnement états-uniens s'était forgée autour du local et des menaces introduites par les pesticides et les pollutions, au miroir d'une nature sauvage idéale, celle des espaces lointains et préservés, permettant ainsi le rapprochement entre les mobilisations environnementales des années soixante-dix et des politiques de conservation plus anciennes. L'échelle planétaire et globale, à l'exception des quelques travaux sur le choc écologique de la conquête du Nouveau monde, n'est apparue que bien plus tard, à la faveur des études sur le changement climatique qui, dans un premier temps, ont peu de répercussions sur la communauté des historiens. Ces évolutions minent le caractère intangible d'un environnement idéalisé : si l'histoire environnementale des débuts pouvait se réclamer de sociétés passées et lointaines en harmonie avec la nature, les changements environnementaux globaux introduisent l'idée d'une rupture historique définitive dans les rapports des sociétés à la nature, une forme de présentisme qui ouvre vers un avenir incertain. Ce glissement se traduit dans les formes d'écriture de l'histoire, rendant moins opératoire le cadre monographique qui permettait de dérouler dans la longue durée le fonctionnement d'espaces écologiques complexes. Cette incertitude est redoublée, dans le contexte états-unien, par l'effondrement des préoccupations environnementales qui font passer les historiens de l'environnement du statut d'avant-garde d'une mobilisation environnementale généralisée à celui d'une communauté académique isolée, majoritairement blanche et aisée. Du reste, le militantisme affiché des débuts laisse la place à un engagement non moins sincère, mais plus discret, en retrait des pratiques de l'écriture savante. L'internationalisation du champ confronte celui-ci à d'autres formes d'environnementalismes, certaines plus investies sur la dimension sociale comme en Inde, d'autres centrées sur la nature pour elle-même comme en Europe du Nord. L'idée d'une nature sans les hommes, aux contours bien définis, s'en trouve d'autant plus affaiblie, ce qui oblige à redéfinir la nature engagée de l'histoire environnementale.

L'histoire environnementale face au tournant culturel

En 1990, le *Journal of American History* consacre un numéro spécial à l'histoire environnementale, qui donne à voir l'état du champ de recherches et les différentes tendances qui se dégagent¹. Il est organisé autour d'un article de Donald Worster, «Transformations of the earth: toward an agroecological perspective in history», qui connaîtra un très large succès d'exportation². Partant du lien bien connu entre la naissance des préoccupations environnementales et celle de l'histoire environnementale, il insiste sur la nécessité d'insérer au mieux les hommes sur la planète. Ce monde physique, celui que «dans un sens premier, nous n'avons pas créé», est mû par des forces autonomes, indépendantes, qui n'ont rien à voir avec la culture. Pour cette raison, l'historien qui veut étudier l'environnement doit moins s'appuyer sur des archives que sur des données, des matériaux qui viennent des géographes, des sciences de la nature et des anthropologues. Worster propose de distinguer trois niveaux dans cette histoire. La découverte de la structure et des caractéristiques de l'environnement d'autrefois conduit à étudier la nature pour elle-même, à l'intersection entre sciences de l'environnement et histoire. Le deuxième niveau appartient en propre à l'historien, correspondant à la technologie et à son interaction avec l'environnement, ce qu'il appelle une histoire des modes de production. Enfin, le niveau mental réunit les perceptions, l'idéologie, l'éthique, le droit. Selon lui, il ne s'agit nullement de séparer trois ordres de réalité, mais plutôt d'étudier leur articulation, en étant à la fois matérialiste et idéaliste. Le reste de l'article présente une histoire écologique des modes de production, qui reprend une conférence antérieure sur les rapports entre environnement et histoire rurale, et ne se prétend pas représentative de l'histoire environnementale dans son ensemble.

Ce numéro spécial marque un tournant, pour plusieurs raisons. Pour la première fois aux États-Unis, l'histoire environnementale

1. *Journal of American History*, 76-4, 1990.

2. Donald Worster, «Transformations of the earth: toward an agroecological perspective in history», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1087-1091. Il reprend en partie Donald Worster, «Doing environmental history», in *The Ends of the Earth: Perspectives on Modern Environmental History*, Donald Worster (éd.), New York, Cambridge University Press, 1989, p. 289-307.

accède au numéro spécial d'une grande revue d'histoire. Cette reconnaissance traduit une légitimité consolidée et la curiosité des historiens pour ce nouveau domaine. Le choix des auteurs confronte deux générations d'historiens de l'environnement états-uniens, les fondateurs (Donald Worster, Alfred Crosby) et la seconde génération, celle de l'après *Earth Day* (Richard White, Stephen Pyne, William Cronon)¹. Le débat fait apparaître les évolutions et les divisions de l'histoire environnementale. De fait, Alfred Crosby est plutôt d'accord avec les méthodes et l'épistémologie de Donald Worster. Il se contente de souligner les obstacles pratiques à une telle histoire, qui supposerait de maîtriser tant de types de données, d'aires géographiques, de périodes et de disciplines². La position des quatre autres discutants est inverse de celle d'Alfred Crosby. Stephen Pyne le formule le plus nettement : il aime les histoires de Donald Worster pas ses valeurs, le désaccord est théorique, l'accord empirique³. Chacun est très embarrassé dans ses critiques car, si la méthode ne leur convient pas, l'histoire écrite si. Stephen Pyne et Carolyn Merchant esquivent d'ailleurs en partie la question en résumant leurs propres travaux, afin de montrer que l'histoire du feu comme celle des femmes ont de l'intérêt pour l'histoire environnementale⁴. Worster répond facilement à cette critique, d'autant que dans des textes antérieurs il avait souligné l'intérêt d'une dimension *gender*⁵. Il a beau jeu de souligner qu'une partie des critiques relève du malentendu⁶.

Le point saillant est ailleurs et renvoie à la constitution de l'histoire environnementale. Existe-t-il une nature en soi, indépendamment des hommes ? Pour William Cronon, Donald Worster

1. Née en 1936, Carolyn Merchant devrait appartenir à cette première génération mais elle occupe une position particulière : compagnon de route des débuts de l'histoire environnementale, elle est à part à cause de son rattachement à l'histoire des sciences et aux *gender studies*.

2. Alfred Crosby, « An enthusiastic second », *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1107-1110.

3. Stephen Pyne, « Firestick History », *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1140.

4. Carolyn Merchant, « Gender and environmental history », *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1117-1121.

5. Donald Worster, « Doing environmental history »..., *op. cit.*, 1989, p. 302-303.

6. Et, en effet, les critiques considèrent son histoire de l'agro-écosystème comme une définition du champ, alors qu'il s'agit de la version longue d'un texte de circonstance prononcé pour la *Social Science History Association* Donald Worster, « Seeing beyond culture », *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1142-1147.

fait preuve d'un matérialisme excessif en avançant l'idée d'un niveau historique sans les hommes; disjoignant ainsi réalités et représentations: le premier niveau devrait embrasser à la fois les relations entre les hommes et les modifications physiques de l'environnement. L'importation directe de concepts venus des sciences de la nature est récusée, d'autant que ces disciplines n'ont pas le même rapport au temps, les historiens préférant les écosystèmes déstabilisés à l'équilibre de la nature¹. Richard White va plus loin en endossant une position post-structuraliste, revendiquant une forme de textualisme qui permettrait à l'analyse historique de ne pas être emprisonnée dans les limites du monde physique. En s'appuyant sur les anthropologues, tels Marshall Sahlins, Maurice Godelier, Stephen Gudeman, il affirme que l'histoire matérielle de Donald Worster est en réalité faite de luttes culturelles entre savoirs, de leurs ajustements, et de la rencontre entre systèmes de pensée. En distinguant trois niveaux rigides, Worster réintroduirait une forme de déterminisme. Le poids des préoccupations morales présumerait un certain type de causalité qui introduit un biais, celui d'une nature vulnérable à l'homme qui devra donc un jour payer le prix de ses actions. Bien que souvent réifiée, l'écologie n'est en réalité pas la nature en soi, elle est une discipline académique².

La réponse finale de Donald Worster à ce débat est éclairante³. Si l'environnement ne garde pas une part irréductible de nature, il risque de glisser vers l'histoire sociale et culturelle, au point que tout peut devenir paysage culturel, les êtres humains l'emportant sur les non-humains. Deux dangers apparaissent alors: la fragmentation, dans laquelle est tombée l'histoire sociale, et l'incapacité à saisir les interactions entre nature et culture. Or, épouser l'histoire environnementale, c'est croire que l'*agency* de la nature doit être mieux valorisée dans notre société. L'histoire post-moderne, telle qu'esquissée par White, est fortement rejetée car elle est synonyme de confusion, de relativisme. L'adhésion trop rapide aux thèses du *linguistic turn* est écartée. L'histoire environnementale pourrait justement sauver les historiens de leurs doutes sur la réalité

1. William Cronon, «Modes of prophecy and production: placing nature in history», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1122-1131.

2. Richard White, «Environmental History, Ecology, and Meaning», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1111-1116.

3. Donald Worster, «Seeing Beyond Culture»..., *op. cit.*, 1990, p. 1142-1147.

objective de la nature car elle oblige à prendre en compte une réalité objective que nous n'avons ni créée ni contrôlée entièrement. Mais, parce qu'ils historicisent cette nature et la situent dans des contextes localisés, ces mêmes historiens ne peuvent être accusés de scientisme. En privilégiant les processus sur la stabilité, ils témoignent d'un respect modéré pour une nature intangible.

Cette longue discussion accueillie par le *Journal of American History* traduit le positionnement particulier de l'histoire environnementale au sein de la discipline historique aux États-Unis. Parmi les nouveaux champs de l'histoire éclatée qui rompent avec le dogme de l'objectivité, il est justement le seul à ne pas y renoncer. La conviction qu'il existe un en-dehors du texte, pour des raisons éthiques et épistémologiques, fonde l'identité de l'histoire environnementale dans le paysage états-unien. Et, dans le fond, William Cronon, Richard White, Stephen Pyne, Carolyn Merchant ne sont pas en désaccord complet. Comme le dit Stephen Pyne, il faut toujours tenir les deux versants en même temps, l'élément physique et les humains, en essayant d'éviter les déséquilibres. Et il est le premier à critiquer l'usage de modèles scientifiques qu'il a pourtant utilisés dans un livre précédent pour essayer d'atteindre une narration neutre. Seule la glace des pôles, indifférente aux mécanismes de la vie, permettrait de séparer les deux ordres de réalité, souligne-t-il¹.

Au moment où commencent à retentir des appels à une localisation étroite des savoirs et des acteurs, l'histoire environnementale se veut une histoire totale, ce qui l'éloigne un peu plus de l'air du temps. Donald Worster se réclame du modèle des Annales, au moment où il est remis en question de l'autre côté de l'Atlantique. Même si l'histoire environnementale peut sembler manquer de cohérence, être trop complexe dans sa mise en œuvre, il n'y a pas d'alternative selon lui. Face à une réalité que nous n'avons pas créée, il faut continuer à écrire l'histoire de presque tout². Le métier, la pratique unissent donc les historiens, plus que des objets éclatés et infinis. Dans les années quatre-vingt, l'histoire environnementale est aux marges de la discipline historique. Sur un certain nombre de points, elle se déroule à contre-courant dans sa pratique de l'histoire, alors qu'elle souhaite en renouveler l'écriture. La dimension éthique revendiquée contraste avec l'affirma-

1. S. Pyne, « Firestick History »..., *op. cit.*, p. 1140

2. D. Worster, « Doing environmental history »..., *op. cit.*, 1989, p. 306-307.

tion de la subjectivité des points de vue historiens et l'analyse des liens entre savoir et pouvoir, dans la lignée de Michel Foucault. Ce refus de considérer l'histoire comme une invention ou une fiction rappelle les liens originels avec la *New Left History* dont certains historiens, en particulier au sein de la *New Left* anglaise, critiquent très vite le danger qu'il y aurait à nier l'existence des faits¹. Au moment où le dogme de l'objectivité est sérieusement miné, les historiens de l'environnement continuent à accumuler des faits, à reconstituer le passé et à défendre un optimisme volontariste, celui des explorateurs de nouvelles contrées. Cette position défensive n'est pourtant pas celle de tous les chercheurs.

Lorsque commencent à surgir les premiers signes de reconnaissance institutionnelle, à la fin des années quatre-vingt, l'histoire environnementale occupe une position ambiguë parmi les différents courants historiques. Historiquement, elle se sent proche de la vague des années 1960, pas seulement de la *New Left History* mais aussi des *women's history*, de l'*African-American history*, de la *Chicano history*, de la *gay and lesbian history*². Cependant, l'histoire environnementale ne réussit pas à occuper les mêmes positions de pouvoir, à obtenir la constitution d'un territoire distinct, qui passerait par le refus de s'intégrer dans les cours d'histoire générale³. Du reste, le sentiment que, dans la défense des opprimés, les non-humains passeront toujours après les femmes, les Afro-américains et autres minorités, est exprimé par certains⁴. Cette marginalité institutionnelle préserve et entretient un certain nombre de décalages avec le tournant post-moderne des années quatre-vingt. L'histoire environnementale est plus attachée à la dimension éthique et militante qu'à la subjectivité des points de vue de l'historien, elle continue à affirmer qu'il existe une matérialité et des faits qu'il s'agit de reconstituer. En 1988, près de vingt ans après la publication des premiers travaux d'histoire environnementale, l'état des lieux historiographique de Peter Novick fait une seule allusion à l'environnement et le considère comme un des nouveaux sujets de la

1. Raphael Samuel, «Reading the Signs II», *History Workshop Journal*, 33, 1992, p. 220-251.

2. W. Cronon, «The uses...», *op. cit.*, p. 1-2.

3. P. Novick, *That Noble dream...*, *op. cit.*, 1988 ; Marilyn J. Boxer, «For and about women: the theory and practice of women's studies in the United States», in *Feminist Theory: A critique of Ideology*, Nannerl O. Keohane et al., (eds), Chicago, University of Chicago Press, 1982, p. 240.

4. Mark Harvey, «Donald Worster», *op. cit.*, 2008, p. 153-154.

fin des années quatre-vingt, investi par les jeunes historiens blancs libéraux qui se détournent des études afro-américaines¹.

Pour en finir avec la *wilderness*

L'irruption des débats théoriques sur le devant de la scène constitue le deuxième tournant des années quatre-vingt-dix. William Cronon donne le coup d'envoi avec son fameux «The trouble with wilderness: or, getting back to the wrong nature», publié dans un volume aux fortes prétentions théoriques et repris dans un numéro spécial d'*Environmental History*². La thèse centrale est qu'il est temps de repenser la *wilderness* qui, depuis des décennies, suscite la passion du mouvement environnemental, en particulier aux États-Unis car, selon les mots de Thoreau «*In wildness is the preservation of the World*». Loin d'être un refuge contre les atteintes de l'humanité, celle-ci serait en fait une création humaine, un produit de la civilisation. Lorsque nous croyons voir la nature dans la *wilderness*, nous contemplons en réalité un miroir de nos désirs. La *wilderness* n'incarne donc pas la solution à nos relations avec le monde non humain, elle constitue une partie du problème. Son argumentation se déroule en quatre temps.

La généalogie de l'émergence de la *wilderness* est d'abord une construction culturelle. Si des sensations individuelles éprouvées devant des portions d'espace sauvage sont immédiatement reconnaissables par d'autres, c'est bien car ces sites sont des lieux de mémoire. Au XVIII^e siècle, les espaces sauvages ont un sens encore négatif, qui est aussi celui donné par le christianisme. À la fin du XIX^e siècle, la *wilderness* se charge de positivité, devenant un Éden (John Muir), incarné par la mise en place des parcs nationaux et la controverse de Hetch Hetchy. Ce renversement trouve son origine dans le sublime (venu du romantisme) et la frontière (qui est plus nettement états-unienne). Le mouvement environnemental moderne en est l'héritier, la *wilderness* n'étant pas un de ses concepts parmi d'autres, mais sa pierre de fondation. Or, celle-ci est empreinte de sacré, source des émotions ressenties devant

1. P. Novick, *That Noble dream...*, *op. cit.*, 1988, p. 489-490.

2. *Uncommon ground. Toward reinventing Nature*, William Cronon (éd.), New York, Norton, 1995. William Cronon, «The trouble with wilderness: or, getting back to the wrong nature», *Environmental History*, 1-1, janvier 1996, p. 7-28.

la nature : Wordsworth comme Thoreau font l'expérience, non du naturel, mais du surnaturel, les espaces sauvages étant le symbole de la présence de Dieu sur terre. Et si, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le sublime est domestiqué, l'expérience ne change pas de nature, la montagne de John Muir est une église. Le dernier élément décisif vient de Frederick Jackson Turner, de la coïncidence entre l'essor du mouvement de protection des espaces sauvages et la fin de la frontière de colonisation : il devient essentiel de protéger le mythe qui est aux origines de la nation, la *wilderness* est le dernier bastion de l'individualisme.

Après cette analyse de la genèse culturelle de la *wilderness*, somme toute assez classique, le deuxième moment de l'argumentation l'est moins, mettant au jour les contradictions de la notion. Celle-ci reflète, en effet, le goût antimoderniste ambivalent de la bourgeoisie masculine blanche, celle-là même qui porte la modernité dans les villes. L'ironie de l'histoire les pousse à chercher refuge dans un lieu qu'ils créent à leur propre image. Pour ce faire, le mythe d'un espace inhabité, contraire à toutes les preuves historiques, est nécessaire, ce qui montre à quel point la *wilderness* a été inventée et construite. Déshistoriciser le lieu permet d'effacer son émergence, et de laisser la place à un langage imprégné de valeurs spirituelles et religieuses. Ce paysage, ultime refuge de l'authenticité, reproduit en réalité les valeurs qu'il veut rejeter. La *wilderness* donne corps à une vision dualiste dans laquelle l'homme est entièrement en-dehors du naturel. Ici, notre présence dans la nature est la cause de sa chute.

Apparaissent ensuite les conséquences de l'application du concept de *wilderness* à l'action environnementale. Cette notion n'offre pas de solution car elle ne permet pas de penser une place acceptable, durable pour l'homme dans la nature. Pire, elle nous exonère de notre responsabilité pour la vie que nous menons tous les jours. Pour adoucir son réquisitoire, William Cronon précise alors que ses critiques ne sont pas dirigées contre la nature pour elle-même ou contre les efforts de préservation des zones sauvages, mais contre certaines représentations issues de la construction culturelle spécifique et complexe qu'est la *wilderness*. Le problème n'est pas dans les choses que nous appelons *wilderness* mais dans ce que nous mettons sous cette étiquette. Une série d'exemples décline ce qu'elle a de contestable : la notion d'« écosystème intact » des écologistes (alors que cette désignation suppose en soi une ges-

tion de ces mêmes écosystèmes), le concept d'« espèces menacées », la forêt tropicale humide comme icône des terres sacrées depuis les années 1970. Cronon estime que l'exportation de la notion américaine de *wilderness* peut devenir une forme d'impérialisme culturel. Le constat pessimiste d'une biosphère aujourd'hui totalement altérée par l'homme s'appuie sur l'idée d'une *wilderness* originelle, alors que l'homme a manipulé la nature dès son apparition et que de nombreux changements environnementaux sont advenus indépendamment de lui. Il faudrait donc nous éliminer nous-mêmes pour sauver la nature. Et d'ailleurs, pour la *deep ecology*, les problèmes environnementaux commencent avec l'invention de l'agriculture, opposée à la chasse et à la cueillette. Cette perspective a pour conséquence d'exclure de l'agenda de l'environnementalisme radical les problèmes de santé et de sécurité liés aux industries et, de manière générale, les situations où la souffrance humaine constitue le premier critère d'évaluation. Ces menaces pèsent avant tout sur les plus faibles et les plus pauvres, alors que la *wilderness* est plutôt l'apanage des classes aisées.

La conclusion de William Cronon s'organise autour d'un défi : comment fonder une éthique qui nous dise à la fois comment utiliser la nature et ne pas l'utiliser, une éthique du lieu que nous habitons ? Selon lui, il faut explorer le *middle ground*, penser un monde meilleur pour nous tous, les humains et les non-humains, les riches et les pauvres, les femmes et les hommes, les pays développés et le Tiers monde, les blancs et les peuples de couleur. Ces paysages intermédiaires nous rappellent la nature qui est autour de nous, à condition d'avoir les yeux pour la voir. Or, la *wilderness* nous fait négliger ces lieux, en appliquant un standard si élevé de naturalité que peu d'espaces y répondent. À ce moment du texte, William Cronon ne cache pas sa propre ambivalence : d'une part, se croire séparé de la nature conduit à l'irréparable, aux apories de la conservation ; d'autre part, il est indispensable de reconnaître l'existence d'une nature non humaine que nous n'avons pas créée, pour souhaiter la sauver. La réponse est à chercher du côté d'un usage réflexif de la notion de *wilderness*, c'est-à-dire du concept même où les hommes cachent leur pouvoir de domination sur la nature. Afin de limiter son pouvoir symbolique, il faudrait en élargir l'usage, que la *wilderness* désigne toute forme d'altérité qui nous entoure, et pas seulement celle des espaces sauvages ou vierges. Un tel changement de perspective permettrait d'abandonner le dualisme entre l'homme

et la nature, et de cesser de voir l'arbre dans notre jardin comme artificiel. Alors, il sera possible de bâtir un *middle ground* commun.

Ce fameux texte de William Cronon a suscité des réactions violentes de la part de certains historiens de l'environnement, révélatrices de la recomposition du champ au milieu des années quatre-vingt-dix. Il peut être mis en regard avec un article exactement contemporain, celui d'Alfred Crosby qui analyse les spécificités des historiens de l'environnement par rapport à la communauté des historiens états-unis¹. À la fois innovateurs et démodés, ils sont selon lui plus intéressés par la terre que par les perceptions de la terre. « Ils n'ont pas de doute sur la réalité de ce qu'ils étudient, ni sur leur capacité à saisir celle-ci ». Ils n'ont aucun doute sur l'extinction de certaines espèces et « ne souffrent d'aucun malaise épistémologique ». Par ailleurs, ils sont à l'avant-garde du mouvement pour combler le fossé qui sépare les humanités des sciences et se préoccupent de la dégradation de l'écosystème. « L'idéologie des historiens de l'environnement est, par ses origines, biologique »².

Du côté des environnementalistes, la réponse la plus fameuse est celle de Dave Foreman, un des fondateurs de *Earth First!*, mouvement radical prônant l'éco-sabotage. Il reproche à Cronon de critiquer un type de mobilisation environnementale qui n'a jamais existé sinon dans la tour d'ivoire des intellectuels et de donner tous les arguments nécessaires aux ennemis de la protection de la nature³. Du côté des historiens de l'environnement états-unien, la réaction est très négative, et encore plus nettement dans les forums de discussion sur internet que dans les colonnes d'*Environmental History*⁴. Paul Hirt reproche ainsi à William Cronon d'avoir une argumenta-

1. Alfred Crosby, « The past and present of environmental history », *The American Historical Review*, 100-4, 1995, p. 1177-1189. Dans l'article, rien n'indique si Alfred Crosby a lu le texte de William Cronon sur la *wilderness* avant d'écrire le sien.

2. *Ibid.*, p. 1188-1189.

3. Dave Foreman, « All kinds of wilderness foes », *Wild Earth*, 24, hiver 1996/1997, p. 1-4. Cf. aussi Gary Snyder, « Nature as seen from Kitkitdizze is no "social construction" », *Wild Earth*, 24, hiver 1996/1997, p. 8-9. George Sessions, « Reinventing nature? The end of wilderness? A response to William Cronon's *Uncommon Ground* », *Wild Earth*, 24, hiver 1996/1997, p. 46-52. Bill Willers, « The trouble with Cronon », *Wild Earth*, 24, hiver 1996/1997, p. 59-61.

4. Cf. la liste de discussion de l'American Society for Environmental History (H-Environment : <http://www2.h-net.msu.edu/logsearch/>), en particulier les messages de réponse à David Orr, « Cronon vs. Foreman », 31 janvier 1997, liste H-Environment. Cf. aussi Char Miller, « An open field », *The Pacific Historical Review*, 70-1, février 2001, p. 69-76, p. 72-73.

tion essentiellement linguistique et culturelle, sans se préoccuper de la réalité du mouvement de défense de la *wilderness*¹. Samuel Hays enfonce le clou en montrant que, historiquement, la plupart de ces mouvements de défense se sont concentrés dans les dernières décennies sur des espaces qui n'étaient pas vierges mais légèrement modifiés par l'homme, plutôt proches qu'éloignés des implantations humaines, liés à des activités récréatives plus qu'à une quelconque idéalisation romantique, œuvrant au final à sauver la nature parmi les hommes. Il récuse l'affirmation selon laquelle les mouvements environnementaux se seraient désintéressés des villes, des zones rurales, des souffrances humaines et des pollutions². Si Michael Cohen reconnaît la légitimité des questions posées sur les difficultés et les contradictions de l'alliance entre engagement environnementaliste et activité scientifique, il s'écarte résolument des réponses de William Cronon et pointe, en littéraire, la faiblesse méthodologique de l'utilisation que fait celui-ci des textes littéraires³.

Ce débat très états-unien a donné lieu à certains malentendus lors de l'internationalisation de l'histoire environnementale. Les arguments sont, en fait, étroitement liés à un contexte intellectuel bien précis. Les années quatre-vingt-dix voient une certaine normalisation du champ aux États-Unis, marquée par la fin de l'activisme de la première génération, qui laisse la place à une plus grande professionnalisation, condition du succès institutionnel⁴. Cette évolution réactive un débat qui a occupé une place centrale depuis l'origine, mais reformulé par la distinction nette entre le militantisme politique des débuts et des formes de plaidoyer plus modérées⁵. Certains déplorent ce recul de l'engagement politique des nouvelles générations⁶. La polémique sur la *wilderness* montre cependant que

1. Paul Hirt, «Cronon vs. Foreman», 3 février 1997, liste H-Environment.

2. Samuel Hays, «The trouble with Bill Cronon's wilderness», *Environmental History*, 1-1, janvier 1996, p. 29-32.

3. Michael Cohen, «Resistance to wilderness», *ibid.*, p. 33-42. Cf. aussi Thomas Dunlap, «But what did you go out to wilderness to see», *ibid.*, p. 43-47.

4. Cette position est défendue en particulier par Hal Rothman. «Hal K. Rothman», *Environmental History*, 12-1, janvier 2007, p. 141-153, p. 143.

5. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.ASEH.net/about-ASEH/history-of-ASEH>): interview de John Opie par Lisa Mighetto (13 mars 2008).

6. Cette question a été au centre des débats lors du colloque de Banff en 1983, qui aurait le premier établi la distinction entre militantisme politique et plaidoyer. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.ASEH.net/about-ASEH/history-of-ASEH>): interview de J. Donald Hughes par Melissa Wiedenfield (3 mars 2007).

ce serait une erreur d'en conclure au recul de la conscience environnementaliste elle-même : il s'agit plutôt d'une séparation accrue entre des types de discours et d'arènes. Pour un certain nombre, comme le dit Alfred Crosby, il reste acquis qu'il n'est pas possible d'être historien de l'environnement et de défendre l'automobile¹. Dans son texte controversé, William Cronon lui-même se positionne en tant qu'historien engagé et, en réponse aux critiques virulentes, il se sent obligé de se justifier en mentionnant ses activités dans le mouvement environnemental². La religion continue à occuper une place importante, et il s'excuse d'avoir traité un peu trop rapidement de la dimension sacrée de la nature, qui plus est à partir de sa propre religion et non de la diversité des croyances.

Côté européen, ces arguments ont pu être interprétés comme une forme de réductionnisme et de naturalisme car ils posent l'environnement comme une chose en soi, intemporelle, au lieu de l'analyser comme une forme historique, à partir de la construction sociale et technique des notions de nature et de ressources³. En réalité, lorsque Alfred Crosby déclare qu'un historien de l'environnement sait que la nature existe réellement et que, de ce fait, il n'aurait pas besoin de la définir, les enjeux politiques l'emportent sur l'épistémologie⁴. Dans le contexte états-unien des présidences Reagan, puis Bush père et fils, le recul des politiques écologiques est tel qu'il apparaît nécessaire de proclamer son attachement à la nature elle-même. L'espace libre pour une écologie plus complexe, telle que la formule Cronon, est réduit et lui-même semble avoir sous-estimé la levée de boucliers que susciteraient ses propositions. La deuxième partie de ce livre, consacrée aux domaines de recherches, montrera comment les pratiques de l'histoire environnementale états-unienne ont en fait évité d'opposer l'étude (culturaliste) des représentations à celle (naturaliste) du monde matériel. Côté états-unien, a pu être mal compris le soin apporté par certaines historiographies européennes à articuler réalités et

1. Mark Cioc, Char Miller, « Alfred Crosby », *op. cit.*, 2009, p. 565-566.

2. William Cronon, « The trouble with wilderness : a response », *Environmental History*, 1-1, janvier 1996, p. 47-55, p. 48. William Cronon a fait partie du comité fédéral du Nature Conservancy dans le Connecticut et il était membre en 1996 du comité de direction national de la Wilderness Society.

3. C'est l'analyse développée par Alice Ingold, « Écrire la nature : de l'histoire sociale à la question environnementale ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66-1, 2011, p. 1-29, cf. p. 15 et 17.

4. Alfred Crosby, « The past and present... », *op. cit.*, 1995, p. 1177-1189.

représentations, interprété comme un attachement excessif aux représentations, une position constructiviste excessive¹.

Du reste, l'histoire environnementale états-unienne n'est pas immobile, et Richard White observe un « tournant culturel » à partir de la fin des années quatre-vingt-dix, montrant que le champ n'échappe pas à l'influence des perspectives culturelles sans pour autant verser dans une textualisation du monde : concevoir la matérialité de la nature comme une construction culturelle ne fait pas perdre en pureté, mais gagner en complexité². Trois facteurs agissent. Le premier est la prise de conscience croissante du caractère occidental, et états-unien, de visions de l'environnement données jusque-là comme universelles. Une série de travaux déconstruisent alors la *wilderness* à partir de l'étude de la construction discursive d'espaces considérés comme vierges, attentive aux rapports de force entre acteurs, à la naturalisation permise par les sciences, et à la sanctuarisation justifiée par les politiques de conservation³. Cette perspective rejoint la seconde évolution, une attention accrue aux effets de discours et aux récits car les clichés environnementaux sont le résultat d'une compétition entre voix et entre récits, et donc le produit de rapports de classe, de race et de genre⁴. Enfin, les espaces sauvages laissent la place aux paysages hybrides, produits et consommés par les touristes qui les visitent, les arpentent et les photographient⁵. La construction physique et

1. Alice Ingold, « Écrire la nature ... », *op. cit.*, p. 15. Caroline Ford, « Nature's fortune : New directions in the writing of European environmental history », *Journal of Modern History*, 79-1, p. 112-133.

2. Richard White, « From wilderness to hybrid landscapes : the cultural turn in environmental history », *Historian*, 66-3, printemps 2004, p. 557-564.

3. Pour un bilan historiographique en français, Guillaume Blanc, « Les territoires des parcs nationaux (Canda, Éthiopie, France) : logiques identitaires, patrimoniales et nationales », thèse de doctorat, Université du Québec à Trois-Rivières – Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2013, en particulier p. 29-41.

4. Nancy Langston, *Where Land & Water Meet : A Western Landscape Transformed*, Seattle, University of Washington Press, 2003. Linda Nash, « The changing experience of Nature : Historical Encounters with a Northwest River », *Journal of American History*, 86-4, 2000, p. 1600-1629. Jennifer Price, *Flight Maps : Adventures with Nature in Modern America*, New York, Basic Books, 1999.

5. Paul S. Sutter, *Driver Wild : How the Fight against Automobiles Launched the Modern Wilderness Movement*, Seattle, University of Washington Press, 2002. Hal Rothman, *Devil's Bargains : Tourism in the Twentieth-Century American West*, Lawrence, University Press of Kansas, 1998. Bonnie Christensen, *Red Lodge and the Mythic West : Coal Miners to Cowboys*, Lawrence, University Press of Kansas, 2002.

culturelle d'espaces idéalisés est là encore objet de rapports de force, qui peuvent aller jusqu'à l'éco-racisme, et suivent des dynamiques complexes qui font disparaître toute frontière entre le naturel et le culturel¹.

Le décentrement de l'histoire environnementale

La consolidation institutionnelle de l'histoire environnementale aux États-Unis dans les années quatre-vingt-dix coïncide avec la diffusion croissante de ces travaux à l'étranger. Les débats internes sont donc redoublés par une série de critiques venues de l'extérieur, qui se concentrent sur la forme états-unienne du champ. Ou, pour être plus précis, sur la forme adoptée afin d'institutionnaliser ces études, alors que les années de fondation présentaient une version plus large, pluridisciplinaire, mêlant références européennes et états-uniennes. Ces appels à une histoire environnementale internationale ont rencontré peu d'échos dans la communauté des historiens états-uniens, mais aussi de la part des historiens à l'extérieur des États-Unis². L'exportation de l'histoire environnementale s'est donc appuyée sur cette version restreinte, ce qui a suscité certains malentendus.

La première remise en cause provient des historiens indiens. Ramachandra Guha développe en effet une critique radicale de l'environnementalisme états-unien à partir du point de vue décentré de l'Inde et du Tiers-Monde³. Le concept de *wilderness*, qui a une origine strictement nationale, a été selon lui injustement érigé en valeur universelle pour permettre aux Américains de se poser en avant-garde mondiale. Cette projection occidentale sur le monde a opéré par la construction d'une pensée orientale traditionnelle

1. Ian Tyrrel, *True Garden of the Gods: Californian-Australian Environmental Reform, 1860-1930*, Berkeley, University of California Press, 1999. Mark Fiege, *Irrigated Eden: The Making of an Agricultural Landscape in the American West*, Seattle, University of Washington Press, 1999. Blake Gumprecht, *The Los Angeles River: Its Life, Death, and Possible Rebirth*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1999. William deBuys, *Salt Dreams: Land and Water in Low-Down California*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999.

2. John R. McNeill, « Observations on the nature and culture of environmental history », *History and Theory*, 42, 2003, p. 5-43, p. 18.

3. Ramachandra Guha, « Radical American environmentalism and wilderness preservation: a third world critique », *Environmental Ethics*, n° 11, 1989, p. 71-83.

plus respectueuse de la nature et récupérée par l'Occident, alors que l'existence de celle-ci est démentie par les archives¹. Appliquée au Tiers-Monde, cette pensée de la *wilderness* aurait eu des résultats catastrophiques, embrassant le point de vue des riches contre les pauvres, de ceux qui ont intérêt à isoler des parties de la nature et à les préserver pour leurs besoins. Le scientifique, l'expert font alors cause commune avec les élites locales, en s'érigeant en seuls représentants légitimes du monde naturel. L'histoire environnementale est ainsi visée – et Roderick Nash en particulier – car elle aurait apporté sa caution historique à cette lecture en affirmant que les États-Unis ont inventé l'environnementalisme grâce aux parcs nationaux et aux politiques de conservation, attributs des nations riches. En Inde, au contraire, l'environnementalisme est celui des pauvres, de leur droit à utiliser la nature pour leur survie, de la nécessité d'articuler l'environnement avec des questions d'équité, de justice économique et de redistribution politique². Ramachandra Guha est un de ceux qui ont contribué à faire le lien entre l'environnement et les *subaltern studies*, dont il a été un des compagnons de route, s'inspirant de leur histoire sociale radicale et de leur critique postcoloniale, avant de se désolidariser du tour postmoderniste pris à partir de la fin des années quatre-vingt³. Le versant empirique de cette critique est apporté par la publication, en cette même année 1989, de *The Unquiet Woods*, consacré au mouvement Chipko⁴.

Récemment, Paul Sutter a proposé une lecture stimulante et inattendue de ce choc entre les traditions environnementales d'Asie du Sud-Est et des États-Unis, concluant sur leur complémentarité⁵. Pourtant, à l'époque, les thèses de Guha avaient ébranlé l'étudiant de l'University of California à Santa Cruz qu'il était, formé par

1. Il vise en particulier Lynn White et ses analyses sur le bouddhisme et l'hindouisme.

2. Cette argumentation est approfondie à travers une série de travaux historiques qui donneront lieu à des analyses approfondies dans la deuxième partie. Gadgil Madhav, Guha Ramachandra, « State Forestry and Social Conflict in British India », *Past and Present*, 1989, 123, mai 1989, p. 141-177.

3. Jacques Pouchepadass, « Les *subaltern studies* ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme*, n° 156, octobre-décembre 200, p. 162

4. Ramachandra Guha, *The Unquiet Woods : Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*, Delhi, New York, Oxford University Press, 1989.

5. Paul Sutter, « When environmental traditions collide : Ramachandra Guha's *The Unquiet Woods* and U.S. environmental history », *Environmental History*, 14-2, juillet 2009, p. 543-550.

des enseignants passés par les mouvements environnementaux des années soixante et soixante-dix, et dont la double vocation environnementaliste et historienne est née de la lecture de *Wilderness and the American Mind* de Roderick Nash, dans un contexte marqué par la montée de la *deep ecology*¹. Si l'ouvrage de Roderick Nash et *The Unquiet Woods* ont en commun d'écrire l'histoire des origines de l'activisme environnemental de leur nation, tout les oppose. Guha reproche à Nash un schéma modernisateur consistant pour les pays en voie de développement à adopter le modèle états-unien de conservation des espaces sauvages². À cet idéal de la *wilderness*, il oppose l'économie morale et l'écologie humaine des paysans de l'Himalaya ; à l'histoire intellectuelle, il substitue l'histoire sociale. Pour Paul Sutter, les historiens de l'environnement états-unien ont entendu une partie de ces leçons, développant l'histoire cachée de la conservation, des résistances à la politique des parcs naturels. Il rapproche aussi l'argumentation de Guha de la critique contemporaine de la *wilderness* par Cronon, rappelant le séjour américain de l'historien indien et révélant les discussions et leurs échanges intellectuels. Et, en effet, le tournant culturel des années quatre-vingt-dix relativise nettement l'opposition frontale posée par Guha.

Du reste, la critique développée par Guha n'est elle-même pas exempte d'orientalisme. Rappelons qu'Edward Said, qui a influencé les *postcolonial studies*, présente l'Orient comme une invention de l'Occident à partir de la fin du xviii^e siècle³. À partir de la notion de « discours » de Michel Foucault et l'idée d'« hégémonie culturelle » d'Antonio Gramsci, la thèse de l'orientalisme montre comment un certain régime d'articulation entre savoir et pouvoir trace une démarcation fictive entre l'Est et l'Ouest, et invente l'autre pour mieux le contrôler et asseoir l'impérialisme européen⁴. Pour critiquer l'État indépendant indien, qui poursuivrait la politique

1. Pour contrebalancer ce tableau, Paul Sutter rappelle aussi que lors de ses séminaires à l'University of Kansas, son directeur de thèse Donald Worster les poussait à franchir les frontières nationales. *Ibid.*

2. Cf. aussi Ramachandra Guha, *How Much Should a Person Consume? Environmentalism in India and the United States*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2006. Id., *Environmentalism, A Global History*, New York, Longman, 2000.

3. Edward Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (trad. de l'anglais par Catherine Malamoud), Seuil, Paris, 2005 [1979].

4. Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975 ; Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, vol. 3 : Cahiers 10, 11, 12 et 13, Gallimard, Paris, 1978.

environnementale des colonisateurs au détriments des paysans les plus pauvres, Guha oppose à la gestion centralisée et rationalisée des ressources une économie morale de la nature, locale, raisonnée et paysanne. Cette idéalisation du paysan, si elle ne s'appuie pas sur les arguments religieux dénoncés par Guha, n'en est pas moins une forme d'orientalisme local. L'histoire environnementale indienne procédera d'elle-même à une révision critique de cette interprétation, tandis que Guha se tournera vers une biographie à succès de Gandhi, figure incontournable d'une conscience écologique indienne¹. Les travaux d'Amita Baviskar, elle-même pourtant ancienne élève de Guha, montrent les limites empiriques de cette thèse du paysan écologique à partir de l'étude d'une résistance locale à la construction d'un barrage : le refus d'une transformation de la nature peut obéir à une grande variété de raisons, dont la complexité disparaît dès que la notion occidentale d'environnementalisme est projetée, avec sa temporalité linéaire, isolant ainsi un épisode de tout le jeu social auquel il est intégré et qui lui donne sens, ici une société tribale organisée en castes².

Certes, les mobilisations environnementales indiennes ont un contenu très différent de celui observé aux États-Unis. Pour faire bref, et au risque de simplifier, les premières sont centrées sur la place des hommes sur un territoire qui doit être capable d'assurer leur subsistance tandis que les secondes se sont nouées historiquement autour des espaces sauvages et d'un idéal de nature sans les hommes. Pour cette raison, les mouvements indiens ont été utilisés pour thématiser l'environnementalisme des pauvres, par opposition à une écologie occidentale qui serait celle des classes aisées et leur servirait à monopoliser des espaces pour leurs usages récréatifs³. Mais, sur ce point aussi, il serait opportun de souligner la diversité des environnements indiens, entre l'écoféminisme du prix Nobel alternatif Vandana Shiva, l'environnementalisme technologique et scientifique du président du GIEC Rajendra Pachauri, ou encore l'environnementalisme des pauvres de Sunita

1. Ramachandra Guha, *Gandhi before India*, publication annoncée pour 2014.

2. Amita Baviskar, *In the Belly of the River, Delhi. Tribal Conflicts over Development in the Narmada Valley*, New Delhi, Oxford University Press, 1995.

3. Comme en témoignent les collaborations entre Ramachandra Guha et Juan Martinez-Alier, *Varieties of environmentalism : essays north and south*, London, Earthscan Publications, 1997. L'argument est aussi présent dans la sociologie française : Luc Boltanski, « L'encombrement et la maîtrise des "biens sans maître" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2, 1976, p. 102-109

Narain¹. Quant aux États-Unis, l'attention aux enjeux de classe, de race et de genre dans les années quatre-vingt-dix a été à l'origine de tout un courant de travaux sur la justice environnementale et les inégalités écologiques, preuve supplémentaire de la nécessité d'articuler les différences historiographiques à partir d'une analyse rigoureuse des contextes intellectuels et des générations de chercheurs². Les critiques disciplinaires en provenance du Royaume-Uni réclament la même attention, d'autant qu'elles étaient plus difficilement assimilables par l'histoire environnementale, proposant une généalogie divergente.

Environment and History et la géographie historique

La création de la revue *Environment and History* par Richard Grove en 1995 est une réponse directe à l'histoire environnementale états-unienne. Le premier éditorial affirme ainsi que celle-ci n'est qu'une tradition parmi d'autres, à côté de l'Inde (*subaltern studies*), de la France (Fernand Braudel, Emmanuel Le Roy Ladurie, Andrée Corvol) et de l'Angleterre (Henry Clifford Darby, Olivier Rackam, Victor Skipp, John Sheail). La revue souhaite donc apporter un triple décentrement par rapport à l'*Environmental History Review* et à la *Forest and Conservation history*: par les aires d'étude (Afrique, Asie, Australie, Amérique du sud, Europe), les disciplines engagées (l'histoire économique et sociale et surtout la géographie historique, Carl Sauer et Clarence Glacken devenant les pères fondateur de l'histoire environnementale), les pôles institutionnels (Cambridge, Canberra, New Delhi)³. L'opposition entre les revues *Environmental History* et *Environment and History*

1. Ces approches différentes sont sensibles à travers les centres de recherche qu'ils dirigent : la Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy pour Vandana Shiva (<http://www.navdanya.org/>), le TERI pour Rajendra Pachauri (<http://www.teriin.org/index.php>), le Center for Science and Environment (CSE) pour Sunita Narain (<http://www.cseindia.org/>).

2. Pour une introduction très complète sur la justice environnementale, Geneviève Massard-Guilbaud et Richard Rodger, «Reconsidering Justice in Past Cities: When Environmental and Social Dimensions Meet», in Geneviève Massard-Guilbaud et Richard Rodger (éd.), *Environmental and social justice in the city. Historical perspectives*, Cambridge, White Horse Press, 2011, p. 1-42.

3. Richard Grove, «Editorial», *Environment and History*, 1995, vol.1, n° 1, p. 1-2.

ne doit cependant pas être exagérée. Les lignes éditoriales des revues ont nettement évolué dans le temps et épousé la production des historiens¹. De plus, un certain nombre de noms sont communs aux deux revues, les chercheurs états-uniens publiant aussi dans *Environment and History*. Les styles, plus que les méthodes, les différencient car *Environment and History* accueille plus souvent des auteurs non historiens, en particulier venant des sciences exactes et de la nature, ce qui donne un ton plus naturaliste à la revue anglaise.

Par la suite, Richard Grove a multiplié les critiques contre les historiens états-uniens, dont Roderick Nash, leur reprochant de s'être emparés au début des années 1970 d'un terme utilisé avant eux par les géologues, les archéologues et surtout la géographie historique. L'acte de naissance de l'histoire environnementale cache-rerait un point de vue myope et isolationniste, une sorte de coup d'État états-unien opéré par la création de l'*Environmental Review* en 1976². Son propre travail historique s'est d'ailleurs attaché à démontrer les racines non états-uniennes de la prise de conscience environnementale³.

Sur un ton souvent polémique et en accentuant le clivage entre les États-Unis et le reste du monde, Richard Grove a proposé une contre-histoire de l'histoire environnementale⁴. Si dès le milieu du xvii^e siècle, certains intellectuels et philosophes prennent conscience du changement écologique (Thomas Tryon aux Barbades, Edmond Halley et Isaac Pyke à Saint-Hélène, Pierre Poivre

1. Richard Grove (1995-2006), Georgina Endfield (2006, n° 4 à 2010, n° 3), Stephen Mosley est le nouveau rédacteur en chef.

2. Richard Grove, «Environmental History», in Peter Burke (dir.), *New Perspectives on Historical Writing*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 2001 [2nde édition], p. 261-282.

3. Pour une analyse détaillée, cf. Richard Grove, *Les Îles du Paradis. L'invention de l'écologie aux colonies 1660-1854*, présenté par Grégory Quenet, Paris, La Découverte, 2013.

4. Son texte le plus développé est Richard Grove, Vinita Damodaran, «Imperialism and environmental change; unearthing the origins and evolution of global environmental history from Edmond Halley to John Richards: 1676-2000», in *Does Environmental History Matter? Shikar, Subsistence, Sustainance and the Sciences*, Ranjan Chakrabarti (éd.), Kolkata, Readers Service, 2006, p. 35-86. Il est repris en partie dans Richard Grove, Vinita Damodaran, «Imperialism, intellectual networks and environmental change; unearthing the origins and evolution of global environmental history», in *Nature's End: History and the Environment*, Sverker Sörlin, Paul Warde (éd.), New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 23-49.

et Philibert Commerson à l'Isle de France), les années 1860 apparaissent comme la « première décennie environnementale » avec une convergence de publications sur le changement écologique. Le baron Ferdinand von Mueller en Australie, Georges Perkins Marsh et Franklin Benjamin Hough aux États-Unis, John Croumbie Brown en Afrique du Sud publient les premiers écrits en histoire environnementale à l'échelle du monde. Ces « historiens de l'environnement *de facto* » s'intéressent à l'impact potentiel des hommes sur le changement climatique, et en particulier à la déforestation et à la dessiccation. Les historiens sont absents de ce premier moment de l'histoire environnementale, animé par la géographie historique, la foresterie et les sciences de la nature, tout particulièrement dans les colonies anglaises et françaises. Jusqu'aux années 1930, une littérature considérable est consacrée à l'évolution du climat et à ses conséquences sur le peuplement et l'économie en Afrique (J.D Falconer, Alexander Knox), en Asie (Ellsworth Huntington, prince Kropotkin), adoptant un ton de plus en plus anxieux sur la disparition des civilisations (H.B. George, C.E.P. Brooks, William Macdonald, E.H.L. Schwartz, J.C. Smuts, E.P. Stebbing)¹. À partir des années 1930, se met en place une deuxième phase, plus académique, mêlant géographes, anthropologues, archéologues et écologues, avec une vision normative des interactions entre les hommes et l'environnement. Pour Richard Grove, nombre de ces chercheurs méritent d'être considérés comme des historiens de l'environnement, en particulier Vere Gordon Childe, Daryll Forde, L. Dudley Stamp, J.C. Mackenzie, Gordon East². Conju-

1. Parmi les très nombreuses références citées par Richard Grove : J.D Falconer, *Life and Travel in the Central Sudan*, Londres, 1911 ; Alexander Knox, *The Climate of the Continent of Africa*, Cambridge, 1911 ; Ellsworth Huntington, *The Pulse of Asia, A Journey in Central Asia illustrating the Geographic Basis of History*, Boston, 1907 ; prince P. Kropotkin, « The desiccation of Euro-Asia », *The Geographical Journal*, 23, 1904, p. 722-741 ; H.B. George, *The relations of Geography and History*, Oxford, 1901 et Id., *A historical Geography of the British Empire*, Londres, 1904 ; C.E.P. Brooks, *The Evolution of Climate*, Londres, 1922 ; William Macdonald, *The Conquest of the Desert*, Londres, 1913 ; E.H.L. Schwartz, *The Kalahari or Thirstland Redemption*, Oxford, 1920 ; E.P. Stebbing, *The Forest of India*, Edinburgh, 1922.

2. Vere Gordon Childe, *Dawn of European Civilization*, New York, A.A. Knopf, 1925. Daryll Forde, *Habitat, Economy and Society*, Londres, 1934. L. Dudley Stamp, *The vegetation of Burma from an ecological standpoint, University of Rangoon Research Publications*, n° 1, Rangoon, 1930. J.C. Mackenzie, « Climate in Burmese history », *Journal of the Burma Research Society*, 3, 1913, p. 40-46. Gordon East, *The Geography Behind History*, Londres, 1938.

gués avec l'influence française (Jean Brunhes, Lucien Febvre, Vidal de la Blache), ces travaux issus des colonies ont fortement inspiré ensuite la géographie historique anglaise, notamment Henry Clifford Darby qui a travaillé sur la Rhodésie avant ses célèbres études sur les paysages médiévaux et l'assèchement du Fenland¹.

Le plus déterminant pour l'histoire environnementale est la troisième phase, dans les années 1950, qui conjugue l'influence des Annales (Fernand Braudel et Emmanuel Le Roy Ladurie) avec celles de la géographie historique et de l'histoire locale anglaises (Henry Clifford Darby, W.G. Hoskins, Herbert Finberg). Tous ont eux-mêmes été inspirés par Alfred Toynbee, passé des règles semi-écologiques gouvernant l'ascension et la chute des civilisations dans *A Study of History* à la tentative d'écrire une histoire environnementale du monde, *Mankind and Mother Earth*². Ce contexte coïncide avec la fameuse rencontre de Chicago en 1955, organisée par Carl Sauer et Lewis Mumford, à laquelle participe Clarence Glacken³. En 1955 paraît aussi *The Making of the English Landscape* par William George Hoskins, que Richard Grove considère comme la première œuvre majeure d'histoire environnementale écrite par un historien⁴. L'École de Leicester, qui insiste sur l'utilisation minutieuse des archives locales pour l'analyse de l'environnement et de la culture matérielle, a été influencée par Henry Clifford Darby et les Annales, Braudel en particulier. Hoskins a aussi publié avec Dudley Stamp *The Commons Lands of England and Wales*, faisant le lien avec les enquêtes de celui-ci dans les colonies et son rôle fondateur dans l'usage de la photographie aérienne⁵. Hoskins a

1. Henry Clifford Darby, *The Domesday Geography of Eastern England*, Cambridge, 1952. Cf. aussi *A New Historical Geography of England*, Henry Clifford Darby (éd.), Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

2. Arnold Toynbee, *A Study of History*, Oxford, 1934. Id., *Mankind and Mother Earth. A Narrative History of the World*, New York, 1976.

3. *Man's Role in Changing the Face of the Earth*, William L. Thomas (éd.), Chicago, 1956.

4. William George Hoskins, *The Making of the English Landscape*, London, Hodder and Stoughton, 1955.

5. William G. Hoskins, L. Dudley Stamp, *The Common Lands of England and Wales*, London, 1963. Cf. aussi L. Dudley Stamp, «Notes in the vegetation of Burma», *The Geographical Journal*, 43, 1924, p. 231-233; Id. «Burma, a Survey of a Monsoon country», *Geographical Review*, 20, 1930, p. 86-109; Id., *The Basic Land Resources of Burma*, Sarpay Beikam Press for the Burma Research Society, Fiftieth Anniversary Publication, Rangoon, 1961, p. 458-480; Id., «The aerial survey of the Irrawaddy Delta forests», *Journal of Ecology*, 15, 1924, p. 262-276.

inspiré une école d'histoire locale et d'histoire rurale, appliquant les méthodes résumées dans *Fieldwork in Local History* à plusieurs provinces anglaises¹. Citons aussi l'influence d'Herbert Finberg, lui-même suivant les voies ouvertes par Frederic Seebohm, combinant l'approche locale et l'histoire environnementale². La postérité de l'École de Leicester a été considérable dans la tradition anglaise, du côté de l'histoire forestière et l'histoire hydraulique (Jack Ravensdale, Victor Skipp), mais aussi de l'histoire du paysage (Olivier Rackham et Michael Williams)³. Elle a eu en revanche peu d'effets sur l'école française, qui a suivi des traditions différentes.

Cette contre-histoire de l'histoire environnementale peut être comparée à la version officielle états-unienne, celle d'Alfred Crosby⁴. Souvent citée depuis, celle-ci est un bon exemple de la manière dont certaines publications sont utilisées aujourd'hui pour définir l'histoire environnementale, sans tenir compte suffisamment de leur contexte d'écriture et de publication, ainsi que des stratégies intellectuelles et institutionnelles qui les informent. Crosby répond en réalité à une commande particulière, celle du centenaire de l'*American Historical Review*, publication officielle de l'American Historical Association : il s'agit de montrer le chemin intellectuel parcouru entre 1895 et 1995 et de présenter la *world history* vue sous un angle américain⁵. Cette généalogie accentue donc la rupture avec l'histoire écrite aux États-Unis depuis un siècle (à l'exception de Frederick Jackson Turner et de deux non-historiens, George Perkins Marsh et John Wesley Powell), sans accorder pour autant une place centrale aux autres disciplines. Il distingue certes quelques précurseurs états-uniens (Walter Prescott Webb, James Malin, le géographe Carl Sauer) et rappelle la nouveauté des perspectives de l'École des Annales (Marc Bloch, Lucien Febvre, Fernand Braudel) mais pour mieux souligner qu'elle n'est pas à l'ori-

1. William G. Hoskins, *Fieldwork in Local History*, Londres, 1967.

2. *The Agrarian History of England and Wales*, H. Finberg (éd.), Cambridge, 1967.

3. Jack Ravensdale, *Liable to Floods*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977. Victor Skipp, *Crisis and Development : An Ecological Case Study of the Forest of Arden, 1570-1674*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978. Olivier Rackham, Jennifer Moody, *The Making of the Cretan Landscape*, Manchester, Manchester University Press, 1994. Michael Williams, *The Making of the South Australian Landscape*, Londres, Academic Press, 1974.

4. A. Crosby, «The past and present...», *op. cit.*, p. 1177-1189.

5. David L. Ransel, «Summing Up», *The American Historical Review*, 100-4, octobre 1995, p. 1009-1014.

gine de l'histoire environnementale états-unienne, qui est elle née dans le contexte politique des années soixante et soixante-dix. Le fameux symposium organisé par Carl Sauer est présenté comme un des éléments de ce nouvel environnementalisme, au départ plutôt élitiste (Aldo Leopold) et qui devient un mouvement populaire grâce à Rachel Carson. L'histoire environnementale est incarnée par Roderick Nash, Donald Worster, Clarence Glacken, William McNeill. Selon Crosby, elle a alors fondé sa propre secte, incarnée par son association et sa revue, avec des effets à la fois positifs (une structuration réussie) et négatifs (débattre et écrire entre soi). Ce n'est qu'au milieu des années quatre-vingt-dix que les débats généraux de la discipline historique commencent à sentir l'influence de cette nouvelle école. La stratégie de légitimation de l'histoire environnementale états-unienne est bien à l'œuvre.

Ces divergences historiographiques sont accentuées par les évolutions du métier d'historien. Comme pour d'autres domaines de recherche, la croissance des effectifs et du volume de publications en sciences humaines pousse vers la fragmentation et la division de l'histoire en sous-disciplines dans les années quatre-vingt-dix¹. L'histoire environnementale est une des nouvelles sous-disciplines apparues dans les années soixante-dix avec, pour s'imposer, une rhétorique de la nouveauté qui ne favorise pas l'approfondissement des filiations. L'accroissement du nombre de PhD est un phénomène général, avec de jeunes chercheurs formés dans des domaines de plus en plus précis, et rencontrant des difficultés à s'insérer sur le marché du travail. En réaction, les années quatre-vingt-dix seraient à la recherche de méthodes unificatrices. La question de la langue est un facteur de cloisonnement avec les travaux publiés en français et non traduits, mais elle ne joue

1. Timothy Tackett fait au même moment le constat du risque d'éclatement de la communauté des historiens états-unien. Timothy Tackett, « La communauté scientifique américaine : un risque de désintégration ? », in Jean Boutier, Dominique Julia (éd.), *Pas-sés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement, 1995, p. 306-316. L'American Society for Environmental History fait partie des sociétés associées officiellement à l'American Historical Association et correspondant aux nouvelles sous-disciplines dont le rythme d'apparition culmine dans les années soixante-dix : 13 dans les années 1950 (autant que pendant toute la première moitié du siècle), 22 dans les années 1960, 33 dans les années 1970 et seulement 8 dans les années 1980. Cf. aussi P. Novick, *That Noble Dream...*, op. cit., 1988. Cette crainte d'éclatement est aussi exprimée par Thad Tate, « Problems of definition in environmental history », *American Historical Association Newsletter*, 1981, p. 8-10.

pas pour l'historiographie britannique. Les rencontres manquées tiennent aussi aux individus et à la géographie des réseaux intellectuels. Comme le fait remarquer Richard Grove, Carl Sauer et l'École de Berkeley en géographie ont eu une influence limitée sur l'émergence de l'histoire environnementale dans les années 1970, alors que les campus de Berkeley et de l'University of California – Santa Barbara étaient géographiquement très proches¹. Le volume *Man's Role in Changing the Face of the Earth* est régulièrement cité parmi les précurseurs, mais son contenu peu mobilisé, alors que la liste des intervenants aurait permis de faire le lien avec la géographie historique anglaise et l'École de Leicester (Henry Darby et Andrew Clark interviennent sur la déforestation de l'Europe et l'impact des espèces invasives sur les prairies)².

Deux facteurs peuvent expliquer cette absence de réception de la géographie historique. Le premier relève de l'engagement en faveur de l'environnement. En 2005, *Environmental History* consacre un compte rendu rétrospectif au fameux volume *Man's Role in Changing the Face of the Earth*³. Est déploré le ton détaché et académique des interventions qui ne se prononcent pas sur le caractère négatif ou bénéfique du changement environnemental, par opposition avec les œuvres plus engagées des scientifiques tels Rachel Carson, Paul Ehrlich et Barry Commoner. La sous-estimation de la dégradation possible des océans et de l'évolution du climat de la planète est aussi critiquée, ce qui ne manque pas d'anachronisme. Le deuxième élément tient à l'évolution de la géographie elle-même, qui devient de plus en plus une science de l'espace à partir des années cinquante et au tournant culturaliste des années soixante-dix, qui la font se détourner de l'environnement et de la contingence historique⁴.

Du reste, ce serait une erreur de faire de l'histoire environnementale une école historique unifiée et de sous-estimer l'importance des individus dans les liens qui se nouent entre disciplines. Parmi les fondateurs, deux figures proéminentes, Donald Hughes et Donald

1. R. Grove, V. Damodaran, «Imperialism and environmental change...», *op. cit.*, 2006, p. 65.

2. *Man's Role in Changing...*, *op. cit.*, 1956.

3. Robert Wilson, «Retrospective review: *Man's Role in Changing the Face of the Earth* by William L. Thomas», *Environmental History*, 10-3, juillet 2005, p. 546-566.

4. Allan R. Pred, «Diffusions, defusions and disillusion», in *Recollections of a revolution: Geography as a spatial science*, Mark Billinge, Derek Gregory, Ron Martin (éd.), New York, St Martin's Press, 1984, p. 86-104.

Worster, ont mis en avant le dialogue avec l'écologie culturelle plutôt qu'avec la géographie dans leurs articles programmatiques, et ces positions ont été reproduites par le jeu des citations. Comme le remarque Michael Williams, si les historiens de l'environnement ont largement ignoré les travaux des géographes, la réciproque est vraie et rien n'empêcherait de nouer des échanges fructueux sur au moins quatre thèmes : la transformation et l'aménagement de la Terre, l'expansion globale de l'économie capitaliste, la place des hommes dans la nature et les interrelations entre habitat, économie et société¹. Les voies ouvertes par le géographe Graeme Wynn, et leur rôle dans la constitution de l'histoire environnementale au Canada, montrent la fécondité potentielle des rapprochements entre histoire environnementale et géographie historique, surtout si ce dialogue s'accompagne de la relecture de travaux anciens, Carl Sauer certainement mais aussi Andrew Clark².

La prise de distance de l'histoire environnementale envers l'écologie scientifique facilite aujourd'hui le rapprochement avec une géographie elle aussi renouvelée. En effet, le recours à des concepts naturalistes – équilibre, climat, résilience – et à des formes d'autorités objectivantes a été miné par la critique relativiste de la science et l'influence tardive du tournant linguistique sur l'histoire environnementale, au profit d'une approche plus pragmatiste de la science comme outil pour s'engager dans le monde de manière critique, aider à situer les savoirs en compétition et rendre visible les effets discursifs des narratifs³. La réflexion sur les catégories de description de la nature et l'articulation entre réalité et représentations, l'approche du terrain et des sources dans une approche

1. Michael Williams, «The relations of environmental history and historical geography», *Journal of Historical Geography*, 20-1, 1994, p. 3-21.

2. Graeme Wynn, «“Tracing one warm line through a land so wide and savage”; Fifty years of historical geography in Canada», *Historical Geography*, 40, 2012. Martin S. Kenzer (éd.), *Carl O. Sauer : A Tribute*, Corvallis, Oregon State University, 1987. Kent Mathewson, *Carl Sauer on Culture and Landscape : Readings and Commentaries*, Baton Rouge, LSU Press, 2009. Kent Mathewson et Andrew Sluyter, «Intellectual Relations between Historical Geography and Latin Americanist Geography», *Journal of Latin American Geography*, 6-1, 2007, p. 25-41.

3. David Demeritt, «Ecology, objectivity and critique in writings on nature and human societies», *Journal of Historical Geography*, 20-1, 1994, p. 22-37. Anna L. Tsing, «Nature in the Making», in *New Directions in Anthropology and Environment*, éd. Carole L. Crumley, Walnut Creek, Altamira Press, 2001, p. 3-24. David Demeritt, «Science, Social Construction, and Nature», in *Making Reality : Nature at the Millennium*, éd. Bruce Braun and Noel Castree, London, Routledge, 1998, p. 178.

processuelle du document historique constituent aujourd'hui un espace d'échanges prometteurs entre histoire environnementale et géographie¹.

Autour de cet espace pourraient s'articuler d'autres références, présentes dans les travaux de certains historiens de l'environnement, mais qui mériteraient d'être plus centrales et approfondies. D'une part, l'écologie culturelle qui analyse le fonctionnement dans la longue durée de territoires autour des relations entre les hommes et leur environnement, avec une fenêtre chronologique qui nuance souvent les thèmes déclinistes au profit d'une gamme complexe d'interrelations². D'autre part, les *cultural studies*, dont un des fondateurs, Raymond Williams, a fortement nourri les travaux de William Cronon et de Richard Grove³. Son projet de matérialisme culturel porte sur la manière dont les classes gouvernantes produisent matériellement un ordre social et politique, ici à travers les représentations de la nature⁴. Cette histoire du travail social de production idéologique vise à saisir en même temps la persistance et l'historicité des concepts, ce que Raymond Williams appelle les différentes formes d'une idée. Dès lors, l'environnement cesse d'être une notion universelle pour devenir le résultat d'un processus de production symbolique situé.

Une seule planète, des environnements multiples

Les années quatre-vingt-dix, et encore plus les années deux mille, voient le développement de l'histoire environnementale dans de

1. A. Ingold, «Écrire la nature...», *op. cit.* Simon Naylor, «Historical geography: Natures, landscapes, environments», *Progress in Human Geography*, 30-6, 2006, p. 792-802. Diego Moreno, «A proposito di storia delle risorse ambientali. Dal terreno al documento», *Quaderni storici*, 72, 1989, p. 883-896.

2. *Historical Ecology: Cultural Knowledge and Changing Landscapes*, éd. Carole Crumley, Santa Fe, School of American Research Press, 1994. *The World System and Earth System. Global socioenvironmental change and sustainability since the Neolithic*, Alf Hornborg et Carol Crumley (éd.), Walnut Creek, Left Coast Press, 2006. *Regional dynamics: Burgundian landscapes in historical perspective*, Carole Crumley et William H. Marquardt (éd.), San Diego, Academic Press, 1987.

3. Grégory Quenet, «Protéger le jardin d'Éden», in Richard Grove, *Les Îles du Paradis. L'invention de l'écologie aux colonies*, Paris, La Découverte, 2013, p. 112-113.

4. Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Londres, Oxford University Press, 1977. Id., *The Country and the City*, London, Oxford University Press, 1972, p. 289-290.

nombreux pays. Un deuxième groupe de pays a emboîté très tôt la voie ouverte par les États-Unis, sans craindre de suivre ses propres chemins, qu'il s'agisse d'une attention aiguë aux luttes et aux inégalités pour l'Inde, de la *terra nullius* pour l'Australie ou d'une forte sensibilité écologique et naturaliste pour l'Europe du Nord. Arrivé plus tard mais déjà fortement dynamique, le troisième ensemble compte l'Europe du sud, l'Amérique latine, l'Afrique et la Chine. La Russie et le monde arabe sont alors les grands absents, aux côtés de... la France. La composition de l'International Consortium of Environmental History Organizations (ICEHO) donne une idée presque complète des organisations existantes¹. Ces dernières années, plusieurs articles ont dressé un panorama pays par pays des travaux réalisés et des méthodes². L'expansion académique de l'histoire environnementale est aujourd'hui si rapide que les bilans historiographiques sont vite périmés et se prêtent donc plutôt à la

1. En 2010, L'ICEHO comptait comme membres les institutions suivantes: Aldo Leopold Foundation, American Society for Environmental History, Association of East Asian Environmental History, Association of South Asian Environmental Historians, Australian and New Zealand Environmental History Network, Australian Forest History Society, C.P.R. Environmental Education Centre, Czech Geographical Society. Section for Historical Geography and Environmental History, European Society for Environmental History, Forest History Society, German Historical Institute, International Union of Forestry Research Organizations, International Water History Association, Nature/History/Society Book Series – UBC Press, Network in Canadian History & Environment (NiCHE), Network of Medieval Environmental Historians, Otago University – History Department, Roksilde University – Department of Environmental, Social and Spatial Change, Royal Institute of Technology – Division of History of Science and Technology, Stockholm, Sweden, Sheffield Hallam University – Tourism & Environmental Change Research Unit; Sociedad Latinoamericana y Caribeña de Historia Ambiental, Southern African History Society, Springer Science + Business Media, Udall Center for Studies in Public Policy, University of Arizona – History Department, University of Nevada, Reno – History Department, University of Wisconsin – Center for Culture, History, and Environment, Zentrum für Naturwissenschaftliche Archäologie, Zentrum für Umweltgeschichte (<http://www.foresthistory.org/Events/ICEHO%20members.html/> accès le 12 août 2010).

2. J. R. McNeill, « Observations on the nature... », *op. cit.*, 2003. Cf. le numéro spécial consacré à un état des lieux mondial (Afrique, Amériques, Australie et Asie, Chine, Europe) par *Environment and History*, 10-4, novembre 2004, p. 379-536. Pour l'Asie du sud-est, Mahesh Rangarajan, « Environmental histories of South Asia: a review essay », *Environment and History*, 2-2, juin 1996, p. 129-144. Le volume *Situating Environmental History*, Ranjan Chakrabarti (éd.), New Delhi, Manohar, 2007 est en grande partie consacré à l'Inde. Pour le Canada, voir « Penser l'histoire environnementale du Québec. Société, territoire et écologie », Stéphane Castonguay (éd.), *Globe, revue internationale d'études québécoises*, 9-1, 2006, p. 11-255.

forme de l'article que du livre. Ce qui était dit en deux mille sur l'absence des Français n'est plus vrai quelques années plus tard, et l'hexagone s'est imposé comme un des lieux les plus dynamiques en Europe¹. Les paragraphes qui suivent se contenteront donc de donner quelques repères et de dégager des lignes de force.

La dilatation de la communauté et la croissance des effectifs sont très nettes, en particulier pour la communauté européenne². Dans les années 1980, un premier réseau s'est créé, l'European Association for Environmental History (EAEH), qui a publié une *newsletter* de 1989 à 1993. L'échec de cette première société, lancée par des chercheurs de langue allemande, témoigne que le contexte n'était sans doute pas encore assez favorable³. En 1999 est créée l'European Society for Environmental History (ESEH) qui comptait 426 membres en 2006 contre 1000 pour l'ASEH, mais atteignait en 2013 près de 850 membres⁴. La progression du nombre d'intervenants est elle aussi régulière d'une conférence à une autre : 119 à St Andrews en 2001, 212 à Prague en 2003, 260 en 2005 à Sienne, 263 à Amsterdam en 2007, 550 à Copenhague en 2009, 300 à Turku en 2011 et 800 à Munich en 2013⁵. Pour la période 1994-2003, la Finlande et le Danemark ont compté à eux seuls 1 000 publications en histoire environnementale⁶. En revanche, la revue *Environment and History* n'a pas le même positionnement

1. Pour suivre l'actualité de l'histoire environnementale en France, il faut se reporter au site internet du Ruche (<http://leruche.hypotheses.org>). Signe de ce dynamisme, la France accueillera en 2015 le 8^e congrès de la European Society for Environmental History qui, depuis Munich 2013, est devenu le plus grand rendez-vous mondial en histoire environnementale. Organisé par l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2015 sera consacré au thème « Greening history, studying the environment across discipline: past, present and future ».

2. Verena Winiwarter, « Environmental history in Europe from 1994 to 2004: enthusiasm and consolidation », *Environmental History*, 10-4, novembre 2004, p. 501-504.

3. Ces chercheurs allemands et suisses comptaient parmi eux Joachim Radkau, Christian Pfister, Franz-Josef Brüggemeier, Ulrich Troitzsch, Günter Bayerl, Rolf Peter Sieferle. Frank Uekoetter, « Joachim Radkau », *Environmental History* 13-4, octobre 2008, p. 757-768, p. 763.

4. Christof Mauch, « The European Society for Environmental History (ESEH) », texte inédit. Et en 2004, 360 membres venus de 39 pays différents, dont 28 pays européens (V. Winiwarter, « Environmental history in Europe... », *op. cit.*, 2004, p. 502).

5. <http://www.eseh.org/>. La conférence de Copenhague correspondait aussi au premier World Congress of Environmental History organisé par l'International Consortium of Environmental History Organizations (ICEHO).

6. Per Eliasson, Poul Holm, Timo Myllyntaus, « Finland, Sweden, Denmark », *Environmental History*, 10-4, novembre 2004, p. 508.

que la revue *Environmental History*, massivement consacrée à la production états-unienne sur l'histoire des Etats-Unis. Malgré les liens étroits de collaboration entre l'ESEH et *Environment and History*, la revue n'est pas centrée sur l'Europe : de 1995 à 2010, elle a ainsi publié moins d'articles sur l'Europe que sur l'ensemble Australie – Nouvelle Zélande, 28 contre 59.

Pour des raisons historiques, institutionnelles et intellectuelles, les implantations nationales de l'histoire environnementale ont mis en jeu des disciplines différentes selon les pays. En Australie, l'histoire environnementale s'est constituée à partir des recherches sur le développement durable et des besoins d'expertise exprimés par le gouvernement. Les historiens sont donc minoritaires en histoire environnementale : selon les actes des cinq conférences de l'Australian Forest History Society qui se sont tenues entre 1988 et 2002, seuls huit auteurs sur 152 viennent de départements d'histoire ; parmi les deux recueils d'histoire environnementale de l'Australie publiés par Oxford University Press en 1994 et 2000, seuls deux articles sur 23 sont écrits par des auteurs travaillant dans des départements d'histoire. En revanche, les historiens et les géographes dominent l'histoire environnementale de la Nouvelle-Zélande¹. En Angleterre, les chercheurs viennent eux de l'histoire, de l'histoire impériale en particulier, et de la géographie historique². En Allemagne et en Suisse, les racines plongent plutôt dans l'histoire économique et sociale avec Franz-Joseph Brüggemeier et Christian Pfister³.

L'essor du champ au Canada, porté par la très active société académique NiCHE, montre comment les modalités historiques de la mise en valeur d'un pays, qui se traduisent à travers les catégories de description de la nature et les corpus de sources produits par ces activités, modèlent les formes de l'histoire environnementale⁴. Alors que la frontière a été une dynamique unificatrice aux États-Unis – à travers le mouvement de colonisation et le concept de *wilderness* –, la frontière canadienne s'est scindée en une multitude de frontières, de particularismes régionaux et ethniques, moins

1. Pour toutes ces analyses, Libby Robin, Tom Griffiths, « Environmental history in Australasia », *Environmental History*, 10-4, novembre 2004, p. 452-453.

2. Robert A. Lambert, Jan Oosthoek, « The United Kingdom », *ibid.*, p. 504-505.

3. Franz-Josef Brüggemeier, « A nature fit for industry. The environmental history of the Ruhr Basin 1840-1889 », *Environmental History Review*, 18-1, 1994, p. 35-54.

4. <http://niche-canada.org/>

triomphants dans leur rapport à la nature, reliés plus étroitement aux villes, et donc finalement moins propices à des méta-récits déclinistes¹. Ce contexte caractérisé par l'attachement à la terre, un concept de nature qui mêle l'environnement et l'économie, un environnementalisme moins fort, a certes contribué à une émergence plus tardive de l'histoire environnementale. Mais il a produit une tradition originale, plus ouverte à la géographie et à l'histoire rurale, plus attentive au territoire et aux paysages, aux rapports sociaux et économiques en œuvre dans l'exploitation des ressources naturelles, et enfin aux villes².

Les formes nationales de l'histoire environnementale ne dépendent pas seulement de l'action des hommes sur la nature d'un pays mais aussi de la manière dont la question environnementale a été formulée et thématisée, y compris par les historiens de l'environnement eux-mêmes. L'histoire environnementale de l'Amérique latine et de la zone Caraïbe, aujourd'hui en pleine expansion, en témoigne largement³. Cette historiographie a été longtemps contrainte par des thèmes déclinistes, des histoires de dégradation et d'exploitation mettant en jeu trois forces principales – le colonialisme, le capitalisme et les politiques de conservation –, aux dépens d'autres types d'interactions plus équilibrées et variées qui mettraient au premier plan les populations locales⁴.

1. Richard Judd, «Approches en histoire environnementale : le cas de la Nouvelle-Angleterre et du Québec», *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, n° 9-1, 2006, p. 67-92.

2. Stéphane Castonguay, «Faire du Québec un objet de l'histoire environnementale», *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, n° 9-1, 2006, p. 17-49.

3. Pour suivre les études en histoire environnementale sur cette zone, le mieux est de se reporter au site de la Sociedad Latinoamericana y Caribeña de Historia Ambiental (SOLCHA), qui héberge la «Online bibliography on Latin American environmental history» (<http://www.csulb.edu/projects/laeh/index.html>). Celle-ci contient à ce jour – 1^{er} novembre 2013 – 1069 références. Une bibliographie sélective se trouve dans Silvia Meléndez Dobles, «La historia ambiental: aportes interdisciplinarios y balance crítico desde América Latina», *Cuadernos digitales: publicación electrónica en historia, archivística y estudios sociales*, 7-19, novembre 2002, p. 1-48.

4. Mark Carey, «Latin American environmental history: current trends, interdisciplinary insights, and future directions», *Environmental History*, 14, avril 2009, p. 221-252. Pour des modèles de cette histoire décliniste, cf. Warren Dean, «The tasks of Latin American environmental history», in *Changing Tropical Forests: Historical perspectives on Today's Challenges in Central and South America*, éd. Harold K. Steen et Richard P. Tucker, Durham, Duke University Press, 1992, p. 5-15; Elinor Melville, *A Plague of Sheep: Environmental Consequences of the Conquest of Mexico*, New York, Cambridge University Press, 1994; Richard Tucker, *Insatiable Appetite: The United*

L'histoire tragique de l'Amérique latine a été doublement le fait des Européens et des Nord-Américains, d'abord par leur action écologique et l'exploitation des ressources, ensuite par la dénonciation de ces dommages du point de vue du marxisme, des théories de la dépendance et du système monde. Alfred Crosby, Donald Worster, Richard Grove, Guillermo Castro, Warren Dean et Elinor Melville demeurent influents aujourd'hui et l'Amérique latine continue à être vue comme un laboratoire des destructions environnementales, un des points chauds de la crise écologique planétaire¹. Les directions de recherche se sont cependant ouvertes à des perspectives plus diverses, explorant les paysages hybrides plutôt que « naturels », la pluralité des dynamiques raciales, religieuses, genrées, culturelles et scientifiques plutôt que les seuls rapports d'exploitation économique, les échanges transnationaux plutôt qu'un processus de construction de la nation guidé par des aménagements lourds². Ces nouvelles voies sur les dynamiques de création des environnements se traduiront sans doute à l'avenir par des rapprochements avec deux traditions puissantes dans les études sur l'Amérique latine, l'anthropologie et les études rurales.

La diversité des historiographies nationales éclaire, en creux, un des apports les plus féconds mais néanmoins ambigus de l'histoire environnementale au renouvellement des analyses historiques, à savoir l'histoire globale. Les historiens du global ont en effet largement contribué à diffuser les travaux d'histoire environnementale, et en particulier ceux de Richard Grove³. Si Christopher Baily

Stages and the Ecological Degradation of the Tropical World, Lanham, Rowman and Littlefield, 2007.

1. Cette exemplification est nette dans les références citées par Mark Carey : Shawn William Miller, *An Environmental History of Latin America*, New York, Cambridge University Press, 2007, p. 3-4 ; Guillermo Castro Herrera et Reinaldo Funes Monzote, « La historia ambiental (hecha) en América Latina y el Caribe. Une actualización », in *Naturaleza en declive*, éd. Reinaldo Funes Monzote, Valencia, UNED, 2008, p. 29-61 ; Lise Sedrez, « Environmental history of modern Latin America », in *A Companion to Latin American History*, éd. Thomas H. Holloway, Malden, Blackwell Publishing, 2008, p. 457 ; Warren Dean, *With Broadbax and Firebrand : The Destruction of the Brazilian Atlantic Forest*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1995, p. 5 ; Guillermo Castro Herrera, « The environmental crisis and the tasks of history in Latin America », *Environment and History*, 3, 1997, p. 1-18 ; Lane Simonian, *Defending the Land of the Jaguar : A History of Conservation in Mexico*, Austin, University of Texas Press, 1995.

2. M. Carey, « Latin American... », *op. cit.*

3. G. Quenet, « Protéger le jardin... », *op. cit.*

y fait référence, c'est surtout *La Grande divergence* de Kenneth Pomeranz qui en fait un usage répété¹.

Ce succès de l'histoire environnementale par l'histoire globale a suscité des critiques de la part de certains historiens de l'environnement, distinguant ce type de synthèse historique des cas d'études régionalisés, plus proches des standards de la discipline². Plusieurs succès de librairie des années deux mille mobilisent ainsi de vastes échelles de temps et d'espace fondées sur des dépouillements bibliographiques considérables, sans recours direct aux sources primaires, afin de mettre en relation et en tension des espaces situés dans des aires linguistiques et culturelles différentes, mais unis par des problèmes écologiques comparables et des changements environnementaux globaux. John McNeill a ouvert la voie avec son histoire environnementale du xx^e siècle – *Something New under the Sun* – qui articule trois niveaux d'analyse : la rupture historique matérielle créée par des changements environnementaux sans précédents, les structures économiques et sociales qui l'ont mise en œuvre, et les cadres de pensée et de représentations qui l'ont rendu possible et visible³. John Richards a mené une étude sur une période historique encore plus vaste, l'époque moderne, en construisant *Unending Frontiers* à partir d'une série d'études de cas balayant tous les grands problèmes écologiques, de la mise en valeur de la terre en passant par l'exploitation des ressources maritimes jusqu'à l'extraction des richesses du sous-sol⁴. Mais ce type d'ouvrage n'est pas le monopole des historiens, car l'ampleur des données scientifiques à mobiliser ainsi que les échelles de temps et d'espace mises en œuvre, en font un terrain propice pour les spécialistes de l'évo-

1. Christopher A. Bayly, *The Birth of the Modern World, 1780-1914*, Blackwell, Oxford, 2004, p. 450; Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence : China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000. Cf. aussi *The Environment and World history*, éd. Edmund Burke III et Kenneth Pomeranz, Berkeley, University of California Press, 2009.

2. Sverker Sörlin, Paul Warde, « The problem of the problem of environmental history : a re-reading of the field », *Environmental History*, 12-1, janvier 2007, p. 107-130, cf. p. 116.

3. John McNeill, *Something new under the sun : an environmental history of the twentieth-century world*, New York, Norton, 2000 ; trad. fr. : *Du nouveau sous le soleil. Une histoire environnementale du xx^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.

4. John F. Richards, *The Unending Frontier : An Environmental History of the Early Modern World*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 2003.

lution, parmi lesquels Jared Diamond est le plus connu, depuis *Guns, Germs and Steel*¹.

Pourtant, il n'est pas si simple de savoir quelle histoire globale déploie l'histoire environnementale. Son polymorphisme présente différentes manières de relier des phénomènes sociaux et culturels à l'échelle du monde.

Une première manière s'inscrit dans les deux usages de la notion de « globalisation »². Le premier désigne les processus historiques d'intégration mondiale, mêlant des logiques économiques, culturelles et écologiques. Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein ont été des sources d'inspiration car l'expansion rapide des compagnies nationales commerciales aux xvii^e et xviii^e siècles – initiée par l'accumulation du capital privé dans les villes de l'Europe du nord, favorisant le développement du commerce avec l'Afrique et l'Asie – a non seulement permis une forme de mondialisation, mais s'est traduite par une accélération notable des changements environnementaux, comme conséquence directe de ce processus d'expansion. Fernand Braudel, même s'il était peu sensible aux impacts environnementaux, a noté que

Sur d'énormes espaces, même au déclin du xviii^e siècle, se retrouve une sorte de vie animalière primitive du monde ; l'homme qui surgit au milieu de ces paradis y est la tragique innovation. [...] Ce qui s'est brisé avec le xviii^e siècle, en Chine comme en Europe, c'est un ancien régime biologique, ensemble de contraintes, d'obstacles, de structures, de rapports, de jeux numériques qui jusque-là avaient été la norme.³

Il existe toutefois un second sens à globalisation, tout aussi, voire plus fécond, celui d'un mode d'approche des phénomènes historiques qui élargit leur compréhension à la prise en compte des phénomènes planétaires. Les questions climatiques et écologiques ont ici pleinement participé au décompartimentage disciplinaire et au desserrement du déterminisme economiciste apporté par l'histoire

1. Jared Diamond, *Guns, Germs and Steel: The Fates of Human Societies*, New York, Norton, 1997, trad. fr. *De l'inégalité parmi les sociétés – Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000.

2. Caroline Douki, Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, 54-4bis, p. 7-21, cf. p. 8.

3. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1979, vol. 1, p. 68-69.

globale, introduisant de nouvelles compétences scientifiques et des phénomènes qui ne pouvaient être saisis aux échelles habituellement maniées par les historiens¹. Sur ce point, et même si les filiations ne sont pas revendiquées, il existe des échos évidents entre les travaux de William McNeill, Alfred Crosby, Richard Grove et plus tard Jared Diamond².

La rencontre entre certains travaux d'histoire environnementale et le renouvellement de l'histoire des sciences a cependant ouvert un autre type de lecture des perspectives globales. Le thème de la rencontre entre des savoirs européens et des épistémologies de la nature non européennes, permise par l'impérialisme écologique, a participé au renversement du modèle centre-périphérie à l'œuvre alors en histoire des sciences³. Au lieu d'être le produit de rationalités occidentales projetées sur le reste du monde, les sciences coloniales apparaissent alors comme le produit local d'une hybridation entre des savoirs et des pratiques, européennes et indigènes⁴. Une telle approche contribue à rompre avec deux modèles d'histoire globale. D'une part, le modèle crosbien d'un choc écologique porté par l'unification biologique du monde, et dans lequel la capacité de résistance et d'analyse des acteurs humains se trouve réduite à peu de chose, laissant le devant de la scène à des pratiques hégémoniques donnant naissance à des néo-Europes écologiques en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Australie et en Nouvelle Zélande⁵.

1. C. Douki, P. Minard, « Histoire globale... », *op. cit.*, p. 11.

2. William McNeill, *The Rise of the West. A History of the Human Community*, Chicago, University of Chicago Press, 1963. Id., *The Human Condition : An Ecological and Historical View*, Princeton, Princeton University Press, 1980. A. Crosby, *Ecological Imperialism...*, *op. cit.* Cf. aussi Philip D. Curtin, « The environment beyond Europe and the European theory of empire », *Journal of World History*, 1-2, 1990, p. 131-150, et Neva R. Goodwin, « The rounding of the Earth: ecology and global history », in Bruno Mazlish, J. Ralph Buultjens (éd.), *Conceptualizing Global History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 27-46.

3. Richard Drayton, *Nature's Government : Science, Imperial Britain, and the « Improvement » of the World*, New Haven, Yale University Press, 2000. Christophe Bonneuil, « Development as experiment: science and state building in late colonial and postcolonial Africa, 1930-1970 », *Osiris*, 15, 2000, p. 258-281. Peder Anker, *Imperial Ecology : Environmental Order in the British Empire, 1895-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2001. *Geographies of Nineteenth-Century Science*, éd. David N. Livingstone, Charles W.J. Withers, Chicago, University of Chicago Press, 2011.

4. Tim Griffiths and Lilly Robin, *Ecology and Empire, Environmental History of Settler Societies*, Melbourne, Melbourne University Press, 1997.

5. Hal Rothman, « Review *Green imperialism* », *Environmental History*, 1-1, janvier 1996, p. 112-113.

D'autre part, les modèles diffusionnistes en histoire des sciences, tels que développés par Georges Basalla, faisant de l'Europe le centre de diffusion d'une rationalité universelle ou, de manière plus sophistiquée mais guère différente, les modèles périphériques à la Lewis Pyenson insistant sur le dynamisme scientifique des aires coloniales sans leur accorder pour autant la capacité à produire des arrangements nouveaux¹.

Mais si les lois de la biologie et de l'évolution ne dessinent plus les parallèles entre des mondes différents, comment se passe cette mise en relation dont la culture est le moteur ? Trois hypothèses différentes ont été identifiées par Romain Thomas, qui permettent de classer les travaux en histoire environnementale globale². Le premier met en place, à partir de l'analyse des cultures et des lieux mobilisés, un universalisme anthropologique qui viendrait expliquer des homologues formelles. La seconde hypothèse, celle de contacts directs qui auraient été oubliés, passant par des circulations et des emprunts réciproques, constitue un des apports de certains travaux de John McNeill³. Étudiées à partir de sources exclusivement européennes, ces histoires relèvent cependant plus d'une histoire des circulations que d'une histoire interconnectée mettant en contact des mondes différents. La troisième hypothèse, dite « polygénisme écologique », postule qu'un certain type de contexte environnemental provoque des processus identiques de transformations sociales et culturelles⁴. L'histoire environnementale globale, dont le succès a pu apparaître comme un moyen pour dépasser les contradictions entre les deux cultures, celle des

1. George Basalla, « The spread of western science », *Science*, 156, n° 3775, 1967, 611-622. Lewis Pyenson, *Cultural imperialism and exact sciences: German Expansion overseas 1900-1930*, New York, P. Lang, 1985. Id., *Empire of Reason: Exact Science in Indonesia, 1840-1940*, Leiden: E. J. Brill, 1989. Id., *Civilizing mission: Exact Sciences and French Overseas Expansion 1830-1940*, Baltimore et Londres, Johns Hopkins University Press, 1993.

2. Romain Thomas, « La tentation du monde: "histoire globale" et "récit symétrique" », in *À quoi pensent les historiens? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, Christophe Granger (dir.), Paris, Autrement, 2012, p. 181-196. Cf. aussi Roger Chartier, « La conscience de la globalité (commentaires) », *Annales HSS*, 56-1, 2006, p. 119-123.

3. John McNeill, *Mosquito Empires: Ecology and War in the Greater Caribbean, 1620-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

4. Pour une application de cette thèse, Victor Lieberman, *Strange Parallels. Southeast Asia in Global Context, c. 800-1830*, vol. 1: « Integration on the Mainland », vol. 2: « Mainland Mirrors. Europe, Japan, China, South Asia, and the Islands », Ann Arbor, University of Michigan Press, 2003 et 2009.

sciences de la nature et celle des sciences humaines et sociales, ne présente donc pas de visage unifié et n'a pas stabilisé la définition de l'histoire environnementale.

Fragmentation théorique et nouveaux enjeux

L'internationalisation de l'histoire environnementale va de pair avec une dynamique continue, et continuée, d'invention de nouveaux objets d'étude. Matthew Klinger ouvre la voie à une histoire de la consommation, complétant des approches jusque-là centrées sur les modes d'exploitation des ressources¹. Répondant aux critiques de Richard White contre une histoire environnementale séparant nature et travail, Christine Rosen et Christopher Sellers posent les bases d'une éco-histoire des entreprises². L'histoire du corps fait aussi son apparition dans un domaine qui, jusque-là, considérait l'homme comme une espèce parmi d'autres et s'interrogeait peu sur le type de naturalité qui lui est propre³. Par ce biais, le lien s'établit avec un pan considérable des recherches en sciences sociales, celui sur les risques, jusque-là séparé de l'histoire environnementale. Remarquons cependant que la connexion concerne essentiellement la période contemporaine quand, à partir du milieu du xix^e siècle, apparaissent des menaces industrielles et toxiques de type nouveau⁴. Les catastrophes naturelles font elles aussi timidement leur apparition, plus facilement dans l'espace européen qu'américain, plutôt sous l'angle d'une étude des vulnérabilités que de la rupture introduite par l'événement catastro-

1. Matthew Klinger, « Spaces of Consumption in Environmental History », *History and Theory*, 42-4, 2003, p. 94-110.

2. Christine Meisner Rosen, Christopher Sellers. « The nature of the firm : towards an ecocultural history of business », *Business History Review* 73-4, hiver 1999, p. 577-600.

3. Greg Mitman, Christopher Sellers, Michelle Murphy, « Introduction. Landscape of exposures. Knowledge and illness in modern environments », *Osiris*, 2nd series, 19, 2004, p. 1-17. Christopher Sellers, « Thoreau's body : Towards an embodied environmental history », *Environmental History*, 4-4, 1999, p. 486-514. Gregg Mitman, « In search of health : landscape and disease in American environmental history », *Environmental history*, 10-2, avril 2005, p. 184-210. Linda Nash, « The fruits of ill-health : pesticides and workers' bodies in post-world war II California », *Osiris*, 2nd series, 19, 2004, p. 203-219.

4. Soraya Boudia, Nathalie Jas, « Introduction : risk and 'risk society' in historical perspective », *History and Technology*, 23-4, 2007, p. 317-331.

prique¹. Signalons aussi l'essor des études sur la justice environnementale². L'histoire diplomatique est à son tour gagnée par des approches environnementales, qui ne consistent nullement à faire une histoire de la conservation à l'échelle internationale mais plutôt à voir comment les relations internationales ont mis sur agenda la question environnementale, voire l'ont fortement réintégré dans leur propre langue³. Un autre champ ancien, l'histoire militaire, est à son tour gagnée par les nouvelles approches environnementales⁴. Enfin, le tournant culturel de l'histoire environnementale favorise le développement des études sur le cinéma, la littérature et le paysage⁵.

Cette multiplicité d'objets s'ajoute à la manière dont les environnements pluriels se sont traduits par la multiplicité des temporalités et des spatialités. La question climatique n'est venue que très récemment reformuler l'articulation des échelles, en intro-

1. Stéphane Castonguay, «The production of flood as natural catastrophe: extreme events and the construction of vulnerability in the drainage basin of the St. Francis River (Quebec) mid-nineteenth to mid-twentieth century», *Environmental history*, 12-4, 2007, p. 816-840. Michael Kempe, Christian Rohr (éd.), «Coping with the Unexpected-Natural Disasters and their Perception», *Environment and History*, 9-2, 2003. Cette approche serait à nuancer au vu des prix distribués par l'ASEH: Louis A. Perez, Jr., *Winds of Change: Hurricanes and the Transformation of Nineteenth-Century Cuba*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001 (meilleur livre 2001); Joanna Dyl, «Urban disaster: an environmental history of San Francisco after the 1906 earthquake» (Princeton University, meilleure thèse 2007).

2. Dolores Greenberg, «Reconstructing race and protest: environmental justice in New York», *Environmental History*, 5-2, 2000, p. 223-250. Susan L. Smith, *Sick and Tired of Being Sick and Tired: Black Women's Health Activism in America, 1890-1950*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press 1995. Christopher H. Foreman, Martin Melosi, «Environmental justice: policy challenges and public history», in *Public History and the Environment*, Martin Melosi, Philip Scarpino, (éd.), Malabar, Krieger Pub. Co., 2004, p. 240; Carolyn Merchant, «Shades of darkness: race and environmental history», *Environmental History*, 8-3, 2003, p. 380-394, p. 381. David N. Pellow, *Garbage Wars: The Struggle for Environmental Justice in Chicago* Cambridge, Mass., MIT Press, 2002, p. 67, 91. Nancy J. Jacobs, *Environment, Power, and Injustice: A South African History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

3. Jacob Darwin Hamblin, «Gods and devils in the details: marine pollution, radioactive waste, and an environmental regime circa 1972», *Diplomatic History*, 32-4, septembre 2008, p. 539-560.

4. Edmund Russell, Richard P. Tucker (éd.), *Natural Enemy, Natural Ally: Toward an Environmental History of Warfare*, Corvallis, Oregon State University Press, 2004. Edmund Russell, *War and Nature, Fighting Humans and Insects with Chemicals from World War I to Silent Spring*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

5. Simon Schama, *Le Paysage et la mémoire* (1995), Paris, Seuil, 1999.

duisant un niveau géologique subsumant la diversité des sociétés humaines, l'anthropocène, et il est encore trop tôt pour en percevoir les conséquences sur l'écriture de l'histoire¹. Les micro-analyses d'espaces locaux, ruraux ou urbains, ont continué à être privilégiées car ces territoires se prêtent à l'étude conjointe des changements environnementaux et des changements sociaux². La tentative de définir des bio-régions s'est traduite par la publication d'atlas environnementaux³. Enfin, le poids des institutions étatiques dans la production des savoirs et des représentations de la nature a entretenu une réflexion active sur les formes paysagères de la nation et la dimension nationale des catégories environnementales⁴. Procédant à une lecture critique des perspectives globales en histoire environnementale, sans nier pour autant leur intérêt, Richard White a souligné l'importance de la nationalisation de la nature et la nécessité d'une réflexion spatiale, dans la lignée des travaux de Henri Lefebvre⁵. L'articulation de ces différentes échelles constitue un enjeu majeur de l'histoire environnementale, d'autant que la dialectique entre société et environnement joue de manière différente selon ces niveaux⁶.

De facto, cette double expansion, thématique et spatiale, a accentué l'éclatement d'une histoire environnementale qui, dès le départ, n'était pas unifiée par une même définition de la nature et de l'environnement, ni par un ensemble de méthodes clairement identifiées⁷. Les années deux mille sont donc marquées par une série de

1. Dipesh Chakrabarty, «The climate of history: four theses», *Critical Inquiry*, n° 35, 2009, p. 197-222. L'anthropocène désigne une nouvelle ère géologique, commençant autour des années 1860, lorsque l'impact de l'espèce humaine sur la planète, de local et régional, devient global. Voir Paul J. Crutzen, *IGBP Newsletter*, n° 41, 2000.

2. Richard White, *Land Use, Environment, and Social Change. The Shaping of Island County*, Seattle, University of Washington Press, 1980, et id., *The Roots of Dependency: Subsistence, Environment, and Social Change among the Choctaws, Pawnees, and Navajos*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983.

3. Char Miller, *The Atlas of US and Canadian Environmental History*, New York, Routledge, 2003.

4. François Walter, *Les Formes paysagères de la Nation*, Paris, éd. EHESS, 1995.

5. Richard White, «The nationalization of nature», *Journal of American history*, 86-3, décembre 1999, p. 976-989.

6. Richard C. Hoffmann, Nancy Langston, James C. McCann, Peter C. Perdue, Lise Sedrez, «AHR conversation: environmental historians and environmental crisis», *American Historical Review*, n° 113, 2008, p. 1431-1465.

7. Douglas R. Weiner, «A death-defying attempt to articulate a coherent definition of environmental history», *Environmental History*, 10-3, juillet 2005, p. 404-420.

tentatives centripètes, visant à stabiliser le champ autour d'un effort théorique ouvert vers l'histoire généraliste et les sciences sociales, et autour de la définition de catégories analytiques capables de marquer le sceau de l'histoire environnementale.

L'histoire du genre sert de fil rouge à ces débats car celle-ci offre un modèle de réussite institutionnelle et méthodologique pour installer une nouvelle perspective capable d'éclairer sous un jour nouveau tous les objets historiques et ainsi conquérir une place centrale dans la discipline historique. Ce parallèle s'explique d'autant plus que, dès son origine, l'histoire environnementale s'est inscrite dans ce contexte de renouvellement des catégories historiques du point de vue des dominés. C'est Ted Steinberg qui ouvre le débat en proposant de faire de l'environnement une catégorie d'analyse aussi importante que la race, la classe, le genre, et, à ce titre, le quatrième axe autour duquel s'organisent les relations de pouvoir¹. L'argument principal porte sur l'*agency* qui, si elle est le propre des acteurs humains, ne saurait être leur monopole au point de faire des non-humains un cadre inerte. Sans verser dans un rapport déterministe et causal univoque, il s'agit de considérer les facteurs écologiques et biologiques parmi les structures qui contraignent l'action sociale et sont reproduites, mais sans automaticité, par les institutions qui font le social². Ceci dit, les preuves avancées par Steinberg pour fonder cet argument ne reposent pas sur la définition d'un type particulier de relations de pouvoir, que l'on pourrait qualifier d'environnementales, mais sur les lieux et les paysages où jouent les dynamiques écologiques. Autrement dit, la définition de l'histoire environnementale est une fois de plus portée par sa capacité à raconter d'autres histoires, et de meilleures histoires, illustrée dans cet article par le changement industriel dans l'est des États-Unis, l'enclosure des espaces collectifs dans le Nouveau Sud, les politiques d'assainissement dans les villes à la fin du xix^e siècle, et les conséquences des politiques de conservations sur les natifs nord-américains et les populations rurales blanches.

Lorsque *History and Theory* consacre un numéro spécial en 2003 à la « nature de l'histoire environnementale » et à la « nature de la

1. Ted Steinberg, « Down to earth : nature, agency, and power in history », *American Historical Review*, 107-3 (June 2002), 798-820.

2. Steinberg s'inspire ici de la critique d'Anthony Giddens formulée par William H. Sewell Jr., « A theory of structure : duality, agency and transformation », *American Journal of Sociology*, 98, juillet 1992, p. 19-20.

nature», ces propositions sont au cœur des débats¹. Dans un article souvent cité, Ellen Stroud prend nettement position contre l'analogie avec l'histoire du genre². Si des rapports de force s'expriment bien autour de l'environnement, la définition par les relations de pouvoir se situe à un trop grand niveau de généralité, susceptible d'être appliqué à tout, et sans que soit défini un type de relation de pouvoir qui serait le propre de l'histoire environnementale. L'argument spatialiste relève, selon elle, du même défaut de généralité car, si les déplacements, les configurations spatiales et les échelles occupent une place centrale dans les travaux des historiens de l'environnement, elles ne sont pas leur apanage. L'analogie avec la formule liminale de Joan Scott – «le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir»³ –, dans laquelle il suffirait de remplacer le mot genre par environnement, repose sur une erreur : le genre fait référence à des relations entre êtres humains tandis que l'environnement englobe des relations avec des acteurs non humains. Il est donc un des sites spécifiques où s'exercent les différents types de rapports de force, de race, de classe et de sexe. L'argument ontologique l'emporte donc sur les catégories analytiques, l'environnement renvoie à une matérialité qui, si elle est prise dans des constructions sociales, comporte une part d'irréductibilité à celles-ci, le «dirt» pour reprendre la formule d'Ellen Stroud. À ce point du texte, et au lieu d'explorer la dimension ontologique, le raisonnement glisse vers les pratiques de l'histoire – la prise en compte des connexions entre les humains et de ces formes de matérialité permet d'écrire de meilleures histoires – et l'éthique environmentaliste–; l'examen de ces connexions révèle l'importance vitale de l'environnement pour toutes les classes, races et genres, au-delà de la sphère étroite des élites qui, historiquement, ont fondé les politiques de conservation. Malgré une rhétorique et un contexte intellectuel différent, ces propositions ne semblent pas si différentes de celles formulées dans les débuts de l'histoire environnementale. Une fois

1. *History and Theory*, 42-4, décembre 2003, «Environment and History».

2. Ellen Stroud, «Does nature always matter? Following dirt through history», *History and Theory*, 42-4, décembre 2003, p. 75-81.

3. Joan Scott, «Gender: a useful category of historical analysis», *American Historical Review*, 91, décembre 1986, p. 1043-1075, trad. fr. Id., «Genre : une catégorie utile d'analyse historique», *Les Cahiers du GRIF*, 37-38, 1988, p. 141.

mis de côté l'argument tautologique – l'histoire environnementale est la prise en compte d'une physicalité extérieure aux sociétés humaines, qui permet d'écrire de meilleures histoires et de donner une valeur morale à cette extériorité –, le point le plus convaincant réside dans la capacité des historiens de l'environnement à proposer de meilleures histoires, plus complexes et plus riches, sur des objets en apparence bien connus.

Forts de cet apport potentiel à l'histoire généraliste, les historiens de l'environnement ont fait des ouvertures vers les piliers de la discipline. Dans un article lui aussi souvent cité, Stephen Mosley en appelle ainsi à des territoires communs entre l'histoire environnementale et l'histoire sociale, deux domaines qui se sont ignorés jusque-là¹. En effet, et même s'il est possible de trouver des figures comme Eric Hobsbawm et E.P. Thompson qui ont manifesté ponctuellement leur intérêt pour les enjeux environnementaux, l'histoire environnementale reste absente du paysage de l'histoire sociale². Ce hiatus est avant tout, selon Mosley, l'effet d'une série d'obstacles et de la difficulté à franchir la séparation entre nature et culture, science de la nature et sciences sociales : attachés à comprendre les interrelations entre l'action humaine et les changements environnementaux, les historiens de l'environnement sont restés méfiants envers une histoire sociale vue comme anthropocentrique, peu soucieuse de l'*agency* de la nature, tandis que l'environnement aurait posé des difficultés aux historiens du social, en termes d'acquisition de nouveaux concepts, de nouvelles sources et de nouvelles formes de découpage du social. De manière tout à fait intéressante, l'existence de deux domaines bien définis est considérée comme acquise, sans que soit examinée la possibilité que l'histoire sociale puisse être vue comme coextensive à l'histoire environnementale, au nom d'une longue tradition d'études des articulations entre réalités et représentations³. La proposition principale réside donc dans l'identification de territoires communs à l'histoire environnementale et à l'histoire sociale, susceptibles

1. Stephen Mosley, « Common Ground : Integrating Social and Environmental History ». *Journal of Social History*, 39-3, 2006, p. 915-933.

2. Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes. 1914-1991*, Londres, 1994, p. 568-570. E.P. Thompson, *Customs in Common : Studies in Traditional Popular Culture*, New York, 1993, p. 14-15. Pour des titres en français, l'histoire environnementale est totalement absente des deux volumes *Historiographies : concepts et débats*, Christian Delacroix, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (éd.), Paris, Folio, 2010.

3. A. Ingold, « Écrire la nature... », *op. cit.*, p. 15.

d'engager de fructueuses collaborations : la constitution des identités sociales en relation avec un lieu et son environnement, la justice environnementale et l'enjeu des perdants et des gagnants du changement environnemental, la consommation saisie à travers son impact sur l'environnement et la société dans un contexte de circulations. La conclusion laisse cependant percer, derrière cette volonté de convergence affichée, l'ambition d'environnementaliser l'agenda de l'histoire sociale en visant précisément le concept d'*agency*, qui pourrait inclure les dimensions écologiques des structures et des dynamiques sociales¹.

Du reste, ces questions de frontières disciplinaires et de terrains communs ouvrent sur un dialogue avec la théorie sociale et politique, et ce que Sverker Sorlin et Paul Warde ont appelé le « problème du problème de l'histoire environnementale », c'est-à-dire la manière dont l'histoire environnementale, s'étant nourrie du dialogue avec les sciences de la nature et de ses outils, a pu tenir pour acquis un partage entre nature et culture dont la constitution historiquement située est en soi un objet d'étude, celui d'une partie des sciences sociales². Si l'examen des débuts de l'histoire environnementale a montré que ce reproche était injustifié, celui-ci devient pertinent lors de la phase d'expansion du champ, en partie pour trois raisons de structuration des communautés de recherche, analysées par Sorlin et Warde : les relations entre histoire et géographie ont joué différemment selon les pays et la place de la géographie historique ; les modes d'écriture ont été influencés par des synthèses bibliographiques globales venues des sciences de la nature qui écrasent la dimension compréhensive de l'histoire ; l'influence des scientifiques et biologistes a contribué à diffuser des métahistoires mises en forme par les théories de l'évolution. De ce fait, l'histoire environnementale peut faire valoir son rôle de passerelle entre sciences sociales et sciences de la nature mais, disent-ils, l'insertion des changements environnementaux parmi une série de changements – politiques, sociaux, culturels – constitue un programme faible pour l'histoire environnementale, qui ne saurait

1. Walter Johnson, « On Agency », *Journal of Social History*, 37, 2003, p. 113-125; William H. Sewell, « Nature, Agency, and Anthropocentrism », *American Historical Review* online discussion forum, consulté à www.historycooperative.org/phorum/list.php?f=13 le 27 juillet 2004.

2. Sverker Sorlin, Paul Warde, « The problem of the problem of environmental history : a re-reading of the field », *Environmental History*, 12-1, janvier 2007, p. 107-130.

dispenser d'un agenda fort sur la signification de cette inscription. À s'en tenir aux facteurs du changement humain, le risque est de laisser aux sciences de la nature le soin d'identifier et de quantifier ces facteurs. Le problème central de l'histoire environnementale devrait être : « comment les sociétés et les individus sont-ils parvenus, parmi l'assemblage d'éléments qui constituent leur monde, à assigner certains de ces éléments au domaine de la réflexivité, tandis que d'autres étaient considérés comme une « nature brute », des « externalités » et des « choses environnantes »¹ ? Prendre en compte cette question amènerait l'histoire environnementale sur les chemins ouverts par Anthony Giddens, Ulrich Beck, Sheila Jasanoff et Bruno Latour, en particulier celui des régimes de savoir qui produisent et organisent ces discontinuités entre nature et culture. La multiplication des références à ces travaux par les historiens de l'environnement, et en particulier les textes de Bruno Latour autour de l'écologie et des politiques de la nature, montre que ces propositions ne sont pas restées lettre morte². La montée en puissance des changements environnementaux et planétaires globaux, portée par les sciences du climat et de l'environnement, contribue aujourd'hui à rendre d'autant plus nécessaire l'analyse du rôle des savoirs et des sciences dans la mise en forme des politiques environnementales, constituant un nouveau défi pour les historiens de l'environnement, habitués à des échelles plus micro.

Conclusion

L'histoire environnementale est aujourd'hui confrontée à trois enjeux. Le premier réside dans sa capacité à articuler la multiplicité des environnements historiquement situés, produits par l'assemblage entre les sociétés humaines et leur environnement. L'articulation des temporalités de l'environnement constitue une voie prometteuse et d'importance, pour comprendre la transition

1. *Ibid.*, p. 121-122.

2. Richard White, « From wilderness... », *op. cit.* Kristin Asdal, « The problematic nature of nature : the post-constructivist challenge to environmental history », *History and Theory*, 42-4, décembre 2003, p. 60-74. Jusqu'en 2009, vingt-trois articles d'*Environmental History* citent Bruno Latour, dont dix sept depuis 2005, et sans privilégier pour autant l'ouvrage de Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.

écologique et l'adaptation (ou la non-adaptation) des hommes à des environnements changeants. Une autre piste de recherche serait d'étudier de quelle manière ces assemblages et interrelations forment des types de configurations dont la typologie pourrait être entreprise, avec, en retour, un effet heuristique sur la compréhension générale de l'histoire. L'histoire environnementale renouerait ainsi avec son sens étymologique, médiéval et français, de frontières et de bordures : loin d'être une réalité extérieure aux sociétés humaines, l'environnement est constitué de l'ensemble des clôtures articulant les rapports entre humains et non-humains, clôtures qui ont été peu à peu incrustées et naturalisées par la longue sédimentation historique. Le second enjeu tient aux changements climatiques et environnementaux planétaires. La question des temporalités revient une seconde fois car, si ces changements sont d'une telle intensité, c'est que nos cadres de pensées évoluent moins vite que notre impact sur la planète. Si la transition écologique n'est pas qu'une affaire de technique et de gouvernement, mais une mutation de nos catégories de pensée, comment les chercheurs et les historiens pourraient-ils s'exempter d'un examen critique et continuer à pratiquer leur science comme auparavant ? Au-delà de la seule discipline historique, cet enjeu est celui de toutes les sciences humaines et sociales. Enfin, si cette proposition est pertinente, un troisième enjeu surgit, inscrivant l'histoire environnementale dans les débats généraux de l'histoire et des sciences humaines : de quelle manière les enjeux écologiques nous poussent-ils à revenir sur une organisation générale des sciences séparant sciences de la nature et sciences de l'esprit, dont la fécondité n'est plus à prouver, mais qui a été forgée à l'époque de l'industrialisation triomphante ? Venus tardivement à l'histoire environnementale, trop limités numériquement pour constituer une communauté professionnelle autoréférentielle, les historiens de l'environnement en France ont ici une carte à jouer et une originalité à affirmer : celle d'une histoire environnementale qui ne serait pas un sous-champ de l'histoire mais qui, par ses nouvelles perspectives, irriguerait les autres sciences sociales, en dialogue étroit avec les sciences de la nature.

Les historiens français et l'environnement

Le cas français est particulièrement intéressant, car il constitue à la fois une voie et une mise à l'épreuve de l'histoire environnementale. Une voie, car l'École des Annales a pu être considérée comme une proto-histoire de l'histoire environnementale, à travers l'histoire rurale et des paysages (Marc Bloch), la théorisation des liens entre histoire et géographie (Lucien Febvre), la géohistoire et l'analyse de l'espace monde (Fernand Braudel), l'histoire du climat et l'écologie historique (Emmanuel Le Roy Ladurie). Il faudrait ajouter l'existence de traditions puissantes d'études rurales, de géographie historique, d'histoire des forêts, d'étude de l'idée de nature. Une mise à l'épreuve, ensuite, car dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les historiens français ont été les plus réticents devant la constitution de l'histoire environnementale comme champ, au point que John McNeill pouvait parler « d'histoire environnementale manquée », classant la France loin derrière le reste de l'Europe, la Chine, l'Amérique latine¹. Quelques années plus tard, la France apparaît comme un des espaces les plus dynamiques de l'histoire environnementale aux yeux du même John McNeill². Présidence française de l'European Society for Envi-

1. J. McNeill, « The nature and culture of... », *op. cit.*, 2003, p. 29.

2. « ESEH notepad », *Environment and History*, 14-4, 2008, p. 611-612.

ronmental History¹, numéros spéciaux de revues², organisation de la première école d'été européenne en histoire de l'environnement³, thèses soutenues et en cours⁴, créations d'enseignement⁵, programmes de recherche⁶, les signes sont nombreux, même si la structuration institutionnelle de ce paysage n'est pas encore achevée⁷.

Ce décalage des temporalités est en définitive une chance car chaque implantation de l'histoire environnementale dans un nouveau pays est l'occasion d'un nouveau décentrement et donc de réflexions et de critiques exigeantes qui ne peuvent que profiter à l'amélioration des connaissances et des méthodes. Le préalable à un dialogue fructueux est cependant d'écarter certaines questions vaines, en l'occurrence celle de savoir si l'École des Annales aurait inventé l'histoire environnementale, ou si celle-ci n'existerait pas

1. Geneviève Massard-Guilbaud, présidente de l'ESEH en 2007-2009 et 2009-2011.

2. «Environnement et développement économique», Élisabeth Crouzet-Pavan (éd.), *Histoire, économie et société*, 16-3, 1997. «Villes et environnement», Geneviève Massard-Guilbaud (éd.), *Histoire urbaine*, 18-1, 2007. «Histoire environnementale», Fabien Locher, Grégory Quenet (éd.), *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 56-4, décembre 2009. «Environnement – Gouverner les ressources – Catégories de la nature», Alice Ingold (éd.), *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66-1, 2011.

3. Cette première école d'été européenne en histoire de l'environnement de l'ESEH était organisée par l'ANR Kindunos (dir. Gregory Quenet), avec le soutien de Sciences Po, de NiCHE et du MEEDDM. Elle a eu lieu au musée de Port-Royal des Champs dans les Yvelines (<http://www.histoire-environnementale.com/actualites.php>).

4. Des thèses en histoire de l'environnement ont été soutenues ces dernières années par Raphaël Morera, Jean-Baptiste Fressoz, Thomas Le Roux, Stéphane Frioux, Charles-François Mathis, Guillaume Blanc.

5. Le premier enseignement en histoire environnementale a été créé à Sciences Po en 2008 (Grégory Quenet).

6. Signalons le programme ANR Kindunos (Grégory Quenet), les programmes CLIMURBS et RENASEC (Emmanuel Garnier).

7. L'histoire environnementale arrive seulement maintenant à l'université, après s'être établie d'abord à l'EHESS et au CNRS. La structuration des recrutements en grandes périodes de l'histoire ainsi que l'approche interdisciplinaire nécessaire ont sans doute constitué un frein. Aucun centre de recherches dédié n'existe pour l'instant en France, alors que d'autres pays ont choisi de mettre en avant la part spécifique que peuvent apporter les humanités et l'histoire en particulier: Fenner School of Environment and Society (Australie); Center for Culture, History, and Environment (University of Wisconsin, Madison), Rachel Carson Center (Munich), Stockholm Resilience Center.

déjà à travers d'autres disciplines, telles la géographie historique, l'histoire rurale, l'écohistoire, l'archéologie ou l'anthropologie historique. Les chapitres précédents ont montré comment une partie de ces critiques disciplinaires tiennent en réalité à des méconnaissances bibliographiques et à des malentendus générés par des contextes et des temporalités différentes. Les pages qui suivront ne joueront donc pas à présenter l'environnement comme une singularité française, une réticence à s'emparer d'objets devenus ailleurs des classiques, comme on a pu le faire pour les études sur le genre ou les *cultural studies*.

La question de fond est celle de la théorie des sciences sociales, et de la manière dont l'irruption de la question environnementale doit conduire ou non à un changement de paradigme¹.

Il existe, en réalité, plusieurs manières de décliner cette interrogation. La première consiste à poser une rupture historique dans le rapport des sociétés à la nature, suscitée par les changements environnementaux et climatiques globaux. Ce terrain n'est pas le plus ferme pour établir un champ de recherche pérenne car il est assez facile de relativiser la pertinence de toute coupure historique datée, y compris en s'appuyant sur l'histoire environnementale elle-même qui s'est constituée dans un premier temps sans référence à la dimension planétaire des phénomènes écologiques. À ce présentisme, il faut préférer une analyse rigoureuse et fine des évolutions chronologiques dans la longue durée, articulée avec la pluralité des temps de l'environnement, et modulée par les différentes échelles spatiales. Seule une telle analyse permet de qualifier et quantifier précisément la nouveauté des transformations environnementales à l'œuvre au cours de l'anthropocène. Une deuxième approche, sans doute plus ferme, pourrait s'appuyer sur la rupture dans la prise de conscience de l'importance des changements environnementaux dans la vie des sociétés et de la complexité de ces phénomènes en termes d'échelle de temps et d'espace, de boucles de rétroaction et d'interaction. Qui peut prétendre aujourd'hui que nous savions déjà et que la conception d'une nature extérieure aux sociétés ne nous a pas conduits pendant longtemps à négliger la part environnementale des réalisations humaines, en particulier la dimension de champs de force, de contraintes et de fragilités?

1. La discussion a été ouverte, sur un mode critique envers l'histoire environnementale, par Alice Ingold, «Écrire la nature : de l'histoire sociale à la question environnementale?», *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66-1, 2011, p. 1-29.

Lorsque Émile Durkheim publie *De la division du travail social* en 1893, il pouvait écrire que

L'homme ne dépend que de trois sortes de milieux : l'organisme, le monde extérieur, la société. Si l'on fait abstraction des variations accidentelles dues aux combinaisons de l'hérédité, – et leur rôle dans le progrès humain n'est certainement pas très considérable, – l'organisme ne se modifie pas spontanément ; il faut qu'il y soit lui-même contraint par quelque cause externe. Quant au monde physique, depuis les commencements de l'histoire il reste sensiblement le même, si du moins on ne tient pas compte des nouveautés qui sont d'origine sociale [en note « Transformations du sol, des cours d'eau, par l'art des agriculteurs, des ingénieurs, etc. »] Par conséquent, il n'y a que la société qui ait assez changé pour pouvoir expliquer les changements parallèles de la nature individuelle.¹

Et, si ce livre pouvait avoir une utilité, ce serait de montrer à partir de terrains empiriques combien d'objets historiques ont peu, voire pas du tout, pris en compte les changements environnementaux, l'agentivité des non-humains et l'épaisseur de leur histoire commune avec les humains. Si la transition écologique des sociétés a un sens, et la modification des cadres de pensées qu'elle suppose, il semble difficile d'en exempter les sciences elles-mêmes, et en particulier les sciences humaines et sociales qui ont pour objet la compréhension des phénomènes culturels et sociaux. En revanche, la question morale de notre responsabilité à l'égard d'une forme d'aveuglement écologique, et par conséquent des dommages qu'elle a provoqués, suscitera la réserve de l'historien, elle ne peut être définie qu'à partir d'une étude attentive des contextes et de l'état des connaissances sur l'environnement, qui ont été profondément modifiés en quelques décennies. Intervient alors une troisième question, la plus importante ici : la théorie et les méthodes des sciences sociales peuvent-elles intégrer telles quelles ces nouvelles questions et dynamiques ou doivent-elles se renouveler ? La réponse peut se faire au cas par cas car, certainement, l'histoire sociale est capable de s'enrichir d'une partie des questions et des objets de l'histoire environnementale, comme de ses concepts. Cette question scientifique doit être distinguée le plus possible de la question professionnelle de l'organisation des communau-

1. Émile Durkheim, *De la division du travail social* (1893), Paris, PUF, 1967, livre II, p. 101.

tés académiques, mais aussi des prismes idéologiques apportés par la formulation de la question environnementale. Quant aux problèmes qui amèneraient à un changement de paradigme dans les sciences sociales, il faut là aussi argumenter précisément, et probablement que les publications existantes ne sont pas encore allées assez loin dans cet examen. L'histoire environnementale ne peut que sortir grandie de son inscription dans les débats généraux de la discipline historique et de la prise en compte de toute la complexité du fonctionnement des sociétés humaines, telle que l'ensemble des sciences humaines et sociales nous l'ont apprises.

Les Annales et la structuration de l'histoire environnementale

Les historiens des Annales ont-ils exercé une influence sur la constitution de l'histoire environnementale en champ historiographique à partir des années 1970? Cette question appelle une réponse nuancée et évolutive. En effet, il ne s'agit pas ici de déterminer si les historiens français ont pratiqué une histoire environnementale avant la lettre, question largement anachronique, mais d'examiner la manière dont les historiens de l'environnement ont utilisé certains travaux dans des contextes précis et selon les problèmes méthodologiques qu'ils avaient à résoudre.

Pour la toute première génération des historiens de l'environnement états-uniens, l'École des Annales a représenté une source d'inspiration et une invitation forte pour analyser les relations entre les sociétés et leur environnement. Avec *Silent Spring* de Rachel Carson, *La Méditerranée* de Fernand Braudel est un des livres qui ont amené John Opie à concevoir le projet d'un nouveau champ, l'histoire environnementale¹. Dans un des premiers textes théoriques d'*Environmental Review*, présenté comme un commentaire du travail de Braudel, il fait de celui-ci «l'historien de l'environnement le plus implicite et conscient», par sa conviction des interrelations permanentes entre les hommes et le monde physique qui les entoure². Donald Worster dit son admiration pour la *Méditerranée* de Braudel et *Montaillou, village occitan* de Le Roy Ladurie, traduits et publiés presque en même

1. M. Cioc, Ch. Miller, «John Opie», *op. cit.*, 2009, p. 360.

2. J. Opie, «Environmental history: pitfalls...», *op. cit.*, 1983, p. 15.

temps aux États-Unis, en 1973 et en 1978¹. Il nuance la présentation historiographique de Richard White, en considérant que les Annales ont été une source d'inspiration importante². Alfred Crosby partage l'idée que Marc Bloch, Lucien Febvre et Fernand Braudel ont été les premiers à analyser les interactions entre les hommes et le monde organique et inorganique, mais, selon lui, et malgré leur influence importante aux États-Unis, les historiens français ne sont pas à l'origine du surgissement de l'histoire environnementale états-unienne : ils ont plutôt servi de confirmation à des idées en germe et de monuments derrière lesquels s'abriter³.

En effet, si la référence aux Annales est assez fréquente dans les débuts de l'histoire environnementale, ces travaux ne fournissent pas directement les méthodes appliquées par les historiens états-unien⁴. John Opie s'en explique en remarquant que, par son caractère récent, l'histoire des États-Unis se prête mal à la longue durée braudélienne. L'histoire matérielle des Annales ayant été peu influencée par l'écologie, il faudrait l'adapter pour l'appliquer à la pollution, à l'exploitation des ressources naturelles et à l'irréversibilité des dommages environnementaux⁵. L'importance accordée à une histoire heurtée et au déclin environnemental, en particulier par Donald Worster, ne se prête pas, non plus, à une réutilisation des propositions des historiens français. Signalons aussi l'absence presque complète de Marc Bloch et de l'histoire rurale, celui-ci n'étant cité que par sept articles d'*Environmental History* entre 1976 et 2010, et de façon très allusive. Pour trouver une référence forte à Marc Bloch, il faut regarder d'autres continents, en particulier l'histoire environnementale indienne : Ramachandra Guha affirme tirer une partie de son inspiration des *Caractères originaux de l'histoire rurale française* de Marc Bloch, « un modèle d'analyse écologique »⁶. Avec sept mentions, Lucien Febvre n'est pas plus

1. D. Worster, « History as natural history... », *op. cit.*, 1984, p. 16-17.

2. Id., « Transformations of the Earth... », *op. cit.*, 1990, p. 1089.

3. A. Crosby, « The past and present... », *op. cit.*, 1995, p. 1184-1185.

4. Cette influence est passée aussi par les contacts des débuts avec les chercheurs européens : cf. Lars Lundgren, Birgitta Oden, Sverker Oredsson, « The use of nature as politics », *Environmental Review*, 3-2, hiver 1979, p. 20-51, p. 25.

5. J. Opie, « Environmental history: pitfalls... », *op. cit.*, 1983, p. 15.

6. R. Guha, M. Gadgil, *This fissured Land...*, *op. cit.*, 1992, p. 7. « The Books Interview: Ramachandra Guha », 7 janvier 2008, The Middle Stage, accès le 11 mars 2010 (<http://middlestage.blogspot.com/2008/01/books-interview-ramachandra-guha.html>).

convoqué, de même que les géographes français. Emmanuel Le Roy Ladurie est un peu plus cité, par neuf articles, grâce à ses travaux en histoire climatique. Dans ce domaine, il reste néanmoins une référence parmi d'autres, aux côtés de Hubert Lamb¹.

Avec la deuxième génération de l'histoire environnementale états-unienne, la référence aux travaux des Annales disparaît presque entièrement. Aucun article d'*Environmental History* ne cite Marc Bloch, ni Lucien Febvre entre 1982 et 1997. Pour la même période, quatorze articles sur vingt-six qui citent Fernand Braudel le font comme une référence parmi d'autres ou, et c'est une nouveauté, de manière critique. William Cronon reconnaît le peu d'affinités des historiens de l'environnement états-uniens des années quatre-vingt avec Fernand Braudel car, à la théorie étagée des trois temps, ils préfèrent un système en interaction constante et non essentialiste, dans lequel nature et culture changent tout le temps². Cette compréhension des interrelations entre environnement, économie, institutions politiques, normes sociales et processus naturels, les conduit à une autre approche spatiale que celle de Braudel, centrée sur des espaces locaux et non sur des ensembles régionaux intégrés à une échelle monde³. Cet argument est repris par Richard White pour critiquer le modèle agroécologique de Donald Worster, qui lui semble plus braudélien que marxiste, à contre-courant par son utilisation de la longue durée et d'un modèle à trois étages réintroduisant une forme de déterminisme⁴. La forme institutionnelle de l'histoire environnementale dans les années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, attachée à la *wilderness* et aux études états-uniennes, éloigne aussi toute référence française. Le seul bémol proviendrait de l'histoire environnementale de l'urbain, qui est justement à part dans le champ, et du projet d'une histoire biorégionale développée par Dan Flores⁵. Le cloi-

1. Susan L. Swan, «Drought and Mexico's Struggle for independence», *Environmental Review*, 6-1, printemps 1982, p. 54-62, p. 54. William G. Palmer, «Environment in utopia: history, climate, and time in Renaissance environment thought», *Environmental Review*, 8-2, été 1984, p. 162-178, p. 175.

2. W. Cronon, «The uses of...», *op. cit.*, 1993, p. 14.

3. Id., «Revisiting the vanishing frontier...», *op. cit.*, 1987, p. 147, n. 56.

4. R. White, «Environmental history, ecology...», *op. cit.*, 1990, p. 1112.

5. M. Melosi, «The place of the city...», *op. cit.*, 1993, p. 21. Dan Flores, «An argument for bioregional history», *Environmental History Review*, 18-4, hiver 1994, p. 1-18, p. 10. Cf. aussi Peter Coates, «Amchitka, Alaska: toward the bio-biography of an island», *Environmental History*, 1-4, octobre 1996, p. 20-45, p. 23.

sonnement avec les études européennes et leur désintérêt pour les questions environnementales ont aussi certainement pesé. Les programmes de cours publiés par *Environmental History* montrent qu'aucun historien des Annales n'est étudié en histoire environnementale, alors que des traductions sont disponibles¹. La publication de *l'Identité de la France* en anglais ne change rien, malgré la traduction du premier tome *Espace et histoire* par *History and Environment*². Et, lorsque l'histoire environnementale s'éloigne des études états-uniennes, elle suit d'autres chemins que ceux de l'histoire économique et sociale et de la géohistoire.

Dans les années quatre-vingt-dix et au début des années deux mille, la distance entre les pratiques de l'histoire environnementale états-unienne et celles de l'histoire française est maximale. Robert Delort et son éco-histoire sont totalement ignorés, celui-ci n'étant cité qu'à deux reprises dans *Environmental History*, qui plus est par des historiens étrangers aux États-Unis, et sans que ses livres bénéficient de comptes rendus³. Pas une seule fois, Bernard Lepetit n'est cité, ni n'est fait référence au tournant critique des Annales. Dans ce contexte, John McNeill relève les travaux disponibles en France sur certains éléments du monde physique (les forêts, les paysages, les perceptions de la nature, l'eau et les villes) mais souligne l'absence d'une histoire environnementale en tant que telle, ce qu'il attribue à cinq raisons principales : le caractère totémique du paysage forgé par les paysans (comparable au poids de la *wilderness* pour les États-Unis), l'absence de prise en compte du changement écologique, la préférence pour le terme de milieu plutôt que celui d'environnement (le second a une dimension plus écologique, tandis que le premier, renvoyant au cadre et à ce qui environne, est plus statique), le désintérêt pour l'histoire environnementale des périphéries coloniales et le poids écrasant des premières générations des Annales⁴.

1. La seule exception est le cours de James McCann sur l'histoire environnementale de l'Afrique de l'est qui utilise Emmanuel Le Roy Ladurie, *Times of Feast and Times of Famine*, Garden City, 1971 (James McCann, «History 895: History of Modern Africa: an environmental history of Eastern Africa», *Environmental History Review*, 16-1, printemps 1992, p. 26.

2. Fernand Braudel, *The Identity of France*, New York, Harper and Row, 1988.

3. Darin Kinsey, «“Seeding the water as the earth”: the epicenter and peripheries of a western aquacultural revolution», *Environmental History*, 11, juillet 2006, p. 527-526, p. 555. S. Sörlin, P. Warde, «The problem of the problem...», *op. cit.*, p. 113.

4. J. McNeill, «The nature and culture...», *op. cit.*, 2003, p. 29.

Par ailleurs, et contrairement à ce qu'auraient pu laisser attendre les éditoriaux de Richard Grove, la revue *Environment and History* ne contribue pas à diffuser la référence aux Annales : de 1995 à 2010, Lucien Febvre n'est cité par aucun article, Marc Bloch une seule fois (et par un anthropologue, Jack Goody) tandis que Bernard Lepetit n'est pas mentionné et Robert Delort trois fois. Les quatre références à Emmanuel Le Roy Ladurie ne concernent que l'histoire du climat. Sur sept références à Fernand Braudel, seules deux correspondent à des réflexions méthodologiques¹. Par comparaison, les travaux de Bruno Latour jouent un rôle plus important, quatorze articles les utilisent.

Les recompositions récentes de l'histoire environnementale laissent pourtant deviner un retournement, qui concerne avant tout Fernand Braudel². Alors que l'adjectif « braudélien » avait un sens plutôt négatif dans les années quatre-vingt-dix, celui de grandes synthèses épousant de larges espaces et la longue durée, l'essor de l'histoire globale de l'environnement a entraîné un intérêt renouvelé pour ses travaux³. Plusieurs publications récentes ont discuté de la pertinence du modèle braudélien pour intégrer le système monde et le système Terre⁴. C'est en effet la prise en compte de l'influence humaine à l'échelle monde et à l'échelle des temps géologiques qui a réintroduit l'approche braudélienne de la *Méditerranée*. Le problème de l'impact des hommes sur l'environnement, privilégié par l'histoire environnementale, se trouve contrebalancé par une réévaluation de l'impact de l'environnement

1. Guillermo Castro Herrera, «The environmental crisis and the tasks of history in Latin America», *Environment and History*, 3-1, février 1997, p. 1-18, p. 3. Terje Tvedt, «“Water Systems”, environmental history and the deconstruction of nature», *Environment and History*, 16-2, mai 2010, p. 143-166.

2. Sont exclus de cette remarque les travaux des historiens français qui se réclament de l'histoire environnementale et dont la visibilité internationale a nettement progressé ces dernières années.

3. Les comptes rendus d'ouvrages témoignent de cet usage négatif : voir par exemple, Stephen Pyne, «*The Shaping of America, A Geographical Perspective on 500 Years of History*: Vol. 2, Continental America, 1800-1867 by D. W. Meinig», *Environmental History Review*, 18-4, hiver 1994, p. 100-102; Christopher Hill, «*This Fissured Land: An Ecological History of India* by Madhav Gadgil; Ramachandra Guha», *Environmental History Review*, 17-4, hiver 1993, p. 115-116.

4. Michael Williams, «The role of deforestation in earth and world-system integration», in *Rethinking Environmental History: World-System History and Global Environmental Change*, Alf Hornborg, John R. McNeill, Joan Martinez-Alier (éd.), Lanham, Altamira Press, 2007, p. 101-122.

physique sur les sociétés humaines et donc de la nécessité de faire évoluer l'écriture de l'histoire¹. L'influence croissante des travaux fondateurs de William McNeill en histoire globale a constitué un autre facteur, car il a été fortement influencé par la *Méditerranée* de Fernand Braudel ainsi que par les *Caractères originaux de l'histoire rurale française* de Marc Bloch². Le lien s'établit ainsi tardivement, aux États-Unis, entre les études européennes et l'histoire environnementale. Plutôt qu'une lecture écologique de l'histoire, William McNeill met en avant une histoire totale prenant en compte les relations entre les hommes et les autres formes de vie³. Le retour de la notion de crise sous sa forme environnementale a aussi légitimé une approche globale des crises, capable d'intégrer tous les niveaux (naturel, politique, économique, social) et d'articuler des temporalités longues et courtes. *L'American Historical Review* a consacré récemment un forum à cette question, qui accorde une grande place à la discussion des travaux de Braudel⁴.

La référence aux Annales apparaît comme un bon baromètre de l'état de l'histoire environnementale, et notamment du choix des échelles d'analyse. Sous la forme d'une proto-histoire de la discipline, elle a été utilisée pour contrebalancer l'influence états-unienne sur le champ, de façon parfois excessive⁵. À l'inverse, pour s'institutionnaliser, l'histoire environnementale états-unienne a eu tendance à effacer des filiations pourtant présentes à ses débuts. Le récent désaccord entre John McNeill et Geneviève Massard-Guilbaud, d'un côté, Caroline Ford et Tamara White, de l'autre,

1. Dipesh Chakrabarty, «The climate of history: four theses», *Critical Inquiry*, 35, hiver 2009, p. 197-222, cf. p. 204-206. Cf. aussi Gabriella Corona, «What is global environmental history? Conversation with Piero Bevilacqua, Guillermo Castro, Ranjan Chakrabarti, Kobus du Pisani, John R. McNeill, Donald Worster», *Global Environment. A Journal of History and Natural and Social Sciences*, 2, 2008, p. 228-249, cf. p. 229-230 et 234-235.

2. William McNeill, *Europe's steppe frontier, 1500-1800*, Chicago, University of Chicago Press, 1964. Id., *The Shape of European History*, New York, Oxford University Press, 1974. Id., *Venice: The Hinge of Europe, 1081-1797*, Chicago, University of Chicago Press, 1974.

3. Mark Cioc, Char Miller, «William H. McNeill», *Environmental History*, 15-1, janvier 2010, p. 129-137, p. 129-131.

4. R. Hoffmann, N. Langston, J. McCann, P. Perdue, L. Sedrez, «AHR conversation: environmental historians...», *op. cit.*, p. 1431-1465.

5. «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.aseh.net/about-aseh/history-of-aseh>): interview de J. Donald Hughes par Melissa Wiedenfield (3 mars 2007).

témoigne de la difficulté de raisonner en termes de précurseurs d'un champ qui n'était pas encore constitué¹. Si les historiens des Annales ont bien été une source d'inspiration pour les débuts de l'histoire environnementale, il est vrai que cette référence a cessé de jouer un rôle au moment de l'institutionnalisation et de la montée en puissance de l'histoire environnementale aux États-Unis. Et, si la contribution européenne, et française en particulier, a été effacée par certains historiens, l'évolution récente des directions de recherche a fait naître un intérêt nouveau pour ces travaux plus anciens.

Les malentendus d'une proto-histoire de l'histoire environnementale

Malgré l'interpénétration de l'histoire et de la géographie, il est en partie illusoire de chercher parmi les premières générations des historiens de l'École des Annales des prédécesseurs de l'histoire environnementale². En effet, le contexte de production de ces travaux est différent, et les décalages entre les textes ne peuvent être ignorés. En revanche, il est possible de considérer ces travaux comme une ressource pour l'histoire environnementale aujourd'hui et l'évolution de ces questions.

Le premier décalage avec l'histoire environnementale est celui du vocabulaire, qui finit par brouiller les pistes. Jusqu'aux années 1960, le terme « environnement » n'est jamais utilisé par les publications françaises, n'apparaissant par exemple dans aucun article des *Annales de géographie* entre 1892 et 1942. À l'origine, ce terme ne fait pas de référence spécifique à la nature, désignant ce qui entoure, ce qui environne (l'environnement d'une haie par exemple). En 1921, dans les *Principes de géographie humaine*, Vidal de La Blache donne un contenu naturel à ce terme, pour dési-

1. Caroline Ford et Tamara Whited reprochent à Geneviève Massard-Guilbaud d'affirmer que les historiens des Annales n'ont pas été des pionniers de l'histoire environnementale, domaine qui n'apparaîtrait en France qu'à partir de 1999, et de confondre le refus de l'étiquette histoire environnementale avec l'absence de travaux historiques sur l'environnement. Caroline Ford, Tamara L. Whited, « Introduction », *French Historical Studies*, 32-3, été 2009, p. 343-352, cf. n. 2 et n. 12; Winiwarter et alii, « Environmental history in Europe... », *op. cit.*, p. 513-514.

2. Geneviève Massard-Guilbaud, « De la "part du milieu" à l'histoire de l'environnement », *Le Mouvement social*, 3, 2002, p. 66.

gner l'ensemble des éléments et des phénomènes physiques qui environnent un organisme vivant. L'absence de postérité immédiate de cet usage est éclairé par l'insistance du texte sur « ce mot de milieu ou *d'environnement* suivant l'expression anglaise »¹. Les travaux français portent donc sur le milieu, synonyme d'un mot anglais *environment* qu'il est inutile d'employer. En 1922, dans *La Terre et l'évolution humaine* de Lucien Febvre, le mot n'apparaît que pour citer le titre d'un ouvrage états-unien. Les critiques de Lucien Febvre envers ce livre – *Influences of Geographic Environment* – suggèrent une certaine méfiance envers ce terme anglais qui porte avec lui une manière déterministe de définir les rapports entre le milieu et les hommes, issue de l'école de Ratzel². Il réfute vigoureusement la méthode qui consiste à « comparer des peuples typiques de toutes les races et à tous les stades de civilisation, placés dans des conditions géographiques semblables »³.

Les propositions de Lucien Febvre laissent pointer un autre emploi possible du terme *environnement* qui contribue à brouiller le débat. Il se sent plus proche de Taine qui prend en compte tout ce qui environne un être humain : climat, sol, institutions aussi et religion et gouvernement, ce qui, d'ensemble, constitue « l'atmosphère matérielle, morale, intellectuelle dans laquelle l'homme vit et se meut »⁴. Cette position appelle une autre manière de faire l'histoire de ce qui environne l'homme, sans se restreindre à l'*environnement* au sens physique, en récusant d'une certaine manière une histoire de l'*environment*. Ce sens très large est utilisé dans les années 1970 par les historiens, équivalent pour eux du terme « écologie », autre source de confusion.

De l'autre côté de l'Atlantique, le terme *environment* n'a pas les mêmes résonances que le terme français, ce qui constitue le deuxième décalage. En France, celui-ci est lié au contexte de la fin des années 1960. Poussé par les organismes internationaux, le terme anglais *environnement* s'impose très vite en français en pas-

1. Paul Vidal de La Blache, *Principes de géographie humaine*, Paris, 1921, p. 7.

2. Ellen Semple, *Influences of geographic environment of the basis of Ratzel's system of anthropo-geography*, New York, Holt & Company, 1911. Ouvrage cité p. 57, 131, 151, 219. Jurgen Herbst, « Social Darwinism and the history of American geography », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 105-6, 1961, p. 528-533.

3. Lucien Febvre, *La Terre et l'évolution humaine* [1922], Paris, Albin Michel, 1970, p. 131.

4. *Ibid.*, p. 43.

sant par le droit puis l'économie. La *Revue internationale de droit comparé* signale immédiatement la création en 1970 d'un Conseil international du droit de l'environnement à Genève¹. En 1975 est créée la Société française pour le droit de l'environnement, dont le siège est à Strasbourg, puis la *Revue juridique de l'Environnement* en 1976². L'économie suit une chronologie très proche, à partir de la publication par l'OCDE des *Problèmes d'économie de l'environnement* en 1972³. La deuxième force, nationale, prend les traits de l'institutionnalisation de l'environnement, étudiée par Florent Charvolin⁴. Le premier ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement français est créé en 1971, préparé dès les années 1960 par une série de travaux et d'interventions. En France, l'environnement a été institué par la voie technocratique, sans avoir de contenu global⁵.

La troisième difficulté réside dans les limites de la référence à un paradigme des Annales, qui ne rend pas compte de la diversité des générations et des individualités face aux questions écologiques. Si les deux premières générations ne témoignent pas dans leurs travaux d'une prise de conscience environnementale, c'est d'abord parce que la prise de conscience des dégradations de la nature causées par les hommes n'apparaît pas avant la fin des années 1960. Objet périphérique dans le champ de l'histoire, l'environnement est donc souvent informé par des questions non environnementales, en particulier la concurrence avec les autres disciplines. Ce poids des enjeux disciplinaires marque *La Terre et l'évolution humaine* de Lucien Febvre en 1922. Celui-ci prend l'environnement par en haut, en regardant comment différentes disciplines l'abordent, pour mieux poser l'histoire comme arbitre et comme science globale capable de dépasser les contradictions. Le sous-titre renvoie à une *Introduction géographique à l'histoire* plus qu'à une histoire géographique. Febvre se situe ainsi en extériorité face aux deux concurrents de l'histoire, la géographie vidalienne et la sociologie durkheimienne. Cette « stratégie disciplinaire de police des frontières » a une dimension tactique, consistant parfois

1. *Revue internationale de droit comparé*, 22-3, 1970, p. 547-548.

2. *Ibid.*, 27-2, 1975, p. 433-434.

3. OCDE, *Problèmes d'économie de l'environnement*, Paris, OCDE, 1972.

4. Florian Charvolin, *L'Invention de l'environnement en France*, Paris, La Découverte, 2003.

5. Pierre Lascoumes, *L'Éco-pouvoir*, Paris, La Découverte, 1994.

à construire des controverses et à simplifier les positions de l'histoire¹. Ces textes de combat ne recouvrent donc pas nécessairement l'histoire pratiquée. La relation entre l'homme et son milieu est-elle d'ailleurs un objet d'histoire à part entière? À la lecture de la *Terre et l'évolution humaine*, il est permis d'en douter car ces possibles, ces lieux étudiés par la géographie vidalienne, ne peuvent s'inscrire dans un récit globalisant, à moins de verser dans les illusions déterministes ratzéliennes, ni dans une science du général, à moins de retomber dans les travers de la sociologie durkheimienne². Lucien Febvre le souligne lorsqu'il définit le domaine de la géographie humaine: «les rapports complexes qu'entretiennent les hommes, acteurs et créateurs de l'histoire, avec la nature organique et inorganique, avec les facteurs multiples du milieu physique et biologique»³. Cette géographie humaine modeste n'est pas une science des hommes dans le temps mais une science des lieux à un moment donné.

Fernand Braudel est lui-même difficilement classable car il emprunte différentes postures. De quel Braudel parle-t-on quand on analyse sa position sur l'environnement? De celui de la *Méditerranée*, de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, ou de *Identité de la France*? Chacun de ces textes aborde la question de la nature de manière différente et il faut se garder de l'illusion unificatrice des textes programmatiques sur la géohistoire, dont le but est avant tout d'affirmer la prééminence de l'histoire⁴. Sur quelle *Méditerranée* faut-il s'appuyer? La première version publiée en 1949 ou la version en grande partie réécrite de 1966 qui transforme la première partie géohistorique en histoire structurale, parmi d'autres structures, et introduit l'appareil iconographique qui contribue à objectiver la Méditerranée à travers des diagrammes et des cartes⁵? Se contenter de la fameuse introduction de 1949 qui met en place

1. François Dosse, «La ressource géographique en histoire», *EspaceTemps*, «Histoire/géographie, 2. Les promesses du désordre», 1998, n° 68/69/70

2. Lucien Febvre, «Le problème de la géographie humaine: à propos d'ouvrages récents», *Revue de synthèse historique*, t. 35-103&105,; Maurice Halbwachs, compte rendu de l'article de Lucien Febvre sur «Le problème de la géographie humaine à propos d'ouvrages récents», *Annales sociologiques*, 1925, série 1.

3. L. Febvre, *La Terre...*, *op. cit.*, p. 73.

4. Fernand Braudel, «Géohistoire: la société, l'espace et le temps», dans *Les Ambitions de l'Histoire*, Paris, Éditions de Fallois, 1997, p. 68-114.

5. Samuel Kinser, «Annaliste paradigm? The Geohistorical structuralism of Fernand Braudel», *The American Historical Review*, 86-1, février 1981, p. 63-105.

les trois temps pour critiquer Braudel n'est pas la même chose que de lire précisément une œuvre protéiforme. Les quelques pages consacrées à la « Sécheresse : fléau de la Méditerranée » témoignent que la géohistoire n'est pas seulement du côté de la longue durée et d'une histoire immobile repoussant les acteurs humains. L'interaction entre le système météorologique et le système biologique, caractérisée par la disjonction entre le temps de l'eau abondante et celui des hautes températures dont la concordance fait la richesse des pays de moussons, fait des pays méditerranéens des civilisations de famine, toujours à la limite de la rupture. En quelques pages, et sans aucun déterminisme, Braudel déroule un complexe d'actions humaines et de réactions (alimentation, irrigation, destruction de forêts, famines...), en les liant à la météorologie, aux sols fragiles, à la répartition des espèces animales, à la technologie déficiente, au marché des biens naturels, à la politique des guerres, à l'alimentation et à l'ouverture aux territoires extérieurs¹. Ajoutons que le Braudel lu en France n'est pas le même que celui découvert par les historiens états-uniens lors de la traduction anglaise qui paraît en 1972, au moment précisément où émerge l'histoire environnementale. Les deux recensions les plus fameuses soulignent alors la force et la nouveauté de la première partie géohistorique, pourtant déjà classique en France².

Les historiens face à l'institutionnalisation de l'environnement

Vues de l'étranger, les réticences françaises vis-à-vis de l'histoire environnementale étonnent d'autant plus que, sous la plume d'Emmanuel Le Roy Ladurie, les *Annales* sont une des premières revues d'histoire au monde à consacrer un article important à l'environnement en 1970, puis un numéro spécial en 1974³. La chronologie coïncide avec la naissance de l'histoire environnementale aux États-Unis. Les historiens sont alors tout à fait en phase avec

1. Fernand Braudel, *Méditerranée*, 2^e édition, Paris, Armand Colin, 1966, p. 218-224.

2. Hugues R. Trevor-Roper, *Journal of Modern History*, 44-4, 1972, p. 468-479; J.H. Hexter, *Journal of Modern History*, 44-4, p. 480-539.

3. « Histoire et environnement », Emmanuel Le Roy Ladurie (éd.), *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 29-3, 1974.

la mise sur agenda de l'environnement au plan international. Sur le plan intérieur, ce mouvement impulsé par les organismes internationaux est relayé par l'institutionnalisation de l'environnement et la création du ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement français en 1971¹.

Ces coïncidences sont cependant trompeuses. Non seulement, ces textes des années soixante-dix ont peu d'influence sur les historiens états-uniens de l'environnement, plus attachés à Fernand Braudel, mais le contexte est différent. Le titre de l'article de 1970 publié dans les *Annales*, intitulé «Pour une histoire de l'environnement, la part du climat», sonne comme un manifeste. Pourtant, le terme environnement n'est jamais employé dans le corps de l'article, et cette histoire de l'environnement annoncée n'est pas définie, enlevant une dimension programmatique générale à cet article. Cette histoire du climat est dans la continuité du sens habituel d'environnement, provenant de Taine et utilisé par Lucien Febvre, c'est-à-dire ce qui entoure les hommes, sans se réduire au sens physique.

Cette interprétation de l'environnement est présente dès la thèse de doctorat d'Emmanuel Le Roy Ladurie, soutenue en 1966 sous la direction d'Ernest Labrousse, publiée en 1974. *Les Paysans de Languedoc* placent l'environnement du côté des variables qui agissent sur les constantes anthropologiques. Le climat apparaît dans le premier chapitre dont le titre même – «Suggestions du climat» – est révélateur de la volonté de minorer la part de la nature, pour éviter tout déterminisme. Le ton est mesuré car il n'existe pas d'histoire environnementale mais une «introduction géographique ou mieux «géohistorique» à l'histoire agraire du Midi languedocien», une «interférence d'une histoire humaine avec une histoire climatique que je voudrais éclairer, dans un cadre régional précis, et pour n'y plus revenir ensuite.²» Le climat ne fait pas partie des variables majeures et des mouvements séculaires qui sont la population, les productions, les prix, le revenu³. Les variations de températures ne sont même pas les premières responsables du mouvement séculaire de la date des vendanges, qui incombe aux

1. Florian Charvolin, *L'Invention de l'environnement en France*, Paris, La Découverte, 2003.

2. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Les Paysans de Languedoc*, Paris-La Haye, Mouton, 1974, p. 18.

3. *Ibid.*, p. 11.

hommes¹. Si écrire une histoire des variations climatiques est nouveau en France, reconstituer les facteurs qui pèsent sur les sociétés reste dans le programme de l'histoire sociale². L'attention portée à la mise en relation entre les irrégularités météorologiques et les famines rappelle comment Emmanuel Le Roy Ladurie en est venu à s'intéresser à cette question : « C'est en effet l'histoire agraire qui m'a conduit par une transition logique et même obligatoire, jusqu'à l'histoire du climat »³. La part du marxisme transparaît dans la recherche des structures qui pèsent sur les hommes en société comme dans l'exigence de scientificité⁴.

Le numéro spécial de 1974, « Histoire et environnement », marque un infléchissement car le très court texte introductif semble vouloir définir plus nettement un champ de recherche, nommé « histoire de l'environnement », mais demeure ambigu⁵. « L'histoire de l'environnement regroupe les thèmes les plus anciens et les plus neufs de l'historiographie contemporaine », car elle va des épidémies à la pollution de l'air et de l'eau. L'objet n'est pas défini globalement mais par une énumération : les épidémies, le climat, les calamités naturelles, les nuisances, les pollutions, la destruction de la nature par les hommes, l'encombrement physique, humain ou sonore de l'espace des villes. Le ton est combatif pour ne pas céder aux « impératifs d'une mode » (« Nous attaquer à l'environnement afin d'isoler les vrais problèmes et de refuser les facilités d'un discours vulgarisateur, c'est d'abord et avant tout rester fidèles à nous-mêmes. »), et pourtant aucune définition proprement historique de l'objet n'est avancée. Un thème parcourt ce texte, la dénonciation des ravages des hommes sur la nature, depuis « l'absurde "bonne volonté" des Gribouille de la colonisation » jusqu'aux « prédateurs de la surconsommation industrielle »⁶. Cette tonalité surprend, nuançant la distinction habituelle entre une his-

1. *Ibid.*, p. 27.

2. Emmanuel Le Roy Ladurie, « Climats et récoltes aux XVII^e et XVIII^e siècles, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 15-3, 1960, p. 434-465 ; Id., « Histoire et climats », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 14-1, 1959, p. 3-34.

3. Id., *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, 1967 ; 2^e éd. Paris, 1983, p. 6.

4. Edgar Morin, Emmanuel Le Roy Ladurie (éd.), *L'Homme et l'environnement : quelle histoire ?*, Blois, Les rendez-vous de l'Histoire, 2001.

5. Emmanuel Le Roy Ladurie, « Histoire et environnement », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 29-3, 1974, p. 537.

6. Le choix des comptes rendus va dans ce sens, en puisant parmi les futurs classiques de l'écologie politique comme *L'Encerclement*, *Nous n'avons qu'une Terre*, *Limits to Growth* ou *L'Utopie ou la mort*.

toire environnementale états-unienne militante et un paysage intellectuel français qui serait resté indifférent aux questions écologiques¹. Remarquons toutefois que nous manquons encore de travaux poussés sur les intellectuels et les débats écologiques en France à partir des années 1960². Contrairement à une idée reçue, les débats écologiques semblent toucher l'hexagone en même temps que les États-Unis, mais en restant plus cantonnés aux milieux technocratiques et dirigeants. La France a bien connu un « effet *Silent Spring* », avec une première traduction française rapide en 1965, accompagnée d'une préface de Roger Heim, Président de l'Académie des Sciences : elle s'inscrit dans des dynamiques plus anciennes d'interrogation des effets de la « modernité » sur la nature et les hommes³.

Ces hésitations prennent leur sens dans le contexte général des sciences sociales. L'après-guerre est en effet marqué par l'institutionnalisation des sciences sociales au sein d'États soucieux d'efficacité et de rationalisation, dans un cadre mondialisé et de forte croissance⁴. Dans les années 1960, les historiens de la 6^e section de l'École pratique des hautes études rejoignent ce mouvement d'expertise du présent. Ils sont donc conduits à ne pas négliger l'objet environnemental naissant qui est, en France, d'origine technocratique, alors que l'objet scientifique demeure le milieu ou l'espace. Prise de conscience et institutionnalisation ont eu lieu de concert, attribuant un rôle moteur aux initiatives technocratiques avec une tonalité peu ouvertement militante tandis que, aux États-Unis, la mobilisation de la société civile a précédé l'institutionnalisation de l'environnement, donnant un caractère ouvertement

1. Michael Bess est en désaccord avec la thèse d'une France anti-verte (Michael Bess, *La France vert clair. Écologie et modernité technologique 1960-2000*, Seyssel, Champ Vallon, 2011 [2003], p. 13). Il tente plutôt de démontrer que, dans cette société vert clair, à la fois productiviste et critique, moderne et traditionnelle, consumériste et anti-libérale, l'écologie est presque partout mais de manière modeste, saupoudrée.

2. Jean-François Mouhot, Charles-François Mathis, « Du manque de visibilité de l'écologisme français et de ses penseurs au xx^e siècle », *Écologie & Politique*, 44, 2012, p. 1-15.

3. Nathalie Jas, « Public Health and Pesticide Regulation in France Before and After *Silent Spring* », *History and Technology*, 23-4, 2007, p. 369-388. Un travail approfondi serait nécessaire sur la réception de *Silent Spring* en France.

4. Dans le domaine qui nous occupe, la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) lance ses enquêtes sur les pollutions et nuisances à partir de 1964, (F. Charvolin, *L'Invention de l'environnement...*, op. cit., 2003, p. 32-33).

militant à l'histoire environnementale¹. Le rôle différent joué par les campus de part et d'autre de l'Atlantique est révélateur. Si les universités états-uniennes ont été des laboratoires de mobilisations écologiques, les universités françaises sont restées préoccupées par la question sociale. La définition du numéro des *Annales* de 1974 qui se limite à une énumération de composants est proche de la définition homologuée par le Conseil international de la langue française en 1970, reprenant celle du Comité de terminologie de l'environnement et des nuisances². Peu d'objets sont passés ainsi, presque directement, du champ technocratique à la science, limitant les discussions sur leur pertinence. Or, l'objet institutionnel n'a pas de contenu global, il ne résulte pas d'une synthèse de positions mais d'une négociation entre des politiques publiques déjà existantes³. Pierre Georges, dans le premier ouvrage scientifique de synthèse sur l'environnement, reconnaît lui-même cette mollesse, cette extension « pratiquement illimitée » d'un terme qui touche à l'urbanisme et à l'architecture, à la physiologie et à la psychologie, à l'esthétique et à la sociologie, à l'économie et à la technologie⁴.

Ces flottements de l'environnement s'accordent bien avec la Nouvelle histoire, cet âge d'or de l'histoire française caractérisé par la capacité à s'emparer de questions nouvelles, à étendre sans limites les territoires de l'historien. Cet expansionnisme bénéficie à l'environnement naissant, intégré immédiatement à l'agenda de l'historien. Les succès publics de la troisième génération des *Annales* sont inaugurés en 1975 par l'histoire du climat et l'écologie de *Montaillou, village occitan*⁵. Intitulée « Écologie de Mon-

1. Dans le détail, ce schéma est plus compliqué car la définition de l'environnement en objet scientifique a précédé la mobilisation de la société civile, déployant une alliance sous-estimée entre sciences de l'environnement et programmes militaires dans le contexte de la guerre froide. (Ronald E. Doel, « Quelle place pour les sciences de l'environnement physique dans l'histoire environnementale? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, p. 137-164).

2. « L'ensemble des agents physiques, chimiques et biologiques et des facteurs sociaux susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme sur les êtres vivants et les activités humaines », F. Charvolin, *L'Invention de l'environnement...*, *op. cit.*, 2003, p. 20.

3. Ce que Pierre Lascoumes appelle transcodage : Pierre Lascoumes, *L'Écopolouvoir*, Paris, La Découverte, 1994.

4. Pierre George, *L'Environnement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971, p. 126, et p. 5-7.

5. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Gallimard, 1975, édition revue et corrigée Paris, Gallimard, 1982.

taillou», la première partie du livre mêle l'acception très large de l'anthropologie culturelle et le sens tainien, désignant l'ensemble des facteurs et des conditions qui entourent les hommes. L'écologie de Montaillou comprend le territoire, l'environnement biologique incarné dans la flore et la faune mais aussi la possession foncière et ses inégalités, les structures familiales et la cellule de base, les relations avec les autres environnements et la structuration du territoire¹.

Ce dynamisme historien va donc de pair avec une histoire plurielle et éclatée. Elle reprend la définition de l'environnement qui est dans l'air du temps, additionnant des composantes sans bâtir un concept unificateur et rigoureux. La nostalgie d'un passé révolu est visible, derrière ces touches écologiques critiquant les ravages environnementaux du présent. Mais elle instaure une coupure avec des sociétés anciennes censées être en équilibre avec une nature rude, à l'image de ce Rouergue ancestral que loue Le Roy Ladurie comme une sorte de contre-utopie paysanne². Le glissement vers l'histoire immobile, le ralentissement des temporalités touchent en premier lieu le rapport à la nature. Le repli sur l'histoire nationale, la considération de larges groupes humains font de l'environnement un objet global, peu territorialisé, non découpé en éléments structurés par des rapports de force. Le contraste est frappant avec la manière dont les économistes, au même moment, intègrent l'environnement à leur réflexion sur les richesses et les inégalités, s'interrogeant sur les liens entre développement et environnement, la manière de penser une politique de l'environnement qui ne favorise pas les riches³. Cette naturalisation de l'environnement s'accroît dans la décennie suivante, lorsque les historiens ne prennent pas le relais des perspectives d'histoire environnementale ouvertes, contribuant ainsi à un rendez-vous manqué avec les expérimentations en cours de l'autre côté de l'Atlantique.

1. Première partie : écologie de Montaillou : la maison et le berger. Ch. 1. Environnement et pouvoirs. Ch. 2. La maison-famille : domus, ostal. Ch. 3. Une maison dominante : les Clergue. Ch. 4. Les petits pâtres. Ch. 5. Les grandes transhumances. Ch. 6. Ethnographie des Pyrénées moutonnières. Ch. 7. Mentalités pastorales

2. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Territoire de...*, vol. 2, *op. cit.*, p. 335-336.

3. Samir Amin, Jacques Bugnicourt, « Développement et environnement », *Revue Tiers Monde*, 19-73, 1978, p. 47-60 ; Roger Guesnerie, « Environnement et redistribution : une note », *Revue économique*, 25-3, 1974, p. 476-486.

Le tournant non historien de l'histoire écologique

La première explication qui vient à l'esprit pour ce rendez-vous manqué serait la stérilisation de la présentation du milieu géographique dans les thèses régionales dirigées par Ernest Labrousse. En effet, rapidement, cet exercice devient un passage obligé que l'on expédie rapidement, sans en tirer aucun cadre d'intelligibilité. Dans la publication de sa thèse *Beauvais et le Beauvaisis* en 1960, Pierre Goubert sacrifie trois pages à la présentation du « Pays. Le contraste beauvaisin », qui mord pourtant largement sur la plaine picarde chère à Albert Demangeon, une des grandes monographies régionales de l'entre-deux-guerres¹. La délimitation du pays par les hommes intéresse bien plus Pierre Goubert. La manière dont il expédie les caractéristiques climatiques de la partie nord du Beauvaisis pourrait même sembler désinvolte : « Là-dessus, un ciel souvent gris et bas, du vent, de la bruine, des brouillards lourds et persistants. Un pays monotone, triste, pesant, sans charme, non sans grandeur »². L'histoire de ces grandes thèses régionales labroussiennes est bien connue, aussi bien leur fécondité historique que la réification des outils conceptuels du labroussisme, cette longue liste des sujets distribués selon un cadre rigide que beaucoup ont interprété avec une grande liberté.

En revanche, semble excessif le procès d'une histoire française incapable de se saisir de l'environnement, car empêtrée dans un cadre vidalien trop rigide, en somme trop attachée au milieu. Comme le souligne Pierre Toubert, l'influence de Vidal de La Blache sur Marc Bloch et l'histoire rurale ne doit pas être exagérée : la géographie vidalienne fournit à l'histoire un cadre d'explication mais non les éléments de l'explication elle-même, un intérêt évident pour le milieu mais pas les concepts d'une analyse structurale de la géographie agraire ni d'une géohistoire³. Les

1. Pierre Goubert, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France du XVII^e siècle* [1960], Paris, Éditions de l'EHESS, 1982, p. 3-5; Albert Demangeon, *La Picardie et les régions voisines, Artois-Cambrésis-Beauvaisis*, Paris, Armand Colin, 1925.

2. Pierre Goubert, *Beauvais...*, *op. cit.*, 1982, p. 4.

3. Pierre Toubert, « Préface », in Marc Bloch, *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française* [1931], Paris, Armand Colin, 1988, p. 16-25. Cette analyse s'écarte de celles de Vincent Berdoulay, *La Formation de l'école française de géogra-*

comptes rendus rédigés par Marc Bloch montrent qu'il souligne lui-même très tôt les limites d'une science descriptive des rapports entre l'homme et le milieu naturel¹. De plus, ce cadre monographique n'érige pas l'environnement en objet d'étude, il ne vise pas même à étudier les relations entre les sociétés et leur milieu naturel. Chaque objet complexe est découpé en agrégats de dimension intermédiaire, l'étude de la France passant par l'analyse de ses provinces et départements². Le cadre local doit, par accumulation de connaissances positives, construire un savoir global largement donné d'emblée. Sans suivre François Simiand qui proclame la réalité objective même si elle n'est réalisée dans aucun cas particulier, la construction de l'esprit devient chez Labrousse expression du réel³. Un renversement complet est donc opéré par rapport au modèle vidalien qui insistait sur l'individualité irréductible du cadre physique.

De fait, le numéro spécial des *Annales* en 1974, «Histoire et environnement», est resté sans suite chez les historiens. Certains travaux témoignent d'un intérêt pour incorporer la nature dans l'histoire, mais ne mettent pas en place une méthode cohérente capable à la fois d'étudier le social et d'y incorporer la nature. Dans son manuel destiné aux étudiants, en 1972, Pierre Chaunu loue les ambitions d'une géohistoire unifiée combinant François Simiand et la géohistoire, faisant la synthèse entre Ernest Labrousse et Fernand Braudel autour de l'histoire économique⁴. Cette grande synthèse est peu réaliste, l'étude labrousienne des rapports entre l'économique, le social et le mental laissant peu de place à l'environnemental⁵. L'appel à des chercheurs étrangers et à des non-

phie (1870-1914), Paris, Bibliothèque nationale, 1981 et André-Louis Sanguin, *Vidal de La Blache, 1845-1918. Un génie de la géographie*, Paris, Belin, 1993.

1. Marc Bloch, «Quelques études récentes sur l'histoire économique et sociale de l'ancienne France», *Revue de synthèse historique*, 43, 1927, p. 99-103; Id., «Une haute terre : l'Oisans d'autrefois et d'aujourd'hui», *Revue de synthèse historique*, 50, 1930, p. 71-78.

2. Bernard Lepetit, «De l'échelle en histoire», in Id., *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 92.

3. Jean-Yves Grenier et Bernard Lepetit, «L'expérience historique. À propos de C.-E. Labrousse», *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 44-6, novembre-décembre 1989, p. 1350-1353.

4. Pierre Chaunu, *Histoire science sociale. La durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne*, Paris, Sedes, 1972, p. 62-65.

5. Ernest Labrousse, *L'Histoire sociale. Sources et méthodes*, Paris, PUF, 1967, p. 4-5.

historiens dans le numéro des *Annales* en 1974 révèle sans doute le faible enthousiasme des historiens français. Les accents volontaristes et unificateurs d'Emmanuel Le Roy Ladurie dans ce numéro vont de pair avec la méfiance envers la notion d'environnement et de ce que devrait être une histoire de l'environnement : son objet reste avant tout le climat.

Peu de temps après ce numéro spécial des *Annales*, l'ouverture vers une histoire de l'environnement vient des géographes, lors de la parution de *l'Histoire de la France rurale* en 1975. Le volume s'ouvre, sous la plume de Georges Bertrand, par un chapitre ambitieux « Pour une histoire écologique de la France rurale »¹. Ce long texte présente cette fois-ci à la fois une définition de l'objet, sans en cacher la pluralité des sens, un programme de recherche, des filiations et des prises de position historiographiques. Ce cadre a délimité jusqu'au milieu des années 1990 les travaux sur l'histoire de l'environnement.

Cette histoire écologique introduit un infléchissement et s'écarte des voies empruntées aux États-Unis. Le rapport de force entre histoire et géographie se trouve renversé car, au programme braudélien impérialiste d'intégration des autres sciences sociales par l'histoire, succède une définition géographique et écologique de l'environnement, susceptible d'être développée dans le temps. Le rapport à la nature s'intégrait jusque-là dans les différentes dimensions du temps des sociétés, à travers ces trois temporalités braudéliennes bien connues. Désormais, il s'agit d'étudier les milieux naturels dans leurs interrelations complexes avec les hommes, se décomposant en quatre niveaux de résolution : les interrelations telles qu'elles se présentent actuellement, les fluctuations de certains éléments naturels pris isolément, l'étude des fluctuations naturelles du fait des interventions humaines, l'analyse de l'évolution des sociétés rurales dans son rapport dialectique avec l'évolution des milieux². La même définition naturaliste est donc appliquée à toutes les époques, sans intention de contextualiser celle-ci puisque le premier terme, les milieux naturels, est issu de la définition élaborée aujourd'hui par les sciences de la nature. L'environnement a existé de tout temps, même si les hommes en avaient

1. Georges Bertrand, « Pour une histoire écologique de la France rurale », in Georges Duby et Armand Wallon (dir.), *Histoire de la France rurale*, t. 1, *Des origines à 1340*, Paris, 1975, p. 34-113.

2. *Ibid.*, p. 43-44.

une plus ou moins grande conscience ou connaissance. L'interface entre les hommes et la nature n'est pas un produit de l'histoire, seulement les termes qui se nouent autour de ce pivot.

Le deuxième infléchissement, l'attachement aux sociétés rurales, ne se limite pas au cadre thématique imposé par ce volume sur l'*Histoire de la France rurale*, il est au cœur du programme. Certes, la ville est loin d'être ignorée, tant l'intégration du rural à l'intérieur des murs de celle-ci est forte pendant des siècles. Mais, il n'existe pas d'écologie urbaine, d'environnement urbain à proprement parler. Le devenir des espaces ruraux et des systèmes de production agricoles concentre les attentions de la communauté scientifique au moment où une civilisation millénaire est en train de se défaire, comme le révèle Henri Mendras¹. À partir de là, deux histoires radicalement différentes se développent en France et aux États-Unis. Aux uns la nature aménagée par les hommes depuis des millénaires, aux autres l'histoire heurtée de la *wilderness*, tour à tour mirage d'une nature vierge à conserver ou à préserver, puis produit d'un rapport de force colonial, faisant fi des premiers occupants. Aux uns, la défense d'une civilisation paysanne millénaire en train de disparaître, aux autres la défense de la nature menacée et de ses droits². La mobilisation politique des premiers historiens états-uniens de l'environnement n'a pas d'équivalent chez les chercheurs français qui critiquent moins l'exploitation de la nature que la manière dont le productivisme des Trente glorieuses met à bas les rapports âpres mais pourtant harmonieux entre les sociétés paysannes et la terre³.

Au moment où certains historiens états-uniens découvrent l'histoire totale de Braudel, sa géo-histoire, les chercheurs français s'en écartent au profit d'une approche plus naturaliste. Comme le souligne Georges Bertrand, les historiens ont péché par leur manque de connaissance des mécanismes écologiques complexes qui modèlent les milieux, par leur manque de formation naturaliste⁴. Les références nombreuses à Fernand Braudel dans « Pour une histoire écologique de la France rurale », au nom d'une histoire totale des sociétés rurales, apparaissent surtout stratégiques. La géohistoire

1. Henri Mendras, *La Fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française*, Paris, S.É.D.É.I.S., 1967.

2. J. McNeill, « Observations on the nature... », *op. cit.*, 2003, p. 29.

3. Charles-François Mathis, Jean-François Mouhot (éd.), *Une protection de l'environnement à la française (XIX^e-XX^e siècles)*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

4. Georges Bertrand, « Pour une histoire écologique... », *op. cit.*, 1975, p. 43.

de Braudel n'est pas cette histoire des écosystèmes ancrée dans le naturel et portée par les géographes. Creusant ce sillon, Georges Bertrand substitue à la géohistoire la notion de géosystème et de «système GTP» (Géosystème, Territoire, Paysage) pour élaborer une étude intégrée des milieux géographiques et une analyse dynamique des paysages¹. Il ouvre ainsi toute une voie interdisciplinaire d'approche de l'environnement, entre sciences de la nature et sciences de la société, dont les historiens sont quasiment absents².

Pourtant, cette captation de l'environnement par la géographie et les sciences de la nature ne suscite pas de réaction des historiens, et ceci constitue certainement la troisième explication de ce rendez-vous raté. En 1978, la *Nouvelle histoire* entérine cet abandon car l'article «Environnement» se contente de renvoyer à l'entrée «Géographie historique»³. Le caractère d'ethnologie intérieure de l'histoire se renforce, contribuant à rejeter un peu plus la nature du côté des invariants, des pesanteurs ayant forgé une civilisation millénaire. Le terme «écologie», qui ouvrait la porte à une histoire des facteurs et de leurs variations, laisse la place au mot «espace», chargé de lourdeurs, de permanences. Rapportant les résultats de l'enquête sur les *Bretons de Plozevet*, André Burguière commence par «L'espace et les hommes»⁴. Le temps de la société du passé est naturalisé, suivant les rythmes de la nature car «certains temps forts, également à mi-chemin du cataclysme et de la fête, manifestent dans le paysage l'éternel retour de l'ordre cosmique». Ce paysage est quotidien, tissé d'une multitude de liens qui le rendent inséparable des hommes. La nature est paysage rural, une alliance si forte entre les hommes et leur environnement qu'il est inutile de regarder à quel prix elle s'est nouée⁵. Servant de contrepoint

1. Claude Bertrand, Georges Bertrand, *Une géographie traversière, l'environnement à travers territoires et temporalités*, Paris, Arguments, 2002.

2. Nicole Mathieu, et Marcel Jollivet (éd.), *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1989. Marcel Jollivet (éd.), *Sciences de la nature, sciences de la société : les passeurs de frontières*, Paris, CNRS, 1992. Monique Barrué-Pastor (éd.), *Les Temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000. Corinne Beck, Yves Luginbühl, Tatiana Muxart (éd.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Versailles, Éd. Quae, 2006.

3. Jacques Le Goff (éd.), *La Nouvelle Histoire*, Paris, Retz, 1978.

4. André Burguière, *Les Bretons de Plozevet*, Paris, Flammarion, 1977. Cette enquête a été initiée par la DGRST, comme les premières enquêtes sur les pollutions et les nuisances.

5. *Ibid.*, p. 21-25.

à la crise économique dans laquelle s'enfonce le monde occidental, ce temps retrouvé a durci la coupure entre un passé tissant harmonieusement les rapports entre les hommes et la nature et un présent immédiat marqué par les dommages écologiques de l'industrialisation et de l'urbanisation. Les historiens abandonnent ainsi au temps présent la question des dégradations de la nature où moment même où leurs collègues états-uniens s'emparent de ce thème pour relire la conquête du Nouveau monde et la colonisation¹. L'effacement des grands espaces braudéliens renforce d'autant plus le désintérêt pour ce décloisonnement des frontières de l'environnement.

Dans le déplacement du social au mental, la nature se trouve coupée en deux, avec une séparation entre l'homme et la nature non humaine. Nous avons vu comment *Montaillou, village occitan* commençait par une «écologie de Montaillou» regroupant l'ensemble des facteurs et des conditions, naturels ou non, qui pèsent sur les hommes. À cette écologie, faite de relations horizontales qui rompent avec la logique possibiliste du site et du milieu, s'oppose une archéologie, chargée d'exhumer les couches géologiques qui constituent l'homme². L'«Outillage mental: le temps et l'espace», «Le sentiment de la nature et du destin» prennent place parmi cette stratigraphie³. Aux historiens la part de la nature dans l'outillage mental, aux recherches pluridisciplinaires la reconstitution des facteurs naturels qui pèsent sur les sociétés humaines. L'environnement relève ainsi de deux sphères incommensurables, mais parfaitement cohérentes par la manière dont la séparation résout les contradictions. D'un côté, une histoire sans les hommes, scientifique, objective, sérielle, de l'autre une histoire des hommes, interprétative, subjective, qualitative⁴. Et, cette histoire sans les hommes dépassant les compétences des seuls historiens, il est préférable de la laisser à d'autres. Toutes les conditions sont désormais réunies pour que s'installe un grand malentendu entre les historiens français et l'histoire environnementale de langue anglaise.

Le désintérêt des historiens pour l'environnement dans ces années-là est peut-être un trait plus général des sciences sociales et

1. Alfred Crosby, *The Columbian Exchange...*, *op. cit.*, 1972.

2. E. Le Roy Ladurie, *Montaillou...*, *op. cit.*, p. 200.

3. *Ibid.*, chapitres 18 et 19.

4. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1973, p. 417 et 522.

des intellectuels français. La charge féroce de Luc Ferry contre une écologie qui irait à l'encontre de l'humanisme concentre l'ensemble des critiques philosophiques et politiques contre l'environnement¹. Nombre d'intellectuels de premier plan ne semblent pas avoir manifesté d'intérêt pour les questions environnementales, dans un contexte, pourtant, d'émergence de cette question². Jusqu'en 2003, les *Actes de la Recherche en sciences sociales* ne consacrent que deux articles à l'environnement, qui donnent le ton³. L'environnement, disent-ils, n'est pas une question légitime en soi, un objet doté de ses dynamiques propres, mais l'effet de la recherche de distinction des classes aisées et le résultat de la recomposition des questions politiques, se déplaçant sur de nouveaux terrains après l'échec de certaines formes d'engagement. S'intéresser à l'environnement pour lui-même est donc une double trahison, à la question politique et à la question sociale. Cette position tranche fortement avec les voies empruntées au même moment ailleurs, marquées par l'engagement politique et militant et par l'affirmation que l'environnement est un enjeu majeur pour les plus pauvres⁴.

Le temps des malentendus

Le premier malentendu qui s'installe a été longtemps un leitmotiv des débats sur l'histoire environnementale en France. À ceux qui affirment qu'il n'existe pas d'histoire de l'environnement répondent vivement les historiens qui travaillent sur ces questions depuis la fin des années 1970. Cette situation est bien illustrée par le PIREN organisé par le CNRS, de 1978 à 1989, le premier programme de recherches à porter sur l'environnement⁵.

1. Luc Ferry, *Le Nouvel Ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992.

2. Sur cette question, voir « Penser l'écologie politique en France au xx^e siècle », Charles-François Mathis, Jean-François Mouhot (éd.), *Écologie & Politique*, 44, 2012.

3. Luc Boltanski, « L'encombrement et la maîtrise des "biens sans maître" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2, 1976, p. 102-109 ; Danièle Léger, « Les utopies du "retour" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1979, 29, p. 45-63.

4. Cf. par exemple l'histoire de l'environnement indienne : R. Guha, *The Unquiet Woods...*, *op. cit.*, 1989.

5. Marc Jolivet, « Un exemple d'interdisciplinarité au CNRS : le PIREN (1979-1989) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 4, mai 2001.

Sa création, impulsée par la DGRST et le ministère de l'environnement, témoigne de l'institutionnalisation de l'environnement et du souci de faire collaborer les différentes disciplines du CNRS, autour de ce nouvel objet et de mieux gérer les ressources naturelles (dans la lignée de la conférence organisée par l'Unesco en 1968 sur «l'utilisation rationnelle des ressources naturelles»). Les sciences de la nature représentent le gros des troupes, comprenant la section d'écologie du CNRS, créée en 1976, même si un appel fort est adressé aux sciences de la société. L'environnement est vu comme l'ensemble des milieux bio-physico-chimiques avec lesquels l'homme est en relation, et celui-ci intervient parce qu'il transforme ces milieux. Ces orientations ne sont pas modifiées par les deux programmes de recherche sur l'environnement lancés dans les années 1990-1998, le programme « Environnement », puis le programme « Environnement, Vie et Sociétés »¹.

La dimension historique de ces travaux est présentée dans un volume de synthèse, *Pour une histoire de l'environnement*, par Corinne Beck et Robert Delort². Les historiens sont minoritaires, laissant la place aux géographes, écologues, archéologues, spécialistes des sciences de la nature. Le livre est organisé en quatre parties, déclinant un programme naturaliste : l'évolution des littoraux, les eaux continentales, le devenir des espèces animales, l'impact de l'anthropisation sur les milieux naturels. L'introduction définit une « histoire de l'environnement » qui n'a rien à voir avec l'histoire environnementale. Elle érige en fait l'existence à travers les âges d'un environnement à la définition stable, empruntée aux sciences de la nature. Interdisciplinaire, cette « écohistoire » est une écologie historique qui étudie la variabilité des facteurs de l'environnement et leur interaction avec les hommes. Ce programme a peu mobilisé des historiens attachés au social et au culturel. Se crée ainsi une tradition spécifiquement française d'écohistoire, connue en Allemagne et en Angleterre, mais ignorée par les historiens étatsuniens et l'histoire environnementale de langue anglaise.

Le deuxième malentendu porte sur le cloisonnement des bibliographies. Rattachés aux études environnementales puis aux études

1. Alain Pavé, « Deux programmes de recherche sur l'environnement dans les années 1990-1998 : le programme Environnement, puis le programme Environnement, Vie et Sociétés », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, 4, Mai 2001.

2. *Pour une histoire de l'environnement*, Corinne Beck, Robert Delort (éd.), Paris, CNRS Éditions, 1991.

américaines, les historiens états-uniens de l'environnement ont peu de lien avec les départements d'études européennes dans les universités aux États-Unis. Quant à la France, la bibliographie anglo-saxonne sur le domaine est peu diffusée et les bibliothèques en portent encore aujourd'hui les traces. En décembre 2007, un test dans Sudoc, qui répertorie les collections de 3400 bibliothèques universitaires et assimilées, montrait que deux ouvrages aussi classiques que *The Death of Nature* et *Nature's Metropolis* existaient respectivement en un et quatre exemplaires¹. Les comptes rendus des principales revues d'histoire ignorent elles aussi ces ouvrages qui ne sont pas commentés. Les *Annales*, par exemple, ne commentent aucun des livres de Carolyn Merchant, de Donald Worster, d'Alfred Crosby, de Richard Grove, de Ted Steinberg, ni de Richard White. Le compte rendu dans les *Annales* du livre de William Cronon, *Natures's metropolis*, considéré comme un des dix livres majeurs en histoire de l'environnement est révélateur de l'échec de ce transfert culturel. Jean Heffer commence par souligner l'essor de l'histoire environnementale aux États-Unis, illustrée ici par l'intuition que l'histoire urbaine a tendance à négliger le territoire rural qui entoure les cités. Mais,

Cette idée, présentée comme originale, ne le paraîtra guère aux yeux des Français habitués par leur formation à marier l'histoire et la géographie, alors que les deux disciplines vivent aux États-Unis dans des mondes un peu à part. [...] Aussi le lecteur français trouvera-t-il le livre de W. Cronon d'une naïveté parfois exagérée. Les préjugés d'un jeune adolescent ne servent guère à jeter les bases d'une problématique. Que l'adulte ait abandonné la dichotomie établie schématiquement par le jeune William entre la ville et la campagne fait honneur à son intelligence, mais il ne me semble pas particulièrement neuf de souligner que la campagne, comme la ville, est une créature humaine et que toutes deux vivent en fait en étroite symbiose.²

Après un certain nombre de points positifs, l'auteur termine en recommandant la « lecture de cette synthèse bien écrite ». Les

1. W. Cronon, *Nature's Metropolis...*, *op. cit.*, 1991 ; C. Merchant, *The Death of Nature...*, *op. cit.*, 1980. En septembre 2010, les chiffres sont passés respectivement à quatre et vingt.

2. Jean Heffer, « Compte rendu de William Cronon, *Nature's metropolis* », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 48-4, 1993, p. 966-968.

mêmes arguments reviennent dans les rares autres recensions d'histoire environnementale, par exemple à propos d'un autre classique, *The Mountains of the Mediterranean World. An Environmental History* de John R. McNeill : « Ce travail d'histoire de l'environnement entre dans un courant de pensée à la fois très contemporain et très ancien, puisqu'il aborde les problèmes posés par les relations entre l'homme et son milieu naturel. *A priori*, l'auteur s'inscrit dans une tradition, pour ne pas dire une mode, issue en partie de l'intérêt provoqué par l'écologie dans nos civilisations industrielles »¹.

Ces citations, loin d'être propres aux auteurs de ces comptes rendus, témoignent de l'échec à construire une référence intellectuelle commune en histoire environnementale. Les uns estiment que cette histoire environnementale n'est rien d'autre que l'importation d'une géohistoire solidement établie en France, les autres ne se sentent plus de filiation particulière avec des travaux français qu'ils connaissent de moins en moins. Les ancrages disciplinaires brouillent les cartes car si, d'un côté, ces livres sont souvent renvoyés à la géographie, de l'autre s'est toujours affirmée la volonté de renouveler l'histoire elle-même. L'intérêt états-unien pour la nature est facilement jugé naïf, à la mesure d'un pays neuf découvrant la *wilderness*, tandis que la vieille Europe expérimentait depuis deux millénaires une co-histoire mêlant paysage naturel et paysage construit. Les discussions théoriques sont elles aussi différentes. Les historiens dans la filiation états-unienne discutent rarement de la définition de l'environnement mais plutôt de la manière d'écrire l'histoire de l'environnement. Les débats français, confrontant des disciplines différentes, portent eux plutôt sur le sens des notions de nature et d'environnement, dont découleront ensuite la manière d'en écrire l'histoire².

Le dernier malentendu tient aux différences de contexte institutionnel. Si, aux États-Unis, l'histoire environnementale s'est installée à partir des enseignements créés et du succès rencontré, cette recette était difficilement transposable en France, qui dispose

1. Alain Musset, « Compte rendu de J.R. McNeill, *The Mountains of the Mediterranean World. An Environmental History* », New York, Cambridge, University Press, 1992 », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 50-3, 1995, p. 705-707.

2. Les désaccords sur cette définition bloquent longtemps tous les travaux, si l'on en croit Bernard Kalaora, « Le sociologue et l'environnement. La longue marche vers la science pragmatique, arpenteur du social ou conseiller du Prince? », *Natures, Sciences, Sociétés*, 1993, 1 (4), p. 310-312.

d'un cadre normatif plus strict et national. Et, de ce fait, jusqu'à très récemment, aucun cours en histoire environnementale n'était proposé et il n'existait pas de chaire en histoire environnementale à l'université avant 2012. Au sein des départements d'histoire, l'organisation des enseignements et des recrutements en grandes périodes de l'histoire constitue un obstacle pour un objet qui pousse à se dégager des chronologies politiques. La nécessité de travailler de manière pluridisciplinaire, de dépasser les frontières nationales pour une histoire globale rencontre les mêmes obstacles. La voie institutionnelle serait plus facile pour un historien de l'environnement engagé dans une perspective naturaliste, spécialiste des archives capable de s'insérer dans une équipe de sciences de la nature au titre de science auxiliaire¹.

Au final, les années 1970 apparaissent comme un tournant méthodologique et épistémologique face à l'environnement². Si l'on suit Emmanuel Le Roy Ladurie, la nature est rejetée en dehors du social par la coupure entre des facteurs naturels et les hommes, il existe « une histoire physique et une histoire humaine »³. Aux uns, des choses en soi, objectives, étudiées avec les méthodes de sciences de la nature en maniant des matériaux historiques. Aux autres, l'homme, le mental, l'anthropologique, une histoire subjective menée par les sciences sociales. L'histoire du climat occupe une place à part dans l'historiographie des années soixante-dix. Dans le troisième volume de *Faire de l'histoire*, que vient faire le climat parmi tous ces nouveaux objets qui sont tous sociaux et anthropologiques (l'inconscient, le mythe, les mentalités, la langue, le livre, les jeunes, le corps, la cuisine, l'opinion publique, le film, la fête)⁴? D'un côté, l'histoire garde une scientificité, à la hauteur des sciences de la nature, en s'intéressant à « toute une catégorie de documents sériels ou qualitatifs » pour « développer à fond et pour lui-même leur contenu climatique intrinsèque », les réduire à leur part naturelle. Cessant d'être « l'ogre » qui « flaire la chair humaine », l'historien devient « l'homme du temps et des archives »⁵. Une position d'expert est

1. François Walter, « Une histoire de l'environnement, pour quoi faire? », in Élisabeth Mornet, François Morenzoni (éd.), *Milieus naturels, espaces sociaux. Études offertes à Robert Delort*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 33-42.

2. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes...*, op. cit., 1997.

3. E. Le Roy Ladurie, *Histoire du climat...*, op. cit., p. 24.

4. Jacques Le Goff et Pierre Nora (éd.), *Faire de l'histoire*, t. 3, *Nouveaux objets*, Paris, Gallimard, 1974.

5. E. Le Roy Ladurie, *Histoire du climat...*, op. cit., p. 24-26.

ainsi donnée à l'historien, celui qui détient la clef des archives pour construire des données climatiques justes. De l'autre côté, l'histoire peut se défendre de l'accusation de naturaliser le social, de le réifier, puisque la nature est expulsée en dehors de l'histoire, s'étant écartée des pratiques objectivantes qui continuent à être appliquées à la société par l'histoire sérielle et quantitative. L'anthropologie historique a eu plus de succès que cette histoire objectiviste et naturaliste. Les historiens laissent alors les scientifiques reconstituer les tremblements de terre, les géographes se pencher sur les berges des rivières, les archéologues intégrer les facteurs environnementaux dans toute leur complexité et ne se pressent pas pour faire de l'histoire du climat. Le divorce entre l'environnement et les historiens français est donc finalement tardif. Les fils se dénouent dans les années 1970 et se rompent dans les années 1980, au moment où l'histoire environnementale de langue anglaise entame son essor.

La naissance de l'histoire environnementale en France

En tant que rattachement thématique revendiqué, l'histoire environnementale apparaît très tardivement en France, en tout cas pas avant la fin des années quatre-vingt-dix¹. De nombreux thèmes de recherches existent, qui auraient pu lui être reliés, mais ne s'en réclament pas. C'est le cas de l'histoire culturelle des perceptions et des paysages initiée par Alain Corbin, mais aussi du groupe très actif d'histoire des forêts animé par Andrée Corvol². L'histoire de l'eau et des techniques est un autre domaine développé précocement³. Quant à la bibliographie en histoire rurale, marquée, entre

1. G. Massard-Guilbaud, «France»..., *op. cit.*, 2004, p. 513.

2. Alain Corbin, *Le Miasme et la jonquille: l'odorat et l'imaginaire social (xviii^e-xix^e siècles)*, Paris, Aubier Montaigne, 1982. Id., *Le Territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage. 1750-1840*, Paris, Aubier, 1988. Andrée Corvol, *L'Homme aux bois: histoire des relations de l'homme et de la forêt, xvii^e-xx^e siècles*, Paris, Fayard, 1987. Id., *L'Homme et l'arbre sous l'ancien régime*, Paris, Economica, 1984. Id. (éd.), *La Nature en révolution: 1750-1800*, Paris, L'Harmattan, 1993. Id., *Milieux naturels et identités culturelles*, Paris, CNRS, 1993.

3. André Guillerme, *Les Temps de l'eau: la cité, l'eau et les techniques: nord de la France: fin iii^e-début xix^e*, Seyssel, Champ Vallon, 1983. Jean-Pierre Goubert, *La Conquête de l'eau: l'avènement de la santé à l'âge industriel*, Paris, Robert Laffont, 1986. Gabriel Dupuy, *L'Urbanisme des réseaux*, Paris, Armand Colin, 1991.

autres, par les liens entre la géographie et l'histoire, elle est considérable¹. Si une partie de ces travaux ne s'intéresse pas à l'environnement, ce n'est pas le cas de ceux de Marcel Lachiver, Gérard Chouquer, Jean-Marc Moriceau, sans parler de références plus anciennes comme Roger Dion². Et il faudrait ajouter à cette liste, les nombreux travaux en géographie historique et ceux réalisés par les géographes sur les savoirs et les représentations de la nature³.

Une fois encore, la question rétrospective des rattachements disciplinaires a peu de sens. De manière générale, très peu d'études sont consacrées aux impacts des hommes sur la nature, et de moins en moins à la relation inverse. Appliquant la grille de lecture de l'histoire environnementale de langue anglaise, John McNeill conclut que, dans les vingt-neuf années qui suivent le numéro spécial de 1974, la revue les *Annales* ne publie quasiment rien qui pourrait être appelé histoire environnementale, malgré son intérêt traditionnel pour le climat, les récoltes et les épidémies. D'après son propre index thématique, elle présente quatre articles d'histoire environnementale entre 1989 et 1998 et aucun jusqu'en 2003⁴. Remarquons ensuite, et les chapitres suivants devraient le prouver, que la définition restrictive appliquée en France, le relatif désintérêt des chercheurs et la méconnaissance des références publiées en anglais se sont traduits par l'absence de pans entiers

1. Le guide établi par Jean-Marc Moriceau pour la seule époque moderne en donne un aperçu : Jean-Marc Moriceau, *La Terre et les paysans aux XVII^e et XVIII^e siècles. Guide d'histoire agraire*, Rennes, Association d'histoire des sociétés rurales, 1999.

2. Gérard Chouquer, *Histoire d'un paysage de l'époque gauloise à nos jours. Entre Bourgogne et Franche-Comté*, Paris, Errance, 1993. Id., *Les Formes du paysage*, Paris, Errance, 1996-1997. Marcel Lachiver, *Vins, vigne et vigneron en région parisienne du XVII^e au XVIII^e siècle*, Pontoise, Société historique et archéologique de Pontoise, du Val d'Oise et du Vexin, 1982. Jean-Marc Moriceau, *Histoire et géographie de l'élevage français : XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 2005. Id., *Histoire du méchant loup : 3 000 attaques sur l'homme en France XV^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2007. Roger Dion, *Essai sur la formation du paysage rural français*, Tours, Arrault, 1934. Id., « La part de la géographie et celle de l'histoire dans l'explication de l'habitat rural du Bassin parisien », Lille, Publications de la Société de géographie de Lille, 1946.

3. *Où en est la géographie historique ?*, Philippe Boulanger, Jean-René Trochet (éd.), Paris, L'Harmattan, 2005. Marie-Claire Robic (éd.), *Du milieu à l'environnement : pratiques et représentations du rapport homme-nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 1992. Jean-Marc Besse, *Voir la terre : six essais sur le paysage et la géographie*, Arles, Actes Sud, 2000. *Environnement : représentations et concepts de la nature*, Jean-Marc Besse, Isabelle Roussel (éd.), Paris, L'Harmattan, 1997.

4. J. McNeill, « Observations on the nature... », *op. cit.*, 2003, p. 12.

de l'histoire environnementale. Les lacunes les plus saisissantes concernaient, d'une part tout ce qui relevait des dégradations de l'environnement; d'autre part, l'histoire environnementale des colonies françaises et l'histoire globale de l'environnement¹. Et, au regard de l'état international de l'art, il est difficile de ne pas parler d'un retard de la recherche française sur un certain nombre de thèmes, avant le renouveau des années deux mille, même s'il est toujours possible de trouver ici ou là une référence isolée².

Parmi une multitude complexe de facteurs, le plus important est le rejet de l'histoire totale, qui est en revanche une des originalités de l'histoire environnementale de langue anglaise et qui caractérisait les *Annales* jusqu'aux années soixante-dix. Un certain nombre de problèmes posés par l'histoire environnementale ne peuvent être saisis si l'on institue une coupure entre l'histoire de la nature et l'histoire des hommes, entre une approche objectivante visant à reconstituer les variations des facteurs naturels et l'étude anthropologique des perceptions, des représentations et des usages de la nature par les hommes. Les deux termes de cette division sont néanmoins solidaires : l'histoire culturelle de l'environnement, l'étude des représentations de la catastrophe et des paysages peuvent critiquer les études naturalistes, elles sont en fait deux versants d'une même position³. Le glissement du social au mental, puis du social au culturel ont aussi précipité l'environnement en dehors de l'histoire. À bien des égards, le livre de Robert Delort et François Walter est marqué par ces évolutions, ce qui le place tout à fait à part au sein de l'histoire environnementale⁴. Ces explications sont plus déterminantes que le poids écrasant des aînés, qui aurait empêché les historiens français de renouveler les approches géographiques et environnementales de l'histoire⁵.

1. Frédéric Thomas, «Protection des forêts et environnementalisme colonial : Indochine, 1860-1945», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, p. 104-136.

2. Geneviève Massard-Guilbaud, «Quelle histoire pour l'environnement?», *Annales des Mines*, n° 48, octobre 2007.

3. Bruno Latour, «Sociologie des sciences, analyse des risques collectifs et des situations de crise», in *Programme Risques Collectifs et Situations de crise (Département des Sciences de l'Homme et de la Société)*, Actes de la première séance, 15 novembre 1994, édités par Claude Gilbert, Grenoble, 1995, p. 36-37.

4. Robert Delort, François Walter, *Histoire de l'environnement européen*, Paris, PUF, 2001.

5. J. McNeill, «Observations on the nature...», *op. cit.*, 2003, p. 29.

L'introduction de l'histoire environnementale en France à la fin des années quatre-vingt-dix et son essor dans les années deux mille sont maintenant bien connus¹. Deux mouvements se sont conjugués. D'une part, l'importation progressive de l'histoire environnementale de langue anglaise en France est passée par des individus, Geneviève Massard-Guilbaud en particulier, et par la participation croissante aux congrès internationaux. D'autre part, un certain nombre de chercheurs, n'ayant pas été formés en histoire environnementale et ne venant pas de cette tradition, ont manifesté le besoin à un moment d'utiliser les ressources de l'histoire environnementale pour répondre aux questions qu'ils se posaient et à ce qu'ils découvraient dans les archives. C'est le cas des historiens de l'urbain à partir des pollutions, des historiens des catastrophes naturelles en se penchant sur les impacts des aléas, des spécialistes du climat en prenant en compte le lien entre changement environnemental et changement social, des spécialistes du paysage s'intéressant aux ressources, des historiens des techniques à cause des nuisances et des historiens des sciences par les savoirs de l'environnement. Ces glissements se sont peu à peu traduits par de nouveaux chantiers de recherche et le rattachement à la communauté des chercheurs en histoire environnementale. Le paradoxe de l'histoire environnementale française est donc d'être une histoire récente inscrite dans une longue tradition. Ce paradoxe permet justement de relire des travaux plus anciens, à la lumière des questions d'aujourd'hui.

Revenir aux Annales ?

Malgré l'arrivée tardive de l'histoire environnementale, les travaux des historiens français peuvent contribuer aux questions que se posent les historiens de l'environnement aujourd'hui. Dans un article influent, Sverker Sörlin et Paul Warde ont avancé l'idée qu'il était temps de s'attaquer au « problème du problème » : en d'autres termes, l'histoire environnementale ne s'est pas investie dans un effort théorique suffisant alors que nombre des défis qu'elle doit

1. G. Massard-Guilbaud, « De la part du milieu... », *op. cit.*, 2002, p. 64-72. Id., « France... », *op. cit.*, 2004, p. 513-514. Caroline Ford, « Landscape and environment in French historical and geographical thought: new directions, *French Historical Studies*, 24, 2001, 125-134.

relever sont en fait plus proches qu'elle ne le croit des préoccupations des sciences sociales et des humanités¹. Même si leurs propositions insistent avant tout sur la théorie politique et sociale, et sur les régimes de savoir et de scientificité, il est possible de reprendre leur invitation pour l'appliquer à d'autres références que celles avancées. L'unité de l'histoire environnementale est aujourd'hui interrogée sur trois points, qui constituent les enjeux centraux des années à venir : la définition de l'environnement et de la nature, depuis que le débat sur la *wilderness* et l'internationalisation se sont traduits par la multiplication des environnements ; l'investissement croissant des non-historiens, et en particulier des sciences de la nature, qui ouvre la voie à une histoire environnementale sans historiens, voire sans humanités ; l'insularité de l'histoire environnementale au sein d'une discipline historique qu'elle n'a pas contribué à transformer, sinon à la marge, ce qui pourrait ouvrir la tentation du séparatisme. Sur ces trois points, les *Annales*, dans leurs premières versions, peuvent contribuer à ouvrir de nouvelles perspectives.

La première est celle de l'histoire totale. Cette formule est celle de l'histoire environnementale états-unienne, au moins jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, et elle a contribué à son succès, notamment public. Le nombre limité des réflexions théoriques sur ce qu'est l'environnement était compensé par le récit de la manière dont se constituait la rencontre entre les hommes et la nature². Aujourd'hui, cette forme d'histoire totale n'est plus aussi fédératrice, et certainement moins répandue : le poids croissant des non-historiens lors de la phase d'internationalisation a eu tendance à fragmenter l'environnement. Comment définir une histoire environnementale historienne ?

L'*Apologie pour l'histoire* de Marc Bloch commence précisément par cette question, lorsqu'il s'agit de déterminer en quoi consiste l'histoire des historiens³. En effet, nous dit-il, il existe des histoires non historiennes, par exemple des éruptions volcaniques et il n'est plus possible, comme le faisaient les vieux annalistes de l'origine de l'historiographie, de placer pêle-mêle tous les phénomènes sur leurs tablettes. Il prend comme exemple l'ensablement

1. S. Sorlin, P. Warde, «The problem...», *op. cit.*

2. William Cronon, «A place for stories : nature, history, and narrative», *Journal of American History*, 78-4, mars 1992, p. 1347-1376.

3. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 81-83.

d'un golfe profond de la côte flamande, le Zwin, à partir du x^e siècle. Une histoire géologique de ce phénomène a un sens, elle peut conduire à utiliser des sources communes avec l'historien. Bien menée, elle conduit rapidement le géologue à collaborer avec celui-ci car l'homme est un facteur important parmi d'autres, et les sciences de la nature ne peuvent comprendre seules les digues, les assèchements. Voici un premier type d'histoire, à dominante géologique certes, mais facilement pluridisciplinaire. Une autre histoire existe cependant, qui met en scène Bruges, située au fond du golfe, utilisant les eaux du Zwin pour expédier et recevoir ses marchandises, confrontée au comblement, jusqu'au moment où le port s'endort, lui enlevant son rôle européen. Dans cette histoire, la nature n'intervient pas comme une cause extérieure car tout est trop complexe, mêlé, indissociable. La nature est donc intégrée à l'histoire des hommes, le tout formant un assemblage. Et l'on sent bien la réticence de Marc Bloch face à une histoire des facteurs naturels pesant sur les hommes, car l'objet de l'histoire cesserait d'être l'homme, et alors ce ne serait plus de l'histoire historienne. L'histoire du climat soulève précisément cette difficulté.

Il est légitime de couper en deux, nous dit Marc Bloch, de séparer la nature et les hommes. C'est le travail du géologue pour comprendre l'ensablement du Zwin à partir du x^e siècle. Mais il est aussi légitime de faire autrement, de considérer que les hommes et la nature ne sont jamais séparés, toujours mis en commun dans le temps¹. Comment éviter cette séparation ? Par le refus du modèle causal qui réintroduit le grand partage. Les causes sont « un point de chevauchement où l'alliance de deux disciplines [histoire et sciences de la nature] se révèle indispensable à toute tentative d'explication », les conséquences « un point de passage où, lorsqu'il a été rendu compte d'un phénomène et que ses effets seuls, désormais, sont en balance, il est, en quelque sorte, définitivement cédé par une discipline à une autre »². Cette métaphore organique, ce mouvement de la vie qui irrigue constamment les pages des *Annales* ne sont pas un simple acte de foi³. Il est ce qui permet de

1. *Ibid.*, p. 81-83.

2. *Ibid.*, p. 83.

3. Jacques Revel, « Histoire et sciences sociales : les paradigmes des *Annales* » [1979], in Id., *Un parcours critique. Douze exercices d'histoire sociale*, Paris, Galaade éditions, 2006, p. 39.

saisir l'unité de l'homme, dans ses dimensions naturelles, sociales, et mentales.

La *Méditerranée* de Fernand Braudel pose à son tour cette question de l'unité de l'homme. Elle est un être, un « personnage historique » dans sa matérialité, Braudel expliquant que là était son intuition fondamentale « en se saisissant d'un personnage hors série, de profiter de sa masse, de ses exigences, de ses résistances et de ses pièges, de son élan aussi, pour essayer de bâtir l'histoire autrement que nos maîtres l'enseignaient »¹. Dans un passage qui sera supprimé de la seconde édition, Braudel naturalise même l'homme, en l'incorporant dans l'objet nature : « La Méditerranée [...] est une collection de musées de l'Homme, de l'homme d'autrefois, mais qui reste encore et toujours l'homme d'aujourd'hui. On y trouve un milieu humain, un entassement d'hommes sur quoi les invasions les plus bruyantes, les plus spectaculaires s'avèrent incapables de mordre en profondeur »². Dans un autre passage lui aussi réécrit entre les deux éditions, traduisant des hésitations, « La Méditerranée, nous nous en sommes déjà expliqué, et nous y reviendrons, est une rencontre, un alliage [1. Paul Valéry, "Réflexions sur l'acier", *Acier*, 1938, n° 1], une unité humaine »³. Cette métaphore de l'alliage et cette référence à Paul Valéry ouvrent le chapitre « L'unité physique : le climat et l'histoire » et prennent un sens différent dans la seconde édition. Elles sont pourtant riches de sens sur la définition de l'environnement comme un assemblage entre l'homme et la nature.

Le dualisme est ainsi évité mais Lucien Febvre, Marc Bloch, Fernand Braudel ne nous disent pas comment se mettent en commun la nature et la société, ni comment il est possible de passer d'une configuration à une autre. Cette approche expérimentale et novatrice a été émoussée par des lectures rétrospectives donnant une importance exagérée à la filiation avec la géographie vidalienne, qui serait à l'origine de l'intérêt des historiens pour les paysages et l'histoire rurale, cet embryon d'environnement⁴. Les géographes

1. F. Braudel, *La Méditerranée...*, *op. cit.*, 1966, p. 13.

2. Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949, p. 298.

3. *Ibid.*, p. 195. Sur ces passages, cf. S. Kinser, « Annaliste paradigm?... », *op. cit.*, 1981, p. 66-67.

4. C'est la lecture faite par Caroline Ford, « Landscape and Environment in French Historical and Geographical Thought: New Directions », *French Historical Studies*, 24-1, 2001, p. 125-134.

ont contribué à nourrir cette lecture¹. Le travail de Susan Friedman montre au contraire le regard critique d'un Marc Bloch sur des travaux de géographie vidaliens dans lesquels il ne se reconnaît pas². La géohistoire a été utilisée un peu rapidement pour dénoncer les illusions d'un paradigme des Annales simplificateur par son déterminisme et sa globalité³. Ne pourrait-on aussi, comme le suggère Jacques Revel, lire la première partie de la *Méditerranée* de manière isolée, comme un livre à part entière c'est-à-dire non comme une des trois temporalités mais comme la même histoire écrite à partir de conventions narratives différentes⁴? Pour aller jusqu'au bout, il faudrait d'ailleurs la lire dans sa première version, de 1949. À l'édifice rigide des trois temps, se substituerait alors une pluralité des temps sociaux, accordant toute sa place à l'environnement, une manière d'embrasser la géologie, la botanique, l'histoire et la sociologie sans déterminisme réducteur. Celui-ci est venu après⁵.

Après la définition historique de l'histoire environnementale, l'École des Annales, première version, nous aide à penser l'inscription de ce champ dans la formation et la définition des sciences humaines. En effet, le projet original analysé ci-dessus, cette manière de penser l'unité de l'homme provient des rapports entre les sciences de la nature et les sciences de l'esprit, est un écho de la querelle de l'historicisme qui agite l'Allemagne entre 1870 et 1920, lorsque Dilthey, Rickert, Simmel sapent les fondements du scientisme en histoire. Cette première « crise de l'histoire » est essentielle pour comprendre la formation de l'histoire en discipline scientifique en France, et la manière dont les Annales forment une conception originale du fait historique, du rapport aux lois et à l'objectivité⁶. Or, ce débat porte aussi sur la possibilité de faire une histoire de la nature et de l'environnement. Nature

1. Paul Claval, *Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours*, Paris, Nathan, 1998.

2. Susan W. Friedman, *Marc Bloch, Sociology and Geography. Encountering changing disciplines*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

3. François Dosse, *L'Histoire en miettes* [1987], Paris, La Découverte, 2005, p. 128-138.

4. Jacques Revel, « Ressources narratives et connaissance historique », *Enquête*, 1, 1995, p. 43-70.

5. D'ailleurs, la critique de François Dosse contre la géohistoire déterministe de Braudel s'appuie surtout sur des textes tardifs qui durcissent le propos, en particulier Fernand Braudel, *Une leçon d'histoire*, Châteauevallon, Arthaud Flammarion, 1986.

6. Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, p. 70-89.

et société se trouvent séparées par l'opposition entre les partisans d'une mutation scientifique de l'histoire sur le modèle des sciences de la nature et ceux qui définissent l'histoire comme science de l'esprit. Ce grand partage est formulé clairement par Heinrich Rickert lorsqu'il affirme que l'histoire est « la science de l'individuel, de ce qui se produit une fois, par opposition avec les sciences naturelles, qui ont pour objet l'universel, ce qui reparaît toujours avec les mêmes caractères »¹. L'histoire s'oppose aux sciences de l'esprit par la subjectivité à l'œuvre dans son écriture, par la compréhension contre l'explication, l'herméneutique contre le mathématique. Par delà la subtilité des positions individuelles de Windelband, Simmel, Dilthey, Rickert, le résultat est une épistémologie dualiste.

Ces débats ont une forte influence en France par l'intermédiaire d'Henri Berr et de la *Revue de Synthèse historique*, et grâce à la pratique du voyage en Allemagne (Leipzig où se rend Marc Bloch est au cœur de ces discussions). Méfiants face à l'historicisme, les fondateurs des Annales apportent une réponse originale, développée par Marc Bloch dans *l'Apologie pour l'histoire*². Le monisme relatif des Annales rejette à la fois le monisme naturaliste des durkheimiens, appliquant les méthodes des sciences de la nature à la société, et l'attitude de repli des historiens méthodistes, affirmant que l'histoire n'est pas une science mais un procédé de connaissance. Autrement dit, les fondateurs des Annales prétendent à la fois étudier du particulier et être une science, gagner en scientificité et ne pas adopter le modèle des sciences de la nature, conjuguer choses en soi et valeurs, ne pas distinguer nature et société tout en reconnaissant qu'ils existent. Chaque science est un fragment de l'universel mouvement vers la connaissance, en une perspective qui ne doit pas prétendre répondre à tout. L'interdisciplinarité est conçue comme une coopération entre spécialistes de disciplines différentes et non pas comme un effort visant à promouvoir l'unification des sciences de l'homme. Cette épistémologie a permis jusqu'aux années 1970 d'intégrer la nature à l'histoire, avec le succès et les limites que l'on connaît.

Le projet fondateur des Annales et l'ambition d'une histoire environnementale renouvelée ont en commun d'essayer de saisir une totalité et d'échapper ainsi au dualisme. Cette perspective est en décalage avec les réflexions des vingt dernières années, précoc-

1. Heinrich Rickert, « Les quatre modes de l'universel en histoire », *Revue de synthèse historique*, 2, 1901, p. 123.

2. Gérard Noiriel, *Sur la « crise »...*, *op. cit.*, p. 81-89.

cupées par un face à face difficile entre les discours et les pratiques sociales, les relations entre les catégories des acteurs et le monde social informé par le travail de l'historien¹. La chute des grands paradigmes unificateurs des sciences sociales, le sentiment d'une société devenue plus opaque et incertaine ont conduit à renoncer volontairement à une intelligibilité d'ensemble des sociétés et au projet d'une histoire globale². Dans l'élaboration d'une notion de représentation plus complexe, il est difficile de trouver un interstice où pourrait se glisser une nature entrée en crise³. Les relectures critiques des Annales voient avant tout l'espace, réduisant la dimension naturelle et biologique à des questions de découpage du réel et de morphologie sociale⁴. Les éléments naturels disparaissent. Les racines de ce dualisme sont plus lointaines et, comme nous l'avons vu, il faut remonter à l'anthropologie historique des années 1970, qui emprunte les cosmologies naturalistes de l'histoire des mentalités. L'appel herméneutique de «Tentons l'expérience» a accentué encore un peu plus la séparation entre la nature et la société, revendiquant une filiation refusée par les fondateurs des Annales et défendue par Paul Ricœur⁵.

De nouvelles références sont nécessaires pour écrire une «histoire naturelle de l'homme inséparable de l'histoire humaine de la nature»⁶. Alexandre de Humboldt, bien entendu, dont il faudrait réévaluer l'influence sur les historiens français et qui, le premier, s'attache à «comprendre l'unité de l'homme à travers la diversité des moyens qu'il se donne pour objectiver un monde dont il n'est

1. Bernard Lepetit (dir.), *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995 et en particulier Bernard Lepetit, «Histoire des pratiques, pratiques de l'histoire», *ibid.*, p. 9-22.

2. Jacques Revel, «Histoire et sciences sociales: une confrontation instable», in *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Jean Boutier et Dominique Julia (éd.), Paris, Éditions Autrement, 1994, p. 80-81.

3. Roger Chartier, «Le monde comme représentation», *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 44-6, novembre-décembre 1989, p. 1505-1520, repris in Id. *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin, Michel, 1998, p. 67-86.

4. Bernard Lepetit, «Espace et histoire», in Id., *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 129-141. Roger Chartier, «L'histoire entre géographie et sociologie», in Id., *Au bord de..., op. cit.*, 1998, p. 213-233.

5. «Tentons l'expérience», *Annales ESC*, novembre-décembre 1989, 44-6, p. 1317-1323.

6. Philippe Descola, Leçon inaugurale faite le 29 mars 2001 au Collège de France.

pas dissociable»¹. Marcel Mauss aussi nous invite à saisir la totalité, à redonner toute sa place au cadre physique de l'activité humaine. Cette manière d'embrasser l'homme sous tous ses aspects – biologiques, psychologiques, sociologiques – va plus loin que l'usage fécond fait ces dernières années de ses travaux sur les techniques du corps². N'oublions pas que l'anthropologie historique n'a pas seulement séparé la nature et la société, mais aussi la nature biologique et l'homme. À petites touches, se dégage ainsi un moment de la pensée européenne au XIX^e siècle qui, peut-être plus que nous, était attentif à saisir l'assemblage entre les choses environnantes et les hommes. La relecture du jeune Marx étonne par la présence d'une écologie sans environnementalisme, la conscience d'un lien inséparable et historique entre homme et nature, exprimé par le concept de métabolisme (*Stoffwechsel*), l'échange énergétique entre l'homme et la nature³.

Les Annales des débuts nous fournissent une ontologie capable de saisir la totalité de l'homme et de la nature, ce monisme relatif qu'il faudrait confronter à l'universalisme relatif proposé par Philippe Descola⁴. En revanche, ces pères fondateurs nous fournissent peu d'outils pour écrire cette histoire, sauf Marc Bloch dans sa manière de croiser le droit, les documents, le paysage⁵. Par un curieux retournement, l'outil le plus puissant qu'ils nous ont laissé est celui qu'ils dénonçaient le plus vigoureusement, le récit⁶. Dans un bel article, comparant les différentes versions du *Dust Bowl*, William Cronon a exploré les liens intimes qui unissent l'histoire environnementale et le récit⁷. L'ambition d'écrire une histoire scientifique et objectivante de l'environnement a mis fin à l'unité organique donnée par le récit.

1. *Ibid.*

2. Marcel Mauss, «Les techniques du corps», in Id. *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1960, p. 365-386.

3. John Bellamy Foster, *Marx's Ecology. Materialism and culture*, New York, Monthly review Press, 2000. Et la lecture qu'en fait Piero Bevilacqua, *Tra natura e storia. Ambiente, economia, risorse in Italia* [1996], Rome, Donzelli, 2000, p. 11-12.

4. P. Descola, *Leçon inaugurale...*, *op. cit.*

5. M. Bloch, *Les Caractères originaux...*, *op. cit.*

6. François Hartog, «L'art du récit historique», in *Passés recomposés...*, *op. cit.*, p. 184-193.

7. William Cronon, «A Place for Stories...», *op. cit.*, 1992, p. 1347-1376.

Conclusion

Le retournement opéré en quelques années en France est spectaculaire. À une première phase difficile d'institutionnalisation d'un nouveau champ, menée par des précurseurs comme Geneviève Massard-Guilbaud, a succédé une effervescence éditoriale qui, au vu du nombre de jeunes chercheurs engagés aujourd'hui en histoire environnementale, n'est pas près de se tarir¹. Les éditions Champ Vallon ont joué un rôle actif en créant la première collection française en histoire environnementale, dont les titres témoignent aujourd'hui du dialogue international mais aussi interdisciplinaire dans lequel sont engagés les chercheurs français². La nouvelle collection « Anthropocène » du Seuil témoigne de l'intensité des liens entre ces travaux historiques et les enjeux écologiques présents et futurs³. Il faudrait ajouter à cette liste de nombreuses publications au sein des collections de sciences humaines et sociales⁴, mais aussi des chercheurs qui ont développé des parcours très cohérents et individuels sur des objets d'histoire environnementale⁵. Après avoir eu droit à des numéros thématiques dans toutes les grandes revues historiques françaises, l'histoire environnementale commence à accéder aux publications généralistes en histoire, mais de manière

1. Le site du Ruche est le meilleur observatoire de ces recherches en cours : <http://leruche.hypotheses.org>

2. Parmi les derniers titres, Jean-François Mouhot, *Des esclaves énergétiques : réflexions sur le changement climatique*, Seyssel, Champ Vallon, 2011. Charles-François Mathis et Jean-François Mouhot, *Une protection de l'environnement à la française ? XIX^e-XX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2013. Odile Marcel, *Littoral : les aventures du Conservatoire du littoral*, Seyssel, Champ Vallon, 2013. Bernard Kalaora, Chloé Vlassopoulos, *Pour une sociologie de l'environnement : environnement, société et politique*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

3. Les trois premiers titres de la collection sont Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement Anthropocène*, Paris, Le Seuil, 2013. Ancre Cicoella, *Toxique planète*, Paris, Le Seuil, 2013. Clive Hamilton, *Les Apprentis-sorciers du climat*, Paris, Le Seuil, 2013.

4. Céline Pessis, Sezin Topçu, Christophe Bonneuil (éd.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013. Richard Grove, *Les Îles du Paradis. L'invention de l'écologie aux colonies 1660-1854*, op. cit.

5. C'est le cas des travaux d'Éric Baratay sur les animaux : Éric Baratay, *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 2012 et Id., *Bêtes des tranchées, des vécus oubliés*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

encore timide¹. Il s'agit certainement d'un des objectifs des années à venir, à l'aune duquel pourra se mesurer la réussite d'une histoire environnementale française, là où les historiens de l'environnement états-uniens n'ont pas réussi à transformer le cœur de l'histoire.

La relecture de l'œuvre d'Emmanuel Le Roy Ladurie pourrait servir de fil rouge à une telle approche réflexive et montant en généralité, capable d'articuler l'évolution des questionnaires et des méthodes de l'historien, avec les contextes intellectuels, environnementaux et politiques qui les nourrissaient. Ses travaux présentent en effet de multiples visages. On connaît bien sûr l'invention de l'histoire historique du climat par Emmanuel Le Roy Ladurie, mais l'ampleur du projet a varié. Les variations climatiques apparaissaient, au départ, comme un facteur suffisamment notable pour justifier leur inscription dans une histoire sociale des structures, comme un ensemble de données se prêtant à la quantification et à des critères de scientificité robustes, mais aussi comme un chantier si complexe que toute montée en généralité vers une histoire conjointe des hommes et du climat aurait semblé réductrice au regard de la capacité d'action des sociétés humaines. Mais on oublie le caractère novateur de certains textes devenus des classiques. Paru en 1966, les *Paysans de Languedoc* débute sur une partie « Champs de force » dont le titre autorisait la prise en compte des contraintes matérielles pesant sur l'histoire humaine et dont le contenu (climat, plantes et techniques, migrations) ouvrait sur une histoire biologique et humaine faite d'échanges et de circulations. Ces chapitres novateurs ne seront pourtant pas repris dans l'édition de poche de 1969 alors que, comme le soulignait Michel de Certeau, ils faisaient écho à une série de travaux sur la maladie, la sexualité, le corps, recomposant l'histoire dans ses liens avec la matière, au même titre que les voies explorées par Michel Foucault au même moment². Ces pages sur l'histoire du climat ont conduit Fernand Braudel à ajouter une note complémentaire sur le climat dans la deuxième édition de *La Méditerranée* qui, en introduisant

1. L'histoire environnementale a été retenue parmi les nouveaux champs de l'histoire dans le volume collectif paru aux Éditions Autrement: Grégory Quenet, « L'émergence de l'histoire environnementale », in *À quoi pensent les historiens*, Christophe Granger (éd.), Paris, Autrement, p. 241-257. Elle fait aussi son entrée dans la nouvelle histoire des sciences des Éditions du Seuil: Id., « Environnement », in Dominique Pestre (éd.), *Histoire des sciences*, vol.1, Stéphane Van Damme (éd.), 1450-1770, Paris, Seuil, 2014.

2. Michel de Certeau, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, p. 81.

l'existence passée de variations centennales et décennales, vient nuancer le fameux texte introductif sur les trois temps de l'histoire, qui cantonnait l'environnement dans la longue durée¹. La maturité de l'histoire environnementale passe aussi par sa capacité à regarder derrière elle, pour articuler des traditions intellectuelles robustes avec des questions nouvelles et encore hypothétiques.

1. F. Braudel, *La Méditerranée...*, *op. cit.*, 1966, p. 249-262.

DEUXIÈME PARTIE

*CHANTIERS DE L'HISTOIRE
ENVIRONNEMENTALE*

Histoire environnementale de l'urbain

Histoire de l'environnement urbain : contexte et émergence

L'histoire environnementale de l'urbain est un très bon observatoire des décalages créés par les transferts entre les deux rives de l'Atlantique et de la manière dont les choix intellectuels ont été étroitement structurés par leur contexte de production. En effet, dans un domaine pourtant bien identifié et organisé, le cloisonnement entre communautés de recherche est fort. L'histoire environnementale de l'urbain s'est développée en ignorant les publications en histoire urbaine abordant les aspects environnementaux, surtout celles qui n'étaient pas publiées en anglais¹. Les références européennes ont surgi sur le tard, à la fin des années 1990, lorsque le champ était déjà bien établi. La seule exception concerne les recherches françaises en histoire des techniques, très tôt connectées grâce à la collaboration entre Joel Tarr et Gabriel Dupuy, puis

1. Cf. la bibliographie du premier article de synthèse sur l'histoire environnementale de l'urbain, Martin Melosi, «The place of the city in environmental history», *Environmental History Review*, 17-1, printemps 1993, p. 1-23.

les recherches d'André Guillaume¹. La thèse de Jean-Claude Perrot – *Genèse d'une ville moderne. Caen au XVIII^e siècle* – n'est pas citée une seule fois dans la revue *Environmental history* depuis 1976. Le chapitre II «Attraites et servitudes de la ville» aborde pourtant tous les effets de l'environnement naturel sur la ville (réseau hydrographique, sols et sous-sols, nappes souterraines et eaux de surface, marées anciennes, rivières et catastrophes, rareté du bois et profusion de la pierre, omniprésence de l'eau, jardins) tandis que le chapitre XV sur le comportement démographique décrit longuement un environnement urbain insalubre (regard des médecins, pollution de l'eau par les activités, égouts, etc.)². Le même constat vaut pour Bernard Lepetit, lui non plus jamais cité, malgré ses textes sur l'espace et la ville-acteur³.

Le double prisme histoire états-unienne et histoire des techniques explique la domination écrasante des travaux sur la période contemporaine, surtout après 1850, c'est-à-dire au moment où la croissance urbaine et l'industrialisation posent de nouveaux problèmes qui reçoivent des réponses techniques, passant par la création de nouvelles infrastructures. Dans le premier article en histoire environnementale de l'urbain, en 1979, la pollution urbaine est pensée en ces termes, excluant les travaux des modernistes sur les nuisances urbaines⁴. La relecture de certains travaux contemporains montre pourtant que les préoccupations environnementales étaient partagées. Dans son article des *Annales* sur «Le temps de l'eau rare», Daniel Roche affirme ainsi en 1984 que

La prise de conscience écologique des années soixante-dix a mis en valeur le gaspillage des richesses naturelles dans notre civilisation et parmi celles-ci l'eau apparaît de plus en plus comme un bien de consommation rare et précieux dont la pénurie s'annonce proche si l'on n'y prend garde. [...] Ces problèmes nouveaux éclairent

1. Joel Tarr, Gabriel Dupuy (éd.), *Technology and the Rise of the Networked City in Europe and America*, Philadelphia, Temple University Press, 1988. André Guillaume, *The Age of Water : The Urban Environment in the North of France, A.D. 300-1800*, College Station, Texas A&M University Press, 1988.

2. Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne. Caen au XVIII^e siècle*, Paris-La Haye, Mouton – Éditions de l'EHESS, 1975, p. 54-99, 883-917.

3. Bernard Lepetit, *Les Villes dans la France moderne 1740-1840* Paris, Albin Michel, 1988; Id., *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique* Paris, Albin Michel, 1999

4. Martin Melosi, «Urban Pollution: Historical Perspective Needed», *Environmental Review*, 3-3, printemps 1979, p. 37-45

la nécessité, pour l'historien, de se référer à la totalité du cycle naturel des eaux donc à l'ensemble des équilibres géographiques. Dès la fin du Moyen Age les cités introduisent dans le milieu géographique un ensemble de perturbations qui est sans doute sans commune mesure avec les bouleversements contemporains, mais dont l'influence n'est pas à négliger. La vie humaine et les artisanats provoquent une première transformation de l'écosystème : la pollution et les nuisances domestiques et collectives modifient l'équilibre des eaux fluviales, troublent la nappe phréatique et accumulent les risques endémiques.⁵

Outre la thèse d'André Guillerme, les travaux d'Alain Corbin sur les odeurs sont déjà disponibles, permettant de faire le pont entre XVIII^e et XIX^e siècles⁶. Il faut attendre les années deux mille pour voir surgir des contributions de modernistes dans les publications en histoire environnementale, avec peu de références à la bibliographie anglophone en histoire environnementale⁷.

Le resserrement chronologique de l'histoire environnementale urbaine a accentué l'homogénéité des définitions de la ville, sans poser finalement la question de savoir ce qu'elle est et comment il est possible d'écrire l'histoire d'un objet dont la définition varie entre l'Antiquité et l'époque contemporaine. La place de la nature dans la ville à l'époque médiévale et moderne est très différente, avec ses champs, ses animaux. Les marais ont été exclus de l'histoire environnementale de la ville pour se focaliser sur les rivières, l'eau consommée et l'assainissement, alors que, pendant des siècles, ils sont fortement présents⁸. La ville du XIX^e siècle fait souvent oublier le site originel, ses potentialités et ses contraintes, aspects qui ont les

5. Daniel Roche, « Le temps de l'eau rare du Moyen Âge à l'époque moderne », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 39-2, 1984, p. 384.

6. Alain Corbin, *Le Miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

7. Chloé Deligne, *Bruxelles et sa rivière. Genèse d'un territoire urbain (XII^e-XVIII^e siècle)*, Turnhout, Brepols, 2003. Patrick Fournier, « La ville au milieu des marais aux XVII^e et XVIII^e siècles. Discours théoriques et pratiques de l'espace », *Histoire urbaine*, 18-1, 2007, p. 23-40. Isabelle Parmentier, « L'or et l'ordure. Les initiatives du pouvoir central dans la gestion des déchets urbains au XVIII^e siècle en Belgique », *Histoire urbaine*, 18-1, 2007, p. 61-76. Isabelle Parmentier, « Autorités communales et financement de la lutte contre la pollution (Belgique, fin XVIII^e-début XIX^e siècle) », in Christoph Bernhardt, Geneviève Massard-Guilbaud (éd.), *The Modern Demon : Pollution in Urban and Industrial European Societies*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002, p. 259-272.

8. P. Fournier, « La ville au milieu des marais... », *op. cit.*, p. 23.

premiers attiré l'attention des historiens, en particulier de Lucien Febvre. Les pages de Jean-Claude Perrot vont dans ce sens, quand il s'interroge sur les «attraits et servitudes de la ville»: «la cité subit-elle les lois de son milieu naturel? Parvient-elle à s'en affranchir?»¹ La définition de la ville comme un lieu ceint de remparts plutôt que comme une concentration d'habitants suppose l'accumulation des eaux insalubres le long des murs, des liens entre nuisances et police urbaine, la gestion de l'environnement, et en particulier des maladies, par la fermeture des portes. Il est paradoxal de constater que, justifiant son intérêt par la manière dont les villes créent des environnements spécifiques, l'histoire environnementale de l'urbain ait accordé peu d'attention à la succession dans le temps d'environnements urbains différents. La citadelle est une forme particulière d'environnement urbain qui mériterait d'être étudiée sous cet angle particulier, les fonctions militaires de la ville induisent une gestion environnementale des entrants et des sortants.

Une certaine définition de la ville domine en demeurant sous-jacente, celle de la ville comme un système technique. Le lien entre histoire environnementale urbaine, technologie et industrialisation est à l'origine de cette définition car «même si la technologie et les villes ont toujours été indépendantes, il faut attendre l'avènement de l'industrialisation au XIX^e siècle pour voir l'évolution des réseaux technologiques urbains»². La croissance de la ville s'accompagne d'innovations technologiques dans le domaine des transports, de la communication, de l'énergie et des services environnementaux (eau, égouts, déchets) qui donnent naissance à des problèmes environnementaux nouveaux et accélèrent la transformation physique des cités³. Cette approche technologique met en place deux autres éléments qui complètent cette définition: les réseaux techniques (eau, hygiène, énergie, transports, communication, énergie, lumière) et les organes de décision qui gèrent ces transformations (gestion publique ou groupes privés, groupes sociaux et acteurs, programmes réformistes). Or, il existe, y compris pour la période contemporaine, des villes qui n'entrent pas dans cette définition industrialo-technologique. Peu d'études d'histoire environnementale existent sur des centres politiques et culturels, sur des métropoles essentiellement

1. J.-C. Perrot, *Caen...*, p. 54 et 78.

2. J. Tarr, G. Dupuy, *Technology and the Rise...*, *op. cit.*, p. xiii.

3. Martin Melosi, «Cities, Technical Systems and the Environment», *Environmental History Review*, 14-1/2, printemps-été 1990, p. 46.

tertiaires, sur des places de marché, comme si celles-ci ne recomposaient pas de manière originale les liens avec l'environnement. L'histoire environnementale de Paris ne se réduit nullement aux nuisances et aux réseaux techniques, mobilisant des rapports complexes avec le fleuve, tandis que celle d'Hiroshima échappe totalement à cette définition¹. La dimension tragique de l'histoire environnementale, privilégiant les dégradations sur les relations plus harmonieuses, joue une fois de plus. Au moment où il s'agit de penser la ville durable, il est dommage de se priver des leçons de l'histoire sur ce point.

Deuxième conséquence due au contexte d'émergence, l'histoire environnementale urbaine s'est structurée autour d'une controverse sur la place même de la ville en son sein. En quoi l'urbain est-il un objet environnemental? L'environnemental est-il le naturel? Donald Worster définit la nature comme «le monde que nous n'avons pas créé à l'origine», ce qui conduit à exclure l'environnement social et les environnements bâtis et artificiels de l'histoire environnementale. La ville serait le point où s'arrête le champ, car «l'environnement bâti est entièrement une expression de la culture; son étude est déjà bien avancée en histoire de l'architecture et des villes»². La polémique rebondit dans le numéro spécial du *Journal of American History* sur l'histoire environnementale en 1990: Donald Worster substitue «l'environnement technologique» à «l'environnement bâti», mais les arguments restent les mêmes³. Commentant ce texte, William Cronon souligne les limites de l'approche agro-écologique holiste et totalisante, pour suggérer une différenciation plus fine des configurations environnementales et sociales modelées par les relations de pouvoir. À ce titre, il met en avant «même ceux qui semblent le moins naturels: villes, autoroutes, taudis, usines, hôpitaux, entreprises, installations militaires, tous les lieux qui donnent sa forme au monde moderne». Les «villes en particulier méritent plus d'attention qu'elles n'en ont reçu» car les historiens de l'environnement accordent trop d'importance au sauvage et au rural⁴.

1. Isabelle Backouche, *La Trace du fleuve. La Seine et Paris (1750-1850)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000. André Guillerme, «Le testament de la Seine», *Revue de géographie de Lyon*, 65-4, 1990, p. 240-250. Philippe Pelletier, «Hiroshima ville delta», *Revue de géographie de Lyon*, 65-4, 1990, p. 290-299.

2. D. Worster, «Doing environmental history...», *op. cit.*, p. 292-293.

3. D. Worster, «Transformation of the Earth...», *op. cit.*, p. 1089.

4. W. Cronon, «Placing nature...», *op. cit.*, p. 1131.

Plusieurs argumentaires ont été dressés contre cette conception. Martin Melosi remarque que cette définition d'une ville entièrement humaine est contredite par les nombreuses conceptions organiques et biologiques de la cité, tandis que la ville n'est pas moins environnementale que d'autres éléments plus facilement acceptés (les paysages, tous les environnements modifiés par l'homme) et qu'elle constitue un des types de groupements humains faisant la médiation entre les hommes et la nature (avec les villages, les groupes nomades, etc.)¹. Comment affirmer qu'une ville est «entièrement culturelle» alors qu'elle est en interaction avec le monde physique? Au même moment, Samuel Hays affirme qu'il est indispensable de prendre en compte le rôle des villes, de la science et de la politique car ce sont les moyens par lesquels les hommes agissent sur l'environnement². Reprenant la définition de Donald Worster de l'histoire environnementale comme «l'étude du rôle et de la place de la nature dans la vie humaine», Joel A. Tarr et Christine Rosen démontrent que les villes sont concernées à quatre titres: elles ont des effets sur l'environnement naturel; l'environnement naturel a un impact sur les villes; la société propose des réponses à ces conséquences et à ces problèmes; l'environnement construit est un élément du contexte physique qui met en forme la société³.

Les pratiques s'avèrent pourtant moins hostiles à l'histoire environnementale de l'urbain. Les appels en faveur de telles recherches apparaissent très tôt dans les revues du champ et les travaux sur les villes ne semblent avoir eu aucune difficulté à être publiés⁴. Plusieurs textes de référence ont pu affirmer qu'il s'agissait d'un des secteurs les plus dynamiques et les plus intéressants⁵. Quand aux plaintes concernant le manque de travaux sur les villes et leur faible reconnaissance, elles apparaissent dès l'origine et les premiers bilans historiographiques⁶. Les positions de Donald Worster sur la ville ne reflètent pas l'opinion de la majorité et lui-même a

1. M. Melosi, «The place of the city...», *op. cit.*, p. 2-5.

2. Cité par Christine M. Rosen, Joel Tarr, «The importance of an urban perspective in environmental history», *Journal of Urban History*, 20, 1994, p. 300. Samuel P. Hays, «From the history of the city to the history of the urbanized society», *Journal of Urban History*, 19, août 1993, p. 3-25.

3. C. Rosen, J. Tarr, «The importance of an urban...», *op. cit.*, p. 301.

4. M. Melosi, «Urban Pollution...», *op. cit.*

5. J. McNeill, «Observations of the nature...», *op. cit.*, p. 16.

6. M. Melosi, «Urban Pollution...», *op. cit.* R. White, «A historical field...», *op. cit.*, n. 5, et p. 34.

assoupli ses positions¹. L'enjeu de ces discussions est finalement les conceptions mêmes de la nature².

Celles-ci variant selon les pays, la troisième caractéristique de l'histoire environnementale urbaine réside dans la géographie contrastée des recherches, plus forte que pour n'importe quel autre domaine de l'histoire environnementale. Geneviève Massard-Guilbaud et Peter Thorsheim en ont dressé le tableau³. À la différence des États-Unis, marqués par la *wilderness*, l'histoire environnementale européenne est née en partie de la ville, qui a fourni les travaux les plus anciens⁴. L'objet urbain n'a donc pas eu les mêmes difficultés pour établir sa légitimité, en témoigne le dynamisme des publications collectives et des réseaux de chercheurs⁵. En revanche, tous les pays européens n'ont pas emboîté le pas au même rythme : l'histoire environnementale de l'urbain est peu développée dans les pays nordiques, pourtant pionniers et dynamiques en histoire environnementale, mais forte chez certains mauvais élèves, comme la France⁶. Ces écarts révèlent-ils une cartographie de la *wilderness*, de la sensibilité aux espaces sauvages ? En partie certainement, mais si les chercheurs nordiques semblent avoir peu travaillé sur les villes et l'environnement, ils se sont en revanche intéressés très tôt aux rapports entre technologie et environnement⁷. Il n'existe pas de définition européenne commune de la ville, du paysan ni de la forêt.

En adoptant un niveau de résolution plus fin, trois éléments semblent déterminants pour expliquer l'intérêt envers l'histoire

1. D. Worster, «The Two Cultures Revisited...», *op. cit.*, p. 13.

2. Geneviève Massard-Guilbaud, «Pour une histoire environnementale de l'urbain», *Histoire Urbaine*, 18, 2007, p. 5-21.

3. Geneviève Massard-Guilbaud, Peter Thorsheim, «Cities, environments, and european history», *Journal of Urban History*, 33-5, 2007, p. 691-701.

4. «Les réseaux techniques urbains», *Les Annales de la Recherche urbaine* 23-24 (Juillet-décembre 1984).

5. Christoph Bernhardt, Geneviève Massard-Guilbaud (éd.), *The Modern Demon: Pollution in Urban and Industrial European Societies*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002. Christoph Bernhardt (éd.), *Environmental Problems in European Cities in the 19th and 20th Century*, Münster, Waxmann, 2001. Dieter Schott, Bill Luckin, Geneviève Massard-Guilbaud (éd.), *Resources of the City: Contributions to an Environmental History of Modern Europe*, Aldershot, Ashgate, 2005.

6. Geneviève Massard-Guilbaud, Peter Thorsheim, «Cities, environments...», *op. cit.*, 693-695.

7. Mark Cioc, Björn-Ola Linnér, Matt Osborn, «Environmental history writing in northern Europe», *Environmental History*, 5-3, juillet 2000, p. 399-401.

environnementale urbaine. Plus que la prise en compte de l'importance des réseaux techniques, c'est la prise de conscience des dommages causés par les pollutions qui a suscité les travaux européens en histoire environnementale. Marc Cioc a analysé le basculement en Allemagne, dans les années 1990, d'une tradition puissante et ancienne d'histoire des forêts à une histoire environnementale des pollutions industrielles¹. Les historiens se sont alors concentrés sur les effets négatifs du charbon, des mines, des industries chimiques. Un des pionniers de l'histoire environnementale en Allemagne, Franz-Josef Brüggemeier, est venu à ces nouvelles préoccupations par l'étude des pollutions de la Ruhr, signant ainsi un des premiers articles allemands d'histoire environnementale². Le deuxième point, qui est lié au premier sans coïncider entièrement avec lui, est le rôle joué par l'environnementalisme dans la naissance de l'histoire environnementale. Particulièrement fort aux États-Unis, ce lien a été moins prononcé dans d'autres pays. La première génération de l'histoire environnementale états-unienne a ancré sa prise de conscience autour des espaces extérieurs à la ville, récréatifs, sauvages, ouverts, bons pour la santé, qu'il s'agissait de défendre contre la pollution³. Et, de fait, ces historiens ont eu tendance dans un premier temps, à délaissier les villes. Enfin, plutôt que de se restreindre aux définitions respectives de la ville et de la nature, il faut se pencher sur la manière dont sont pensées les relations entre les espaces urbains et non urbains. Or, comme le souligne William Cronon, «les Américains ont eu longtemps tendance à voir la ville et le territoire [non urbain] comme des espaces séparés, plus isolés l'un de l'autre que connectés»⁴. Lewis Mumford lui-même, auteur d'une des premières analyses historiques sur les villes américaines, *The City in History* (1961), partageait cette vision négative de la

1. Id., p. 397-399.

2. Franz-Josef Brüggemeier, «A nature fit for industry: the environmental history of the Ruhr Basin, 1840-1990», *Environmental History Review*, 18-1, printemps 1994, p. 35-54. Voir aussi Franz-Josef Brüggemeier, Thomas Rommelspacher, *Blauer Himmel über der Ruhr: Geschichte der Umwelt im Ruhrgebiet, 1840-1990*, Essen, Klartext, 1992 et Franz-Josef Brüggemeier, *Das unendliche Meer der Lüfte: Luftverschmutzung, Industrialisierung und Risikodebatten im 19. Jahrhundert*, Essen, Klartext, 1996.

3. Martin Melosi, «Equity, eco-racism and environmental history», *Environmental History Review*, 19-3, automne 1995, p. 1-16, cf. p. 1-2.

4. William Cronon, *Nature's metropolis...*, *op. cit.*, p. xiv.

ville¹. Sa lecture morale de la société moderne constatait un déséquilibre entre la nature et la culture humaine. Il reprochait ainsi à la métropole moderne d'être trop éloignée de la cité athénienne, devenant impersonnelle, segmentée². Paradoxalement, cette vision a aussi permis de faire entrer plus de nature dans la ville, soit en promouvant les banlieues comme le lieu mythique de l'idéal pastoral, soit en essayant de réformer la ville par la création de parcs³.

Définition, concepts, méthodes

Joel Tarr a proposé la première définition de l'histoire environnementale de l'urbain. C'est « avant tout l'histoire de la manière dont les structures bâties par l'homme ou anthropogéniques ("environnement bâti") et les technologies ont mis en forme et altéré l'environnement naturel du site urbain, avec des effets en retour sur la ville elle-même et ses habitants »⁴. À ces interactions entre les hommes et l'environnement dans un site urbain, Martin V. Melosi préfère « une définition légèrement plus large dans laquelle les caractéristiques physiques et les ressources des sites urbains (et des régions) influencent et sont mises en forme par les forces naturelles, la croissance, le changement spatial et le développement, l'action humaine »⁵. Ces approches dessinent deux perspectives possibles. La voie étroite consiste à considérer l'environnement comme une des composantes, importantes, de la ville. L'acception large vise une saisie globale de la ville, une sorte d'histoire naturelle de l'urbain, où environnemental rime avec total. Le site, la croissance, l'organisation spatiale et sociale, l'action humaine font alors partie de ce projet. Le premier mériterait le terme d'histoire

1. Lewis Mumford, *The City in history, its origins, its transformations, and its prospects*, New York, Harcourt, Brace and World, 1961.

2. Donald L. Miller, « Lewis Mumford : urban historian, urban visionary », *Journal of Urban History* 18-3, mai 1992, p. 280-307. Gideon Sjoberg, « Theory and research in urban sociology », in Philip M. Hauser, Leo F. Schnore (éd.), *The Study of Urbanization*, New York, 1965, p. 164-175, voir p. 169.

3. Cynthia Ghorra-Gobin, « La ville américaine, de l'idéal pastoral à l'artificialisation de l'espace naturel », *Les Annales de la recherche urbaine*, 74, décembre 1995, p. 69-74.

4. Lettre de Joel A. Tarr à Martin V. Melosi, 6 septembre 1992, citée par M. Melosi, « The place of the city... », *op. cit.*, 1993, p. 2.

5. *Ibid.*, p. 2.

environnementale de l'urbain, le second étant plus proche d'une histoire environnementale urbaine.

Peu après, Christine Rosen et Joel Tarr ont avancé une définition plus globale, «le rôle et la place de la nature dans l'histoire de la vie urbaine»¹. Celle-ci se déclinait en quatre domaines d'études : l'impact des villes sur l'environnement naturel, l'impact de l'environnement naturel sur les villes, les réponses aux changements de l'environnement urbain et aux problèmes environnementaux, la perspective environnementale et l'environnement bâti dans l'histoire environnementale. À partir d'un état des lieux bibliographique, Joel A. Tarr a proposé en 2001 une définition plus complète, témoignant de l'extension continue de l'histoire environnementale urbaine². Les trois premiers thèmes de recherche sont identiques (l'impact de l'environnement bâti et des activités humaines sur l'environnement naturel des villes ; les réponses sociales à ces impacts et les efforts pour résoudre les problèmes environnementaux ; l'exploration des effets de l'environnement naturel sur la vie urbaine). Deux nouveaux domaines font leur apparition : l'analyse des relations entre les villes et des *hinterlands* de plus en plus étendus ; le rôle du genre, de la classe et de la race au sein des enjeux environnementaux.

Martin Melosi a pointé très tôt la faiblesse théorique de l'histoire environnementale urbaine, qui ne propose pas de définition renouvelée de la ville à partir de l'intégration de l'environnement. Cette appétence empirique plutôt que théorique s'est traduite par une attention plus forte au fonctionnement des villes plutôt qu'à leur croissance et à leur rôle dans la production de l'environnement physique³. La ville peut-elle être pensée comme un environnement naturel ? Quelle est sa nature ? L'écologie urbaine et la géographie ont eu une influence limitée, malgré les efforts de Martin Melosi pour les intégrer. Les travaux de l'École de Chicago, de la théorie des places centrales de Christaller ou de la géographie marxiste de David Harvey permettent pourtant de penser la ville

1. Christine M. Rosen and Joel Tarr, «The importance of an urban perspective in environmental history», *Journal of Urban History*, 20-3, mai 1994, p. 299-310, cf. p. 301.

2. Joel A. Tarr, «Urban history and environmental history in the United States: complementary and overlapping fields», in Christophe Bernhardt (éd.), *Environmental problems in European cities in the 19th and 20th Century/Umwelt-probleme in europäischen Städten des 19. Und 20. Jahr-underts*, Waxmann, Münster-New York, 2001, p. 25-39, cf. p. 38.

3. M. Melosi, «The place of the city...», *op. cit.*, 1993, p. 2.

comme un système, incluant la gestion des ressources, le processus d'urbanisation, sa nature organique et la structuration de l'espace¹. L'intérêt de ces propositions est d'étendre l'étude de l'urbanisation par-delà les murs de la ville, pour saisir dans un même système toutes les influences internes et externes, et s'éloigner ainsi des perspectives strictement internalistes.

En définitive, quelle est la différence entre l'histoire urbaine et l'histoire environnementale urbaine? S'agit-il d'une différence de degré dans la prise en compte des aspects environnementaux ou de méthode? Après tout, une histoire générale des villes européennes peut prendre en compte l'eau, les pollutions, les nuisances, les épidémies, même si ces aspects ne constituent pas le cœur de la démonstration². Pour certains, comme Joel A. Tarr, la différence entre les deux champs n'est pas si nette, sinon en termes de communautés et de contexte intellectuel (l'histoire urbaine s'étant développée aux États-Unis dans les années 1960 et 1970, tandis que l'histoire environnementale est plutôt un produit des années 1970 et 1980). Il insiste sur les terrains communs, les relations entre villes et environnement dessinant des sous-champs importants de l'histoire urbaine et de l'histoire environnementale³. De fait, selon Jonathan Keyes, la différence au départ n'est pas si nette car les premiers travaux ont importé l'histoire urbaine dans l'histoire environnementale et sont partis plutôt des problèmes des villes que de l'environnement. En revanche, avec le temps, avance-t-il, la différence s'accroît: l'angle d'attaque est différent, malgré des points d'intersection. Au lieu d'une histoire urbaine abordant des sujets environnementaux, les historiens de l'environnement utilisent la ville pour définir le rôle et la place de la nature dans la vie humaine, selon la définition de Christine Rosen et Joel Tarr. Les interactions entre les mondes humains et non humains, les échanges et les impacts démontrent ainsi que la nature joue un rôle aussi important pour les villes que pour les campagnes, mais sur un mode différent⁴.

Trois termes ont joué un rôle particulièrement important en renouvelant méthodes et concepts. Le premier est celui de

1. Id., p. 5-14.

2. Voir l'index de Jean-Luc Pinol (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine*, Paris, Seuil, 2003.

3. J. Tarr, «Urban history and environmental history...», 2001, *op. cit.*, p. 39.

4. Jonathan Keyes, «A place of its own: urban environmental history», *Journal of Urban History*, 26-3, mars 2000, p. 380-390.

«réseaux techniques», déjà évoqué. Il désigne la manière dont un réseau complexe d'infrastructures s'est développé dans les villes à partir du milieu du XIX^e siècle pour fournir des ressources et des services. Cette seconde «ville invisible» est constituée par les réseaux à l'œuvre pour l'eau, les égouts, le gaz, l'électricité, le télégraphe, le téléphone, les transports¹. Le deuxième est celui de *path dependence* ou sentiers de dépendance qui montre comment, lorsqu'une institution est mise en place, il est difficile voire impossible de la démanteler². Les choix antérieurs de systèmes technologiques limitent les possibles, et la réorientation des politiques municipales et de développement urbain a généralement un coût très élevé³. Ces décisions, loin d'être seulement techniques, sont des réponses à la construction historiquement datée d'un problème. Elles mobilisent des processus technologiques, mais aussi des concepts scientifiques, une expertise technique, des valeurs culturelles, des moyens financiers⁴. Enfin, la notion de «métabolisme urbain», tirée de l'écologie humaine, s'applique de manière spécifique à l'environnement⁵. En théorie, il s'agit d'un bilan de matières brutes grâce à l'identification des principaux flux entrants (combustibles, aliments, biens, matières premières) et sortants (émissions diverses, déchets, produits finis ou semi-finis), intégrant le recyclage et l'addition au stock⁶. En fait, et devant la difficulté de disposer de données quantitatives pour des sociétés anciennes,

1. Martin Melosi, «Cities, technical systems and the environment», *Environmental History Review*, 14-1/2, 1989, printemps-été 1990, p. 45-64. Jeffrey K. Stine, Joel Tarr, «At the Intersection of Histories: Technology and the Environment», *Technology and Culture*, 39-4, 1998, p. 601-640.

2. Dieter Schott, «Urban environmental history: what lessons are there to be learnt?», *Boreal environment research*, 9, décembre 2004, p. 519-528, cf. p. 521-522.

3. Thomas P. Hugues, *Networks of power: electrification in Western society, 1880-1930*, Baltimore, Md.-London, John Hopkins University, 1983. Dieter Schott, *Die Vernetzung der Stadt. Kommunale Energiepolitik, öffentlicher Nahverkehr und die «Produktion» der modernen Stadt. Darmstadt-Mannheim-Mainz 1880-1918*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999.

4. Martin V. Melosi, *Effluent America. Cities, Industry, Energy and the Environment*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2001, p. 143-157.

5. Sabine Barles, «Le métabolisme urbain et la question écologique», *Annales de la recherche urbaine*, 92, 2002, p. 143-150.

6. R. U. Ayres, L.W. Ayres (éd.), *A Handbook of Industrial Ecology*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002. Sabine Barles, «Le métabolisme urbain aujourd'hui. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme», *Annales de la recherche urbaine*, 103, 2007, p. 64-72.

les historiens de l'environnement ont aussi appliqué ce concept de matière qualitative, comme une prise en compte de tous les flux entrants et sortants dans une ville¹. Un versant plus social a été défini par Marina Fischer-Kowalski, prenant le « métabolisme social » comme la « somme de tous les entrants et sortants entre la biosphère – géosphère et la société »². Sa manière de parler de « colonisation de la nature » pour désigner la somme des changements apportés au système naturel afin de rendre la nature plus utile pour la société a connu une certaine fortune³.

Impact des villes sur l'environnement naturel

Ce premier domaine de recherche établit une distinction nette entre une histoire urbaine intégrant l'environnement et l'histoire environnementale de l'urbain. Si la thèse de Jean-Claude Perrot sur Caen au XVIII^e siècle contient de riches pages sur l'environnement, il se préoccupe avant tout des conséquences de l'environnement naturel sur les villes, en termes de contraintes et de possibilités offertes par le site, comme l'indique le titre du chapitre « Attraits et servitudes de la ville »⁴. Les analyses sur l'apport en eau (réseau hydrographique, sols et sous-sols, nappes souterraines, marées anciennes, rivières et catastrophes) tendent à montrer combien Caen en fait une source de richesse (le port et le commerce, les pâturages plantureux) mais en subit aussi la contrainte (l'humidité omniprésente). Ce balancement témoigne du souci d'éviter tout déterminisme naturel, un même élément physique pouvant se montrer tour à tour positif ou négatif. L'effet conjugué du cli-

1. Joel Tarr, «The metabolism of the industrial city: the case of Pittsburgh», *Journal of Urban History*, 28-5, p. 511-545.

2. Marina Fischer-Kowalski et al., *Gesellschaftlicher Stoffwechsel und Kolonisierung von Natur. Ein Versuch in Sozialer Ökologie*, Amsterdam, G +B Verl. Fakultas, 1997. S. Bringezu, M. Fischer-Kowalski, R. Kleinj, V. Palm (éd.), *Regional and National Material Flow Accounting: From Paradigm to Practice*, Wuppertal, Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy, 1997. S. Bringezu, M. Fischer-Kowalski, R. Kleinj, V. Palm (éd.), *Analysis for Action: Support for Policy towards Sustainability by Material Flow Accounting*, Wuppertal, Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy, 1998.

3. Verana Winiwarer, «Where did all the waters go? The introduction of sewage systems in urban settlements», in Christoph Bernardt (éd.), *Environmental...*, *op. cit.*, 2001, p. 105-119.

4. Jean-Claude Perrot, *Genèse...*, *op. cit.*, 1975, p. 54-99, 883-917.

mat et des sols argileux rend l'eau omniprésente, celle-ci envahit les caves et les rues. Les inondations touchent régulièrement la ville lorsque les marées refoulantes empêchent l'eau de s'écouler, phénomène accentué par l'alluvionnement. Les nappes souterraines sont relativement abondantes mais d'un accès coûteux en certains endroits. Les conséquences des aménagements humains sont prises en compte, par exemple avec l'évolution de la marée au port de Caen avant et après les travaux réalisés sur l'Orne à la fin de l'Ancien régime. Mais il s'agit avant tout d'estimer l'évolution de ces contraintes sur la ville plutôt que de reconstituer le plus précisément possible l'évolution des berges, des chenaux et de l'écoulement. Les éléments naturels sont liés entre eux car, par exemple, l'eau envahissante rend difficile la stabilité de bâtiments lourds en pierre, rendus incontournables à cause de la faible abondance de bois dans l'arrière pays. Les dynamiques historiques sont elles aussi prises en compte, à travers l'hypothèse d'une augmentation de la fréquence et l'intensité des inondations au XVIII^e siècle, à cause du déclin de la lutte contre l'alluvionnement et de l'évolution de la côte.

Les propositions de Christine Rosen et Joel A. Tarr sont sensiblement différentes de celles de Jean-Claude Perrot¹. Les conséquences des aménagements urbains sur l'environnement deviennent premières, et ne sont plus réduites au rang de facteurs pesant en retour sur les hommes. La ville n'est plus une unité coupée de ce qui l'environne et il faut suivre chacun des éléments naturels mis en jeu par les actions urbaines : l'extraction des pierres et leur transport l'emportent sur l'utilisation des pierres extraites dont les caractéristiques donnent sa forme à la ville. Comment est modifié le cycle hydraulique ? Où vont les eaux polluées qui sont rejetées par la ville ? Entraînent-elles une modification des écosystèmes ? L'essor urbain se traduit-il par une modification des paysages, en particulier pour subvenir aux besoins alimentaires ? Jean-Claude Perrot aborde les pollutions (blanchissage, boucheries, tanneries, égouts, lieux d'aisance) par leur impact sur les hommes, notamment les nuisances olfactives, sans examiner ces flux une fois sortis de la ville². Or, les problèmes environnementaux ne sont pas seulement des problèmes qui se posent aux villes mais des problèmes créés par les villes. L'Orne et l'Odon ne s'arrêtent pas

1. C. Rosen, J. Tarr, «The importance...», *op. cit.*, 1994, p. 304-305.

2. J.-C. Perrot, *Genèse...*, *op. cit.*, 1975, p. 909.

aux remparts. Comment l'environnement bâti (rues pavées, parcs, fabriques et usines...) altère-t-il l'écosystème urbain biologique et construit-il un nouvel environnement qui remplace l'environnement naturel? Les populations animales, la flore et la faune sont totalement absentes du livre de Jean-Claude Perrot. La question du microclimat est abordée très rapidement, mentionnant l'élargissement des rues et la démolition des murailles, essentiellement à partir des topographies médicales¹. Les discussions des médecins sur la fréquence des intempéries, la chaleur de l'atmosphère sont renvoyées entièrement aux questions hippocratiques sur la circulation atmosphérique et les miasmes, sans considération pour la réalité éventuelle du climat urbain.

Le souci de l'histoire environnementale urbaine quant à l'impact des villes sur l'environnement s'est traduit par une surreprésentation de la période contemporaine dans les études, à partir du moment où les effets conjugués de la croissance urbaine et de l'industrialisation, autour des années 1850, augmentent considérablement l'intensité des effets. La pollution urbaine à l'époque industrielle, ce «démon moderne» pour reprendre une formule réussie, dispose donc d'une ample bibliographie². Les États-Unis sont très bien documentés, en particulier pour la période 1870-1930 qui a constitué une véritable crise environnementale urbaine selon Martin Melosi³. De nombreux travaux ont aussi été consacrés à l'Angleterre, dont les villes sont les plus précocement et massivement touchées par l'industrialisation⁴. La France n'est pas en

1. *Ibid.*, 906-907.

2. Christoph Bernhardt, Geneviève Massard-Guilbaud (éd.), *The Modern Demon: Pollution in Urban and Industrial European Societies*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002.

3. M. Melosi, «The place of the city...», *op. cit.*, 1993, p. 17. Joel Tarr, *The Search for the Ultimate Sink: Urban Pollution in Historical Perspective*, Akron Ohio, University of Akron Press, 1996.

4. Bill Luckin, «The heart and home of horror»: the Great London fogs of the late nineteenth century», *Social History*, 28-1, janvier 2003, p. 31-48. Bill Luckin, «Pollution in the City», in Martin Daunton (éd.), *The Cambridge Urban History of Britain: Volume 3; 1840-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 207-28. Bill Luckin, «Town, country, and metropolis: the formation of an air pollution problem in London, 1800-1870», in Dieter Schott (éd.), *Energy and the City in Europe: From Preindustrial Wood-Shortage to the Oil Crisis of the 1970s*, Stuttgart, Steiner, 1997, p. 77-91. Bill Luckin, *Pollution and Control: A Social History of the Thames in Nineteenth Century*, Bristol, Adam Hilger, 1986. Peter Thorsheim, *Inventing Pollution: Coal, Smoke, and Culture in Britain since 1800*, Athens, Ohio

reste et s'avère une des zones les plus dynamiques dans ce champ de l'histoire environnementale¹. Après la pollution de l'air, l'eau et les déchets ont été les objets les plus analysés, à partir des travaux pionniers de Martin Melosi sur la formation de l'ingénierie sanitaire aux États-Unis².

Le cas de Manchester, amplement étudié, donne une idée du changement d'échelle apporté par l'industrialisation³. En effet, les transformations de la ville rendent le système de contrôle de l'Ancien régime inopérant. La population passe de 70 000 habitants à 243 000 entre 1801 et 1841. Une pétition de 1843 estime que cinquante cheminées industrielles déversent leur nuisance dans la ville, ce qui a des effets dramatiques. La description la plus fameuse est due à Tocqueville en 1835, rapportant qu'«un brouillard dense recouvre toute la ville. Le soleil apparaît à travers comme un disque sans rayons». Les nouvelles élites mettent en place un système de contrôle avec des inspecteurs mais, dans un premier temps, la collusion entre les autorités et les milieux d'affaires le rend inopérant. Pourtant, au cours du siècle, Manchester définit une politique locale, avec un corps d'inspection sanitaire puissant, qui lui permet de mettre en place des régulations locales et nationales avant

University Press, 2006. Stephen Mosley, *The Chimney of the World: A History of Smoke Pollution in Victorian and Edwardian Manchester*, Cambridge, White Horse Press, 2001.

1. André Guillerme, Anne-Cécile Lefort, Gérard Jigaudon, *Dangereux, insalubres et incommodes: Paysages industriels en banlieue parisienne, XIX^e-XX^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2004. André Guillerme, *La Naissance de l'industrie à Paris. Entre sueurs et vapeurs, 1780-1830*, Seyssel, Champ Vallon, 2007. Sabine Barles, *L'Invention des déchets urbains. France, 1790-1970*, Seyssel, Champ Vallon, 2005. Geneviève Massard-Guilbaud, «Une histoire sociale de la pollution industrielle dans les villes françaises (1789-1914)», Mémoire en vue de l'habilitation à diriger les recherches en histoire, Université de Lyon-II, 2003. Estelle Baret-Bourgoin, *La Ville industrielle et ses poisons. Les mutations des sensibilités aux nuisances et aux pollutions industrielles à Grenoble, 1810-1914*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2005.

2. Martin Melosi, *Garbage in the Cities: Refuse Reform and the Environment, 1880-1980*, College Station, Texas A&M University Press, 1981. Joel Tarr et al., «Water and wastes: a retrospective assessment of wastewater technology in the United States, 1800-1932», *Technology and Culture*, 25, avril 1984, p. 226-263.

3. Catherine Bowler, Peter Brimblecombe, «Control of air pollution in Manchester prior to the Public Health Act, 1875», *Environment and History*, 6, 2000, p. 71-98. Ian Douglas, Rob Hodgson, Nigel Lawson, «Industry, environment, and health through 200 Years in Manchester», *Ecological Economics*, 41, 2002, p. 235-55. Harold L. Platt, *Shock Cities: The Environmental Transformation and Reform of Manchester and Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

même le Public Health Act de 1875. Ce cas d'étude démontre que, loin d'être un élément marginal, les enjeux environnementaux peuvent agir comme un moteur de transformation des villes.

Curieusement, peu d'études existent sur les effets de l'automobile en ville, sans doute parce que leur responsabilité environnementale semble évidente¹. Les rapports entre automobile et campagnes semblent avoir plus attiré l'attention². Le cas de New York montre cependant que, avant les effets directs de l'automobile, le développement de l'industrie pétrolière a eu des conséquences désastreuses sur certaines villes³. Avec la seconde révolution industrielle, la pollution urbaine change de nature car l'organisation de la production demande une centralisation dans de plus grandes usines qui, ne pouvant s'implanter dans un tissu urbain dense, s'installent à la périphérie des villes américaines. Ces nouvelles localisations servent aussi à contourner la législation urbaine et à permettre à des firmes puissantes de négocier plus facilement avec les autorités locales. Parmi d'autres implantations, des raffineries s'installent à Newtown Creek, à quelques miles de l'East River, le long de la frontière entre Brooklyn et le Queens, dès les années 1860. Il faut cependant attendre la décision de John D. Rockefeller de concentrer les opérations de la Standard Oil Company à Newtown Creek pour voir cet emplacement devenir le centre de raffinage du pétrole à New York. Ces activités s'avèrent, à chaque étape du processus de manipulation du pétrole, extrêmement polluantes, avec des rejets estimés à plus d'un million de litres chaque semaine dans les années 1880. Dès ces années-là, la population se mobilise contre les nuisances olfactives, les miasmes facteurs d'épidémie. La population d'huîtres des parcs de l'estuaire décline très rapidement, ainsi que les poissons. Grâce à la force de lobbying des compagnies pétrolières et à l'impuissance de la ville de New York face à des sujets relevant des autorités locales de sa banlieue, cette pollution a duré jusqu'en 1990 et jusqu'à la survenue de graves accidents pétroliers.

1. Tom McCarthy, «The coming wonder? Foresight and early concerns about the automobile», *Environmental History*, 6-1, janvier 2001, p. 46-74.

2. David Louter, *Windshield Wilderness: Cars, Roads, and Nature in Washington's national Parks*, Seattle and London, University of Washington Press, 2006. William Rollins, «Reflections on a spare tire: SUVs and postmodern environmental consciousness», *Environmental History*, 11-4, octobre 2006, p. 684-723.

3. Andrew Hurley, «Creating ecological wastelands: oil pollution in New York city, 1870-1900», *Journal of Urban History*, 20-3, 1994, p. 340-364.

L'impact environnemental des villes a été moins considéré pour les périodes plus anciennes. Et pourtant, comme l'a montré Jean-Pierre Bardet pour Rouen aux XVII^e et XVIII^e siècles, les sources sont abondantes (registres de délibérations municipales, mémoires, correspondances, fonds de l'intendance, etc.). Il passe en revue en quelques pages des points qui, nous dit-il, pourraient donner lieu à des chapitres entiers. Les rues de Rouen sont encombrées par les ordures, malgré un système d'adjudication qui, au XVIII^e siècle, ne permet de ramasser guère plus qu'une quinzaine de tonnes par jour, moins de 300 g par habitant. Les manufactures (tanneries puis fabriques de produits chimiques à partir des années 1780) et les fosses d'aisances causent une forte pollution olfactive, accentuée par l'activité des bouchers et des charcutiers. Les autorités répugnent à se mobiliser contre les vidangeurs et contribuent déjà à mettre en place une ségrégation environnementale entre quartiers bourgeois et zone ouvrière, lors du déplacement des tanneries¹.

La spécificité des impacts environnementaux dans les villes avant l'industrialisation n'est nullement à négliger. Certains sujets ont été encore peu appréhendés, par exemple les boues². En 1780, avec ses 700 000 habitants, Paris, la seconde ville d'Europe, se vide chaque jour d'environ 750 mètres cubes de boue, soit annuellement 270 000 mètres cubes. Cette boue noire et nauséabonde, qui tache les habits, contient du fer (provenant des fers de chevaux et des jantes de voitures), du salpêtre, du soufre. Elle a une triple origine. L'essentiel vient de la terre excavée des chantiers de construction, en plein essor dans les années 1770-1780, et des gravois perdus lors de l'évacuation hors de Paris. À cette terre se mêlent les restes des ordures domestiques, après l'incinération de certains déchets dans la cheminée et le prélèvement des chiffonniers. Ce rebut ultime, d'origine organique et minérale (cendres de cheminées et du cuvier des blanchisseuses, paille à frotter, sable à récupérer, débris de poterie, etc.), est chargé dans les tombereaux avant d'y mettre les boues du pavé. Enfin, l'apport des excréments n'est pas négligeable, tant les pratiques de contournement des

1. Jean-Pierre Bardet, *Rouen aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les mutations d'un espace social*, Paris, SEDES, 1983, vol. 2, p. 107-113.

2. Pierre-Denis Boudriot, « Essai sur l'ordure en milieu urbain à l'époque pré-industrielle. Boues, immondices et gadoue à Paris au XVIII^e siècle », *Histoire, Économie et Société*, 5-4, 1986, p. 515-528.

fosses d'aisances et des règlements sont nombreuses. Les vidangeurs des fosses d'aisances ne sont pas les derniers à y contribuer, notamment par l'usage de tonneaux percés, appelés «lanternes», qui laissent le contenu rejoindre le ruisseau de la rue. Chargés d'évacuer ces boues, environ 500 tombereaux alimentent chaque jour les voiries à boue de Paris. L'usage des bateaux a été interdit à plusieurs reprises dans les quartiers de l'Île de la Cité et de Notre-Dame, à cause de la puanteur et de la pollution de la Seine, infectant même l'eau des abreuvoirs. À l'origine rejetées dans les faubourgs, les voiries à boue sont incluses dans le tissu urbain au XVIII^e siècle (à Vaugirard, à côté des Invalides et de l'École militaire) et contribuent à la peste, avec la fumée des cuiseurs de tripes, les exhalaisons des fondeurs de suif, la putridité des eaux croupies de blanchisseuses. Parfois, ces bassins déversent leur trop-plein aux alentours, quand ils sont bouchés par des débris contraires aux règlements et que les eaux de pluie les font déborder.

L'impact de l'environnement naturel sur les villes

Ce thème est une vieille question, à laquelle Lucien Febvre consacre un chapitre entier de *La Terre et l'évolution humaine*¹. À cet égard, Joel Tarr ne convainc pas en estimant que l'histoire environnementale commence seulement à reconnaître l'impact des organismes non humains et des forces naturelles dans l'histoire des villes². Il faut plutôt s'interroger sur la manière dont l'histoire environnementale a éventuellement renouvelé les approches. Dans ses cours de géographie urbaine au Collège de France en 1911-1914, Camille Jullian aborde longuement la question de la «formation topographique des villes françaises» (le site urbain), des «organes topographiques» (les fonctions génératrices des différents éléments de la ville) et des monuments³. Il démontre l'importance du site naturel pour ce qu'il nomme «l'épisode d'une route», c'est-à-dire le passage, le pont, le relais, l'auberge, et même d'une cer-

1. L. Febvre, *La Terre...*, *op. cit.*, Quatrième partie : «Groupements politiques et groupements humains». Ch. III. «Les villes».

2. J. Tarr, «The importance of an urban perspective...», 1994, p. 305.

3. Camille Jullian, «À propos de géographie urbaine», *Revue des études anciennes*, 21, 1919, p. 112-114. Voir aussi Id., «Rôle des monuments dans la formation topographique des villes», *Revue des cours et conférences*, 22-8, 1914, p. 729.

taine manière le port. Il établit cependant une distinction entre éléments de formation et d'agrandissement, qui sert à organiser toute la réflexion de Lucien Febvre sur la place des éléments naturels dans l'histoire des villes. En effet, dit-il, les caractéristiques physiques de l'établissement primitif sont essentielles (rivières, ports, deltas, topographie, climat, ressources...), même si elles ne sont jamais déterminantes. Mais cet aspect originel est moins important historiquement que la période de croissance des villes, où les fonctions urbaines l'emportent sur le site pour donner sa forme à la ville. L'impact de l'environnement sur les villes n'est donc nullement négligé, et plutôt mis en avant, mais à travers une question qui structure toutes les analyses, celle du déterminisme. Celle-ci est encore formulée dans les mêmes termes par Jean-Claude Perrot à propos de Caen : « La ville subit-elle les lois de son milieu naturel ? Parvient-elle à s'en affranchir ? La réponse est balancée »¹. Cette question disparaît totalement avec l'histoire environnementale, ce qui s'explique certainement par ses origines états-uniennes, un contexte dans lequel les liens entre l'histoire et la géographie sont faibles, permettant de se passer du débat entre disciplines qui a pesé si fortement sur les historiens français. À propos des villes, comme des autres formes de groupements humains, Lucien Febvre confronte les propositions méthodologiques de la géographie (l'influence du milieu sur les hommes, qui varie selon les villes) avec celles de la sociologie durkheimienne (les facteurs naturels contribuent-ils à définir la morphologie sociale et, dans ce cas, à définir des types de ville ?). Sa réponse est bien connue : elle consiste d'une part à refuser tout déterminisme naturel sur les villes (un même facteur naturel existe dans des villes très différentes, le contexte et l'histoire importent plus), d'autre part à réfuter toute morphologie urbaine basée sur le milieu. La proposition de l'histoire environnementale est plus faible méthodologiquement, mais d'une grande efficacité libératrice. Elle peut se résumer en ces termes : en introduisant dans l'histoire des villes tous les éléments de l'environnement naturel qui ont un impact sur elles, l'historien est amené à écrire une autre histoire urbaine.

Précisons d'emblée, cependant, que la distinction entre l'impact des villes sur l'environnement naturel et les conséquences de l'environnement naturel sur les villes est réductrice. Elle sert

1. J.-C. Perrot, *Genèse...*, *op. cit.*, p. 78.

ici à la clarté de l'exposé et ne sépare pas des types de travaux en histoire environnementale, chacun abordant les deux dimensions, en insistant plus ou moins sur l'un ou l'autre versant. Les travaux de Sabine Barles sur Paris aux XIX^e et XX^e siècles illustrent la force de ces interrelations¹. Les flux d'eaux et de matières (eaux usées, excréments, etc.) produits par la ville ont des conséquences durables sur l'environnement, en termes de pollution. Au XIX^e siècle, ces nombreuses substances provenant de l'alimentation et de la défécation n'étaient cependant pas considérées comme des «déchets» mais comme des ressources, et elles étaient recyclées et réutilisées dans une large gamme de processus de production. Ce cycle du métabolisme urbain montre que les échanges entre les villes et l'environnement sont réciproques et en boucle, à tel point qu'il est impossible de distinguer des éléments physiques qui ne soient pas le résultat de cette interaction. Scientifiques et économistes sont d'ailleurs conscients de la valeur matérielle de ces produits et sont attachés à reconstituer les cycles matériels. Un dernier élément entre en ligne de compte, les savoirs qui font l'intermédiaire entre les hommes et l'environnement et qualifient les éléments environnementaux. Au XX^e siècle, avec l'invention des eaux usées, les déchets cessent d'être vus comme des ressources. Leur réintroduction dans le métabolisme urbain par le biais de l'épandage sur les champs qui alimentent le marché urbain devient un scandale. Le cycle est ainsi cassé.

Trois cas d'études historiques permettent de mieux comprendre l'évolution de l'impact de l'environnement sur les villes. La première démarche consiste à s'éloigner du site originel et de ses potentialités pour s'intéresser aux facteurs environnementaux durant la croissance urbaine. La ville médiévale de Wolin était implantée sur une île de la mer Baltique, sur les côtes de l'actuelle Pologne. À partir du X^e siècle, elle connaît un très grand essor grâce au commerce et à l'industrie, souligné par de nombreux voyageurs, qui s'arrête brutalement au XII^e siècle. Parmi un ensemble de facteurs (commerciaux, militaires, etc.), l'environnement semble

1. Sabine Barles, «L'invention des eaux usées: l'assainissement de Paris de la fin de l'Ancien Régime à la seconde guerre mondiale», in C. Bernhardt, G. Massard-Guilbaud (éd.), *Le Démon moderne...*, op. cit., 2002, p. 129-156. Id., «A metabolic approach to the city: nineteenth and twentieth century Paris», in D. Schott, B. Luckin, G. Massard-Guilbaud (éd.), *Resources of the City...*, op. cit., 2005, p. 28-47.

avoir été le plus déterminant. L'implantation sur une île, au départ favorable au commerce par sa localisation sur les grands courants d'échange, s'est retournée contre la ville, lorsque sa croissance a porté sa population à 8 000 habitants, faisant d'elle une des villes les plus peuplées d'Europe du Nord. L'écosystème local ne pouvait supporter une telle pression démographique. Les indices paléobotaniques mettent en évidence l'intensité des déforestations et la détérioration rapide des sols sablonneux incapables de produire plus de céréales. Rendue dépendante des importations en grain, en bois et en ressources industrielles, Wolin devient au milieu du ^x^e siècle incapable de se soutenir elle-même. Elle est alors trop diminuée pour repousser les raids venus de la mer et se relever. L'archéologie montre que les réparations qui suivent le raid du roi de Norvège Magnus le Bon en 1046 sont faites avec des matériaux de récupération. Au même moment, Gdansk, située à 250 km à l'est de Wolin, réussit à se remettre d'une destruction presque totale par le feu au ^x^e siècle, grâce à la richesse de ses forêts.

Dans son étude sur Venise, Piero Bevilacqua analyse un impact original de l'environnement : la mise en forme du gouvernement urbain¹. Venise est située au cœur d'un environnement rude (les fureurs marines, l'*aqua alta*, l'ensablement et l'érosion) qui fournit aussi de nombreux atouts : l'eau permet la place commerciale et une quasi autosuffisance alimentaire, tandis que les terres et cordons de terre qui encerclent la lagune offrent bois, chasse et culture. Le concept « d'eco-nomia » vénitienne sert à Bevilacqua pour désigner « un mode de production et de distribution qui vise à la mise en valeur pleine et entière des ressources et des biens, assortie de l'effort de veiller à leur conservation et à leur reproduction »². Ce respect des rythmes biologiques de production et de reproduction naturelle est interprété comme une finalité économique, pour préserver le don et les ressources. Dès le ^{xii}^e siècle, se met en place un principe d'éthique de la suprématie publique car, pour gérer ces ressources de manière durable, il faut subordonner les intérêts particuliers à un devoir civique de conservation de la lagune. Les experts dits « sages des eaux » accumulent une série d'observations empiriques qui se traduisent par des réalisations tant techniques (ligne de défense artificielle, qui protège toujours aujourd'hui, seu-

1. Piero Bevilacqua, *Venezia e le acque: una metafora planetaria*, Roma, Donzelli, 1995, trad. fr. *Venise et l'eau*, Liana Levi, 1998.

2. *Ibid.*, p. 50.

lement renforcée) que politiques (Tribunal des eaux). Le coût est assuré par des levées d'impôts, tandis que le consensus général, notamment des pêcheurs, est permis par une réglementation sévère et une exhortation au comportement civique. Le sous-titre italien, qui a disparu en français, est explicite – une «*metafora planetaria*», consistant à faire de l'histoire ancienne de Venise une métaphore planétaire d'un monde contemporain touché à présent par les défis environnementaux à venir.

Cette image d'un équilibre pluriséculaire entre la ville et la nature semble exceptionnelle et relève pour partie d'une forme de nostalgie écologique, de convocation de l'exemple vénitien pour tirer des leçons au présent. Les travaux d'Élisabeth Crouzet sur l'histoire écologique de Venise offrent une vision plus contrastée et évolutive¹. La vision positive de l'environnement vénitien est construite historiquement et cela très tôt, dès les premiers récits historiques vénitiens, décrivant la lagune comme une sorte de cocon protecteur et défenseur. Le plus ancien, celui de Giovanni Diacono, rapporte la naissance de Venise à la décision d'hommes libres de fuir les invasions lombardes en se réfugiant dans la lagune avec les reliques. L'antiquité, la liberté, la foi en Dieu forment ainsi les bases de l'histoire vénitienne, passant sous silence les difficultés de l'implantation, le danger continu des courants. Le mythe du pacte avec dieu, de la prédestination, pousse à donner très tôt l'image d'une ville déjà construite, alors que la colonisation fut très progressive. La force de cette figure de l'*urbs* et de la *civitas*, bien que fondée sur la relation avec le milieu, a conduit paradoxalement à l'effacement de celui-ci dans les représentations, abusant les historiens eux-mêmes. En effet, une fois que la ville grandit, le site disparaît peu à peu dans les récits, la ville se réduisant à un théâtre, une esthétique. La délimitation de l'environnement vénitien mérite, elle aussi, d'être soigneusement inscrite dans le contexte d'élaboration des récits historiques. Fidèle au mythe de Vénitiens fuyant la terre ferme, la création de la ville est présentée

1. Élisabeth Crouzet, «Jalons pour une histoire de l'environnement vénitien : la lagune de Torcello», in *Milieus naturels et espaces sociaux. Études offertes à R. Delort*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1997, p. 85-93. Élisabeth Crouzet, «Toward an ecological understanding of the myth of Venice», in Dennis Romano, John Martin (éd.), *Venice reconsidered*, John Hopkins, Baltimore-Londres, 2000, p. 39-64. Cf. aussi Karl Appuhn, «Inventing nature : forests, forestry, and state power in Renaissance Venice», *The Journal of Modern History*, 72-4, décembre 2000, p. 861-889.

comme le début d'une histoire totalement nouvelle, une rupture qui dénie les échanges réels avec l'*hinterland*. La lagune est en réalité inscrite dans un environnement plus étendu, ce *contado* devenu invisible dans les récits. Les flux constants d'hommes, de produits et de capitaux entre Venise et son *hinterland* ont été éclipsés par le mythe de la puissance maritime vénitienne présentée comme une nécessité pour une ville dépourvue de base agricole et ouverte sur les océans. Dernier correctif à apporter à l'image d'un équilibre pluriséculaire entre la ville et son environnement, aucun des deux termes n'est statique. L'histoire de la ville est une suite de travaux incessants, de drainages, de créations et de remodelages de canaux, d'élimination de la boue et de nombreux végétaux. Malgré la généralisation de la pierre qui améliore la construction des quais et des ponts, le xv^e siècle est marqué par les problèmes environnementaux et de fortes inquiétudes. Dans la deuxième moitié du siècle, Marco Corner écrit le premier traité sur la lagune, à partir d'une inspection systématique des rivières, liée à ses fonctions de surveillance de l'approvisionnement en bois. Il décrit des sites abandonnés à cause du déversement d'eau douce et du dépôt de limon, menaçant même le grand canal, et appelle à des mesures d'urgence, fondées sur les connaissances du passé. Ces inquiétudes s'inscrivent dans un contexte nouveau, qui relativise la place de la lagune car la conquête de la terre ferme permet de nouveaux modes d'action écologiques, en détournant des rivières, et introduit une tension nouvelle entre commerce d'un côté, agriculture et artisanat de l'autre.

Depuis longtemps, Lucien Febvre a réfuté la possibilité de définir la morphologie des villes à partir de l'environnement¹. Certes, explique-t-il, des sites privilégiés existent, notamment de nombreuses villes nées des échanges commerciaux, mais autant de contre-exemples historiques sont disponibles. «Le seul vrai problème géographique, c'est celui de l'utilisation des possibilités»². Son analyse de la longue durée le conduit cependant vers l'idée d'une atténuation de l'action des conditions naturelles sur les villes³. Le cas de la ville de Houston, étudiée par Martin Melosi, infirme cette hypothèse en se concentrant sur un problème sous-estimé par les analyses vidaliennes du milieu urbain et du site initial, celui

1. L. Febvre, *La Terre...*, *op. cit.*, p. 400-406.

2. *Ibid.*, p. 410.

3. *Ibid.*, p. 413-415.

de la croissance urbaine¹. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, Houston se présente plutôt comme un modèle. Construite sur une immense nappe d'eau souterraine, elle peut assurer les besoins en eau de la forte croissance urbaine par des puits artésiens, sans recourir à des apports lointains. Cette situation unique lui évite de connaître les problèmes qui touchent de nombreuses villes américaines. De la création de son premier réseau public d'approvisionnement en eau en 1876 jusqu'à l'augmentation de la consommation due au développement des industries autour du Ship Channel à partir de 1915, la question de l'eau est résolue par un accroissement des prélèvements souterrains, accréditant le mythe d'une richesse sans limites. Comme de nombreuses villes américaines, et à la différence des villes européennes, elle choisit dans les années 1890 un système combiné d'évacuation des eaux, mêlant eaux de pluie et eaux usées. Après avoir été confrontée à des problèmes de pollution, pour ne pas avoir prévu de système de traitement des eaux, Houston est une des rares villes américaines à disposer d'un système de filtre au début du XX^e siècle. L'évacuation des déchets, en revanche, n'a pas reçu la même attention que l'eau ou les égouts, moteurs des infrastructures urbaines aux États-Unis. Le choix de l'incinération se traduit dès les années 1920 par des pollutions noires. La situation se retourne au début des années 1930, dans une ville passée de 86 000 habitants en 1890 à 272 000 en 1920 puis 456 000 en 1930. Les inondations de 1929 ébranlent l'approvisionnement par les puits, rappelant que Houston souffre d'un régime de précipitation à caractère torrentiel et qu'elle est toujours sujette aux inondations. La quantité d'eau disponible commence à baisser et les autorités envisagent de recourir aux rivières, en particulier la San Jacinto River. L'abondance initiale en eau a aveuglé. Les excès des prélèvements souterrains entraînent la subsidence du sol qui oscille entre 30 cm et 1 m de profondeur, à quoi s'ajoute une énorme aggravation du problème des alluvions. Pensé de manière unidimensionnelle comme une réponse aux maladies, le système combiné d'égouts se révèle inadapté aux inondations et à la pollution des eaux. La pollution croissante causée par les incinérateurs conduit à leur déclin, obligeant le recours non anticipé aux décharges à ciel ouvert. En 1950, lorsque la métropole atteint 950 000 habitants, à la suite du boom pétrolier, la situation

1. Martin V. Melosi, «Sanitary services and decision making in Houston, 1876-1945», *Journal of Urban History*, 20-3, 1994, p. 365-406.

environnementale est dramatique, donnant le tempo des décennies suivantes. Martin Melosi conclut que les origines du problème ne sont à chercher ni dans le marché, ni dans le fonctionnalisme, ni dans la conception initiale, ni dans les caractéristiques naturelles initiales, mais dans la planification. La situation de départ favorable n'a pas résisté à la croissance urbaine, les solutions empruntées n'étant pas assez flexibles pour répondre à une ville de plus en plus complexe. L'économie du xx^e siècle se trouve bâtie sur des infrastructures du xix^e siècle. L'impact de l'environnement sur les villes n'est donc jamais direct, mais fait de temporalités multiples et de dynamiques contradictoires.

Les réponses urbaines aux problèmes environnementaux

Comme l'a souligné Samuel Hays, la ville constitue un « creuset conceptuel » idéal par la manière dont se concentrent sur elle les effets de la pression humaine sur l'environnement, nécessitant l'émergence de nouvelles idées, valeurs et modes d'organisation. De plus, ces questions nouvelles sont liées au passage d'une société rurale à une société urbaine, et à la tension entre une culture environnementale et une culture de la croissance¹. Un des premiers livres consacrés à cette question, celui de Martin Melosi, partait du constat que les villes américaines sont confrontées à une crise environnementale entre 1880 et 1920, sous la pression de l'explosion urbaine (entre 1840 et 1920, la population urbaine passe de 1,9 à 54 millions) et de l'industrialisation (en 1990, dans 34 des 44 États, plus de 50 % de la production industrielle est localisée en ville, et dans 18 d'entre eux cette proportion est supérieure à 75 %). Certes, les villes n'étaient pas exemptes de problèmes environnementaux avant cette date, en particulier à cause des déchets jetés dans la rue, mais les autorités urbaines pouvaient encore les ignorer. À partir des années 1880, un tel laissez-faire n'est plus possible². Cependant, non seulement chaque réponse fut individuelle et étroitement liée à la personnalité des édiles urbains,

1. Samuel P. Hays, «The Role of urbanization in environmental history», in *Explorations in environmental history*, Pittsburgh, 1998, p. 69-100.

2. Martin Melosi, *Garbage in the Cities: Refuse Reform and the Environment, 1880-1980*, College Station, Texas A&M University Press, 1981.

mais les acteurs urbains ont été incapables de trouver de véritables solutions durant cette première phase. Guidés par des cadres référentiels antérieurs, provenant en particulier de l'expérience européenne (l'anglais Edwin Chadwick a exercé une réelle influence) qui leur sert de modèle, ils restent préoccupés par les maladies attribuées à l'environnement. Or, la théorie des miasmes est totalement inadaptée pour penser le changement de nature des déchets, dont la part non organique croît fortement. L'arrivée de l'automobile est ainsi vue comme une solution miracle pour résoudre le problème des pollutions causées par les chevaux, dont le nombre atteint entre 3 et 3,5 millions dans les villes américaines au début du xx^e siècle. Les premières formes de mobilisation citoyennes sont réelles, et dues notamment aux femmes (en particulier le LHPA, Ladies' Health Protective Association of New York City fondée en 1884), mais se concentrent sur des considérations esthétiques et domestiques. De toute manière, les fonds municipaux restent insuffisants pour affronter le changement de taille des défis environnementaux : dans les quarante premières villes américaines, le pourcentage du budget municipal consacré au nettoyage reste stable et en moyenne de 17,5 % en 1890, alors que le nombre de rues se multiplie et que l'étalement de la ville intègre des zones nouvelles de banlieue (dans cette période de forte croissance urbaine, l'essentiel du budget est consacré à la construction et à l'entretien). Le souci essentiel n'est donc nullement l'impact sur l'environnement mais de soustraire la pollution à la vue en l'éloignant. La croissance des villes diminuant les terrains disponibles, et les plaintes pour nuisances augmentant, les villes ne peuvent accroître la capacité des décharges et recourent massivement au déversement dans les lacs et la mer. En 1886, New York déverse ainsi 80 % de ses déchets dans l'Atlantique, dont une bonne partie lui revient le long de la côte et de ses plages¹.

Les réponses aux problèmes environnementaux urbains pour les périodes antérieures à l'industrialisation et à l'explosion urbaine restent mal connues, même si des études dispersées existent, illustrant le nombre de champs de recherche à ouvrir et des sources à explorer². Les études se sont concentrées sur les épidémies et les

1. Cf. *ibid.*, chapitre 1 «Out of sight, out of mind: the refuse problem in the late nineteenth century», p. 21-50.

2. Patrick Fournier (éd.), «Assainissement et salubrité publique en Europe méridionale: fin du Moyen âge, époque moderne», numéro spécial de *Siècles*:

nuisances olfactives, mais il faudrait aussi examiner les effets de la construction urbaine. Un des enseignements des périodes les plus anciennes est de montrer que ce que nous appelons aujourd'hui «problème environnemental» est constitué d'une série de réseaux qui attachent des acteurs et des considérations extrêmement variés. Une telle observation est plus facile à mener à une époque où la qualification «environnementale» n'existe pas : les questions soulevées ne peuvent donc être séparées de l'ensemble du fonctionnement social, tandis que chacun des attachements est plus visible que pour des périodes plus récentes. Les tueries d'animaux à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles témoignent de la manière dont un problème considérable peut être impossible à régler, en dépit de la volonté des autorités¹. Les nuisances multiples vont des encombrements causés par les bœufs acheminés vers le centre de Paris jusqu'à l'atmosphère fétide causée par les déjections animales et l'accumulation des déchets organiques, en passant par l'activité des triperies, le rejet des rebuts qui pollue les eaux, les risques d'incendie dus à la présence de graisse et à la fabrication de suif. Ce problème de santé publique, accru par le spectacle sanguinaire offert aux yeux de tous, est dû à la présence de l'abattage au cœur du tissu urbain. Le premier grand projet visant à créer des abattoirs aux portes de Paris date de 1664. Ses idées sont relancées à plusieurs reprises, en 1685, 1689, 1692, et même par un mémoire de 1787, sans succès. Les arguments de la communauté des bouchers restent presque inchangés : le commerce sera désorganisé par la rupture du lien personnel entre le boucher et la bête, qui court de l'abattage jusqu'à l'exposition sur l'égal, entraînant un mélange intolérable des viandes de diverses provenances ; la distance entre l'abattage et l'égal introduira un délai de transport qui corrom-

cahiers du Centre d'Histoire Espaces et cultures, 14, 2001. Patrick Fournier, *Eaux claires, eaux troubles dans le Comtat venaisin : XVII^e-XVIII^e siècles : imaginaire, technique et politique dans un État de l'Europe méridionale*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1999. Xavier Lafon, Denis Menjot (éd.), n° spécial «L'eau dans la ville», *Histoire urbaine*, 22-2, 2008. Isabelle Parmentier, «L'or et l'ordure. Les initiatives du pouvoir central dans la gestion des déchets urbains au XVIII^e siècle en Belgique», *Histoire urbaine*, 18-1, 2007, p. 61-76. William R. TeBrake, «Air pollution and fuel crises in preindustrial London, 1250-1650», *Technology and Culture*, 16-3, 1975, p. 337-359. N° special «Le sain et le malsain», *Dix-huitième siècle*, 9, 1977.

1. Reynald Abad, «Les tueries à Paris sous l'Ancien Régime ou pourquoi la capitale n'a pas été dotée d'abattoirs aux XVII^e et XVIII^e siècles», *Histoire, économie et société*, 17-4, 1998, p. 649-676.

pra la viande ; le boucher sera éloigné de ses clients et ne pourra plus livrer les hôtels particuliers dès les premières heures du jour ; la dispersion des boutiques, insérées dans le tissu urbain, laissera la place à un immense regroupement de garçons bouchers en un lieu unique qui sera facteur de rixes sanglantes. Le succès de ces arguments tient à la multiplicité des liens à couper pour séparer les bouchers du tissu urbain et du corps social, et donc au coût de la réforme qui fait reculer le roi. Au même moment, Paris connaît une réforme réussie, motivée par les mêmes problèmes de nuisance, le déménagement du cimetière des Innocents en dehors de Paris : moins d'attachement lie les morts aux vivants.

Plusieurs travaux récents ont proposé de nouvelles perspectives en déplaçant le curseur dans le temps, sur la phase de transition qui voit l'émergence de l'industrialisation, pour l'invention d'un nouveau système de régulation des nuisances¹. La thèse de Thomas Le Roux sur « Les nuisances artisanales et industrielles à Paris, 1770-1830 » explore ainsi la transition entre un Ancien Régime soucieux de santé publique et un XIX^e siècle industrialiste, sans les opposer terme à terme². Si la tradition d'arbitrage administratif perdure, de la Lieutenance générale de police au Conseil d'État, un nouveau paradigme se met en place entre 1770 et 1830. Les tensions sont perceptibles dès les années 1770 car la logique répressive de réglementation des nuisances, fondée sur l'expérience et la tradition, est minée par une volonté politique modernisatrice et une demande pressante des industriels pour un allègement des contraintes qui pèsent sur les implantations industrielles. Sous la Révolution française, la disparition des institutions de régulation des nuisances liées à l'Ancien régime introduit une rupture, sans laisser la place pour autant à un modèle cohérent, les oscillations et les questions durant jusqu'à la fin des années 1810. Dans les années 1820, le Conseil de salubrité promeut une idéologie industrialiste et une expertise scientifique favorable au progrès de l'industrie. Cet optimisme technique, accompagné pourtant par une régulation sur l'assainissement et la localisation des établissements insalubres, met en place une géographie de l'insalubrité industrielle qui se

1. Isabelle Parmentier, *Histoire de l'environnement en Pays de Charleroi 1730-1830: Pollution et nuisances dans un paysage en voie d'industrialisation*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 2008.

2. Thomas Le Roux, *Le Laboratoire des pollutions industrielles. Paris, 1770-1930*, Paris, Albin Michel, 2011.

traduit par une augmentation des nuisances artisanales et industrielles. La thèse de Jean-Baptiste Fressoz permet de mieux comprendre ce qui s'est joué à travers ce changement de paradigme entre 1750 et 1850, la « libéralisation des choses environnantes »¹.

La profondeur historique éclaire les difficultés rencontrées pour résoudre les problèmes environnementaux en ville, à cause de ces *path dependences* qui obligent les autorités urbaines à agir à partir d'infrastructures existantes, inscrites dans un cadre référentiel parfois antérieur d'un siècle. Dieter Schott a montré les effets de ces décalages temporels sur les villes européennes². Lorsque le système d'égouts est mis en place dans les grandes cités au milieu du XIX^e siècle, le poids de la santé publique est fort et celle-ci est dominée par la théorie des miasmes identifiant la saleté et la puanteur comme la première cause de maladie. La priorité est donc donnée à l'installation de réseaux d'eau et de réseaux sanitaires pour évacuer toutes les matières organiques de l'environnement urbain³. La ville est alors conçue comme un organisme, les circuits d'eaux et d'égouts comme la circulation du sang dans le corps, permettant à la ville de fonctionner et lui évitant d'être empoisonnée par sa propre production. Bien que la théorie des miasmes ait été infirmée par la bactériologie dans les années 1880, cette approche générale continue à informer le système des égouts et de l'eau⁴. Ces préoccupations de santé publique sont renforcées par l'échelle du problème des déchets dans des villes en forte croissance, ce qui conduit à l'obsolescence des systèmes traditionnels de recyclage des déchets domestiques dans les jardins et les champs proches des villes. Or, si les concepts des systèmes d'eau et d'égouts sont efficaces pour réduire les épidémies et améliorer la propreté, ils sont aveugles sur les conséquences pour l'envi-

1. Jean-Baptiste Fressoz, *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Le Seuil, 2012. Id., « Circonvenir les circumfusa. La chimie, l'hygiénisme et la libéralisation des choses environnantes (1750-1850) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, décembre 2009, p. 39-76.

2. Dieter Schott, « Urban environmental history: what lessons are there to be learnt? », *Boreal environment research*, 9, décembre 2004, p. 519-528. Dieter Schott (éd.), *Energy and the City in Europe: From Preindustrial Wood-Shortage to the Oil Crisis of the 1970s*, Stuttgart, Steiner, 1997.

3. Christopher Hamlin, *Public Health and Social Justice in the Age of Chadwick: Britain, 1800-1854*, New York, Cambridge University Press, 1998.

4. Martin Melosi, *The Sanitary City: Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2000.

ronnement naturel. Du côté des entrants, les effets de l'abstraction de l'eau sont peu pris en compte; du côté des sortants, les effets sont ignorés, pour les eaux usées comme pour les autres liquides. Avec un égout combiné comme transporteur universel des déchets liquides, il devient impossible de séparer les éléments les plus dangereux avant qu'ils entrent dans le système. Tant que les déchets de la rue étaient principalement de nature organique et pouvaient se décomposer biologiquement, ce système n'avait pas de conséquences graves, mais elles apparaissent quand les voitures remplacent les chevaux et que des substances toxiques comme l'huile, le plomb, le caoutchouc, l'amiante, produits par le trafic sont inclus dans les égouts.

Une telle situation d'incertitude peut être abordée en termes de controverse, comme le fait Christopher Hamlin pour Édimbourg en 1839-1840, afin de comprendre comme un problème devient public¹. Dans cette ville surpeuplée, pauvre, sans égouts, qui connaît une situation catastrophique, la controverse ne débute pas avec le changement de la réalité physique mais par une campagne lancée par un citoyen influent contre l'épandage des eaux usées autour de la ville. On n'observe ni la constitution de nouvelles connaissances scientifiques ni l'émergence d'une sensibilité environnementale opposant les deux camps, mais plutôt des enjeux multiples. La controverse s'éloigne rapidement de la santé, notamment celle des plus pauvres, pour se centrer sur la propriété et les profits. Les arguments sur le coût économique de l'arrêt de l'épandage pèsent lourd, tandis que les deux camps partagent peu ou prou le même providentialisme. La controverse s'inscrit dans un contexte plus général de tension et de déstabilisation de la société écossaise qui se traduira par la *Great Disruption* de 1843 et par la loi sur l'assistance publique de 1845. Or, cette controverse porte justement sur des éléments (les émanations de l'épandage, les pauvres venus des Highlands, les juristes spécialistes de l'assistance publique) qui traversent les frontières pour polluer un corps fonctionnant correctement jusque-là.

Les approches en termes de mise sur agenda, qui ont tendance à sous-estimer les temporalités pour insister sur les logiques d'acteurs et les controverses de manière synchronique, peuvent être

1. Christopher Hamlin, «Environmental sensibility in Edinburgh, 1839-1840: the "fetid irrigation" controversy», *Journal of Urban History*, 20-3, 1994, p. 311-339.

utilement complétées par la prise en compte des processus et des contradictions temporelles, en replaçant les controverses dans un temps long. Les réponses aux problèmes environnementaux urbains engagent en effet un processus social et culturel d'adaptation, comme le montre l'exemple de l'eau¹. Avant l'introduction de réseaux d'eau individuels, la consommation individuelle était de 10 à 20 litres par jour et par personne. Au xx^e siècle, avec l'explosion de la consommation domestique, elle monte à 150-200 litres, et même 300 aux USA. L'adaptation du réseau technique, loin d'être seulement technologique, met en jeu des régulations institutionnelles et légales complexes. La relation entre fournisseurs et consommateurs en est une. Les services en eau ayant des coûts fixes importants (investis dans le réseau, les réservoirs, les stations électriques...) et peu de coûts variables, cette situation a conduit les fournisseurs à stimuler la consommation par des tarifs dégressifs. Ce principe de payer moins à l'unité plus on consomme, est absurde aujourd'hui, d'autant que l'eau constitue l'essentiel des flux de matières qui parcourent la cité.

Ce tableau des réponses urbaines aux problèmes environnementaux serait incomplet sans dire quelques mots d'un sujet qui a fait l'objet de nombreuses recherches, l'intégration de la nature dans l'urbanisme et la construction des parcs urbains. Ces travaux ont souvent précédé l'essor de l'histoire environnementale de l'urbain, en particulier aux États-Unis. Cet intérêt états-unien s'explique par la longue tradition d'une vision négative de l'urbain, opposée à la campagne². Ce poids de l'idéal arcadien, de cette volonté de réformer la ville s'est traduit par la création de parcs et de nombreux aménagements³. La figure de Frederick Law Olmsted a exercé une forte influence sur de nombreuses villes états-uniennes, portant cette idée que les villes répondront mieux aux besoins biologiques et sociaux des humains quand le lien sera opéré entre l'environnement naturel et l'environnement fabriqué par hommes⁴. De

1. D. Schott, «Urban environmental history...», *op. cit.*, 2004.

2. Cynthia Ghorra-Gobin, «La ville américaine...», *op. cit.*, 1995.

3. Peter J. Schmitt, *Back To Nature: The Arcadian Myth in Urban America*, New York, Oxford University Press, 1969.

4. Albert Fein, *Frederick Law Olmsted and the American Environmental Tradition*, New York, G. Braziller, 1972. Voir aussi, *Civilizing American Cities: A Selection of Frederick Law Olmsted's Writings on City Landscapes*, S. B. Sutton (éd.), Cambridge, MIT Press, 1971. Melvin Kalfus, *Frederick Law Olmsted: The Passion of a Public Artist*, New York, New York University Press, 1990.

nombreuses études ont donc été consacrées aux parcs urbains aux États-Unis¹.

Les relations environnementales entre les villes et leur *hinterland*

Élément classique de l'histoire urbaine, l'analyse des relations entre les villes et leur *hinterland* a mis du temps à s'imposer en histoire environnementale, en tout cas dans le champ américain. En effet, la naissance des banlieues aux États-Unis s'est accompagnée de la mystique de la tranquillité de la nature, nourrie par la séparation étroite entre la maison et le lieu de travail². L'opposition entre la ville et la banlieue, du point de vue de la nature, a donc retardé la prise en compte du caractère médian de ce paysage, qui combine la ville et la campagne. De nombreuses études restent donc à mener sur les interactions entre les villes et leur *hinterland*, qui peuvent être mesurées en termes de métabolisme. La ville nécessite en effet de la nourriture, de l'eau, des combustibles et des matériaux de construction tandis que les industries urbaines ont besoin de matériaux naturels.

Adam Rome, le premier, a étudié l'impact environnemental de la construction des banlieues, aussi considérable que celui des villes, en dégageant deux phases aux États-Unis³. La première, qui

1. Galen Cranz, *The Politics of Park Design: A History of Urban Parks in America*, Cambridge, MIT Press, 1989. Daniel Schaffer, *Garden Cities for America: The Radburn Experience*, Philadelphia, Temple University Press, 1982. David Schuyler, *The New Urban Landscape: The Redefinition of City Form in Nineteenth-Century America*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1986. Wilson H. Wilson, *The City Beautiful Movement*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989. Cynthia Kaitzevsky, *Frederick Law Olmsted and the Boston Park System*, Cambridge, Belknap Press, 1982. Roy Rosenzweig, Elizabeth Blackmar, *The Park and the People: A History of Central Park*, Ithaca, Cornell University Press, 1992. David Schuyler, *Apostle of Taste: Andrew Jackson Downing, 1815-1852*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996. François R. Kowsky, *Country, Park, and City: The Architecture and Life of Calvert Vaux, 1824-1895*, New York, Oxford University Press, 1998.

2. Kenneth Jackson, *The Crabgrass Frontier: the Suburbanization of the United States*, New York, Oxford University Press, 1985.

3. Adam Rome, *The Bulldozer in the Countryside: Suburban Sprawl and the Rise of American Environmentalism*, New York, Cambridge University Press, 2001. Id., « Building on the land: toward an environmental history of residential development in American cities and suburbs, 1870-1990 », *Journal of Urban History*, 20-3, mai 1994, p. 407-434.

s'étend de 1870 à 1920, est marquée par l'absence de régulation et l'échelle relativement petite du développement, pris en charge par une série de petits entrepreneurs qui ne commercialisent pas les maisons construites. Celles-ci sont souvent entourées de nature et sont généralement en bois, parfois en brique. L'adoption de la construction à ossature croisée dite *balloon frame* conduit à une forte demande en bois standardisé et à une forte déforestation à partir de 1870. La période connaît aussi un changement de source d'énergie car, si le bois est l'unique source de chaleur dans les années 1870, sa part a fortement diminué en 1900 au profit du charbon (37 % des chauffages au bois, 62 % au charbon), puis d'une combinaison gaz-charbon en 1920 (79 % contre 21 % pour le bois seul). Les chauffe-eaux solaires apparaissent en Californie dans les années vingt et trente. Le modèle des années vingt est plutôt de réunir plusieurs familles, dans des bungalows de taille réduite avant le chauffage central. L'augmentation de la desserte en eau courante par le système municipal est un autre changement majeur, qui développe l'idée d'une eau disponible sans limites. La diffusion des égouts (qui concerne 81 % des maisons urbaines en 1900) crée de nouveaux problèmes, en particulier une augmentation de la pollution en eau (à Trenton, cas bien étudié, le taux de mortalité de la typhoïde double entre 1890 et 1900).

À cette première phase, marquée par un coût environnemental indéniable mais encore modéré, succède à partir de 1945 une phase de développement des banlieues qui a des conséquences environnementales catastrophiques, même si aucune prise de conscience n'apparaît avec la fin des années soixante, le début des années soixante-dix. L'explosion de la construction neuve se traduit par le passage d'un million d'unités construites en 1946 à 2 millions en 1950. Cette croissance est permise par l'apparition de la construction en série avec des techniques standardisées (l'usage du bulldozer se généralise). Le fameux constructeur Levitt est ainsi capable en 1948 de construire 150 maisons par semaine. La structure des entreprises change donc. Elles deviennent plus grosses, intégrant toutes les opérations, de la prise en charge du site à la vente, sans aucun égard pour l'environnement. Avec l'explosion des banlieues, les « aires métropolitaines » passent de 6 à 16 % du territoire entre 1950 et 1980. La taille des maisons augmentant, la densité des banlieues occupées par les classes moyennes diminue. Les problèmes d'érosion sont un des premiers effets, ainsi que la perte des terres

agricoles, dont l'exemple le plus saisissant est la disparition des vergers de la Californie. Souvent, ces habitations ne disposent pas de réseau sanitaire, ce qui entraîne une explosion du nombre de fosses septiques dans le pays (14 millions en 1960, 17 en 1970). Le problème du drainage se pose aussi avec l'augmentation de la construction de routes, nécessaires pour desservir ces nouvelles zones, mais favorisant les inondations (entre 1950 et 1965, les Américains construisent deux fois plus de routes que durant la période précédente 1921-1940). Les pelouses individuelles sont une des nouveautés les plus néfastes à l'environnement, passant de 139 000 installées en 1946 à 6 millions en 1972. L'augmentation du nombre de maisons individuelles de taille plus grande représente un autre facteur. Et le dernier est constitué par la généralisation de l'air conditionné qui se traduit par une forte augmentation d'énergie, accentuée par le développement du chauffage électrique à partir de 1950, moins efficace que d'autres sources d'énergie.

Le modèle le plus abouti pour comprendre les échanges environnementaux entre une ville et son *hinterland*, même si la méthode proposée n'a pas été réutilisée dans d'autres études historiques, est le livre de William Cronon, *Nature's Metropolis. Chicago and the Great West*¹. Pour bien comprendre la méthode suivie, qui n'est pas une analyse classique des relations économiques entre ville et campagne, le mieux est de suivre le chapitre sur le grain². Le chemin de fer est pris comme un simple moyen de communication qui lie les vendeurs et les acheteurs, dont le développement est certes déterminant pour la croissance de la ville et la transformation des grandes plaines, mais qui ne doit pas cacher l'essentiel : l'assemblage entre la ville et son *hinterland* permis par l'introduction d'un nouveau nœud, l'élevateur à grain. Dans la première moitié du XIX^e siècle, les magasins sont le lieu d'échange, ils vendent des produits manufacturés aux fermiers tandis que ceux-ci leur vendent leur récolte. Dans cette relation individualisée, le fermier peut espérer gagner davantage mais peut aussi perdre plus en cas de mauvaise récolte. Un premier changement se produit dans les années 1850, lorsque les fermiers mettent leur grain dans des sacs qui voyagent avant d'être transformés en farine. Le contenu reste ici intact, les grains des différents fermiers ne sont pas mélangés, rien n'altère les qualités initiales. Le droit de propriété demeure d'ailleurs à l'expé-

1. William Cronon, *Nature's Metropolis...*, *op. cit.*, 1991.

2. *Ibid.*, chapitre 4 «Princing the future: grain».

dîteur, jusqu'au point de vente final. Le risque étant assumé par des individus fragiles, le secteur de l'assurance se développe. Le vecteur des flux est le sac, qui voyage par bateaux, car chacun veut savoir exactement ce qu'il vend et achète. Le développement du train apporte un deuxième changement déterminant, en réorganisant les flux de grains. À partir de 1848, ceux-ci passent de Saint Louis à Chicago, de centaines de chemins différents, en particulier fluviaux, à un seul chemin, le rail. Le glissement géographique se fait très rapidement : en 1850, Saint Louis reçoit deux fois plus de céréales que Chicago, en 1855 Chicago a surpassé Saint Louis. Le chemin de fer transforme profondément la nature du lien qui unit la campagne à la ville. Le marché urbain connaît une forte croissance, bien entendu, et surtout, pour transporter les grains plus rapidement et dans des contenants standardisés, ils doivent quitter les sacs individualisés portant le nom de chaque fermier.

Le basculement intervient à ce moment précis où les grains sont enlevés de leur sac pour être mis dans une machine. William Cronon considère l'élévateur à grain à vapeur comme une des innovations les plus révolutionnaires de l'agriculture. Inventé par Joseph Dart en 1842, il apparaît pour la première fois à Chicago en 1848. Consistant en un lieu de stockage à étages, il utilise la machine plutôt que la force humaine. Le grain entre dans la machine, il est pesé (logiquement, les marchands passeront d'une mesure par le poids à une mesure en volume), puis il est déversé dans un bateau ou le wagon d'un train. Ce processus est fatal à Saint Louis car le coût du transport par bateaux ne peut baisser, le chargement et le déchargement des grains n'étant pas standardisé, ce qui limite les économies d'échelle. Grâce à ce renoncement au sac, le grain devient un flux plus qu'un solide, et la métaphore liquide prend le pas. La question de la propriété n'est plus la même parce que, si à l'origine le transport rendait un service à un propriétaire, il n'est maintenant plus possible de laisser des contenants à moitié pleins pour continuer à individualiser la production des fermiers. Le problème est résolu par le Chicago Board of Trade, un organisme privé fondé en 1848, qui unifie les normes de mesures afin de permettre le mélange des grains tout en définissant la propriété de chacun. Ces normes servent à calibrer l'élévateur. Le Chicago Board of Trade fait fortune grâce à l'explosion de la demande européenne durant la guerre de Crimée : les exportations triplent en valeur entre 1853 et 1854, donc le montant des grains amenés à Chicago fait plus

que tripler. Cet organisme devient donc suffisamment puissant pour proposer de réorganiser le marché en créant trois catégories de blé, correspondant à des standards de qualité. La notion de type de grain remplace la définition individuelle du grain attachée à l'identité du producteur. L'introduction de ce système normatif se traduit pourtant par une baisse de la qualité car le mélange qui donne naissance à ces trois classes incite les fermiers à apporter du grain de moins bonne qualité pour le mélanger au bon. L'accentuation de ce problème conduit le Chicago Board of Trade à créer en 1857 des inspecteurs des grains, dont le pouvoir de contrôle et d'arbitrage est reconnu par les lois de l'Illinois en 1859. La révolution qui s'est produite dans les années 1850 repose donc sur trois éléments: l'élévateur à grains, des normes et un système de contrôle. Il est alors possible de vendre son grain non comme un produit physique de l'homme sur une portion de prairie située dans un endroit donné, mais comme une abstraction parmi des flux de valeur allant vers les élévateurs. L'élévateur agit comme un banquier, il transforme le grain en capital en distanciant celui-ci de son lien avec la nature physique. L'arrivée du premier télégraphe à Chicago en 1848 contribue à affaiblir le lien avec la géographie.

Cette innovation a des conséquences plus profondes, contribuant à la naissance de technologies du futur appliquées à des produits devenus interchangeables à l'infini, sans déplacer les grains. Avant le télégraphe, les messages de New York passaient par Détroit et mettaient 18 heures pour arriver. L'installation du télégraphe à Chicago permet la connexion entre les marchés de l'Est et de l'Ouest, et donc une augmentation de la spéculation et de l'efficacité des marchés ainsi que l'unification des prix et la concentration des sources d'informations en quelques places de marché. Devenu un des principaux marchés de blé dans le monde le Chicago Board of Trade construit un nouveau Exchange Hall en 1860, avec un bureau de télégraphe présent à l'intérieur du bâtiment. Le grain se déplaçant désormais bien moins vite que l'information alors qu'il est toujours nécessaire d'estimer sa qualité, l'usage d'envoyer de petits échantillons en express se généralise. Pour permettre une estimation interchangeable entre les différentes villes et continents, le Chicago Board of Trade adopte un système d'étalon standard. Le télégraphe permet aussi d'augmenter les contrats sur les grains qui sont en chemin, c'est-à-dire de les vendre avant leur arrivée, éliminant ainsi le risque temporel et permettant d'engager de l'argent

plus tôt. Cette innovation met en place un marché du futur qui résout l'incertitude des variations de prix mais permet aussi la spéculation. Sans qu'il soit facile de fixer une date exacte, la Guerre civile a permis l'essor de ce marché ouvrant la voie à une très forte spéculation. Un autre mécanisme permet de repousser la date de livraison du grain en échangeant, sans transport physique, les différences de cours. Ces contrats du futur libèrent donc du processus de l'échange des grains physiques, et surpassent très vite en valeur les échanges comptant : ils sont dix fois plus importants en 1875, et 15 à 20 fois plus en 1885. Fermiers et traders sont désormais liés.

L'opposition entre le « naturel » et l'urbain laisse la place à une analyse des processus de co-construction des villes et de leur *hinterland*. La démonstration menée pour le grain est appliquée aux besoins de Chicago en bois et en viande. Dans chacun de ces cas, l'usage de dispositifs techniques (élévateurs à grain, camions-frigos) permet d'assembler la ville et son *hinterland* en créant ce que William Cronon, en s'inspirant de Hegel, appelle une « seconde nature ». Celle-ci résulte d'une « commodification » de la nature, c'est-à-dire de la transformation du produit physique en produit d'échange, en abstraction. Comme le précise immédiatement *Nature's metropolis*, ce processus ne signifie nullement que le grain physique a disparu, bien au contraire : la négociation pour tracer les frontières autour des produits de la nature rurale devient l'enjeu essentiel. Les problèmes rencontrés par le Chicago Board of Trade viennent des acteurs qui remettent en cause l'abstraction du grain. D'une part, les spéculateurs jouent sur le fait que les contrats impliquent des grains bien réels, dont la production dépend du climat et des hommes. D'autre part, les fermiers protestent régulièrement contre le Chicago Board of Trade en l'accusant de vol car le grain étalonné ne tient pas compte de la qualité produite par le travail individuel de chaque fermier.

Le livre de William Cronon n'est donc nullement une analyse classique de la symbiose entre la ville et la campagne, comme le prétend Jean Heffer¹. Certes, l'étude de la croissance économique d'une ville à partir des relations avec son *hinterland* et l'analyse de l'attraction urbaine ne sont pas des interrogations neuves². Mais, le sujet du livre est autre, comme le souligne Bruno Latour, faisant de

1. J. Heffer, « Compte rendu... », *op. cit.*, 1993, p. 966-968.

2. Jean-Pierre Poussou, *Bordeaux et le Sud-Ouest au XVIII^e siècle : croissance économique et attraction urbaine*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1983.

Nature's metropolis un « chef d'œuvre de méthode, car il ne recourt à aucune force sociale cachée pour expliquer la composition progressive de la métropole elle-même »¹. Les trois critères de la sociologie de l'acteur-réseau lui semblent réunis ici. Les non-humains sont des acteurs et pas simplement les supports malheureux de projections symboliques, leur présence étant plus variée que celle que lui attribue la causalité naturelle traditionnelle. La direction de l'explication fait que le social n'est pas dans un état de stabilité et ne sert pas à expliquer les modalités du changement. Enfin, l'étude vise à réassembler le social, le plus important étant de collecter et reconnecter celui-ci.

Inégalités et enjeux environnementaux urbains

La régulation des nuisances urbaines met aux prises une grande variété d'acteurs : responsables municipaux, industriels, élites techniciennes, mais aussi groupes de citoyens mobilisés au nom de leurs intérêts ou d'un idéal collectif. L'histoire de ces mouvements sociaux a suscité de nombreux travaux, notamment axés sur les questions de genre. Suellen Hoy a ainsi analysé le triomphe, dans les années 1870-1930, d'une aspiration à la propreté (domestique mais aussi urbaine) chez les femmes de la *middle class* états-unienne, à l'origine d'un engagement massif en faveur des revendications néo-hygiénistes². L'histoire des associations de propriétaires, qui sont devenues à partir des années 1960 une composante essentielle du mouvement environnementaliste états-unien, est elle aussi bien documentée : la revendication d'un cadre de vie « sain » et « naturel » y fait souvent cause commune avec une défense des intérêts patrimoniaux et un désir de ségrégation sociale et raciale³.

La montée des préoccupations environnementales s'exprime, à partir du début des années 1970, par des mobilisations inédites suscitées par des problèmes de stockage des déchets (des mobi-

1. Bruno Latour, *Changer de société. Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006, p. 20-21.

2. Suellen Hoy, *Chasing Dirt: The American Pursuit of Cleanliness*, New York, Oxford University Press, 1995.

3. Adam Rome, *The Bulldozer in the Countryside: Suburban Sprawl and the Rise of American Environmentalism*, New York, Cambridge University Press, 2001. Voir aussi : Mike Davis, *City of Quartz. Los Angeles capitale du futur* (1990), Paris, La Découverte, 2006, p. 137-203.

lisations caricaturées par le fameux slogan *Not in my backyard!*). À la fin de la décennie, des mouvements sociaux issus de la communauté africaine-américaine se saisissent de ce problème, pour dénoncer les inégalités environnementales criantes subies par les populations noires. Ce mouvement, dit de l'*environmental justice*, parviendra peu à peu à imposer dans le débat public la thématique des inégalités environnementales (qui concernent l'exposition aux nuisances et aux risques, l'accès à un cadre de vie de qualité, la capacité d'agir sur ses conditions environnementales d'existence)¹. Dans la décennie 1990, les travaux d'inspiration sociologique se multiplient pour documenter ces inégalités subies par les pauvres et les populations « de couleur », théoriser le concept d'éco-racisme et produire une histoire du mouvement de l'*environmental justice*². La recherche historique s'empare également de ces questions, avec la parution en 1995 du livre très influent d'Andrew Hurley sur la ville de Gary, Indiana³. Gary a été fondée en 1906 par la compagnie U.S Steel et elle est tout au long du xx^e siècle l'une des villes les plus polluées des États-Unis. Hurley analyse sur le long terme l'évolution des inégalités environnementales. Il montre que celles-ci restent limitées jusqu'en 1950 – la population, regroupée en habitat compact, subissant une exposition homogène aux pollutions – puis qu'elles explosent à la suite de la suburbanisation et du développement du travail en col blanc. L'un des grands apports du livre est de documenter les effets pervers de certaines formes de régulation environnementale : ainsi, à Gary, les restrictions imposées aux rejets dans l'air et l'eau intensifièrent la pollution des sols, accentuant les inégalités d'exposition au détriment des populations noires. La question des inégalités environnementales constitue aujourd'hui l'un des chantiers de recherche les plus prometteurs de l'histoire environnementale et, sans doute, de l'histoire sociale⁴.

1. Andrew Szasz, *Ecopopulism : Toxic Waste and The Movement for Environmental Justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994.

2. Robert D. Bulard, *Dumping in Dixie : Race, Class, and Environmental Quality*, Boulder, Westview Press, 1990.

3. Andrew Hurley, *Environnemental Inequalities : Class, Race, and Industrial Pollution in Gary, Indiana, 1945-1980*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995.

4. Maureen Flanagan, « Gender and Urban Political Reform : The City Club and Woman's City Club of Chicago in the Progressive Era », *American Historical Review*, 95, octobre 1990, p. 1032-50. Martin Melosi, « Equity, eco-racism

Éco-biographies de villes

Une nouvelle direction de recherches a fait son apparition ces dernières années, les éco-biographies de villes. Ce genre éditorial nouveau a donné lieu à plusieurs monographies pour les États-Unis, portant sur l'histoire environnementale d'une ville¹. D'autres pays commencent à emboîter le pas, comme le Canada². Soulignons que le livre de William Cronon *Nature's metropolis* ne rentre pas dans cette catégorie car il ne dit rien de la ville de Chicago elle-même, de son urbanisme, des différents quartiers, de sa sociologie ni de ses autorités.

Le livre de Matthew Klingle consacré à Seattle permet de mieux cerner la méthodologie des éco-biographies de villes. L'étude commence par un chapitre assez classique sur les caractéristiques naturelles du site, l'exploration et la prise de possession par les colons anglais dans les années 1790. Avec le développement de la ville, qui passe de 3 500 habitants en 1880 à 31 000 en 1890, la privatisation de l'espace devient un enjeu essentiel, en particulier celle du front de mer et de la laisse de mer dont le statut d'espace commun n'est pas très clair juridiquement. L'occupation de ces terrains et l'extension spatiale se traduisent très vite par des problèmes d'expositions aux aléas naturels et par la relégation des premiers occupants, les Indiens. L'action des ingénieurs est déterminante pour comprendre Seattle, autant que celle des architectes, car c'est à eux que revient le soin de modifier la topographie de la ville, de gérer les ressources abondantes en eau, de développer les égouts et de faire face aux catastrophes naturelles. Pendant plu-

and environmental history», *Environmental History Review*, 19-3, automne 1995, p. 1-16. Bill Luckin, «Environmental justice, history and the city: the United States and Britain, 1970- 2000», in *Resources of the City...*, *op. cit.*, p. 230-45. Sarah Elkind, *Bay Cities and Water Politics: The Battle for Resources in Boston and Oakland*, Lawrence, University of Kansas Press, 1998.

1. *Common Fields: An Environmental History of St. Louis*, Andrew Hurley (éd.), St. Louis, Missouri Historical Society Press, 1997. Matthew Klingle, *Emerald City: An Environmental History of Seattle*, New Haven, Yale University Press, 2007. Ari Kelman, *A River and Its City: The Nature of Landscape in New Orleans*, Berkeley, University of California Press, 2003. *Transforming New Orleans and Its Environs: Centuries of Change*, éd. Craig Colten (éd.), Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000. D'autres volumes sont en préparation.

2. *Metropolitan Natures. Environmental Histories of Montreal*, Stéphane Castonguay et Michèle Dagenais (éd.), Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011.

sièurs décennies, le conflit entre, d'un côté, ces ingénieurs et, de l'autre, les réformateurs et aménageurs de parcs urbains domine l'histoire de la ville. John C. Olmsted, neveu du fameux Olmsted, à la tête de ce qui est devenu une véritable entreprise, se heurte à l'ingénieur R.H. Thompson à partir des années 1900. Tout les oppose, la beauté contre l'utilité, les parcs contre les routes et les infrastructures urbaines, les enjeux immobiliers et la lutte au sein des instances municipales. Ces tensions inaugurent un autre enjeu de taille, l'occupation des espaces naturels entourant la ville pour les loisirs de plein air, le lac Washington et le mont Rainier. La nouvelle classe moyenne urbaine profite de la séparation entre les espaces de production et ceux de consommation, entre les activités industrielles et les usages récréatifs. Les élites de Seattle profitent de deux sphères, en investissant aussi bien les affaires que les groupes de conservation de la nature. La lutte pour déterminer qui a le droit de définir le travail et les loisirs se fait au détriment des plus modestes et des Indiens. Ceux-ci se mobilisent pour faire valoir les traités négociés par le gouverneur Isaac Stevens avec les tribus en 1854, et le conflit est porté devant la Court of Claims des États-Unis en 1927 (ce tribunal fédéral est chargé de régler les réclamations contre l'État). Écartés des plaisirs du grand air, les plus modestes souffrent aussi des inégalités environnementales à l'intérieur de la ville, en se concentrant dans les vallées et sur la laisse de mer, alors que les élites profitent des nombreuses collines. Cette écologie urbaine de la pauvreté est renforcée dans les années 1920 et 1930 par l'action des ingénieurs urbanistes, héritiers de Thomson, qui détruisent les cabanes et expulsent les squatters. Les enjeux environnementaux de l'après-guerre se concentrent sur un autre sujet, le sauvetage du lac Washington et de la rivière Duwamish, dégradés par une pollution si importante qu'elle met en danger la pêche au saumon, centrale dans l'identité de Seattle. La constitution d'un gouvernement régional en 1958, la municipalité de la métropole de Seattle, est une réponse à cette mise en péril, mais elle s'est heurtée à des oppositions farouches car la restauration écologique du lac Washington profite surtout aux plus aisés qui vivent à proximité et s'est faite au prix du sacrifice de la rivière Duwamish, abandonnée à la pollution. Le cas de Seattle démontre que l'environnementalisme moderne va souvent de pair avec le renforcement des inégalités environnementales, au détriment des plus pauvres et des minorités. Pourtant, cet épisode a

été déterminant pour forger une nouvelle configuration à Seattle. La conclusion souligne comment le saumon, autour duquel se sont nouées dans le temps de fortes tensions et inégalités, finit par représenter l'identité de Seattle, la ville ayant acquis une forte dimension écologique et une citoyenneté environnementale qui peuvent sembler contradictoires avec son histoire.

Cette méthodologie est difficilement transposable à des villes non américaines, en tout cas européennes, pour plusieurs raisons. Plus récentes que les villes européennes, les villes nord-américaines permettent de saisir le choc entre la ville naissante et la nature, l'histoire de Seattle ne débutant qu'en 1853. Le rapport avec les premiers occupants est aussi omniprésent et très particulier en raison des problèmes de spoliation des terres et d'inégalités. En 1853, Seattle regroupe deux mille colons, entourés de douze mille indiens dans le Puget Sound. Par la suite, la confrontation avec la nature qui entoure la ville, même transformée par les usages urbains, reste forte, symbolisée par le lac Washington, le Puget Sound, le mont Rainier. Enfin, la construction des parcs urbains a pris une dimension exceptionnelle dans les villes américaines. À lui seul, John C. Olmsted a dirigé plus de 3 500 projets, aménagé des parcs de Dayton à Détroit, de Baltimore à Boston, et de Portland dans le Maine à Portland dans l'Oregon¹. De nombreux aspects restent cependant pertinents pour d'autres contextes d'études : le site, bien entendu, mais aussi les causes et conséquences environnementales des aménagements urbains, les problèmes de nuisance et de pollution, les inégalités environnementales, le lien entre environnement et identité urbaine.

Un autre ouvrage, rarement utilisé en histoire environnementale de l'urbain, fournit des propositions qui sont plus faciles à transposer dans d'autres situations². Le titre centré sur les catastrophes – *Ecology of Fear. Los Angeles and the Imagination of Disaster* –, et le succès du chapitre consacré à Blade runner, ont éclipsé ce qui forme l'essentiel du livre. L'idée centrale de Mike Davis consiste à définir l'identité d'une ville comme un assemblage historiquement constitué entre la ville et l'environnement, en prenant en compte toutes les traces de naturalité dans la ville, y compris celles qui sont cachées et celles qui ont disparu. Le premier thème est consa-

1. Matthew Klinge, *Emerald City...*, *op. cit.*, 2003.

2. Mike Davis, *Ecology of Fear. Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York, 1998.

créé à la négation des dangers naturels au fondement de l'identité prométhéenne de Los Angeles, contribuant au choc causé par la multiplication des désastres dans les années 1990. Pour saisir cette identité, il est nécessaire de remonter à ses origines dans les années 1850-1870 : la découverte des nappes phréatiques fait de ce désert un Éden, donnant naissance au mythe méditerranéen et italien de la Californie incarné par Orange County. En réalité, le vocabulaire anglais est peu adapté à un univers méditerranéen contrasté et changeant. Si les colons espagnols avaient bien compris la nature méditerranéenne du climat et le rôle des séismes, l'image subtropicale vendue par les colporteurs et adoptée par les immigrants repose sur un paradigme inadapté, celui de Thoreau en Californie, par contraste avec la côte Est, présentée comme une version plus luxuriante de l'Angleterre. Cette identité environnementale a pour effet d'occulter les premiers occupants et les multiples désastres subis par Los Angeles, dont la liste est pourtant longue. L'erreur est d'avoir construit l'identité environnementale de la Californie sur une durée très courte, 150 ans, alors que Los Angeles est très vulnérable et soumise à une conjonction de dangers de toutes sortes. L'originalité de la ville réside dans le paradoxe historiquement construit entre une difficile prise en compte des dangers environnementaux et le haut niveau objectif d'association entre risques naturels et risques sociaux.

Le deuxième point abordé par Mike Davis concerne la place des étendues naturelles préservées. La sous-production d'espace public est soulignée par Frederick Law Olmsted dès 1928 (les parcs ne représentent que 0,6 % de la surface de la ville) mais il se heurte à des notables qui rêvent plutôt de privatisation. Les autorités ont manqué l'occasion à la fin du XIX^e siècle quand la ville possédait encore suffisamment de terres et qu'une ceinture verte aurait pu être construite, au bénéfice des plus modestes. L'opposition des élites a bloqué un tel projet, comme elle le fait avec le plan Olmsted pour la Los Angeles River (celui-ci consistait à faire une coulée verte avec des berges interdites à la construction, dans une plaine en grande partie souvent inondée). Le projet qui l'emporte est de détourner un bras pour aménager la plaine inondable et recouvrir la rivière d'une dalle, faisant disparaître définitivement la Los Angeles River. Il est porté par la conjonction entre des intérêts financiers qui veulent des travaux lourds (le comité de soutien est tenu par la South Pacific Railroad), les

industries à la recherche d'un emplacement et les organismes de secours (à la suite de l'inondation de 1938). Au même moment, la baie de Santa Monica manque de disparaître à cause de l'effondrement du système de retraitement des années 1940 et de la croissance de la population. La destruction de la ceinture maraîchère de Los Angeles apporte un élément de plus, que Mike Davis oppose au modèle du village et à la matrice démocratique pensée par Robert Alexander et Richard Neutra. La spéculation immobilière sauvage l'emporte avec la complicité des autorités, et se continue par la destruction des vergers d'agrumes et la colonisation des montagnes, au profit de l'espace consacré à la voiture (qui représente le tiers de la surface de la ville). La commission formée sous Kennedy, chargée de penser la zone située entre les espaces sauvages et la ville, n'aboutit à rien. Quant à la mobilisation environnementale des années 1970, elle reste, dans ses formes et ses objectifs, selon Mike Davis, locale et non globale, ne voyant pas les dimensions sociales et raciales du problème environnemental. Le deuxième paradoxe environnemental de Los Angeles est donc d'avoir construit son image originelle sur l'Éden pour devenir une concentration de nuisances.

Mike Davis propose aussi une lecture sociale et comparée des problèmes environnementaux entre différents quartiers. Les incendies montrent un écart énorme entre les quartiers pauvres du centre (Westlake) et Malibu. Westlake présente un record d'incendie, mais ceux-ci arrivent aussi à Malibu tous les deux ans et demi. Cette fréquence est le seul point commun entre deux quartiers que tout sépare du point de vue des assurances, des sources et des causes généralement avancées (pour Westlake, l'absence de normes; pour Malibu, une sorte de fatalité naturelle). En réalité, le problème qui touche Malibu est signalé dès le XIX^e siècle et tient à une triple combinaison entre l'alignement des canyons perpendiculaires à la côte, les forts vents nommés Santa Anna, et la végétation fortement combustible constituée de chaparral. Le danger représenté par cet arbuste était contenu par des incendies limités et locaux, interdits à partir de 1919. L'installation des gens du cinéma à partir de 1929 coïncide avec le grand incendie de 1930. Elle est accélérée par le démembrement de l'immense domaine privé Malibu Ranch à partir de 1940, suivi par un terrible incendie en 1956. Le nouveau régime des incendies est caractérisé par l'alliance mortelle entre les habitations et les broussailles, accentuée

par les effets pervers de la zone fédérale de catastrophe. Les baisses d'impôt et des taux d'intérêt avantageux accordés entraînent une reconstruction toujours plus importante après chaque incendie : 8 000 habitants en 1960, 117 000 en 1980. Le poids des milieux du cinéma dans les campagnes électorales est déterminant pour comprendre le scandale représenté par les incendies qui touchent Malibu. Le cas de Westlake montre en revanche une absence de règles et la négligence des autorités, ne faisant rien pour diminuer la vulnérabilité d'immeubles en brique construits après le tremblement de terre de 1906, correspondant à de nombreux hôtels et meublés. Les cages d'escalier ouvertes qui jouent le rôle de cheminée sont interdites dans les nouvelles constructions depuis 1947, mais sans effet rétroactif. La relative complaisance envers les propriétaires qui ne respectent pas les mesures antisismiques s'accompagne de l'absence de propositions de relogement (pas un logement social n'a été construit dans le Comté de Los Angeles depuis 1953). Dans les années 1970, la population de blancs âgés est remplacée par des immigrants hispanos qui se concentrent dans les logements dégradés, et pâtissent du désengagement de l'État et de la démission des autorités par rapport aux infractions à la sécurité. L'inégalité sociale entre deux systèmes de protection constitue la troisième caractéristique de Los Angeles, au point que la catastrophe est criminalisée dans les années 1990 et devient une métaphore sociale de la ville (l'incendie de 1993 à Malibu donne lieu à des rumeurs sur les complots terroristes et les gangs noirs, avec une surenchère politique dans le contexte des émeutes qui suivent la mort de Rodney King), empêchant de tirer des leçons des incendies passés et favorisant la fuite en avant. Les familles aisées fuient de plus en plus Los Angeles, accentuant la croissance de la colonisation des collines et la dispersion des maisons, alors que les feux préventifs sont toujours interdits.

Enfin Mike Davis démontre combien la présence des animaux dans la ville révèle une grande richesse. La multiplication des animaux sauvages (invasion de serpents sur les plages en 1995, attaque de lions des montagnes en 1990) est interprétée comme un symbole de la crise des relations entre la ville et son environnement. L'expansion urbaine a entraîné un mélange exceptionnel d'hommes et de vie sauvage, Los Angeles étant la seule ville à avoir de tels îlots inclus dans le tissu urbain, en particulier des montagnes aux nombreux canyons inaccessibles (biches, coyotes

et activités illégales en profitent). Les effets de cette acclimatation sont contrastés car certaines espèces opportunistes augmentent plus que dans un cadre sauvage (l'opossum), tandis que d'autres attachées à un micro-environnement disparaissent. Cette recomposition des écosystèmes, qui voit les biches manger les pelouses et les coyotes les poubelles, recompose aussi les frontières imaginaires. Le coyote devient ainsi un symbole du désordre urbain, de la naturalisation de l'ordre social. Cette recomposition vient s'ajouter à une série de redéfinitions des rapports entre animaux et humains. La colonisation a en effet transformé la faune, notamment par l'introduction du bétail, puis par les conséquences environnementales de la ruée vers l'or. Le dernier grizzli est tué en 1922, alors qu'il symbolisait l'écosystème et continue à figurer sur le drapeau californien. La croissance de Los Angeles s'est accompagnée du développement de la chasse comme activité récréative à la fin des années 1880, formant l'éthos de l'élite urbaine par le mélange de valorisation de la vie au grand air, de courage et de virilité. La distinction légale et culturelle entre chasse sportive et braconnage remonte au conflit entre protection de la vie sauvage et prédation hors la loi. En 1914-1915, le Congrès a fédéralisé l'extermination des loups, des coyotes, des lions des montagnes et des chats sauvages grâce à une coalition de propriétaires de ranchs, de chasseurs (pour augmenter la population des biches), de naturalistes amateurs et de végétariens. Le dernier paradoxe de Los Angeles réside dans cette coexistence entre trois figures environnementales : la nature sauvage installée dans l'espace urbain, l'idéal naturel pacifié qui fait écho aux cités jardins de la Californie du Sud et le rêve d'un paysage géré scientifiquement qui est porté par l'industrie des vergers.

Histoire de la colonisation et de l'impérialisme

École tragique et colonisation

L'histoire environnementale de la colonisation et de l'impérialisme a fortement contribué au succès de l'histoire environnementale aux États-Unis. Publié en 1972, le *Columbian exchange* d'Alfred Crosby est un des titres les plus cités aujourd'hui¹. L'expression « Columbian exchange » désigne le transfert croisé de plantes, d'animaux et de maladies consécutif à la « découverte » de l'Amérique par l'Occident, et en sont analysés pour la première fois tous les effets : effondrement des populations américaines (décimées par les maladies importées, ces puissantes alliées des conquérants), transformation des cultures alimentaires, explosion démographique européenne. Ces travaux s'articulent avec un positionnement anti-impérialiste et environnementaliste nettement revendiqué. L'engagement de Crosby dans le mouvement des droits civiques et l'enseignement des *Black studies* rappelle le contexte général de libération des opprimés, qui va des afro-américains au biotope, et qui a influencé les débuts de l'histoire environnementale. Il s'intéresse particulièrement aux peuples victimes, exploités économiquement ou réduits en escl-

1. Alfred W. Crosby, *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492* [1972], Westport, Conn., Greenwood Press, 2003.

vage par l'impérialisme européen et le capitalisme. À l'occasion de son rôle dans la construction d'un centre médical pour l'United Farm Workers Union et de son investissement dans les manifestations contre la guerre du Vietnam, il découvre le rôle impérialiste de facteurs écologiques qui ne sont ni politiques ni religieux et largement ignorés par les historiens, en particulier les épidémies¹.

Son second ouvrage délivre une démonstration plus complète, où il décrit les bouleversements écologiques qui créèrent les conditions du succès (ou de l'échec) de l'impérialisme européen aux Amériques, au Moyen-Orient et en Océanie, entre 900 et 1900². Son concept d'«impérialisme écologique» renouvelle les perspectives car «peut-être le succès de l'impérialisme européen a-t-il une dimension biologique, écologique»³. Cette «néo-Europe» est éloignée mais proche en termes de population et de culture car la proximité du climat a permis l'acclimatation de la flore et de la faune européennes (il englobe sous cette catégorie de «néo-Europe écologique» l'Amérique du Nord, le sud de l'Amérique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). La pampa, paysage icône de l'Argentine, devient une création européenne, cette vaste prairie fertile sans arbres ayant été bouleversée par l'arrivée des animaux domestiqués au xvi^e siècle qui éliminent les plantes délicates et les herbes les plus hautes (dans les années 1920, les botanistes observent que seulement le quart des plantes poussant à l'état sauvage dans la pampa sont natives). La perspective environnementale fait aussi apparaître des ensembles géographiques insoupçonnés de l'histoire traditionnelle, tel cet «empire du trèfle» sur lequel «le soleil ne se couche jamais» qui va de la Californie à l'Australie en passant par le Pérou. La relation écologique entre l'Europe et les terres conquises est décrite comme extrêmement inégale car, aussi bien pour les plantes que pour les animaux et les maladies, l'impact du nouveau monde sur le vieux monde a été bien plus réduit que la relation inverse. L'Australie n'a quasiment rien donné à l'Europe tandis que seule la syphilis a été exportée avec succès par le nouveau monde et que 60 % des mauvaises herbes des terres cultivables du Canada sont européennes. Alfred Crosby ne donne pas d'explications humaines à cet échange inégal, soulignant que

1. <http://www.awcrosby.com/> (accédé le 24.01.2010).

2. Alfred W. Crosby, *Ecological Imperialism. The Biological Expansion of Europe, 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

3. *Ibid.*, p. 7.

les hommes ont rarement contrôlé ou été volontairement à l'origine de ces changements biologiques. En définitive, seule la répartition des facteurs naturels et des zones climatiques explique un tel succès écologique européen.

Les Canaries sont présentées comme un laboratoire de cet impérialisme écologique, le premier choc destructeur de l'histoire¹. À partir de 1402, date de la première expédition française à Lanzarote, la conquête se fait en plusieurs étapes, à l'avantage des Espagnols qui envoient une expédition militaire en 1478 à Gran Canaria. Les affrontements particulièrement meurtriers avec la population autochtone, les Guanches, se poursuivent ensuite à La Palma à partir de 1492 et à Tenerife à partir de 1494. Alfred Crosby attribue, certes, ces victoires à la supériorité technique des Européens (les armes et la navigation), à la désunion des Indiens et à l'arme religieuse européenne, mais avant tout à un allié infiniment puissant, les formes de vie étrangère (les plantes, les animaux, les microbes). Sans la «peste» de Gran Canaria, les Espagnols n'auraient pu conquérir l'île en 1483, et sans l'épidémie de modorra, Alonso de Lugo n'aurait pu effacer ses premiers échecs à Teneriffe dont, d'après le récit de Friar Espinosa, la population de 15 000 habitants est presque entièrement décimée en 1495. L'introduction du lapin à Porto Santo en 1418 par Bartholomeo Perestrello, futur beau-père de Christophe Colomb, réussit si bien que les colons finissent par abandonner une île ravagée par ces animaux. Ils se reportent alors sur Madère, dont le nom indique encore la richesse originelle en bois, et détruisent complètement la forêt en place, remplaçant celle-ci par des plantations de sucre dans les années 1450. Lorsque Girolamo Benzoni visite La Palma en 1541, il ne reste plus qu'un seul guanche, ivre en permanence. L'extinction de ce peuple est donc présentée dans *Columbian Exchange* comme le prélude aux effets de l'impérialisme écologique sur la néo-Europe, déclinés par les autres chapitres en suivant les plantes, les animaux et les maladies.

La proximité entre cette trame narrative impériale et celle développée par Donald Worster à l'intérieur des États-Unis frappe le lecteur. Il publie en 1979 un des grands classiques de l'histoire environnementale, sur le *Dust Bowl*, ces tempêtes de poussière gigantesques qui touchent les grandes plaines dans les années

1. Alfred Crosby, «An ecohistory of the Canary Islands: a precursor of European colonialization in the New World and Australasia», *Environmental Review*, 8-3, automne 1984, p. 214-235.

1930, ravagent les fermes et les habitations et poussent trois millions de personnes sur les routes. Les dégradations de l'environnement occupent le cœur du livre et permettent à Donald Worster de se livrer à une critique radicale du capitalisme et d'en appeler à un nouveau rapport à l'environnement, libéré de sa logique négative¹. L'impérialisme écologique d'Alfred Crosby, qui s'accompagne d'une exploitation destructrice de la nature pour satisfaire les besoins européens, s'inscrit dans ce que Hal Rothman a appelé « l'école tragique » de l'histoire environnementale, pointant la responsabilité du capitalisme². Crosby et Worster partagent un même type de récit, celui de la chute, du déclin, en opposition à l'usage raisonné de la nature par les populations locales³. Cette proximité apparaît dans le numéro spécial que le *Journal of American History* consacre en 1990 à l'histoire environnementale⁴. Seul Alfred Crosby semble proche de Donald Worster tandis que la génération suivante (William Cronon, Richard White, Stephen Pyne, Carolyn Merchant) ne partage pas les mêmes positions épistémologiques et politiques⁵. Remarquons d'ailleurs que le *Columbian exchange* ne cite jamais les historiens des Annales alors que, dans un article postérieur, Alfred Crosby souligne la force de leurs propositions méthodologiques sur l'environnement, tout en reconnaissant qu'elles n'ont pas eu d'influence directe dans le contexte états-unien d'émergence de l'histoire environnementale⁶. L'absence de proximité politique avec la première génération de l'histoire environnementale a certainement contribué à ce manque d'appétence.

Même remis en cause plus tard dans le détail de ses analyses et sa dimension apocalyptique, le travail d'Alfred Crosby a eu une profonde influence sur trois points. Il démontrait d'abord la manière dont la perspective environnementale pouvait transformer les

1. Donald Worster, *Dust Bowl...*, *op. cit.*

2. Donald Worster, *Nature's Economy: A History of Ecological Ideas*, San Francisco, Sierra Club Books, 1977. Hal Rothman, « A decade in the saddle: confessions of a recalcitrant editor », *Environmental History*, 7-1, janvier 2002, p. 9-21.

3. William Cronon, « A place for stories: nature, history, and narrative », *The Journal of American History*, 78-4, mars 1992, p. 1347-1376.

4. *Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1087-1187.

5. Stephen J. Pyne, « Firestick history », *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1140.

6. Alfred Crosby, « The past and present of Environmental history », *The American Historical Review*, 100-4, octobre 1995, p. 1177-1189.

récits historiques admis, en introduisant une foule d'acteurs restés inconnus et silencieux. Moins prestigieux que le conquistador, le pissenlit devenait ainsi un personnage majeur de l'histoire. Ensuite, il montrait la nécessité de renoncer à la figure des relations équilibrées et entremêlées entre les hommes et la nature, pour ouvrir la voie à une histoire plus heurtée des atteintes environnementales. Enfin, Alfred Crosby est un des pionniers de l'histoire globale, aux cotés de William McNeill – qui invente le mot¹ et travaille lui aussi sur les inégalités et l'histoire des maladies à l'échelle de la planète, mais dans une perspective temporelle encore plus ample (du néolithique à aujourd'hui)².

L'histoire des sciences coloniales a depuis nuancé ces perspectives tragiques. L'étude de Lucile Brockway sur les transferts de plantes organisés par les savants anglais de Kew Gardens a ouvert la voie³. Au lieu de la géographie dualiste d'Alfred Crosby, qui part de l'Europe pour suivre la diffusion progressive de plantes dans le nouveau monde, elle montre une géographie plus complexe, faite de transferts continentaux et inter-continentaux entre colonies pour adapter des plantes au système de plantations dans des régions faciles à atteindre. Les autres types de transformations écosystémiques suscitées par la colonisation ont aussi retenu l'attention, notamment celles liées au transport et à la mise en culture des espèces végétales à l'échelle du globe⁴. La botanique et l'agronomie tropicale – qui ont promu ou organisé cette circulation des espèces – ont été étudiées par des chercheurs venus des *science studies*, qui ont également analysé les outils de gouvernement que constituent les politiques d'«amélioration» et de «modernisation» agricole⁵. Ces recherches ont aussi révélé l'importance du terreau colonial

1. Caroline Douki, Philippe Minard, «Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique», *RHMC*, 2007-5, 54-5, p. 7-21 (p. 9).

2. William McNeill, *Rise of the West. A history of the human community*, Chicago, University of Chicago Press, 1963.

3. Lucile H. Brockway, *Science and Colonial Expansion: the Role of the British Royal Botanical Gardens*, New York, 1979.

4. Christophe Bonneuil, Marie-Noëlle Bourguet, «De l'inventaire du globe à la mise en valeur du monde. Botanique et colonisation», *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, 86, 1999, p. 7-38.

5. Richard Drayton, *Nature's government: science, imperial Britain, and the «improvement» of the World*, New Haven, Yale University Press, 2000 ; Christophe Bonneuil, «Development as experiment : science and state building in late colonial and post-colonial Africa, 1930-1970», *Osiris*, 15, 2000, p. 258-281.

dans la naissance et le développement de l'écologie scientifique¹. Les historiens français, quant à eux, avaient investi ces questions dans les années 1990, avec des travaux venus surtout de l'histoire des sciences et des études indianistes².

Destructions écologiques et développement

En dehors du champ de l'histoire environnementale, en train de se constituer, les années 1970 voient la publication de plusieurs travaux novateurs sur le changement environnemental durant la colonisation. Au sein des études sur le Tiers Monde, il s'agit de donner un arrière-plan historique aux problèmes contemporains du développement, en particulier des sociétés rurales. Cette question avait déjà été abordée plus tôt, avec moins de profondeur temporelle, par Clifford Geertz, pour comprendre l'absence de développement des sociétés agricoles en Indonésie³. Ces travaux témoignent, d'une part de la diffusion des préoccupations écologiques, d'autre part du recours à l'environnement pour ajouter une pierre à la critique de l'impérialisme européen. La même année que le *Columbian exchange* est publié le premier volume d'Elizabeth Whitcombe sur le centre-nord de l'Inde, les provinces d'Agra et d'Oudh, connues aujourd'hui sous le nom d'Uttar Pradesh⁴. Parmi des chapitres sur les chemins de fer, les taxes, etc., l'un est consacré aux canaux construits par les Anglais dans cette région. En 1877-1878, ils irriguaient environ 750 000 hectares, environ 5 % des terres cultivées de la province. Le canal du Gange était le plus étendu, avec un réseau de plus de 9 000 km de canaux. Critiquant les récits habituels, elle démontre à partir des observations des officiers de l'irrigation que ces aménagements produisent un lessivage des sols et une salinisation accrue. Destinés à augmenter les revenus de la terre, et par conséquent les

1. Peder Anker, *Imperial Ecology: Environmental Order in the British Empire, 1895-1945*, Cambridge Ma., Harvard University Press, 2001.

2. En lien avec la problématique «Sciences et empire». Yvon Chatelin, Christophe Bonneuil (éd.), *Les sciences hors d'Occident au 20^e siècle*. Vol. 3: *Nature et environnement*, Paris, Édition Orstom, 1995.

3. Clifford Geertz, *Agricultural Involution: The Process of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley, University of California Press, 1963.

4. Elizabeth Withcombe, *Agrarian Conditions in Northern India*, Berkeley, California Press, 1972, 2 vol.

retrées fiscales, en remédiant à un régime des pluies irrégulier et géographiquement inégal, ils aboutissent à une catastrophe écologique, au corps défendant des colonisateurs. La raison principale est à chercher du côté de la mauvaise conception et de l'exécution des systèmes de canaux organisés autour du Junna, du Gange et de l'Indus.

La réception assez critique de ce travail, repris plus tard de manière positive par l'histoire environnementale, soulève des questions intéressantes¹. Le pessimisme écologique est souligné comme une manière unilatérale et simplificatrice d'interpréter le changement écologique. L'analyse environnementale recèle le risque d'abstraire du fonctionnement des sociétés un domaine autonome, l'environnement, alors que ces éléments matériels sont liés aux autres aspects de la vie sociale, dont la prise en compte conduirait à un bilan plus nuancé. La condamnation environnementale de l'agriculture commerciale est une chose, mais il faudrait suivre précisément les flux de grains, la vente, les profits, le crédit. L'organisation autour des questions écologiques s'accompagne d'une essentialisation des catégories sociales. La question des échelles est amplement soulignée, tant spatiales que temporelles. Une région permet-elle de faire un procès général de la colonisation? Comment mener une analyse du changement écologique sans l'inscrire dans des temporalités plus longues qui relativiseraient l'ampleur des transformations, au demeurant inévitables dès qu'il y a présence humaine. À la série d'exemples et de cas d'études est opposée la nécessité d'une étude quantitative globale, seule apte à qualifier réellement l'ampleur des impacts. Le choix d'un seul type de source est critiqué car les rapports envoyés par les provinces du nord-ouest de l'Oudh au India Office Records à Londres privilégient les cas difficiles et auraient dû être contrebalancées par l'usage de sources locales. Ces comptes rendus, qui soulignent tous les qualités du livre, montrent tous également de quelle manière la perspective environnementale pose des problèmes nouveaux en termes d'écriture de l'histoire. L'environnementalisme et l'inventaire critique des relations entre modernisation et développement

1. Comptes rendus par Étienne Gilbert, *Tiers-Monde*, 1974, 15-58, p. 446-447. W. J. MacPherson, *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, University of London, 36-1, 1973, p. 168-169. Thomas R. Metcalf, *The Journal of Asian Studies*, 32-2, février 1973, p. 344-346; Peter Musgrave, *Modern Asian Studies*, 9-4, 1975, p. 552-555. J. McKenzie, *op. cit.*, p. 13-14.

constituent l'arrière-fond. La rencontre entre deux cultures, les sciences de la nature et les sciences sociales, se traduit par une hétérogénéité des catégories et des échelles.

Les études sur l'Afrique centrale et orientale sont d'un plus grand pessimisme écologique encore, renforçant la critique de l'agriculture, de l'industrialisation et de l'impérialisme. L'article de Leroy Vail sur la Zambie est un des premiers à explorer les liens entre écologie et histoire en Afrique¹. La conclusion est sans appel : l'expansion du capitalisme et de l'administration coloniale après 1895 a créé une catastrophe écologique majeure en Zambie orientale dans la première moitié du xx^e siècle. La relation équilibrée qui existait auparavant entre les hommes et l'environnement laisse place à un processus de sous-développement persistant jusqu'à aujourd'hui. La première désorganisation est due à l'invasion des Ngoni autour de 1855 dans la zone occupée par les Chewa et les Nsenga. Peuple d'éleveurs, ils imposent cette pratique et forcent les populations à se regrouper dans de gros villages concentrés, ce qui se traduit par l'abandon des terres environnantes, l'expansion du bush et la multiplication des animaux sauvages permettant aux Ngoni de chasser. La deuxième étape, plus décisive, l'invasion anglaise du milieu des années 1890, s'inscrit dans ce contexte. L'administration coloniale étend son monopole sur le trafic d'ivoire et interdit aux autochtones la possession d'armes à feu. Pour mieux gérer la population, elle contrôle le regroupement en villages, empêchant une implantation plus adaptée. Les terres les plus riches sont concédées à de grandes compagnies comme la North Charterland Exploration Company, créée en 1895 par la British South African Company. L'instauration d'une taxe de 5 shillings en 1898 oblige 50 à 70 % de la population adulte mâle à quitter les villages pour aller travailler à l'extérieur, désorganisant toute la vie rurale. La progression du bush et la multiplication du gibier sauvage, renforcée par la conservation des zones de chasse pour les besoins des colonisateurs, a pour conséquence la diffusion de la mouche tsé-tsé, et par conséquent du parasite *Trypanosomiasis gambiense* et de la maladie du sommeil. Le retour des populations africaines dans des zones longtemps abandonnées provoque un mélange entre les écosystèmes aménagé et sauvage, idéal pour le développement de l'épidémie. En 1909, près de 200 000 per-

1. Leroy Vail, « Ecology and history : the example of Eastern Zambia », *Journal of Southern African Studies*, 3, 1977, p. 129-155.

sonnes ont succombé dans la région étudiée par Vail. À la veille de la Première Guerre mondiale, les colons se tournent vers la culture très rentable du coton et du tabac, qui accélère la spoliation des terres, avec une allocation de terre insuffisante pour permettre aux autochtones de survivre. Ils sont alors obligés d'entrer dans le marché local du travail, tandis que leurs terres surexploitées sont confrontées à l'épuisement, à l'érosion des sols, à la déforestation. Les efforts tardifs de l'administration coloniale en 1941 pour remédier à une catastrophe écologique qu'ils avaient créée en promouvant une agriculture plus productive, échouent. À la fin des années 1940 et au début des années 1950, la résistance à ces nouvelles techniques devient même un élément constitutif de l'identité africaine locale.

La mouche tsé-tsé a fourni la controverse fondatrice de l'histoire environnementale de l'Afrique, limitée longtemps aux colonies anglaises. L'article de John Vail, soutenu par Helge Kjekshus, est une réponse au livre de John Ford, qui a exercé une forte influence sur les Africanistes¹. L'enjeu de la controverse est de savoir si la politique économique livre la clef pour comprendre les crises écologiques de la période coloniale. En d'autres termes, la diffusion de la maladie du sommeil est-elle un effet imprévu de l'ordre colonial et du début de l'essor économique du continent? L'argument de Vail et Kjekshus consiste à dire que, avant la colonisation, les sociétés locales étaient en équilibre avec l'environnement, et que la déstructuration créée par l'irruption des colonisateurs a rompu cet équilibre, tout en refusant aux autochtones la possibilité de gérer eux-mêmes leurs implantations et de lutter par leurs propres moyens. Ce caractère fondateur de la controverse sur la mouche tsé-tsé trouve son explication dans la période coloniale elle-même. En effet, la controverse est née au début du xx^e siècle, lors de la mise en place des réserves et des restrictions sur la chasse, à la demande des lobbies de la conservation. Les colons sont opposés à ces mesures, mais aussi les missionnaires et les lobbies scientifiques présents en Afrique qui reprochent aux réserves d'être des barrières empêchant l'éradication de la mouche tsé-tsé². Cet épisode a produit de nombreuses sources disponibles pour les historiens.

1. John Ford, *The Role of Trypanosomiases in African Ecology: a Study of the Tsetse Fly Problem*, Oxford, 1971. Helge Kjekshus, *Ecology Control and Economic Development in East African History*, London, 1977.

2. J. McKenzie, *op. cit.*, chapitre 6.

Loin de se cantonner à une gestion raisonnée et neutre des non-humains, les politiques de conservation en Afrique sont très politiques, comme le comprennent très bien les sociétés africaines. Historiquement, l'Afrique symbolise les espaces sauvages dans lesquels les Européens retrouvent l'harmonie perdue avec la nature, un Éden qui efface l'idée d'un environnement complexe et changeant dans lequel des populations doivent vivre. Forts de ce double constat, David Anderson et Richard Grove organisent un séminaire à Oxford à partir de 1983, suivi d'un colloque à Cambridge en 1985¹. Venus de disciplines différentes, de l'histoire à la biologie, les participants partagent l'idée que l'idéologie du développement a contribué aux difficultés actuelles en Afrique en ne prenant pas en compte la complexité et la variété des contextes sociaux et idéologiques. Les historiens sont fortement présents (David Anderson, William Beinart, Richard Grove, John MacKenzie, John McCracken) mais la présence d'autres disciplines (écologie, géographie, anthropologie, etc.) décentre le point de vue temporel des études impériales : l'expérience coloniale n'est qu'une faible part de l'histoire de l'Afrique, une phase à l'intérieur de cycles plus longs de changements environnementaux.

L'article de John McCracken, qui est une réponse à John Vail et Helge Kjekshus, permet de saisir les méthodes de cette nouvelle histoire environnementale de la colonisation, moins idéologique que celle des années 1970². Le changement écologique encourage facilement des perspectives téléologiques, en particulier sous une forme tragique, auxquelles se prête le récit historique. L'idée est plutôt ici de prouver les liens de causalité entre changements environnementaux et capitalisme à travers l'analyse fine de situations locales. Le Nyasaland, une zone proche du Malawi, apporte cinq types d'arguments qui limitent les analyses de John Vail. La formulation des lois et des intentions coloniales ne signifient nullement qu'elles sont appliquées, tant le colonisateur est numériquement minoritaire : de fait, celui-ci a eu une influence limitée sur le contrôle de l'implantation des villages au Nyasaland et sur l'interdiction de la possession d'armes et de la chasse. Certaines régions

1. David Anderson, Richard Grove, *Conservation in Africa: Peoples, Policies and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

2. John McCracken, « Colonialism, capitalism and ecological crisis in Malawi: a reassessment », in D. Anderson, R. Grove (éd.), *Conservation in Africa, op. cit.*, p. 63-77.

contredisent ce qui est observé dans d'autres et l'on observe d'un côté une augmentation du gibier durant la période coloniale, de l'autre une baisse. Les liens de causalité ne sont nullement unilatéraux car le même capitalisme qui favorise la diffusion de la mouche tsé-tsé, permet de la faire reculer grâce à l'extension de la culture du tabac qui pousse à nettoyer les zones infestées. Au lieu de se concentrer sur la manière dont le capitalisme domine les écosystèmes, il est préférable de regarder les interpénétrations entre les deux. Enfin, une bonne histoire environnementale est aussi attentive aux facteurs écologiques et naturels qui, dans le cas de la mouche tsé-tsé, imposent des limites d'altitude à sa diffusion.

Des *subaltern studies* à l'histoire environnementale

Dans les années 1980, un autre foyer d'études environnementales de la colonisation émerge en Asie du Sud, autour des *subaltern studies* en Inde. L'environnement ne constitue nullement un objet de départ pour le groupe qui se constitue autour de l'historien bengali Ranajit Guha, et de la publication de la série de volumes *Subaltern Studies. Writings on South Asian History and Society* à partir de 1982. Cette «histoire par en bas» développe un marxisme critique, inspiré de Gramsci et de l'historien Edward P. Thompson, remettant en question l'historiographie nationaliste qui se développe après l'indépendance¹. Insistant sur les traditions populaires de résistance aux impérialismes, cette dernière les interprète comme des expressions de proto-nationalisme, résultant d'un processus de mobilisation par le haut, une lutte pour les libertés inspirée par les élites et reprises par des masses populaires arriérées². Dans son étude sur la famine de 1876-1878 à Madras, David Arnold démontre au contraire l'autonomie et la capacité d'action des masses paysannes, qui développent leur propre système d'interprétation à partir des mythes et légendes hindoues et mettent en place des formes subalternistes d'action³.

1. Jacques Pouchepadass, «Les *Subaltern Studies* ou la critique postcoloniale de la modernité», *L'Homme*, 156, 2000, p. 161-186.

2. Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Delhi, Oxford University Press, 1983.

3. David Arnold, «Famine in peasant consciousness and peasant action», in

Compagnon de route des *subaltern studies*, Ramachandra Guha fait la connexion entre les révoltes paysannes et les enjeux environnementaux, en restituant tout la complexité du jeu entre les éléments traditionnels et modernes¹. Le terrain environnemental apporte la durée à des analyses souvent centrées sur les moments de rupture. La révolte s'enracine dans des relations non conflictuelles entre les hommes et la nature, minées par une série de lois entre les années 1850 et 1917 pour limiter les droits d'usage des populations locales au profit d'un usage commercial par l'État du Kumaon. Cette agitation populaire, qui précède 1921 et l'émergence d'un leader nationaliste, se coalise grâce aux communautés villageoises. Leur rôle est évident dans la lutte contre la clôture des forêts, relevant jusqu'ici d'une propriété collective et d'une gestion communautaire, bouleversées par l'exploitation commerciale. Le recours à l'incendie volontaire est largement utilisé dans le Kumaon, une forme de destruction luddiste qui reprend des pratiques traditionnelles écologiques (pour nettoyer et régénérer la terre) en les détournant pour s'attaquer aux bois destinés à être commercialisés. Dès les années 1980, Ramachandra Guha importe cette problématique sur le terrain environnemental. Il étudie le mouvement Chipko (alors en cours), où les villageois de la région de l'Uttarakhand s'opposent à l'exploitation commerciale de leurs forêts². Il montre que ce phénomène s'inscrit dans une histoire longue, celle de la confrontation des populations locales aux administrateurs et aux praticiens de la foresterie scientifique, sous le Raj et au-delà. Cette analyse permet à Guha de restituer l'économie morale et cognitive complexe qui préside à la gestion des écosystèmes par les communautés villageoises. Ce qui apparaît nettement en regard, c'est la continuité entre les logiques coloniales et nationalistes/modernisatrices d'exploitation des ressources naturelles³.

Ranajit Guha (éd.), *Subaltern Studies*, Delhi, Oxford University Press, 1984, vol. 3, p. 62-115.

1. Ramachandra Guha, «Forestry and social protest in british Kumaun, c. 1893-1921», in Ranajit Guha (éd.), *Subaltern Studies*, Delhi, Oxford University Press, 1985, vol. 4, p. 54-101.

2. Ramachandra Guha, *The Unquiet Woods. Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya* [1989], expanded edition, Berkeley, University of California Press, 2000.

3. Le même constat a été fait en matière d'agriculture, Révolution verte comprise. C. Bonneuil, *op. cit.*

À travers différents articles et une histoire écologique de l'Inde écrite avec Madhav Gadgil, Ramachandra Guha développe l'idée que la colonisation fut bien une rupture dans l'histoire écologique de l'Inde, altérant profondément un système caractérisé par une grande stabilité écologique et sociale permise par les castes et les croyances hindouistes¹. L'Europe coloniale apporte une dynamique de changement social due à la Révolution industrielle et la commodification de la nature qui a des conséquences profondes sur l'usage des ressources. À travers cet usage, sont affaiblis l'économie de subsistance, les liens sociaux et le système de valeurs fondé sur la religion. Ce bouleversement s'opère en trois phases qui, toutes, s'organisent autour de la forêt, enjeu central de l'histoire environnementale de l'Inde. La destruction précoce des forêts est visible dès les années 1850-1860, faisant de l'Angleterre le champion mondial de la déforestation, pour subvenir aux besoins de sa marine et pour construire les voies de chemin de fer à partir de 1853. En 1864 est formé l'Imperial Forest Department avec l'aide d'experts allemands (Dietrich Brandis), pour répondre aux dommages causés par l'intensification de la déforestation. Une deuxième phase, celle des débats, débute avec l'Indian Forest Act de 1865. Conçu dans l'urgence, pour permettre l'acquisition par l'État des forêts dont il a besoin, cet acte donne lieu immédiatement à de vives critiques au point d'être remplacé par un autre. S'opposent alors annexionnistes (toutes les terres non cultivées appartiennent au souverain), populistes (les droits des communautés sont supérieures aux volontés de l'État) et pragmatiques (un système mixte défendu par Brandis). Lors de la Forest Conference de 1874, les administrateurs et officiers anglais s'opposent aux propositions de Brandis, ce qui aboutit à l'Indian Forest Act de 1878, annexionniste. La troisième phase de politique forestière jusqu'en 1947 voit l'expulsion des populations des usages des forêts pour permettre la commercialisation du bois, d'autant que les deux guerres font fortement augmenter la valeur de celui-ci. Les chasseurs-cueilleurs sont définitivement en voie de disparition tandis que l'agriculture itinérante est en butte aux Anglais, opposés à cette méthode peu productive. Les résistances les plus violentes apparaissent durant cette phase, par exemple la rébellion Rampa de 1879-1880, dans

1. Madhav Gadgil, Ramachandra Guha, *This Fissured Land...*, *op. cit.* Ramachandra Guha, Madhav Gadgil, « State forestry and social conflict in british India », *Past and Present*, 123, mai 1989, p. 141-177.

l'État du Bastar en 1910, dans le district d'Adilabad de l'État du Hyderabad en 1940.

L'essor de l'histoire environnementale de l'Asie du Sud modifie les perspectives en proposant de nouvelles méthodes, mais aussi un nouveau terrain sur lequel il n'est possible d'importer ni le questionnaire états-unien ni les observations africaines. Cette spécificité est longuement discutée dans l'introduction d'un volume collectif influent, dirigé par David Arnold et Ramachandra Guha, *Nature, Culture, Imperialism*¹. La longue durée de l'histoire indienne les fait se sentir plus proches de l'École des Annales que de l'histoire environnementale états-unienne. La question de la variété des échelles d'analyse est centrale dans une aire géographique marquée par une grande diversité physique mais aussi une grande diversité de types d'occupation de l'environnement. L'Inde compte des villages groupés de cultivateurs, des chasseurs-cueilleurs, des cultures itinérantes, des pasteurs nomades et des communautés de pêcheurs. L'importance des forêts et des pâtures, des espaces communs en général, apporte une autre différence avec les États-Unis. Ces forêts font l'objet d'usages nettement plus divers en apportant des lieux de vie, du combustible, des matériaux de constructions, de la nourriture de complément en cas de famines, des refuges pour les bandits et rebelles, des animaux sauvages, des maladies, des limites aux ambitions de l'État. Cette source si importante de matériaux bruts est l'objet du contrôle étatique à une telle échelle que tout laissez-faire est un mythe. L'eau et les rivières jouent aussi un rôle particulièrement important dans l'histoire de l'Asie du Sud. Le poids de l'État durant la colonisation est supérieur à ce qui est observé dans d'autres aires géographiques. L'importance des interactions, des migrations et du commerce avec les autres pays est aussi particulièrement marquant. L'Asie du Sud contredit la thèse d'Alfred Crosby sur l'impact limité de la colonisation européenne sur le vieux monde tropical : même si celui-ci n'a pas connu le même choc épidémique, la colonisation marque une rupture dans la relation des hommes à l'environnement. De fait, les conflits, la confrontation, la fuite, les révoltes ont pris une forte ampleur. Celle-ci resterait incompréhensible sans une dernière singularité, la nature de la voie de développement et du soubassement culturel.

1. David Arnold, Ramachandra Guha (éd.), *Nature, Culture, Imperialism: Essays on the Environmental history of South Asia*, Delhi, 1995.

La lecture de l'histoire environnementale de la colonisation issue des *subaltern studies* a fait l'objet depuis d'un certain nombre de critiques et d'infléchissements sur quatre points principaux¹. L'opposition entre les bouleversements environnementaux de la période coloniale et l'équilibre écologique de la période précoloniale a été contredite par une série de travaux, révélant les atteintes sur les animaux, les tentatives pour étendre la part des terres cultivées, les conflits d'intérêt avec le pouvoir central, les négociations entre les États et les groupes nomades et les tribus avant l'arrivée des Anglais². La nouveauté principale réside dans le changement du mode de gouvernement, de relations souples et basées sur le compromis à un système plus centralisé et autoritaire, intervenant directement dans le processus de production. Ensuite, la tendance est à souligner la diversité des expériences subalternes, loin de l'histoire écologique tragique vécue par les populations américaines. Certains groupes se trouvent rejetés aux marges du pouvoir, processus qui commence souvent avant la colonisation elle-même, mais d'autres réussissent à s'adapter, à innover et, pour une minorité, à prospérer. Ces résultats ont été obtenus en cessant de se concentrer sur le moment exceptionnel des révoltes pour s'attacher au fonctionnement plus ordinaire, et en diversifiant les sources, notamment en confrontant les archives du Forest Department avec des sources orales. Il ne faut sous-estimer ni la nécessité des autorités coloniales de connaître les tribus ni la complexité de processus non linéaires du changement environnemental, laissant subsister d'anciens types de ressources³. Le troisième déplacement

1. Mahesh Rangarajan, «Environmental Histories of South Asia», *Environment and History*, 2-2, 1996, p. 129-143.

2. Sunita Zaidi, «The Mughal state and tribes in 17th century Sind», *Indian Economic and Social History Review*, 26-3, septembre 1989, p. 343-362. Christopher A. Bayly, «Creating a colonial peasantry, India and Java, c. 1820-1880», *Itinerario*, 11-1, 1987, p. 93-106.

3. Sanjay Nigam, «Disciplining and policing the "Criminals by Birth"», *Indian Economic and Social History Review*, 27, 1990, p. 131-164 et 257-288. Indra Munshi Saldanha, «The Political ecology of traditional farming practices Thana District, Maharashtra, India», *Journal of Peasant Studies*, 17-3, 1990, p. 433-43. David Hardiman, «Power in the Forest, the Dangs, 1820s-1840s», in David Arnold, David Hardiman (éd.), *Subaltern Studies, Essays in Honour of Ranajit Guha*, Delhi, Oxford University Press, 1994, vol. 8, p. 89-147, 105. Raymond Bryant, «Shifting the cultivator: the politics of teak regeneration in colonial Burma», *Modern Asian Studies*, 27, 1994, p. 225-250. Ajay Skaria, «A Forest Policy in Western India, The Dangs, 1800s-1920s'», Cambridge PhD, 1992.

réside dans la prise de distance par rapport aux usages directs de l'histoire pour le présent, et à une certaine forme d'engagement idéologique en faveur des mouvements environnementaux indiens. L'usage traditionnel des ressources ne doit pas être érigé en modèle, comme une alternative à des aménagements contemporains. Les systèmes de ressources traditionnels et modernes ne sont d'ailleurs pas toujours en opposition. Enfin, l'État colonial cesse d'être vu comme un bloc, certains individus ayant pris conscience des dommages environnementaux. Les administrateurs ne transplantent pas des idées et des technologies du centre à la périphérie en les imposant, leurs propres idées se transformant au contact de ces aires nouvelles. Comme le souligne Mahesh Rangarajan, «L'histoire environnementale est, après tout, plus qu'une histoire de dégradation et de déclin. Distribuer les reproches est un élément essentiel du récit, mais pas tout le récit»¹.

Les colonies, un laboratoire environnemental

Par ailleurs, l'histoire environnementale a montré que les espaces coloniaux ont été des laboratoires pour l'émergence des préoccupations, des théories et des pratiques de protection environnementales. C'est notamment là que les puissances européennes ont expérimenté leurs politiques préservationnistes, aux XIX^e et XX^e siècles. Cela est apparu clairement (pour la Grande-Bretagne) à la suite d'un livre coordonné par Richard Grove et David Anderson, où ces politiques étaient résolument interprétées comme des produits et des instruments de la domination coloniale². Au lieu d'être une périphérie dominée, les colonies deviennent un laboratoire.

En 1995, Richard Grove publie *Green imperialism*, qui a exercé une forte influence, surtout sur l'histoire environnementale non états-unienne³. De fait, celui-ci se présente explicitement comme une réaction critique aux origines états-uniennes de l'histoire environnementale, une remise en question de l'idée que la *wilderness*

1. Mahesh Rangarajan, «Environmental Histories...», *op. cit.*, 1996, p. 139.

2. David Anderson, Richard Grove, *Conservation in Africa: Peoples, Policies and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

3. Richard Grove, *Green imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

américaine aurait été le creuset historique de la prise de conscience environnementale. En décentrant son étude dans le temps et dans l'espace, ce livre veut démontrer que l'environnementalisme occidental est né un siècle avant Georges Perkins Marsh, dans l'expérience de la rencontre entre pouvoir colonial et des sujets indigènes et leurs terres, entre 1660 et 1860, à Sainte-Hélène, l'île Maurice et dans les Indes occidentales. Le point de départ n'est pas d'une grande nouveauté méthodologique et s'inscrit dans l'histoire des idées dans le style de Clarence Glacken et celle des sensibilités menée par Keith Thomas. Richard Grove étudie en effet la manière dont la littérature et la philosophie (Shakespeare, Darwin, William Defoe) perçoivent les îles lointaines comme des petits Édens, qui se raccrochent aux jardins botaniques de la Renaissance vus comme des recreations du paradis (la nature originelle, environnementale, est donc identifiée avec la chute de l'homme) mais aussi à l'image de l'île comme utopie sociale et religieuse. Ces textes fournissent le cadre référentiel sur lequel va germer l'idée de préservation dans les colonies, lancée par des études scientifiques. Contre la thèse d'un État colonial purement destructif, *Green imperialism* décrit des acteurs pro-environnementaux qui font des colonies un laboratoire de conservation et de contrôle, profitant d'une nature absolutiste qui rend possibles des formes d'interventions non pensables en Europe.

Les acteurs du livre sont les chirurgiens de la *East India Company* qui, influencés par la médecine hippocratique et la physio-cratie, étudient les relations entre l'environnement extérieur et la santé de l'homme. Plus encore, l'ouvrage met en avant les administrateurs coloniaux et les penseurs proches d'Alexandre von Humboldt entre 1770 et 1870, sensibles au radicalisme révolutionnaire et à la critique de l'esclavage. Ces derniers sont confrontés à un problème qui apparaît très vite, dès le xvii^e siècle, la manière dont l'économie de plantation épuise rapidement les sols et contraint les Européens à se déplacer, comme les Hollandais l'ont fait d'île en île jusqu'à arriver au Brésil. L'émergence d'une nouvelle forme de structure capitaliste au xvii^e siècle, marquée par des compagnies plus flexibles et attachées à un plus grand rendement du capital, se traduit par une augmentation du nombre d'installations permanentes pour les militaires et les plantations. Sainte-Hélène, l'île Maurice et Formose sont dans ce cas. Or, ces îles étant isolées et relativement petites, elles sont exposées rapidement et dramatiquement aux mécanismes du changement écologique apporté

par l'expansion européenne, ce qui suscite des enquêtes sur le terrain. L'île Sainte-Hélène, annexée par les Anglais en 1659, très isolée, constitue un point essentiel de ravitaillement en eau pour les bateaux de l'East India Company : en 1700, elle est donc déjà largement déforestée et se trouve confrontée à une érosion des sols dramatique. Son rôle stratégique interdisant de l'abandonner, les gouverneurs mettent en place une politique de préservation mais trop tard, et en suivant une tradition forestière différente de la France.

De son côté, la France met en place très tôt une politique de précaution à l'île Maurice, après son annexion en 1721. Celle-ci est rendue d'autant plus essentielle par la forte rivalité commerciale avec l'Angleterre et l'absence de l'équivalent des vastes forêts d'Amérique du Nord. La Bourdonnais, gouverneur de l'île Maurice après 1731, fait ainsi construire et réparer les bateaux localement. Devant la crainte de manquer de nourriture pour nourrir les esclaves nécessaires à l'économie de plantation, il met en place un jardin botanique chargé de développer des plantes résistantes à la sécheresse. Le véritable tournant environnemental de l'île Maurice date cependant des années 1770, lorsque les colonies connaissent un renforcement des contrôles étatiques liés à l'enjeu du bois. La peur des conséquences de la déforestation en termes de pluies et d'érosion des sols, conjuguée à l'influence des physiocrates, se concrétise par la nomination de Pierre Poivre comme commissaire intendant de l'île Maurice en 1766¹. Autrefois jésuite, celui-ci a dans les années 1740 collecté des spécimens d'arbre à épice des Moluques pour les transporter à Maurice, découvrant ainsi les conditions du sol, l'humidité, le rôle du couvert forestier par rapport à l'agriculture. Critique sur la gestion de l'île Maurice, il est plutôt familier avec les méthodes chinoises d'horticulture, ainsi qu'avec les techniques d'irrigation de Malabar et de Pondichéry. À son retour en France, en pleine vague d'agromanie, il publie *De l'Amérique et des Américains* en 1771 et s'avère un des premiers à expliquer les théories de la dessiccation. Ces positions arrivent aux oreilles du cercle des physiocrates et de Choiseul qui, jugeant

1. Cf. aussi Madeleine Ly-Tio-Fane, « Pierre Poivre et l'expansion française dans l'Indo-Pacifique », *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, 53-2, 1967, p. 453-512. Olivier Le Gouic, « Pierre Poivre et les épices : une transplantation réussie ? », in Sylviane Llinarès, Philippe Hrodej (éd.), *Techniques et colonies XVI-XVIII siècles*, Paris, S.F.H.O.M., 2005.

impossible politiquement de l'appliquer en France, décide de faire des colonies un laboratoire. Après son arrivée à Maurice, Pierre Poivre prononce une série de discours, qui seront publiés comme des tracts révolutionnaires à Paris en 1797 pour leur tonalité environnementale et surtout leur critique des propriétaires coloniaux. Il met en place le premier règlement forestier de l'île, puis le règlement économique de novembre 1769. Il est secondé par Philibert Commerson, arrivé comme naturaliste dans l'expédition de Bougainville puis nommé par ses soins gouverneur scientifique. Autre personnage important, son chef ingénieur Bernardin de Saint Pierre est le premier à lui signaler les liens entre la déforestation et l'envasement des rivières et des ports, ce qui conduit Poivre à développer le concept de réserve de montagne et de réserve de rivière (qui sera appliqué en Inde en 1846). Sa politique est marquée par le métissage des savoirs car, s'il reprend des éléments forestiers européens, sa politique de plantation d'arbres s'appuie sur des techniques indiennes et il utilise des espèces de Malabar et du Bengale, en particulier des bois noirs. Poussé par des motivations scientifiques et utopiques, il élabore un des plus grands et des plus beaux jardins botaniques du monde sous la direction de Commerson, marqué par la vision de Tahiti comme une société idyllique sur le plan social et environnemental, et très critique par rapport à la France. Bernardin de Saint Pierre retourne quant à lui en France pour écrire *Paul et Virginie* et, proche de Rousseau, développe ses vues écologiques dans plusieurs textes (la *Journée en Île de France*, les *Études de la nature*, les *Harmonies de la nature*). En pleine époque des robinsonnades, l'expérience de l'Île de France devient le cœur d'un projet romantique et de perceptions orientalistes. Ces lois, ce jardin botanique, serviront de matrice intellectuelle et technique à la mise en place d'une législation environnementale, notamment sur la pollution des eaux et la protection des poissons. Cette politique environnementale mélange des analyses locales et des concepts venus de France, de Chine et de Malabar. La métropole ne présente aucun équivalent d'une telle conscience environnementale avant les années 1820.

Les travaux de Richard Grove ont constitué un basculement historiographique, car les pratiques de préservation ou de conservation n'étaient plus vues comme de simples moyens de l'impérialisme, mais reliées à l'émergence de pensées et d'éthiques proto-écologiques, parfois inspirées par les cultures des colonisés. L'environne-

mentalisme colonial n'apparaît plus comme un simple « faux nez » de l'impérialisme. Pour lui, il résulte *aussi* d'une rencontre créatrice avec la nature et les populations colonisées, dont les effets feront plus tard retour en Occident : c'est le sens de son concept de *Green imperialism*¹. William Beinart a appliqué ces nouvelles perspectives à l'histoire pastorale de l'Afrique du Sud, un sujet négligé par les historiens alors que l'industrie pastorale, du moins jusqu'aux années 1950, était aussi importante pour l'économie sud-africaine que l'exploitation des mines (or et diamants), avec plus de vingt millions de mérinos dans la première moitié du xx^e siècle². Ce cas d'étude témoigne d'une prise de conscience environnementale dès le début du xix^e siècle, sous l'impulsion des voyageurs scientifiques et des scientifiques locaux. À l'époque, la province du Cap était considérée comme un laboratoire gigantesque pour les botanistes internationaux qui visaient à classer les plantes à une échelle mondiale. Un des premiers savants étrangers à faire un tour du Cap en 1775, le Suédois Anders Sparrman, a souligné que le surpeuplement et le surpâturage des champs pourraient mener à l'extinction des espèces et au changement de la végétation³. De plus, développant la notion d'équilibre naturel, il a affirmé que même les animaux prédateurs qui étaient considérés exclusivement comme menaçants et nocifs contribuaient à la préservation de cet équilibre naturel. Richard Rubidge, médecin, botaniste et descendant d'une famille d'éleveurs de mérinos, pensait dès les années 1850 que les moutons causaient l'érosion du sol et la sécheresse : en pâturant et en marchant sur les champs, ils dénudaient le sol et le rendaient dur. Par conséquent, la terre devenait imperméable à l'eau et était exposée à l'érosion⁴. Ces problèmes environnementaux étaient aussi connus des agriculteurs progressistes, par exemple Sidney Rubidge, éleveur de mérinos et petit-neveu de Richard Rubidge. Dès les années 1940, celui-ci défendait la protection de certains animaux prédateurs comme le lammervanger, un aigle noir tueur

1. Frédéric Thomas, « Protection des forêts et environnementalisme colonial : Indochine, 1860-1945 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, p. 104-136.

2. William Beinart, *The Rise of Conservation in South Africa: Settlers, Livestock, and the Environment 1770-1950*, New York, Oxford University Press, 2003.

3. Anders Sparrman, *A voyage to the Cape of Good Hope Towards the Antarctic Polar Circle Round the World and to the Country of the Hottentots and the Caffres from the year 1772-1776*, V.S. Forbes (éd.), Cape Town, van Riebeeck Society, 1977.

4. William Beinart, *The Rise of Conservation...*, *op. cit.*, 2003, p. 77.

d'agneaux, nécessaire selon lui pour éviter le fléau des damans du Cap¹. William Beinart critique ainsi directement l'argument de Donald Worster selon lequel le progrès agricole et l'exploitation économique de la terre mènent forcément à la dégradation persistante et que les agriculteurs n'apprennent rien des fautes du passé. La même société, la même modernité peut, selon lui, produire la négligence de l'environnement et des idées de conservation².

Dans le même livre, William Beinart démontre que, à partir des années 1880, l'État a commencé à s'occuper des défis environnementaux et agricoles. Les domaines d'engagement public étaient multiples: le gouvernement s'occupait des maladies animales, de l'éradication des chacals qui menaçaient les bétails, du reboisement et de l'irrigation pour combattre la sécheresse et l'érosion. Les figues de barbarie constituent un exemple particulièrement intéressant de cet engagement public. Cette espèce végétale, originaire du Mexique, a été introduite en Afrique du Sud pendant le XVII^e siècle et s'est généralisée rapidement. Le figuier de Barbarie était utilisé comme fourrage; les fruits du figuier, les figues, faisaient aussi partie de l'alimentation humaine et servaient de base pour la production de confiture et de liqueur. Les éleveurs de mérinos faisaient une distinction entre deux types de figuier: «doornblad» (épineux) et «kaalblad» (non épineux). Ils préféraient le «kaalblad» que les animaux pouvaient manger sans risque de blessure. Néanmoins, c'était le «doornblad» – non exploité comme fourrage – qui a bientôt commencé à se propager d'une manière incontrôlable. L'État est intervenu à la fin du XIX^e siècle en subventionnant l'éradication mécanique (abattage) et chimique (intoxication) de la plante. Dans les années 1930 et 1940, des campagnes de contrôle biologique à grande échelle (introduction d'un cocktail d'insectes détruisant la plante) ont été mis à exécution. Plusieurs conclusions intéressantes peuvent être tirées de cet exemple: premièrement, la lutte contre le figuier de Barbarie illustre l'émergence d'un nouveau champ d'action pour l'État. Deuxièmement, cette lutte, comme la plupart des mesures environnementales à l'époque, n'était pas seulement motivée par des soucis environnementaux – elle était aussi étroitement liée aux intérêts matériels agricoles. Troisièmement, les campagnes contre le figuier n'étaient pas seulement perçues comme des mesures de protection de la nature. Elles avaient aussi des effets socio-économiques

1. *Ibid.*, p. 320-325.

2. *Ibid.*, p. 330.

et, par conséquent, étaient politiquement contestées : les communes rurales pauvres qui utilisaient les figues comme aliment et certains agriculteurs qui cultivaient des types non épineux du figuier étaient fortement opposés aux campagnes biologiques qui détruisaient toutes les sortes de figuier. Enfin, selon Beinart, cet exemple modifie et complète l'argument de Crosby selon lequel le transfert global des espèces par les colons européens a eu des conséquences catastrophiques et irréversibles : l'exemple du figuier de Barbarie montre que les gouvernements coloniaux se sont parfois rendus compte de ces conséquences et les ont combattues avec succès.

Une fois encore, l'effet négatif le plus indiscutable concerne les populations indigènes car la régulation environnementale par l'État devenait aussi un moyen de contrôler la population concentrée dans la côte au sud-est du Cap. Les mesures de régulation élaborées pour contrôler des maladies animales, pour éliminer les chacals et les figuiers de Barbarie ont aussi affecté la population africaine. De plus, celle-ci était fortement touchée par des mesures gouvernementales contre l'érosion. À la fin des années 1920, les réserves indigènes étaient généralement considérées comme érodées. Les causes de cette érosion étaient bientôt identifiées : la surexploitation des pâtures par des bétails trop nombreux et les méthodes agricoles des peuples indigènes. À l'époque, ils vivaient dans des logements dispersés ; les pâturages n'étaient ni clôturés ni soigneusement séparés des zones arables. Les bétails étaient chaque jour menés aux champs pour paître et rentraient le soir pour être enfermés dans des « kraals » près des logements. Au début, des campagnes d'information et d'éducation ont été lancées parmi la population africaine promouvant, entre autres, la réduction des troupeaux. Toutefois, ces campagnes ont été peu à peu remplacées par une approche plus interventionniste mettant l'accent sur la réorganisation des méthodes agricoles et des structures sociales des peuples indigènes. Russel Thornton, directeur de l'agriculture dans le ministère des affaires originaires dès 1929, plaidait particulièrement en faveur de l'établissement d'un système de pâturage dans de grands champs clôturés et tournants. Dans ces champs, conçus selon le modèle de la ferme des colons, une partie de la terre resterait en friche. De plus, la migration des bêtes serait limitée, l'écrasement de la végétation serait évité et les zones arables seraient protégées de l'invasion des bêtes. Néanmoins, un tel système de pâturage présupposait une réorganisation énorme :

les logements dispersés de la population indigène devraient être déplacés et fusionnés en villages où de grands pâturages clôturés pourraient être séparés d'une manière soignée des zones résidentielles et arables. Selon Beinart, de telles interventions officielles dans la vie des indigènes pouvaient être motivées par de réels soucis environnementaux. De plus, la régulation officielle n'affectait pas seulement la population africaine, mais pouvait être également contraignante pour les colons comme l'exemple du figuier de Barbarie l'a montré. Cependant, Beinart souligne que les interventions parmi la population africaine devenaient de plus en plus centralisées, « top down » et insensibles aux structures sociales établies. Par conséquent, elles étaient de plus en plus considérées comme un moyen de domination coloniale et incitaient à l'opposition.

Histoire coloniale de l'Amérique du Nord

L'histoire coloniale par en bas et décentrée s'est construite sur la critique des travaux états-uniens en histoire environnementale. D'une géographie tragique centrée sur les Açores, Madère, les Canaries, l'Amérique du Sud et du Nord, les Caraïbes, l'Australie et le Pacifique, on passe à une historiographie concentrée sur les Indes et l'Afrique. La figure du colonisé soumis et décimé par les facteurs environnementaux, passif et assez peu présent, laisse la place à des acteurs qui résistent et occupent le cœur du récit. Ces déplacements se traduisent notamment par le recours à l'histoire orale, pour intégrer la parole des élites locales et des sans-voix. La dimension culturelle des empires est aussi de plus en plus prise en compte, alimentée par les désillusions post-coloniales qui mettent de la distance avec l'État. Au final, le décentrement sert à remettre en question la primauté environmentaliste américaine et l'universalité de la notion de *wilderness*¹. Il serait possible de nuancer ces critiques, qui s'appuient de manière sélective sur certains travaux, en particulier ceux d'Alfred Crosby. Remarquons simplement qu'ils tiennent rarement compte d'une grande aire coloniale et des travaux produits sur celle-ci, l'Amérique du Nord.

Publié en 1983, le livre de William Cronon *Changes in the land* a joué un rôle essentiel dans la structuration de l'histoire environne-

1. Ramachandra Guha, « Radical american environmentalism and wilderness preservation: a third world critique », *Environmental Ethics*, 11, 1989, p. 71-83.

mentale aux États-Unis¹. Pour certains, ce livre est même celui qui a lancé le champ². Pour cette raison sans doute, il a d'abord été lu comme un livre d'histoire environnementale des États-Unis alors que le sous-titre – *Indians, colonists and the Ecology of New England* – indique bien les préoccupations coloniales et la volonté de renouveler l'histoire du changement écologique apporté par la colonisation. En effet, William Cronon s'éloigne des méthodes de McNeil et Crosby en insistant sur les changements venus des Indiens eux-mêmes et sur les différentes façons d'agir dans un même écosystème. Plutôt qu'un choc, une rupture, l'histoire de la Nouvelle-Angleterre présente une relation dynamique et dialectique entre les groupes humains et leur environnement, s'étendant sur une assez longue durée avec une gamme de choix possibles. De plus, cette histoire coloniale ne consiste pas à étudier le transfert d'espèces individuelles dans des écosystèmes ségrégués : le cochon, la variole sont traités comme les éléments d'un système complexe de relations culturelles et environnementales, qui va du métabolisme jusqu'au régime de propriété. Pour saisir les contradictions et ces interactions de manière fine, l'étude à l'échelle locale est préférable.

À la différence d'Alfred Crosby, mais aussi des travaux postérieurs en *subaltern studies*, William Cronon accorde une grande importance à la vision des colonisateurs dans la compréhension du changement écologique. Ces derniers voient la Nouvelle-Angleterre comme un ensemble de produits à exploiter, dont l'abondance les stupéfie (en particulier le bois, alors que dès 1543, le parlement anglais a restreint les coupes de bois). Isolant ces éléments de leur écosystème, ils développent une perception biaisée, en partie juste sur l'abondance des plantes et des animaux mais ignorante de l'histoire longue et complexe dans laquelle s'insèrent les Indiens. Ils voient un pays riche avec ce qui leur semble des habitants pauvres, vivant « comme nos bergers en Angleterre » (Thomas Morton). L'image de l'Éden perdu est en filigrane, le travail étant ce qui crée la richesse. Se déplaçant surtout au printemps et en été, ils ignorent les contrastes entre saisons, cette alternance entre périodes d'abondance et temps de rareté et de famine. Or, les Indiens exploitent cette mobilité des saisons par leur propre mobilité, leurs villages

1. William Cronon, *Changes in the Land...*, op. cit., 1983.

2. Dan Flores, « Twenty years on thoughts on "Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England" », *Agricultural History*, 78-4, automne 2004, p. 493-496.

n'étant pas fixes. Au nord de la Nouvelle-Angleterre, ils sont entièrement chasseurs-cueilleurs. Le printemps est marqué par la fonte des glaces et là ils vont vers la côte pour profiter de l'extrême abondance de poissons, capable de fournir la moitié de la nourriture de l'année. Jusqu'en septembre, ils n'ont aucun souci de nourriture grâce à l'arrivée des oiseaux migrateurs (fournissant des œufs et des oiseaux en avril, mai, septembre et octobre) puis, de juillet à août, grâce aux fraises, aux groseilles et aux animaux de la côte. Le changement survient après septembre quand ils retournent à l'intérieur des terres, le village se divisant en petits groupes familiaux qui vivent des daims, des biches et des caribous. Février et mars sont des mois de privation. Les Européens ne comprennent pas cette période de faim, acceptée par les Indiens, alors qu'elle sert de régulateur. Peu d'entre eux meurent de faim mais la famine permet de maintenir la population à un faible niveau, et donc de conserver l'abondance du printemps. Les Indiens fermiers du sud de la Nouvelle-Angleterre vivent plus facilement le passage d'une année à une autre mais connaissent la même alternance, résolue par la répartition sexuée des rôles et l'abandon des terres tous les huit-dix ans. La diversité écologique est la clef de l'équilibre des Indiens, permettant de ne surexploiter aucun élément.

Le conflit avec les colons tient donc à deux manières différentes de s'insérer dans le même écosystème, les Européens choisissant une implantation fixe qui suppose une autre manière de dialoguer avec les saisons, de définir la propriété, les richesses et les frontières du paysage. Pour tirer avantage de leur mobilité, les Indiens doivent posséder peu de chose à transporter et à stocker, ce que les colons appellent à tort pauvreté. L'incompréhension devient donc une arme idéologique, à travers l'accusation de paresse qui leur dénie le droit à la terre, appuyée par une critique puritaine de la chasse et d'un mode de vie jugé aristocratique. Comme le souligne l'apologiste Robert Cushman, dans cette « terre spacieuse et vide, les Indiens ne font que courir dans l'herbe comme renards et bêtes sauvages ». La conception indienne de la propriété est supplantée par celle des colons, qui font une distinction entre souveraineté et propriété, entre propriété individuelle et collective très différente. Ce que les uns vendent est donc différent de ce que les autres achètent. Le passage de toutes les terres sous juridiction anglaise en 1717 accélère le processus, le roi possédant la souveraineté mais pas la propriété réelle. Le système capitaliste d'abstraction

du prix vient s'implanter sur ce terreau, introduisant la valeur de l'accumulation si étrangère aux Indiens. Comme l'analyse John Locke dans les *Two Treatises of Government*, les Indiens sont restés pauvres car ils n'ont pas la *money* (au sens d'un mélange de monnaie et de capital) qui permet l'accumulation c'est-à-dire la possession de plus que ce que l'on peut utiliser et la possibilité d'acheter autre chose par le commerce. Locke ne voit pas que les Indiens ne se considèrent pas comme pauvres et qu'il est possible d'être riche en désirant moins, souligne Marshal Sahlins.

Le récit de William Cronon a ouvert de nouvelles possibilités pour l'histoire environnementale de la colonisation de l'Amérique du Nord. Les épidémies sont signalées mais jouent un rôle relativement mineur. La domination brutale laisse la place à des interrelations, englobant le système écologique et culturel des Indiens. La rencontre entre deux relations culturelles à l'écosystème précède la captation et l'exploitation abusive des richesses. Au temps court du choc biologique succède un temps plus long, sur deux siècles, un étalement du changement écologique. L'opposition binaire cède la place à la dialectique, et l'espace monde à un territoire restreint. Ces analyses ont aussi ouvert la voie à une réévaluation de la responsabilité des colons dans la destruction de la nature. Certes les natifs sortent perdants de cette histoire, mais ils en sont aussi acteurs, leur système de pensée est mis en avant de manière si sophistiquée et cohérente que, comme le remarquait ironiquement un commentateur à propos des analyses sur la transformation du *wampun* en monnaie d'échange, «les Indiens de Cronon pourraient travailler à Wall Street»¹. En même temps était affirmée très clairement l'illusion de toute idée de *wilderness*, pour reconnaître qu'il s'agissait en réalité d'un environnement formé par la présence des Indiens.

La question de l'usage des ressources par les Indiens a suscité des débats vifs, pour déterminer si ceux-ci étaient des proto-écologistes ou des exploiters de l'environnement comme les autres. La remise en question de l'Indien écologique a pris un tour plus polémique avec le livre de synthèse de Shepard Krech III, *The Ecological Indian*². Son point de départ est une déconstruction de

1. Calvin Martin, «Reviewed work(s): Changes in the Land», *The Pacific Historical Review*, 53-4, novembre 1984, p. 506-508.

2. Shepard Krech III, *The Ecological Indian: Myth and History*, New York, Norton, 1999.

l'image de l'indien, telle que véhiculée par l'une des premières campagnes publicitaires écologistes de la compagnie américaine *Keep America Beautiful Inc.* en 1971. L'acteur Iron Eyes Cody incarnait un Indien avec une larme dans le regard et le slogan «Pollution: it's a crying shame». Le livre va du pléistocène à nos jours, mais l'essentiel de l'analyse se concentre sur la période coloniale. Avec une population comprise entre quatre et sept millions à l'arrivée des Européens en 1500, les Indiens ne pouvaient avoir qu'un impact très limité sur l'environnement. Croisant les récits historiques avec des données anthropologiques sur les techniques de chasse, le livre reconstitue une manière de tuer les bisons, les caribous, les cerfs et les castors qui n'a rien d'«écologique». Leurs croyances en un monde commun aux hommes et aux animaux les rendaient attentifs à la manière de chasser sans se limiter, certaines tribus pensant même qu'un animal tué respectueusement était remplacé par un autre. Anthropologue reconnu, spécialiste des Indiens et longtemps éditeur de la revue *Ethnohistory*, Shepard Krech a pourtant affronté une controverse violente, l'accusant d'être anti-Indien et même raciste. Il a lui-même retracé l'histoire de cette polémique, en la suivant à travers plus de 90 comptes rendus publiés en huit langues dans les deux ans et demi qui suivent la publication du livre¹. Les attaques les plus rudes tournent autour de trois types d'arguments : la volonté de discréditer les Indiens américains dans l'histoire sert le système d'exploitation qui détruit la planète (*The Ecologist*) ; l'argumentation range le livre du côté de ceux qui veulent démanteler les réserves et nier les droits de pêche et de chasse des Indiens en arguant qu'ils ne sont pas capables de contrôler leurs ressources (*Indian Country Today*) ; l'analyse historique n'est pas fiable car elle repose sur très peu de documents émanant des Indiens eux-mêmes (*New Yorker*)². Les réactions les plus vives sont venues des Amérindiens, en particulier de Vine Deloria, professeur amérindien à l'université du Colorado, spécialiste des études amérin-

1. Shepard Krechn III, «Beyond the Ecological Indian», in *Native Americans and the Environment: Perspectives on the Ecological Indian*, Michael Eugene Harkin, David Rich Lewis (éd.), Lincoln, University of Nebraska Press, 2007, p. 3-31. Ce livre réunit douze contributions qui font le point sur l'Indien écologique.

2. Sale Kirkpatrick, «Again, the savage Indian», *The Ecologist*, 30-4, 2000, p. 52. K. Marie Porterfield, «Krech's "Ecological Indian" Propaganda, Pure and Simple», *Indian Country Today* (11-18 October 1999). Nicholas Lemann, «Buffaloed», *New Yorker*, 13 septembre 1999, p. 98-101.

diennes et intellectuel militant, qui a condamné publiquement le livre de Shepard Krech III¹.

Les travaux postérieurs ont suivi une voie plus équilibrée et intégrée, attentive à contextualiser historiquement l'usage des ressources par les Indiens. Le débat sur l'indien écologique était d'emblée faussé par l'utilisation d'une notion anachronique qui, n'existant pas à cette époque, ne peut être opératoire pour comprendre les sociétés indiennes. Andrew Isenberg s'est ainsi penché sur un des épisodes les plus tragiques de l'histoire environnementale de l'Amérique du Nord, la disparition des bisons dont la population passe de 30 millions en 1800 à moins de mille un siècle plus tard². Le récit habituel sur la responsabilité des colons laisse la place à une analyse nuancée, complexe et multicausale. Comme chez William Cronon, les hommes sont à l'intérieur de l'écosystème et non en dehors, acteurs plutôt que victimes ou bourreaux. L'extinction des bisons est la conséquence de la rencontre écologique et culturelle entre les natifs Américains et les Euro-américains. Avant cet événement, la population des bisons était elle-même dynamique et instable, fluctuant très largement au gré de la disponibilité en eau et en nourriture, des conditions climatiques (en particulier les sécheresses), des incendies de prairies, des accidents (les noyades), des prédateurs (environ 1.5 million de loups) et des épidémies. Jusqu'au XIX^e siècle, les bisons se remettaient toujours des périodes de déclin. Or, cet équilibre est rompu par l'arrivée des chevaux dans les Grandes plaines entre 1700 et 1750. L'économie de marché accélère le déclin, en favorisant le bétail, la mise en culture des terres et la commercialisation des peaux de bison. Au milieu des années 1870, près d'un million d'animaux sont tués chaque année.

Les Indiens ont contribué à cette extermination, en cessant de chasser pour leur seule survie. Le choc microbien est un facteur parmi d'autres, mais déterminant car il a placé les Sioux, les Cheyennes, les Omahas et d'autres tribus face à un dilemme social

1. Pour une étude des débats parmi les Amérindiens, cf. Kimberly TallBear, «Shepard Krech's: One Indian's Perspective», IIRRM [International Institute for Indigenous Resource Management] publications, septembre 2000. <http://www.iiirm.org/publications/Book%20Reviews/Reviews/Krech001.pdf> (consulté le 25 février 2010).

2. Andrew Isenberg, *The Destruction of the Bison: An Environmental History, 1750-1920*, New York, Cambridge University Press, 2000.

et écologique. Rester dans leur village les exposait à la contagion par le contact avec les Européens tandis que la vie nomade les protégeait, au prix du sacrifice de l'agriculture et d'une intensification de la chasse aux bisons, rendue plus facile grâce aux chevaux. Même si l'arrivée des Européens dans les Grandes plaines est à l'origine de ces changements, pour Andrew Isenberg, les natifs Américains ont fait un choix conscient et stratégique. Ajoutons que, au même moment, personne ne déplore le massacre des Bisons, l'armée américaine et le Department of Interior estimant même que cette destruction allait entraîner le déclin des sociétés indiennes et faciliter leur regroupement dans des réserves. Au final, l'écologie des Grandes plaines s'en trouve modifiée, mais aussi celle des terres plus éloignées car la demande en peaux de bison a décimé le sapin-ciguë dont le tanin servait à traiter les peaux et a entraîné la pollution des rivières du nord-est utilisées par les tanneries.

L'histoire des politiques de conservation

L'historiographie apocalyptique a son pendant, la perspective «néo-whiggiste», pour reprendre les termes de John MacKenzie¹. Il désigne sous ce terme les analyses historiques de l'évolution des sensibilités autour des XVIII^e et XIX^e siècles, dans la lignée du processus de civilisation révélé par Norbert Elias². Keith Thomas identifie une révolution paradoxale des perceptions de la nature en Angleterre, pays où se créent les premières sociétés de protection des animaux à partir de 1824³. La nation où se sont développés le capitalisme, la marchandisation et la privatisation de la nature, qui se sont traduits par la destruction précoce des forêts, est la même qui a donné naissance précocement à une conception de celle-ci comme une fin en soi, à un rapport gratuit à l'animal et à l'aspect esthétique et récréatif de la nature. Le paradoxe apparent se révèle une figure renversée car, précisément, la prise de possession de la nature, la distanciation des hommes vis-à-vis de l'environnement, les destructions sont allées si loin qu'elles ont fait naître un besoin de nature. Ce rapprochement

1. John M. Mackenzie, *Empires of Nature and the Nature of Empires. Imperialism, Scotland and the Environment*, East Linton, Tuckwell Press, 1997.

2. Norbert Elias, *Le Processus de civilisation...*, op. cit.

3. Keith Thomas, *Man and the Nature World. Changing attitudes in England 1500-1800*, New York, Pantheon, 1983

est à mettre au compte de la science (naissance des théories évolutionnistes, de l'anatomie comparée), de la philosophie des Lumières (critique de l'homme) et des théologiens (l'apport spirituel de la nature). Un puissant mouvement de distinction sociale se cristallise car, devenue un bien rare, la nature attire les classes aisées dès le xvii^e siècle : usages récréatifs de la nature, passion pour les jardins, attachement croissant aux animaux et à leur souffrance convergent pour une valorisation de la nature indépendante de son utilité matérielle. Les évolutions analysées par Harriet Ritvo pour les animaux de l'époque victorienne vont dans le même sens¹. Comme le fait remarquer John MacKenzie, les traditions apocalyptiques et néo-whiggistes partagent la même conception d'un vilain de l'histoire, le capitalisme (et l'impérialisme qui le véhicule)². Aucune place n'est accordée aux contemporains des dégradations environnementales, à leur capacité à les identifier, à résister éventuellement et en tout cas à arbitrer entre différents choix. Ces macro récits finissent donc par devenir des figures porte-manteau permettant d'accrocher ce que chacun a envie d'y mettre. Derrière ceux-ci se cacheraient même, selon lui, une critique originelle de l'agriculture et de la domestication animale, rompant avec l'Éden environnemental de la chasse et de la cueillette, cette première société d'abondance décrite par l'anthropologue Marshall Sahlins³.

De son côté, John MacKenzie découvre dans ses recherches sur les chasses coloniales dans l'empire britannique des faits qui ne cadrent avec aucun des deux grands récits⁴. D'une part, les mêmes Anglais qui sont supposés témoigner d'une nouvelle sensibilité à la nature et aux animaux se révèlent dans les colonies d'impitoyables chasseurs capables, tel Roualeyn Gordon Cumming, de tuer en quelques jours 105 éléphants et 30 hippopotames. Loin d'être contradictoire avec les évolutions analysées par Keith Thomas, cette passion des élites pour la chasse est nourrie par la valorisation esthétique de la nature et de l'exploration d'une des contrées les plus fascinantes qui soient, l'Afrique. Les exemples de chasses fastueuses ne manquent pas, à l'image de celle organisée pour Winston Churchill

1. Harriet Ritvo, *The Animal Estate: The English and Other Creatures in the Victorian Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.

2. John M. Mackenzie, *Empires of Nature*.

3. Marshall Sahlins, *Stone Age Economics*, Chicago, Aldine-Atherton, 1972.

4. John M. Mackenzie, *The Empire of Nature. Hunting, Conservation and British Imperialism* [1988], Manchester, Manchester University Press, 2008.

afin qu'il puisse tirer depuis son wagon particulier, une bouteille de champagne au frais. Les effets ne tardent pas à se faire sentir et, dès les années 1870-1880, la disparition du gibier est signalée par les chasseurs eux-mêmes dans certaines régions. Les historiens se sont laissés prendre par ces schémas narratifs européenocentrés sur la chasse sportive, ne voyant pas que la chasse pouvait être une activité essentielle dans les sociétés africaines et nullement réservée aux périodes de famines. D'autre part, le récit apocalyptique ne marchait pas non plus. Ces chasseurs, les premiers à prendre conscience des menaces contre la nature, donnent naissance à la politique de préservation qui se traduit par la mise en place de réserves au Zululand en 1897. Il est vrai que ces enclaves sont destinées à garantir la possibilité de la chasse sportive, en réservant son usage à certains, mais elles donneront aussi naissance au mouvement de conservation, symbolisé par le puissant lobby de la Society for the Preservation of the Fauna of the Empire (SPFE). La première conférence internationale sur la chasse tenue à Paris en 1931 et surtout celle de Londres en novembre 1933 sont donc issues, pour une part, de ces chasses destructrices. Malgré l'utilisation de sources européennes, les Africains ne sont pas absents des analyses de MacKenzie et la rencontre avec les Européens ne se fait nullement sur le mode d'un choc frontal. L'échelle des tueries d'animaux répond souvent à la nécessité de nourrir les véritables convois qui accompagnent les chasseurs, mais aussi de s'attirer les bonnes grâces des populations, friandes de viande. Ces chasseurs jouent souvent un rôle pivot, particulièrement bien introduits auprès des cours royales, avec lesquelles ils doivent négocier leurs droits de chasse, et servent souvent d'agent pour les diplomates et les missionnaires. Certains rois africains, comme Khama, roi du Bechuanaland, imposent d'ailleurs très tôt des restrictions et certaines populations se reconstituent rapidement, comme les éléphants qui reviennent sur les côtes du Kenya dans les années 1940. Sans rompre avec la critique des effets environnementaux négatifs de la colonisation, cette histoire par en bas se veut plus complexe, insistant sur les différentes échelles, sur les tensions et les figures qui s'opposent, sur les relations de pouvoir qui lient empire, race et classe. Une constante demeure dans cette histoire impériale de l'environnement : même sans être passives, les populations autochtones sont bien les grandes perdantes, de l'exploitation outrancière de la nature comme de sa conservation qui interdit les usages traditionnels de leur environnement familier.

Catastrophes coloniales

Late Victorian Holocausts porte sur un épisode peu connu et pourtant lourd de conséquences : la série de famines qui frappent la région Indo-Pacifique le long de l'Équateur entre 1876 et 1900 a fait entre 30 et 50 millions de morts répartis entre plusieurs pays (Inde, Chine, Corée, Brésil, Éthiopie, Égypte)¹. Mike Davis met en valeur un facteur environnemental bien connu des climatologues et qui unit tous ces événements, les variations d'El Niño. Cependant, le cœur de l'argumentation ne porte pas sur le déterminisme climatique, écarté ici, mais sur la rencontre entre des perturbations climatiques responsables de sécheresse et un contexte historique, politique et social. Comme l'avait démontré Amartya Sen pour la famine de 1943-1944 au Bengale, qui a causé deux millions de morts, la famine ne réside pas d'abord dans le manque de nourriture mais dans l'incapacité d'y accéder par l'intermédiaire de l'État ou du marché². L'incorporation dans le système-monde européen par la colonisation est ici responsable des famines de 1876-1879, 1889-1891 et 1896-1902 en forçant les paysans à abandonner l'économie de subsistance pour une économie marchande plus risquée³. Leur vulnérabilité s'en trouve accrue car leurs mécanismes de défense sont affaiblis alors qu'ils leur permettaient traditionnellement de lutter contre des sécheresses cycliques. Le parallèle est fait avec la situation de l'Europe face aux famines de 1740-1743. La responsabilité anglaise de l'ère Victoria (1837-1901) est sévèrement pointée du doigt en Inde à travers la figure du vice-roi Lord Lytton qui impose un strict libéralisme, interdisant les distributions de nourriture qui encourageraient la population à ne pas travailler. Et, par conséquent, l'Inde continue à exporter du blé en Angleterre alors que des millions d'Indiens meurent de faim. Les récits des banquets opulents offerts pour le jubilé de la reine Victoria contrastent avec les récits épouvantables dans les provinces, rapportant même des cas de cannibalisme. Les famines

1. Mike Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement* (2001), Paris, La Découverte, 2003.

2. Amartya Sen, *Development as Freedom*, New York, Alfred Knopf, 1999.

3. « Millions died, not outside the 'modern world system but in the very process of being forcibly incorporated into its economic and political structures. They died in the golden age of Liberal Capitalism », Mike Davis, *Génocides tropicaux...*, *op. cit.*, 2003, p. 9.

de la fin du XIX^e siècle constituent donc un épisode déterminant de la création de ce qui deviendra le Tiers-monde.

La démonstration de Mike Davis, revendiquant la perspective d'un marxisme critique, est impressionnante par sa capacité à lier des phénomènes dispersés mais laisse le lecteur insatisfait dans l'analyse des mécanismes qui lient facteurs climatiques et avènement du capitalisme. L'étude comparée montre ses limites à propos de certaines aires géographiques. Les agriculteurs indiens et chinois ont été incorporés au marché avant la colonisation, par les importations anglaises et françaises de cotonnades indiennes et de soies chinoises aux XVII^e et XVIII^e siècles. La différence entre le système d'échanges qui règne en Asie avant le XVI^e siècle et celui imposé par le marché capitaliste au XIX^e siècle aurait dû être analysée plus finement¹. La situation de l'Afrique, qui concentre un tiers des pertes, est présentée très brièvement, à partir de l'Éthiopie et de l'Afrique du Nord. Or l'Afrique n'a pas d'État centralisé comme l'Inde et la Chine et ne présente pas le même type d'économie morale de la nature au temps de la traite négrière². Les liens entre changement environnemental, inégalités et impérialisme ne semblent pas identiques dans les différentes aires géographies étudiées. Le nord-est du Brésil correspond mal au schéma de l'impérialisme apportant développement du capitalisme et perte d'autonomie politique, pour conduire à une destruction de l'État existant et des économies morales solidaires. Cette région a été déstabilisée par l'abolition de l'esclavage en 1888 et son déclin économique est consécutif au remplacement des plantations sucrières par le café et le caoutchouc. Quand El Niño survient, les mouvements millénaristes se multiplient et viennent en aide de manière efficace aux plus pauvres³. L'émergence du capitalisme mondial dans les colonies est vue comme une force autonome, extérieure et européenne qui s'impose directement aux situations locales, sans aucune figure d'intermédiaire indigène ni métissage. Les *post-colonial studies* ont justement appris à ne pas réifier ainsi les dichotomies entre les Européens et les autres, les colonisateurs et les colonisés⁴.

1. Robert B. Marks, « Reviewed work : Late Victorian Holocausts », *The Journal of Economic History*, 61-3, septembre 2001, p. 871-872.

2. Clifton Crais, « Past the Pax », *Journal of Social History*, 36-3, printemps 2003, p. 759-765.

3. Judith A. Carney, « Reviewed work : Late Victorian Holocausts », *Annals of the Association of American Geographers*, 92-1, mars 2002, p. 173-175.

4. Toby Jones, « Review », *Technology and Culture*, 43-2, avril 2002, p. 463-464.

Histoire des changements environnementaux

Histoire de la prise de conscience environnementale

L'histoire du changement environnemental a d'abord été une histoire intellectuelle de la prise de conscience de celui-ci. L'année 1967 voit la publication de trois textes influents, dus à Roderick Nash, Clarence Glacken et Lynn White. Précédant la naissance du domaine, ces études d'histoire des idées en fournissent en quelque sorte les conditions de possibilité, par la prise de conscience des racines occidentales du souci écologique.

Déjà évoqué, le livre de Roderick Nash affirme la centralité du concept de *wilderness* dans l'esprit américain¹. Même s'il s'inspire de travaux antérieurs sur l'idée états-unienne de la nature, son apport consiste à introduire l'idée d'une réalité extérieure aux sociétés humaines². Ses collègues lui conseilleront d'ailleurs de s'inscrire

1. Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 1967.

2. Henry Nash Smith, *Virgin Land: the American West as Symbol and Myth*, Cambridge, Harvard University Press, 1950. Hans Huth, *Nature and the American: Three Centuries of Changing Attitudes*, Berkeley, University of California Press, 1957. Leo Marx, *The Machine in the Garden: Technology and the Pastoral Idea in America*, New York, Oxford University Press, 1964.

dans un département de géologie ou de biologie¹. En même temps, et paradoxalement, cette réalité extérieure est totalement anthropocentrique, créée et préservée pour les êtres humains : « les racines de cette histoire résident dans le fait que la civilisation a créé la *wilderness* »². Le contexte de publication est fortement marqué par la défense de l'environnement et l'écologie. La première édition en 1967 est précédée par la publication du *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962 et la promulgation du Wilderness Act en 1964. La seconde édition en 1973 suit de peu le premier *Earth Day* en 1970, le *National Environmental Policy Act* en 1970 et le *Endangered Species Act* en 1973.

Les États-Unis seraient le lieu de naissance de la conscience environnementale. Les premiers chapitres décrivent des colons imprégnés d'une tradition judéo-chrétienne qui oppose la *wilderness* au Jardin d'Éden et qui est renforcée par le contact avec un environnement hostile ainsi que par la condamnation par les Puritains de la part sauvage des hommes et des forêts. Au milieu du XIX^e siècle, la valorisation par les Lumières d'un ordre naturel divin et l'idée romantique de la nature ont certes une influence, mais limitée et urbaine. Le basculement survient avec l'émergence d'une conception américaine, et non plus seulement européenne, qui substitue l'admiration à la peur des espaces sauvages, la préservation à l'esprit de conquête. Le nationalisme états-unien en plein essor rencontre un élément qui n'a pas d'équivalent en Europe et sur lequel fonder l'esprit et la fierté américaine, la *wilderness*. Cette thèse culmine dans le chapitre «The Wilderness Cult» qui montre la naissance d'un mouvement de défense qui irrigue toute la société, des thèses de Turner sur la frontière aux parcs urbains de Frederick L. Olmsted, en passant par le rôle précurseur des États-Unis dans la création des Boy Scouts et le succès des livres de Jack London³.

Le livre de Roderick Nash a eu une forte influence en installant trois figures fondatrices de l'environnementalisme états-unien, Henry David Thoreau, John Muir et Aldo Leopold. Même si Tho-

1. Roderick Nash «Preface to the 4th edition», *Wilderness and the American Mind...*, 4^e édition, 2001, p. vii-x.

2. *Ibid.*, p. xi. En réaction aux critiques biocentriques et éthiques, il publiera plus tard un livre dans lequel il affirme plus nettement la valeur intrinsèque de l'environnement. Roderick Nash, *The Rights of Nature. A History of Environmental Ethics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1989.

3. Pour un résumé de cette thèse, cf. Roderick Nash, «The American Cult of the Primitive», *American Quarterly*, 18-3, automne 1966, p. 517-537.

reau n'est plus à présenter, Nash en fait une figure de transition. Étendant les idées romantiques au Nouveau monde, celui-ci est le premier à valoriser la *wilderness* lorsqu'il affirme, lors de sa conférence d'avril 1851 à Concord, «in Wildness is the preservation of the world». Décédé avant l'établissement des premiers parcs nationaux, il défend l'idée de zones préservées de toute exploitation économique, pour l'épanouissement physique et intellectuel des Américains. Bénéficiant d'un contexte plus favorable que Thoreau, John Muir (1838-1914) est devenu très tôt une référence pour les environmentalistes américains, et ce n'est pas un hasard s'il a été dit que le *Earth Day* avait lieu le jour de son anniversaire, le 22 avril¹. Né en Écosse, il s'est installé jeune avec sa famille dans le Wisconsin. Formé en géologie et en botanique à l'Université du Wisconsin, il est aussi marqué par le christianisme unitarien et transcendentaliste. Il abandonne précocement son travail d'ingénieur et se consacre à la vie dans la vallée du Yosemite, persuadé de la valeur intrinsèque et spirituelle de la nature. Ses écrits et ses prises de position permettent la création du Yosemite National Park en 1890 et il se fait un relais infatigable de la défense des parcs nationaux, en particulier auprès du président Theodore Roosevelt². Refusant toute exploitation des ressources naturelles des parcs, il s'oppose à Gifford Pinchot et fonde le Sierra Club en 1892. Sa dernière bataille, contre la construction d'un barrage dans la vallée du Hetch Hetchy, dans le parc du Yosemite, est un échec mais celui-ci devient un événement fondateur de la conscience environnementale américaine. Roderick Nash a contribué à la redécouverte d'Aldo Leopold (1887-1948) dans les années 1970, son *Sand County almanac* (1949) se vendant alors à près d'un million d'exemplaires³. Forestier et écologue américain, il a exercé de nombreuses responsabilités sur le terrain pour la protection de la

1. John Muir: *Nature Writings: The Story of My Boyhood and Youth; My First Summer in the Sierra; The Mountains of California; Stickeen; Essays*, éd. William Cronon, New York, Library of America, 1997. M. Cohen, *The Pathless Way: John Muir and the American wilderness*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984. Donald Worster, «John Muir and the modern passion for nature», *Environmental History*, 10-1, janvier 2005, p. 8-19. Dennis Williams, *God's Wilds: John Muir's Vision of Nature*, Texas A&M University Press, 2002.

2. John Muir, *Our National Parks*, Boston, Houghton Mifflin, 1901. Id. *My First Summer in the Sierra*, Boston, Houghton Mifflin, 1911.

3. Aldo Leopold, *A Sand County Almanac and Sketches Here and There*, New York, Oxford University Press, 1949.

faune au Nouveau Mexique, en Arizona et dans le Wisconsin. Il est surtout connu pour ses travaux théoriques, développant une vision harmonieuse des relations entre les hommes et la terre, et une éthique. Titulaire d'une chaire à l'université du Wisconsin de 1933 à 1948, il a formé une génération de responsables, et il est considéré comme un des pères du mouvement de préservation de la nature et de la gestion de la faune aux États-Unis¹.

Clarence Glacken, qui publie la même année 1967 *Traces on the Rhodian Shore*, a un itinéraire très différent, mais qui plonge lui aussi dans l'histoire états-unienne². Né en 1909 à Sacramento, après des études à Berkeley, il entre dans la vie active au début des années 1930, au sein de plusieurs services chargés de prendre en charge les conséquences sociales du Dust Bowl (le *State Emergency Relief Administration*, le *California Resettlement Administration*, etc.). Chargé plus précisément de la réinstallation en Californie des fermiers ayant quitté l'Oklahoma et l'Arkansas, il découvre ainsi la crise environnementale analysée par Donald Worster, liant la Grande dépression, l'érosion des sols des Grandes plaines et les migrations de masse en Californie. Le deuxième moment fondateur est un tour du monde accompli en 1937, qui le conduit en Méditerranée, au Moyen Orient et en Asie du Sud-Est et de l'Est. Cette année sabbatique contribue à forger sa vision comparatiste et mondiale des différentes civilisations, prenant en compte la diversité des cultures en relation avec les environnements physiques. L'expérience de la Seconde Guerre mondiale en Asie, grâce à sa connaissance du japonais, fut sa troisième expérience déterminante pour le conduire vers l'histoire des relations des hommes avec leur environnement. Il est chargé d'une enquête ethnographique sur trois villages d'Okinawa, qui donnera naissance à son premier livre, *The Great Loochoo: A*

1. Susan L. Flader, *Thinking like a Mountain: Aldo Leopold and the Evolution of an Ecological Attitude Toward Deer, Wolves, and Forests*, Madison, University of Wisconsin Press, 1994. *The River of the Mother of God and Other Essays* by Aldo Leopold, éd. Susan L. Flader, J. Baird Callicott, Madison, University of Wisconsin Press, 1991. Curt Meine, *Aldo Leopold: His Life and Work*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988. *The Essential Aldo Leopold: Quotations and Commentaries*, éd. Curt Meine, Richard L. Knight, Madison, University of Wisconsin Press, 1999.

2. David Hooson, « In Memoriam: Clarence Glacken 1909-1989 », *Annals of the Association of American Geographers*, 81-1, mars 1991, p. 152-158. Ce texte est repris en partie par Philippe Pinchemel, « Présentation », in Clarence Glacken, *Histoire de la pensée géographique*, Paris, CTHS, 2007, t. IV, p. 7-11. Voir aussi « A late arrival in academia », in *The Practice of Geography*, éd. Anne Buttimer, London, Longman, 1983, p. 20-34.

*Study of Okinawan Village Life*¹. Celui-ci est en grande partie consacré à la compréhension de la diversité des cultures en rapport avec l'environnement physique, à l'analyse combinée du changement social et du changement environnemental, et à la reconstitution des modifications de l'environnement physique. Durant la guerre, il fait aussi la connaissance de William Vogt, un des premiers à avoir dénoncé les destructions environnementales, liées en particulier à la croissance de la population mondiale, avec son livre *Road to Survival* en 1948². Vogt a exercé une forte influence sur Clarence Glacken³. La partie la plus connue de la carrière de Glacken débute en 1952 lorsque, après une thèse commencée à quarante ans sur *The Idea of the Habitable World*, il est recruté comme instructeur à Berkeley par le grand géographe Carl Sauer. En 1956, il participe au célèbre symposium international – *Man's Role in Changing the Face of the Earth* – organisé par Carl Sauer, Lewis Mumford et Marston Bates⁴. Les années suivantes sont consacrées à l'écriture de *Traces on the Rhodian Shore*, qui devait être la première partie d'une œuvre plus vaste embrassant aussi les XIX^e et XX^e siècles.

Ce contexte de formation est peut-être plus intéressant aujourd'hui qu'un projet monumental qui apparaîtra très daté dans sa manière de faire de l'histoire des idées et de concevoir une somme totale. En effet, les 763 pages embrassent trente-six siècles, depuis l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle. Tous les domaines sont pris en compte, telles la philosophie, la théologie, la médecine, l'observation du temps, les interventions humaines sur l'environnement, etc. Trois thèmes structurent le livre, en examinant pour chacun des quatre grandes périodes comment ces idées s'articulent : la terre a été dessinée pour l'homme et pour son bénéfice ; le caractère et la culture sont déterminés en partie par le climat et d'autres facteurs environnementaux ; l'homme peut, intentionnellement ou non, modifier l'environnement dans lequel il vit⁵. L'ampleur du

1. Clarence Glacken, *The Great Loochoo: A Study of Okinawan Village Life*, Berkeley, University of California Press, 1955.

2. William Vogt, *Road to Survival*, New York, Sloane Associates, 1948.

3. Clarence Glacken, «William Vogt (1902-1968)», *Geographical Review*, 59-2, avril 1969, p. 294-295.

4. Clarence Glacken, «Changing ideas of the habitable world», in *Man's role in Changing the Face of the Earth*, éd. William L. Thomas Jr., Chicago, University of Chicago Press, 1956.

5. Cette idée est reprise dans Clarence Glacken, «Environment and culture», in *Dictionary of the History of Ideas*, New York, Scribners, 1973, vol. 2, p. 127-134.

travail le fait tomber sous les critiques des spécialistes: choix de traduction contestables, interprétations des textes tirées de leur contexte, généralisations abusives, sélection discutable des auteurs et des passages analysés. En revanche, le livre a impressionné les lecteurs pour toutes les périodes dont ils n'étaient pas spécialistes. La conclusion aboutit à ce qui peut sembler un lieu commun – toutes les époques, depuis l'origine, se sont intéressées aux rapports entre nature et culture –, mais qui illustre bien le caractère novateur du livre dans le contexte des années 1960. Glacken souhaitait prouver, à des contemporains qui s'en étaient désintéressés que l'histoire de l'humanité est structurée par l'interrogation sur la manière d'habiter le monde physique¹. Ce fil directeur explique le titre mystérieux du livre, repris du sixième livre du *De Architectura* de Vitruve, et de l'exclamation du philosophe socratique Aristippus arrivant sur le rivage de Rhodes après le naufrage de son navire: la vue de tracés géométriques sur le sable lui arrache un cri d'espoir car ce sont des dessins de main d'homme, preuve d'un monde habité.

À titre individuel, le parcours de Lynn White Jr est moins marqué par l'engagement en faveur de l'environnement². Son installation en Californie à partir de 1943 comme président de Mills College puis surtout comme professeur à Berkeley de 1958 à 1974 a certainement été plus déterminante, en le plaçant aux premières loges de la montée de l'écologie sur la côte ouest. Ses convictions religieuses ont joué un rôle crucial. Fils d'un presbytérien professeur d'éthique chrétienne, il est resté lui-même un actif presbytérien, laïc, tout au long de sa vie. Travaillant dans les années 1930 sur la Sicile, il a anticipé l'éclatement de la guerre en Europe en se préparant à travailler sans archives. Il devient ainsi historien de la technologie à l'époque médiévale en travaillant à partir de la bibliographie, fortement influencé en particulier par *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française* de Marc Bloch³. Reprenant trois conférences

1. Le titre de la traduction française *Histoire de la pensée géographique* rend donc très mal, à mon sens, cette dimension environnementale et écologique, qui ne relève nullement d'une histoire disciplinaire.

2. Bert S. Hall, «Lynn Townsend White Jr. (1907-1987)», *Technology and Culture*, 30-1, janvier 1989, p. 194-213.

3. Lynn White Jr., «The Leonardo da Vinci Medal», *Technology and Culture*, 6, printemps 1965, p. 325; Id., «The study of medieval technology, 1924-1974: personal reflections», *Technology and Culture*, 16, octobre 1975, p. 519-530; Id., «History and Horseshoe Nails», in *The Historian's Workshop: Original Essays*, éd. L.P. Curtis, New York, Knopf, 1970, p. 47-64.

données sur le sujet, il écrit son livre le plus important, *Medieval Technology and Social Change*, publié en 1962¹. Aux nombreux prix reçus dans les années suivantes s'ajoutent les positions académiques prestigieuses : président de l'*History of Science Society*, puis de la *Medieval Academy of America* et de l'*American Historical Association*.

Malgré ses qualités éminentes de médiéviste, il est connu avant tout pour un très court texte, de quelques pages, paru dans la revue *Science* en 1967, «The historical roots of our ecologic crisis»². Cet article, sans doute le plus cité dans le domaine de l'environnement, avance plusieurs arguments. D'abord, l'humanité fait face aujourd'hui à une crise environnementale sans précédent, qui oblige à changer les fondements occidentaux, et non à se contenter de propositions superficielles. Ensuite, cette crise est spécifique à l'Occident, à cause du rapprochement entre la science et la technologie réalisé au XIX^e siècle, qui s'inscrivent toutes deux dans une tradition remontant aux XIII^e-XIV^e siècles. Or, le christianisme est à l'origine de cette spécificité occidentale. Cette religion, la plus anthropocentrique qui ait jamais existé, a non seulement établi un dualisme entre l'homme et la nature, mais surtout légitimé l'exploitation de la nature par l'homme pour ses propres fins. L'homme ne fait pas partie du monde des animaux, il en est séparé et à l'image de Dieu. Enfin, Lynn White conclut que les problèmes environnementaux ne pourront être résolus par plus de science et de technologie : il faut quitter cette relation de supériorité à la nature léguée par le christianisme, quitte à se tourner vers d'autres traditions à l'intérieur de celui-ci, comme celle de saint François d'Assise, proposé comme saint patron des écologistes.

Cet article a été abondamment commenté et critiqué jusqu'à aujourd'hui, essentiellement pour sa thèse sur la responsabilité environnementale du christianisme³. À ce titre, et en réaction

1. Lynn White Jr., *Medieval Technology and Social Change*, Oxford, Clarendon Press, 1962.

2. Lynn White Jr., «The historical roots of our ecologic crisis», *Science*, 155, 1967, p. 1203-1207.

3. Conrad Bonifazi, «Biblical roots of an ecological conscience», p. 207-226, in Michael P. Hamilton, éd., *This Little Planet*, New York, Schribner, 1970. Dominique Bourg, éd., *La Nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, Paris, Association Descartes/L'Harmattan, 1993. Dominique Bourg, éd., *Les Sentiments de la Nature*, Paris, Editions de la Découverte, 1993. Maurice Boutin, «La lecture écologique de la Bible et ses apories», in José A. Prades, Jean-Guy Vaillancourt et Robert Tessier, éd., *Environnement et développement : questions éthiques et problèmes sociopolitiques*, Mon-

contre ses propositions, il a contribué à donner naissance à l'éthique environnementale. Sans rentrer dans ces débats, trois remarques peuvent être formulées du point de vue de l'historien. Cet article correspond à une conférence donnée en décembre 1966 devant l'American Association for the Advancement of Science (AAAS). Reproduit tel quel, il ne comporte aucune référence, ni note de bas de page ni bibliographie. Chaque phrase est tellement elliptique qu'elle peut être discutée à l'infini, au moins pour ses référents historiques et textuels. Deuxième remarque, le passage sur la responsabilité environnementale du christianisme, objet de toutes les critiques, occupe une place ambiguë dans le raisonnement sur les racines historiques de la crise écologique. Est-il un élément de l'argumentation historique? En d'autres termes, le contenu du christianisme a-t-il été, au moins depuis le XIII^e siècle, la cause de l'exploitation de la nature? Cette thèse supposerait une argumentation serrée sur l'influence du christianisme, les formes de diffusion de son message, les lieux, les acteurs, la concurrence avec

tréal, Fides, 1991, p. 209-229. J. Baird Callicott, «Genesis revisited: Murian Musings on the Lynn White Jr. Debate», *Environmental History Review*, 1990, 14, p. 65-92. Daniel Cerezuella, «Concerning the religious origins of technological civilization», *Research in Philosophy and Technology*, 1983, 6, p. 175-188. Bill Devall et Georges Sessions, *Deep Ecology: Livings as if Nature Mattered*, Salt Lake City, Peregrine Smith Books, 1985. René Dubos, *A Theology of the Earth*, Washington, Smithsonian Institution, Office of Public Affairs, 1969. Jacques Grinevald, «L'écologie contre le mythe rationnel de l'Occident: de la diversité dans la nature à la diversité des cultures», p. 195-212, in Robin Horton et al., *La Pensée métisse: croyances africaines et rationalité occidentale en question*, Cahiers de l'I.U.E.D., Genève, Paris, Presses universitaires de France, 1990. Eugene C. Hargrove, *Religion and Environmental Crisis*, Athens, University of Georgia Press, 1986. Danièle Hervieu-Leger, éd., *Religion et Ecologie*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1993. Carl Mitcham, «Questions of Christianity and technology: a bibliographic introduction», *Science, Technology & Society, Curriculum Newsletter of the Lehigh University STS Program*, 1979, 14, p. 1-7. George Ovitt, Jr., «The cultural context of Western technology: early Christian attitudes toward manual labor», *Technology and Culture*, 1986, 27(3), p. 477-500. Terry S. Reynolds, «Les racines médiévales de la révolution industrielle», *Pour la Science*, 1984, 83, p. 24-33. Robert Royal, *The Virgin and the Dynamo: Use and Abuse of Religion in Environmental Debates*, Washington, Ethics and Public Policy Center, Grand Rapids, Mich., Wm B. Eerdmans, 1999. Roger D. Sorrell, *St. Francis of Assisi and Nature: Tradition and Innovation in Western Christian Attitude toward the Environment*, New York, Oxford University Press, 1988. Charlene Spretnak, *The Spiritual Dimension of Green Politics*, Santa Fe, New Mexico, Bear & Community, 1986. Pierre Thuillier, «Magie et technoscience: la grande mutation du Moyen Âge», *La Recherche*, juillet-août 1990, 223, p. 862-873. Arnold Toynbee, «The religious background of the present environmental crisis: a viewpoint», *International Journal of Environmental Studies*, 1972, 3(2), p. 141-146.

d'autres influences. Sur ce point, il est possible de réfuter aisément Lynn White, tant la thèse est simpliste, historiquement et théologiquement. Ou alors, faut-il comprendre que ces critiques contre le christianisme portent sur la position contemporaine de l'Église, de la part d'un homme qui n'a jamais caché son investissement en tant que croyant? Dans ce cas, Lynn White peut se passer d'une argumentation historique et théologique solide. Ceci nous mène au troisième point : le cœur de l'argumentation historique ne réside pas dans l'analyse du christianisme en Occident entre le XIII^e et le XIX^e siècle, mais dans l'interprétation des rapports entre science, technologie et religion au Moyen Âge, qui renvoie à l'ensemble des travaux de Lynn White et rend sa thèse plus intéressante.

Plutôt que de se réduire à une histoire des idées, «The roots of our ecological crisis» peut être aussi lu comme une histoire des techniques et du changement écologique. Le raisonnement suit plusieurs étapes. La domination technique de la nature peut difficilement être située avant les années 1850. Aujourd'hui, l'impact sur l'environnement a acquis une telle force qu'il a changé de nature mais, pour le comprendre, il faut rechercher dans l'histoire les fondements de la science et de la technologie modernes. Bien entendu, les hommes ont toujours affecté de manière significative leur environnement. Pourtant, une rupture se met en place en Occident, et ce bien avant la révolution scientifique du XVII^e siècle et la révolution industrielle du XVIII^e siècle. La technologie et la science modernes sont spécifiquement occidentales. Elles remontent à la révolution agricole puis industrielle des XIII^e et XIV^e siècles, longuement analysée dans l'œuvre maîtresse de Lynn White, *Medieval Technology and Social Change* à travers trois études : les liens entre la mise en place de la féodalité et l'invention de l'étrier au temps de Charles Martel ; la révolution agricole permise par l'introduction de la lourde charrue à soc vertical, l'utilisation des chevaux comme animaux de trait et l'assolement triennal ; l'invention de la manivelle qui a transformé profondément la transmission de la force physique¹. Le nœud de l'argumentation est donc la théorie du changement technologique (et par conséquent écologique de Lynn White) : l'innovation technologique est le catalyseur, ce qui rend possible la mise en mouvement de la société, de l'économie, de la

1. Pour une mise au point très complète, reprenant toutes les critiques, voir Alex Roland, «Once more into the stirrups: Lynn White Jr., medieval technology and social change», *Technology and Culture*, 44-3, juillet 2003, p. 574-585.

politique, de la démographie. Cette vision possibiliste le dispense d'avoir à dater finement les transformations citées et d'étudier précisément le contexte social, politique, économie et démographique dans lequel s'inscrit une innovation technique¹. Une partie des critiques adressées à Lynn White portent sur son déterminisme technologique, cette idée d'un changement inévitable que l'on trouve parfois, même si d'autres passages s'avèrent plus constructivistes². En réalité, et c'est le point central de sa théorie, son déterminisme n'est pas technologique ni scientifique mais culturel, et lié à ses croyances religieuses : les schémas intellectuels et les croyances déterminent la science, la technique et donc l'écologie ; les changements mentaux permettent les changements technologiques et scientifiques, qui à leur tour permettent les autres types de changement³. Le christianisme imprégnant la pensée occidentale pendant plusieurs siècles, il n'estime pas avoir besoin de pousser son argumentation historique plus dans le détail.

Changement économique, social et environnemental

L'ouvrage pionnier de Donald Worster sur le Dust Bowl – *Dust Bowl: The Southern Plain in the 1930s* – rompt avec l'historiographie antérieure en démontrant que le Dust Bowl n'a pas été une catastrophe naturelle extérieure aux sociétés, qui pèserait ensuite sur elles par ses conséquences⁴. La catastrophe environnementale est inscrite dans le processus du changement économique et social. Il s'oppose ainsi à Paul Bonnifield qui réduit l'intensité du Dust Bowl et le considère comme un mauvais ajustement technique

1. Ce qui rejoint les fortes critiques dirigées contre *Medieval Technology and Social Change* par Bernard S. Bachrach, « Charles Martel, Mounted Shock Combat, the Stirrup, and Feudalism », *Studies in Medieval and Renaissance History*, 7, 1970, p. 49-75.

2. P. H. Sawyer and R. H. Hilton, « Technical determinism : the stirrup and the plough », 24, 1963, p. 90-100.

3. Bert Hall, « Lynn White's Medieval Technology and Social Change after Thirty Years », in *Technological Change : Methods and Themes in the History of Technology*, ed. Robert Fox, Amsterdam, 1998, p. 85-101, p. 92. Pour une critique environnementale de cette théorie, cf. Tuan Yi-fu, « Discrepancies between environmental attitude and behaviour : examples from Europe and China », *Canadian Geographer*, 3, 1968, p. 175-191.

4. Donald Worster, *Dust Bowl: The Southern Plain in the 1930s*, New York, Oxford University Press, 1978.

temporaire, causé par le cycle des précipitations¹. Il critique aussi fortement James Malin pour qui la nature est assez forte pour se reconstituer sans gestion moderne des terres². Malin accuse en effet l'idéologie collectiviste du New Deal, qu'il oppose à l'habilité des individus à lutter contre la nature, une nature où les tempêtes de poussière sont des phénomènes naturels. Malgré son approche interdisciplinaire, son insistance sur les influences réciproques de la nature et de la société, il ne renonce pas à une nature conçue comme un ensemble de processus extérieurs aux sociétés.

Worster rend le capitalisme responsable du Dust Bowl, en fait une crise socio-économique. Il a été « essentiellement l'œuvre de l'homme, non de la nature »³. C'est que la nature est devenue un capital, où le monde non humain est désacralisé, transformé en bien économique, ce qui casse les interdépendances environnementales. Le capitalisme donne le droit aux hommes, et même l'obligation, d'utiliser ce capital pour progresser sans relâche. L'ordre social permet et encourage l'accroissement continu de la richesse individuelle et l'absorption de son coût environnemental. Pour autant, cette interprétation n'est nullement strictement économique et sociale, mais aussi environnementale, prenant en compte la spécificité de l'environnement local et des forces qui échappent au contrôle humain. Ce type d'expansion capitaliste caractérise l'agriculture états-unienne dans son ensemble et reste relativement impuni dans les régions stables écologiquement. Or les Grandes plaines sont une aire très vulnérable, qui a rendu plus soudains et dramatiques les effets destructeurs du capitalisme. La zone touchée par le Dust Bowl reçoit moins de 500 mm de pluie par an et elle est affectée par des vents dont la vitesse moyenne au milieu de l'après-midi est de 25 km/h. Seules quelques plantes, comme les herbes, peuvent survivre dans un environnement si peu humide, avec une occupation extensive semblable à celle des bisons et des Indiens.

Les Grandes plaines étaient en situation d'équilibre écologique jusqu'à l'arrivée des producteurs de céréales à partir des années

1. Paul Bonnifield, *The Dust Bowl: Men, Dirt and Depression*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1979.

2. James C. Malin, *The Grassland of North America: Prolegomena to Its History*, Gloucester, Mass., 1947. James C. Malin, *History and Ecology: Studies of the Grassland*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1984.

3. D. Worster, *Dust Bowl...*, *op. cit.*, 1979, p. 13.

1900 et surtout durant et après la Première Guerre mondiale. Poussés par l'augmentation des prix des céréales durant la guerre et les années 1920, les fermiers transforment les prairies en champs de blé: en 1930, à la veille des tempêtes de poussière, un tiers de la région a perdu sa couverture herbeuse tandis que la production nationale de blé a augmenté de 300% durant les années 1920 et que la taille moyenne des fermes est passée de 210 ha en 1910 à 330 en 1930. Lorsque la sécheresse toucha les plaines durant les années 1930, ce qui se produit environ tous les vingt ans, il n'y avait plus suffisamment d'herbe pour retenir le sol. Dans son étude, Donald Worster prend aussi en compte les conséquences sociales dramatiques de l'événement, qui voit la population de quarante comtés baisser de 34% entre 1935 et 1937, au plus fort des tempêtes de poussière. Il étudie précisément les habitants de certains comtés (comtés de Cimarron, Oklahoma, et Haskell au Kansas), pour comparer des fermiers peu touchés par le *Dust Bowl*, en opposition à ceux aliénés dans leur rapport à la nature, ayant perdu le sens de la communauté. Et il critique sévèrement les réponses institutionnelles, jugées inadéquates, le *New Deal* oscillant entre laissez-faire et une forme de socialisme. Si les secours ont été efficaces, la réforme a eu des effets limités, le programme d'achat de terre atteignant seulement 8% des objectifs initiaux tandis que le Soil Conservation Service se garde de remettre en cause l'agriculture capitaliste lorsqu'il enseigne de nouvelles techniques agricoles.

À partir d'un outillage méthodologique très différent, ne devant rien au marxisme mais plutôt à James Malin, Richard White mène une étude consacrée à Island County, dans l'État de Washington, et plus précisément aux îles Whidbey et Camano dans le Puget Sound, à environ cinquante kilomètres au nord de Seattle¹. Le point commun est de prendre un territoire, plus limité, et d'analyser l'usage de la terre par la population (les Indiens Salish et les colons de 1850 à nos jours) de manière pluridisciplinaire (en convoquant la botanique, la biologie, la foresterie...) en faisant de l'environnement un acteur à part entière. L'environnement n'est ni un arrière-plan, ni un facteur parmi d'autres d'une histoire économique, sociale et culturelle: *Land Use* est plutôt une étude du changement environnemental, économique et social dans une aire géographique donnée, de petite taille. Si l'implantation des colons

1. Richard White, *Land Use, Environment, and Social Change: The Shaping of Island County*, Washington, Seattle, University of Washington Press, 1980.

blancs a au départ des effets limités sur l'environnement, à la fin du XIX^e siècle les fermiers blancs ont largement détruit l'écologie des prairies. Les Salish, décimés par les maladies apportées par les colons, survivent comme chasseurs, pêcheurs ou ouvriers agricoles. Avec l'avènement de l'agriculture mécanisée dans les années 1890, la population indienne commence à quitter l'île pour des réserves ou pour les centres urbains naissants de Seattle ou Tacoma. Chez Richard White aussi, la dictature du marché est responsable de cet effondrement social à cause de l'emprise des industries d'exploitation du bois. Dans les années 1920, ces industriels ont coupé tellement de bois sur les îles Whidbey et Camano que les prélèvements possibles s'effondrent. Les propriétaires spéculateurs attirent alors des paysans sur les terres déboisées et ce sont eux qui supportent le coût social de cette faillite écologique. Quant aux Salish, dont la culture a dominé Island County entre 1300 et 1850, sans marques de préoccupations environnementales pour autant, ils finissent dépouillés de leurs droits. Le coût social de « l'arrogance humaine à l'œuvre dans cette manière de penser que la nature est infiniment malléable » pèse sur les plus faibles économiquement¹.

Dans un livre légèrement postérieur, Richard White revient sur cette responsabilité du marché dans le changement social et environnemental, sur les « racines de la dépendance »². Au lieu de prendre un territoire donné, il compare trois populations indiennes, les Choctaw, les Pawnees et les Navajos. Le point commun entre ces trois histoires de déclin réside dans l'action des Blancs pour introduire les ressources indiennes, leurs terres et leur travail dans le marché. La nation Choctaw, située dans le sud-est des États-Unis, avait une organisation sociale reposant sur des villes stables et une confédération. Pendant un siècle, ils prospèrent au sein d'alliances variables avec les Espagnols, les Français et les Anglais. La défaite de la France en 1763 marque un tournant car leur soutien militaire n'est plus essentiel pour les Anglais puis pour les Américains. Pour satisfaire leurs besoins en alcool, introduit par les marchands anglais et américains, ils se lancent dans une chasse meurtrière afin de pouvoir vendre des fourrures. Le dérèglement environnemental qui s'ensuit affecte l'économie traditionnelle urbaine et entraîne des

1. *Ibid.*, p. 140-141.

2. Richard White, *The Roots of Dependency: Subsistence, Environment, and Social Change Among the Choctaws, Pawnees, and Navajos*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983.

conflits avec les tribus voisines, les Choctaw étant obligés de chasser de plus en plus loin. Dans les années 1830, cette nation rejoint les Territoires Indiens et tombe définitivement dans la dépendance. Le cas des Pawnee est assez différent, si ce n'est dans le déclin qui voit un groupe d'environ 10 000 personnes en 1800 devenir un ensemble déstructuré et aliéné lorsqu'il quitte le Nebraska pour les Territoires Indiens dans les années 1870. Ce déclin est une conséquence de la chasse au bison par les blancs, des raids menés par les puissantes confédérations Sioux, de la famine et des épidémies, bref encore une fois des forces du marché. Le dernier groupe, celui des Navajos du Sud-Ouest connaît une évolution démographique inverse, passant de 10 000 lors de la mise en place des réserves en 1868 à 50 000 en 1930, en subsistant grâce à l'agriculture et aux troupeaux. Malgré l'agrandissement des limites de la réserve, le problème du surpâturage se pose rapidement, conduisant à l'envasement du lac de retenue Boulder et au risque qu'il ne suffise plus à alimenter les troupeaux. Richard White rend le gouvernement fédéral responsable du déclin des Navajos par les mesures prises pour lutter contre le surpâturage : la limitation des troupeaux, en particulier des plus petits, a entraîné un essor considérable du travail salarié conduisant à une situation de dépendance.

Au-delà des différences qui séparent ces deux livres, une même conviction les unit : le changement économique et social est incompréhensible sans prendre en compte le changement environnemental, des dynamiques matérielles qui échappent à l'emprise humaine et font de l'environnement un acteur à part entière de l'histoire. La fragilité des sols des comtés du Dust Bowl, l'épuisement des terres d'Island County, la disparition de certains animaux, la reproduction des troupeaux et le surpâturage ne sont pas de simples facteurs conditionnant l'histoire humaine, mais bien des éléments du processus. Comme le dit Richard White à propos des Indiens « comme tous les peuples, ils vivent dans un monde physique qui n'est pas seulement naturel mais aussi une création historique de leurs ancêtres et d'eux-mêmes. Les contraintes environnementales dessinent des frontières aux créations humaines, mais elles se contentent de limiter, sans exercer de dictature »¹. Généralement, poursuit-il, les hommes utilisent l'écosystème pour leurs besoins de manière équilibrée mais « souvent, cependant, des

1. *Ibid.*, p. xiii.

dégradations se produisent ; l'environnement humain s'effondre et la société qui l'a créé fait face à la crise, au changement, et peut-être l'extinction ». De telles crises parcourent l'histoire humaine et sont trop souvent considérées comme des échecs purement environnementaux ou biologiques, ignorant le réseau de relations politiques, sociales, culturelles et économiques en jeu. L'histoire des Indiens, qui les conduit vers la dépendance, ne peut être comprise qu'à partir de l'influence réciproque de la culture, de la politique, de l'économie et de l'environnement.

Parmi cette liste de termes, Donald Worster place au premier plan l'économie, ce qui le sépare de Richard White. Dans un article postérieur, il nomme son approche « agroécologique »¹. Le concept d'agrosystème s'applique aux écosystèmes réorganisés par les besoins agricoles, transformés en écosystèmes domestiqués. Trois traits distinctifs le caractérisent : il est une version tronquée du système naturel car moins d'espèces interagissent ; il est organisé par des liens d'exportation ; il reste dépendant du monde naturel. Les systèmes traditionnels ont préservé la diversité et la complexité des agrosystèmes jusqu'à l'émergence du mode capitaliste de production à partir du xv^e siècle, et qui s'accélère aux xviii^e et xix^e siècles, la fameuse « grande transformation » de Karl Polanyi. Cette notion de mode de production a un sens plus large que pour les marxistes car elle n'est pas centrée sur le travail et elle place au centre la réorganisation de la nature à l'œuvre dans cette transformation. D'une part, la mise en place du marché transforme la nature en bien, par marchandisation ou, en anglais, *commodification*. D'autre part, l'ordre écologique naturel est simplifié par la mise en place d'instruments spécialisés de production qui conduisent souvent à la monoculture. Cette spécialisation est contemporaine de l'échange biologique global qui, paradoxalement, augmente la diversité dans un premier temps. L'histoire du Dust Bowl et la monoculture du blé dans les Grandes plaines sont un des épisodes de la simplification environnementale entraînée par la marchandisation de la nature et ses conséquences. Cette analyse des modes de production débouche sur la question fondamentale concernant le changement économique, social et environnemental : qui sont les gagnants et qui sont les perdants ?

1. Donald Worster, « Transformations of the Earth... », *op. cit.*, 1990, p. 1087-1106.

L'histoire sociale en question

En parallèle avec ces études empiriques sur le changement social et environnemental, il est possible de relire certains moments de l'histoire de l'histoire environnementale comme des débats sur l'histoire sociale, même si cet attachement disciplinaire est rarement invoqué. La référence paradoxale aux Annales pour la première génération états-unienne des historiens de l'environnement constitue un premier épisode. John Opie, rédacteur en chef d'*Environmental review*, fait de Fernand Braudel le premier historien de l'environnement affirmé, grâce à son étude de la Méditerranée. Avec lui le pouvoir de l'environnement sur les affaires humaines devient plus puissant que les autres facteurs, sans ignorer pour autant l'impact négatif des hommes, comme les effets du pâturage des moutons sur le plateau central de l'Espagne. Cependant, la longue durée, le pouvoir des structures rendent l'action humaine presque insignifiante. L'agriculture est la forme de vie matérielle la plus représentative, à la fois conjoncturelle et répétitive sous le poids des contraintes structurelles. L'histoire environnementale des débuts place plutôt l'action humaine au centre, étudiant son impact essentiellement négatif sur l'environnement¹.

Donald Worster souligne au même moment, qui coïncide avec le premier congrès états-unien en histoire environnementale, que la France est un des pays où est née l'histoire environnementale, avec l'Angleterre et les États-Unis. Lucien Febvre, Marc Bloch, Michel Devezé, Emmanuel Le Roy Ladurie sont cités. *Montaillou, village occitan* est vu comme une des meilleures études capables d'intégrer les facteurs écologiques dans l'analyse du changement économique et culturel, en leur accordant une place déterminante. Mais « ce n'est pas une histoire animée par un grand souci du destin de la nature. Son intérêt réside plutôt dans son insistance à faire de l'histoire environnementale une partie intégrante du développement social, dont la compréhension nécessite une analyse poussée des structures »². La période de prédilection des Annales, les époques médiévales et modernes, expliquerait en par-

1. John Opie, « Environmental history: pitfalls and opportunities », *Environmental Review*, 7-1, printemps 1983, p. 15.

2. Donald Worster, « World without borders: the internationalizing of environmental history », *Environmental Review*, 6-2, automne 1982, p. 9-10.

tie ces perspectives équilibrées sur les rapports entre les hommes et les facteurs non humains. Donald Worster considère l'histoire écologique proposée par Georges Bertrand dans *l'Histoire de la France* rurale comme un parfait exemple de la mosaïque formée par des siècles d'agriculture traditionnelle, avant les destructions environnementales dues à l'essor du marché et du capitalisme¹. Les Annales entretiennent ainsi à leur corps défendant un mythe fondateur de l'histoire environnementale, aussitôt dénoncé par ses praticiens, celui de l'existence de relations équilibrées entre les hommes et l'environnement dans les sociétés du passé, alimentant la conscience environnementale des historiens et la critique de la période contemporaine². Si les historiens français fournissent le cadre général d'une prise en compte de l'environnement dans la compréhension des processus historiques, ils n'apportent pas les méthodes permettant d'analyser celui-ci.

L'étude de John McNeill sur les montagnes de la Méditerranée permet de mieux comprendre le glissement de perspective à l'œuvre, à la fois chronologique, thématique et méthodologique³. Il s'appuie sur cinq massifs montagneux : le Taurus occidental en Turquie, le Pindus de la Grèce du nord-ouest, les Apennins de Lucanie en Italie méridionale, la région de l'Alpujarra de la Sierra Nevada dans l'Andalousie espagnole et le Rif dans l'Atlas marocain. Après une rapide analyse des époques plus anciennes, il se concentre avant tout sur les XIX^e et XX^e siècles, qui accélèrent les destructions. La croissance démographique, l'intégration dans le marché et l'intensification des besoins en ressources naturelles ont détruit le mode de vie des sociétés montagnardes, les menaçant même d'extinction. Écologiquement fragiles, les montagnes méditerranéennes ont subi négativement les effets des variations de population, d'implantation, d'usages et de migrations. Si la relation était plus équilibrée dans le passé, elle était néanmoins souvent affectée par les crises politiques, économiques et militaires. Pour subsister, les communautés ont sollicité l'environnement au-delà de ses capacités de renouvellement, comme en témoignent l'évolution des forêts, l'érosion des sols, la destruction de la végétation par les chèvres.

1. Donald Worster, «Transformations of the Earth...», *op. cit.*, 1990, p. 1097.

2. John Opie, «Environmental history...», *op. cit.*, 1983, p. 12-14.

3. John McNeill, *The Mountains of the Mediterranean World: An Environmental History*, New York, Cambridge University Press, 1993.

La deuxième génération de l'histoire environnementale ouvre un deuxième débat dans les années 1990. Richard White reproche à l'agro-écologie de Donald Worster d'être braudélienne, par sa manière de distinguer des soubassements, une structure et des superstructures. La longue durée devient donc rythmée par des conjonctures, des déséquilibres et des périodes d'équilibre¹. Et, en effet, Donald Worster propose de distinguer trois niveaux : d'abord celui structurel fourni par l'environnement physique du passé, objet de compréhension pour lui-même, grâce à la collaboration entre les sciences de l'environnement et les sciences historiques ; ensuite, le niveau des modes de production, défini par l'interaction entre le technologique et l'environnement, qui est de la responsabilité exclusive de l'historien ; enfin le niveau mental, celui des perceptions, des idéologies, de l'éthique, des lois, qui détermine notamment ce qu'est une ressource². William Cronon reconnaît une certaine affinité avec la vision braudélienne de l'histoire à travers la pluralité des temps sociaux – la longue durée, la vie matérielle, l'histoire événementielle – qui interagissent et évoluent en même temps. En revanche, il n'est plus question d'identifier ces temporalités à des niveaux rigides de réalité : l'environnement, l'économie, les institutions politiques, les normes sociales, les valeurs culturelles et les processus sont sur le même plan, celui d'interactions complexes, sans qu'aucun d'entre eux ne reste statique³. L'influence de l'anthropologie est évidente, comme le montrent les références théoriques invoquées par Richard White pour écrire *The Roots of Dependency* : Clifford Geertz, Marshall Sahlins, Martin Harris, Julian Steward, Andrew P. Vayda, Carl Sauer et Alfred Crosby⁴.

Dans le débat avec Donald Worster, William Cronon défend une approche très différente des liens entre environnement, société, économie et culture⁵. Influencé par Raymond Williams, il ne voit aucune matérialité extérieure à l'histoire humaine, mais plutôt de l'humain dans chacune des relations abordées par Donald Worster, y compris les variations physiques de l'environnement étudiées par les sciences de la nature. Pour appuyer son refus d'un matérialisme

1. Richard White, « Environmental history... », *op. cit.*, 1990, p. 1112.
2. Donald Worster, « Transformations of the Earth... », *op. cit.*, 1990, p. 1090.
3. William Cronon, « The uses... », *op. cit.*, 1993, p. 14.
4. Richard White, *The Roots of Dependency...*, *op. cit.*
5. William Cronon, « Modes of Prophecy... », *op. cit.*, 1990, p. 1122-1131.

excessif, il prend l'exemple de la nourriture qui ne peut être analysée d'abord sous l'angle de la production, étant elle-même une construction culturelle élaborée. Au concept d'agrosystème, applicable en tous lieux et à des époques différentes, il préfère la localisation dans un contexte historique précis des liens entre hommes et écosystèmes qu'ils habitent. Le système défini par ces liens n'est pas qualifiable globalement et extérieurement, il est d'abord fait d'un ensemble de relations. Le risque d'anachronisme est aussi pointé et, pour l'éviter, il est préférable de ne pas importer directement des concepts venus d'autres disciplines tels ceux d'équilibre, de communauté, de balance de la nature. L'intérêt des historiens de l'environnement pour la déstabilisation des écosystèmes est lui-même historiquement situé et la réflexivité nécessaire commande de résister à l'idée romantique d'une nature inchangée. Le holisme et le fonctionnalisme sont les deux problèmes conceptuels majeurs que doivent affronter les historiens de l'environnement, conjugués au risque des perspectives téléologiques. Il appelle aussi à une histoire plus au ras du sol, adoptant une échelle locale et régionale, pour des études monographiques susceptibles de s'inscrire plus tard dans des méta-narrations. Dans cette histoire, les différences l'emportent sur le global car les assemblages entre les hommes et l'environnement diffèrent selon les lieux. Toutes ces remarques, pour finir, convergent dans un appel à la mise en place de ponts avec les collègues des autres champs de l'histoire.

L'éloignement définitif de l'histoire économique et sociale des Annales ouvre la voie, paradoxalement, à de nouvelles approches sociales pour l'histoire environnementale. S'éloignant de la longue durée pour des temps plus courts, quittant la circulation au sein de larges espaces pour la contextualisation et les échanges à l'intérieur des territoires précis et particuliers, l'histoire environnementale découvre une de ses faiblesses. Comme le remarque William Cronon, la tentation holiste et fonctionnaliste a empêché de quitter le niveau très général du groupe, des hommes, pour étudier les inégalités sociales en jeu dans le changement environnemental. Les catégories sociales de genre, de race, de classe, d'ethnicité ont été jusque-là absentes de l'histoire environnementale¹. Dès 1984, Carolyn Merchant avait dirigé un numéro spécial d'*Environmental Review* sur « Femmes et histoire environnementale », mais celui-ci

1. William Cronon, « Placing nature in... », *op. cit.*, 1990, p. 1129.

n'a pas eu de réelle postérité dans l'immédiat¹. Un certain nombre de questions étaient pourtant posées, ouvrant la voie à une histoire environnementale genrée, à la fois culturelle et sociale². Comment se construisent historiquement, et dans des aires culturelles différentes, les relations entre les femmes et la nature, les hommes et la culture? Quelles sont les influences historiques et culturelles qui constituent une perception féminine de l'environnement? Comment la dichotomie entre nature et culture en Occident construit-elle un rapport genré à l'environnement et quelles sont les réponses politiques des deux sexes face à cette division?

Environnement et inégalités de race, classe, genre

Cette évolution est accélérée par les tentatives des historiens de l'environnement de nouer le dialogue avec les autres champs de l'histoire, prenant conscience de leur situation relativement marginale. Lors de la réunion annuelle de l'Organization of American Historians, à Atlanta en 1994, William Cronon organise une session sur l'histoire environnementale qui lui fait prendre conscience des différences qui les séparent, lorsqu'il rencontre «de la part de certains historiens du social [...], une réaction intellectuelle brutale et significative contre l'histoire environnementale en général»³. Son livre *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, publié en 1991, a rencontré un accueil très contrasté selon les communautés de chercheurs⁴. Du côté de l'histoire environnementale, il est considéré comme un des livres les plus importants, ce qui lui vaut de recevoir le prix le plus prestigieux accordé par l'American Society for Environmental History, le George Perkins Marsh Prize. En dehors du champ de l'histoire environnementale, la meilleure réception vient des géographes qui le considèrent comme un ouvrage essentiel, au point de lui consacrer un numéro spécial de revue⁵. L'accueil est en revanche nettement plus mitigé du côté des

1. *Women and environmental history*, numéro special, *Environmental Review*, 8-1, printemps 1984.

2. Carolyn Merchant, «Women and the environment. Editor's introduction», *ibid.*, p. 5-6.

3. Pour ce débat, voir Alain Taylor, «Unnatural inequalities: social and environmental histories», *Environmental History*, 1-4, octobre 1996, p. 6-19.

4. William Cronon, *Nature's metropolis...*, *op. cit.*, 1991.

5. Special issue, *Antipode. A Radical Journal of Geography*, 26-2, avril 1994.

historiens. *Nature's metropolis* fait l'objet de peu de comptes rendus dans les revues d'histoire, si l'on met de côté ceux écrits par des historiens de l'environnement¹.

Lorsqu'ils ne se désintéressent pas de l'histoire environnementale ou l'ignorent, ce qui est plutôt la règle, les historiens du social adressent plusieurs critiques à cette démarche encore jeune à partir de leur lecture de *Nature's Metropolis*². Porte-parole d'un environnement menacé par l'action des hommes, l'historien de l'environnement se met lui-même en scène dans l'écriture de l'histoire. Présentant ses perspectives sur des objets parfois anciens comme entièrement nouvelles, il a tendance à sous-estimer, et parfois à caricaturer les travaux antérieurs, ici les concepts venus de la géographie, de von Thunen, Lösch et Christaller. L'argument le plus fort porte sur «le manque de sympathie de l'auteur avec les hommes, leurs villes et leur désir d'accroissement des richesses»³. William Cronon passe ainsi presque entièrement sous silence les activités industrielles de Chicago qui ne sont pas liées directement à la transformation de la nature, c'est-à-dire la fonderie et l'usinage, les vêtements et l'habillement, les produits du tabac, le fer et l'acier, les voitures de chemin de fer, secteurs pourtant puissants et à forte croissance. Se concentrer sur les activités de transformation plutôt que de fabrication permet, selon Peter Coclanis, de mettre en avant un certain type de médiation entre l'homme et la nature, plus direct, démontrant le lien entre croissance économique et dégradations environnementales. Son environnementalisme penche vers la destruction des bisons et des pins blancs plus que vers les nuisances causées en ville par les industries. La vie dans la région de Chicago avant la croissance de la ville à par-

David Demeritt, «Ecology, objectivity and critique in writings on nature and human societies», *Journal of Historical Geography*, 20-1, janvier 1994, p. 22-37. Chauncy D. Harris, *Geographical Review*, 82-4, octobre 1992, p. 497-499.

1. Seul le *Journal of Economic History* publie un compte rendu, écrit par un historien du social et de la ville (Louis P. Cain, *The Journal of Economic History*, 52-2, juin 1992, p. 503-504). Les autres sont dus à Roderick Nash (*The American Historical Review*, 97-3, juin 1992, p. 939), Samuel P. Hays (*The Journal of American History*, 79-2, septembre 1992, p. 612-613) ou à la *Pacific Historical Review* (Carl Abbot, *The Pacific Historical Review*, 61-1, février 1992, p. 127-128).

2. Les arguments qui suivent sont tirés d'un des comptes rendus les plus virulents, celui d'un historien de l'économie, Peter A. Coclanis, «Urbs in Horto», *Reviews in American History*, 20-1, mars 1992, p. 14-20.

3. *Ibid.*, p. 16.

tir des années 1830 est présentée comme équilibrée, un univers hybride entre Indiens et Euro-américains, passant sous silence les conditions de vie difficiles de zones marécageuses et propices à la malaria, connue comme le lieu de l'ail sauvage, le Chigagou. Cette vue anti-industrielle rejette en bloc les effets de la croissance économique et les effets de la pauvreté sur les hommes, pour écrire une histoire discutable du développement capitaliste, biaisée par des perspectives trop vertes d'intellectuel aisé.

Ces critiques placent l'histoire environnementale face à une contradiction et un choix, qui apparaissent nettement dans la réponse de Donald Worster à William Cronon qui lui reproche ses perspectives trop holistes, peu soucieuses des différenciations sociales et des lieux particuliers¹. Il n'est pas possible de placer la même intensité d'*agency* en même temps sur l'homme et sur l'environnement. Certes, il serait intéressant de regarder comment le rapport à l'environnement change selon le genre, la race, la classe, les individus, mais deux risques apparaissent. D'une part, l'histoire environnementale pourrait subir la même fragmentation que l'histoire sociale et se mettre à craindre toute généralisation. D'autre part, à passer trop de temps à distinguer les particularités propres à chaque groupe, les éléments naturels perdraient leur qualité d'entité indépendante pleine et entière. Adhérer à l'histoire environnementale signifie refuser de réduire la nature à du culturel ou à du social. Et, en effet, il existe une hiérarchie des formes d'*agency*, celle des forces de la nature étant plus forte que celle des forces humaines, sans les déterminer pour autant. Cette hiérarchie explique la remarque d'un lecteur du *Dust Bowl*: dans ce livre, le capitalisme est le même dans les années 1980 que dans les années 1920 ou 1820, ce qui rend mal compte du changement technologique et économique². Et, en effet, l'*agency* le plus fort est du côté de l'environnement, le capitalisme devenant par contrecoup naturalisé et moins mobile.

Ce débat est tranché au début des années 1990 par la prise en compte croissante d'inégalités de race, de classe et de genre en histoire environnementale. Cette prise en compte s'inscrit dans les mobilisations citoyennes contre les contaminations toxiques

1. Donald Worster, «Seing beyond culture», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1142-1147.

2. Clayton R. Koppes, «Dusty volumes: environmental disaster and economic collapse in the 1930s», *Reviews in American History*, 8-4, décembre 1980, p. 535-540.

dans les années 1980 et 1990 aux États-Unis et l'émergence de la notion de « justice environnementale », à la croisée entre ce niveau local d'action et le niveau national des organisations qui relaient ces mots d'ordre. Les sciences sociales consacrent alors un certain nombre d'études à ces mobilisations populaires dont les mots d'ordre dépassent très largement le fameux slogan NIMBY (*Not in my backyard*)¹. Plusieurs arguments peuvent être apportés pour démontrer la spécificité des mouvements en faveur de la justice environnementale, au sein des autres formes de mobilisation, et de l'existence d'obstacles structurels que rencontrent les communautés contaminées². Les groupes mobilisés contre les contaminations toxiques ont moins accès que leurs opposants aux ressources politiques, légales et scientifiques, et encore moins quand ils appartiennent à des minorités raciales. Leur choix en faveur d'une action directe passe par le rejet de leur confiance initiale envers les processus de régulation politique et une science qui serait neutre, ce qui les différencie des mouvements environnementaux traditionnels, type Sierra Club. Leurs influences sont plutôt du côté du mouvement pour les droits civiques. Ils ont des revendications spécifiques liées à la nature de la menace, comme d'être informés de la situation et d'obtenir de justes compensations pour les victimes. L'insistance sur la solidarité conduit à transcender les barrières raciales, géographiques et économiques. Enfin, la notion de citoyen de seconde classe est une sérieuse atteinte aux mythes américains.

Dans *Dumping in Dixie*, le sociologue Robert Bullard étudie la manière dont les communautés afro-américaines, à cause de leur vulnérabilité économique et politique, ont subi avec une intensité particulière les effets des nuisances environnementales³. À partir

1. T. Jean Blocker, Douglas Lee Eckberg, « Environmental issues as women's issues: General concerns and local hazards », *Social Science Quarterly*, 70, 1989, p. 586-593; Phil Brown, « Popular epidemiology and toxic waste contamination: Lay and professional ways of knowing », *Journal of Health and Social Behavior*, 33, 1991, p. 267-81; Robert D. Bullard, Beverly Hendrix Wright, « The politics of pollution: Implications for the black community », *Phylon*, 47, 1986, p. 71-78; Stella M. Capek, « Environmental justice, regulation, and the local community », *International Journal of Health Services*, 22, p. 729-746; Richard P. Gale, « Social movements and the state: The environmental movement, countermovement, and government agencies », *Sociological Perspective*, 29, 1986, p. 202-40.

2. Stella M. Čapek, « The "Environmental Justice" frame: a conceptual discussion and an application », *Social Problems*, 40-1, février 1993, p. 5-24.

3. Robert D. Bullard, *Dumping in Dixie: Race, Class, and Environmental Quality*. Boulder, CO: Westview Press, 1990.

d'une série de cas d'étude dans le sud des États-Unis, il démontre que les mobilisations NIMBY des années 1970 et 1980 ont conduit à un déplacement de ces nuisances à proximité des quartiers occupés par les communautés noires. La localisation des sites d'enfouissement de déchets et des incinérateurs à Houston est un de ces exemples. Subissant les effets du racisme, de la pauvreté et de leur faiblesse politique, ces minorités sont aussi restées dans un premier temps à l'écart des mouvements environnementaux, se concentrant plutôt sur la lutte pour les droits civiques et acceptant de faire passer la santé après des perspectives illusoire d'emploi. La deuxième moitié des années 1980 voit enfin un rapprochement entre droits civiques et mobilisations environnementales, permettant des luttes afro-américaines contre les nuisances environnementales.

L'histoire environnementale apporte une profondeur historique précieuse sur le rapport entre l'évolution réelle des nuisances, l'organisation urbaine et l'émergence de formes nouvelles de mobilisation. En 1995, Andrew Hurley publie son livre *Environmental Inequalities: Class, Race, and Industrial Pollution in Gary, Indiana, 1945-1980*¹. Si les outils d'analyse du social ne sont pas très neufs (approche quantitative et prise en compte de trois groupes sociaux), la manière de rapprocher l'histoire sociale et l'histoire environnementale l'est et plus encore l'analyse des dimensions raciales et sociales du changement environnemental. La ville de Gary, dans l'Indiana, offre un observatoire privilégié: fondée en 1906 par U.S. Steel, le plus grand fabricant d'acier aux États-Unis, elle évolue au rythme de l'industrie de l'acier. Les guerres mondiales et la grande période de production d'après 1945 donnent le rythme des problèmes environnementaux. À travers la période 1945-1980, Andrew Hurley étudie deux questions: comment se recompose l'organisation spatiale, sociale et raciale de la ville avec l'augmentation des problèmes de pollution? Comment se mettent en place des formes de prise de conscience et de mobilisation environnementales capables, ou non, de transcender les clivages de classe et de race? La thèse centrale va dans le sens de l'existence d'inégalités environnementales reflétant les statuts sociaux et raciaux, qu'il reste possible de dépasser.

Dans les années 1940, 1950 et même au début des années 1960, les nuisances touchent toutes les classes sociales, un peu moins les

1. Andrew Hurley, *Environmental Inequalities: Class, Race, and Industrial Pollution in Gary, Indiana, 1945-1980*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995.

Afro-américains mis à l'écart par la discrimination spatiale. Cette période de relative égalité environnementale prend fin à partir des années 1960, quand les cols blancs et la classe ouvrière blanche commencent à quitter les zones les plus polluées, les Noirs prenant leur place. Le développement des banlieues, l'essor des cols blancs et l'augmentation de la production industrielle renforcent donc les inégalités environnementales. Comme le dit, Andrew Hurley, « ce n'est pas une coïncidence si l'âge de l'écologie est aussi l'âge des inégalités environnementales »¹. Aucun de ces trois groupes ne partage le même environnementalisme : la classe moyenne est attachée à la qualité du cadre de vie et à la stabilité du voisinage dans les banlieues ; la classe ouvrière défend le lieu de travail et pense la pollution à l'intérieur de la question plus globale de l'exploitation économique ; les Afro-américains expliquent leur environnement dégradé par le jeu des inégalités raciales. Les syndicats, tel United Steelworkers of America, sont ainsi réticents à s'attaquer aux fumées toxiques et aux nuages de poussière, préférant défendre l'emploi et les salaires, ce qui va de pair avec une certaine acceptation du danger par les ouvriers eux-mêmes. Pourtant, Richard Hatcher, premier maire afro-américain de Gary, réussit à bâtir une coalition multi-raciale dans les années 1970, en proposant progressivement de dépasser les clivages sociaux et raciaux pour se dresser contre U.S. Steel et lutter contre les problèmes environnementaux.

Après une série de victoires contre la pollution, cette coalition environnementale finit par se défaire à cause des divisions sociales et raciales, les uns souhaitant s'arrêter à la préservation des espaces naturels péri-urbains tandis que les autres sont prêts à aller jusqu'aux problèmes de la justice environnementale et de l'éco-racisme. La principale raison de l'échec réside cependant dans la stratégie d'U.S. Steel qui, dans le contexte de la crise économique, menace de fermer des usines et demande de choisir entre des emplois et un air pur. Une autre leçon du livre réside dans la manière dont, grâce au processus de décision politique et aux lois du marché, l'avantage est au capitalisme industriel et aux riches propriétaires immobiliers dans l'adaptation au changement environnemental. L'État fédéral n'apparaît quasiment pas dans le livre, et même pas comme un moyen de faire pression sur des acteurs locaux qui refusent de répondre aux problèmes environ-

1. *Ibid.*, p. xiii.

nementaux. La faculté d'adaptation de ces acteurs est aussi très grande, donnant des effets imprévus : les restrictions apportées à la pollution de l'air et de l'eau se traduisent par l'augmentation de la pollution des sols, par l'enfouissement des déchets qui accentue la redistribution sociale des inégalités environnementales, en se concentrant autour des quartiers pauvres occupés par les minorités raciales. Quel est le facteur le plus puissant pour expliquer le niveau d'exposition aux nuisances environnementales, la pauvreté ou le racisme ? Dans le prolongement de ce livre, ce point a été largement débattu. Robert Bullard met en avant la race tandis qu'Andrew Hurley voit plutôt les divisions de race et de classe comme un élément exploité par le capitalisme industriel pour servir ses propres intérêts, ce qui produit des inégalités environnementales¹. Depuis, les travaux sur l'éco-racisme et la justice environnementale se sont fortement développés aux États-Unis et la bibliographie commence à être considérable, même si elle est plus sociologique qu'historique.

Conservation et luttes sociales

De nombreux historiens se sont intéressés à la marchandisation de la nature, à la lutte entre le marché et les « communs ». L'histoire environnementale a montré qu'ils avaient négligé un type particulier d'objet dans l'histoire des luttes sociales pour le contrôle et les usages de l'espace. La conservation de la nature a pour conséquence de retirer du marché des portions d'environnement pour un usage public, de limiter les usages des populations locales, au nom de la défense de la flore et de la faune. L'idéologie sur laquelle elle s'appuie, la conservation et/ou la préservation, est tout à fait à part et constitue un des piliers du développement de l'environnementalisme dans les pays occidentaux. À ce titre, elle est aussi à l'origine de l'histoire environnementale, comme

1. Robert D. Bullard, « Environmental justice for all », in Id., *Unequal Protection : Environmental Justice and Communities of Color*, San Francisco, Sierra Club Books, 1994, p. 5-6. Laura Pulido, « A Critical Review of the Methodology of Environmental Racism Research », *Antipode*, 28, 1996, p. 142-59. Voir aussi Andrew Szasz, *Ecopopulism : Toxic Waste and The Movement for Environmental Justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994. Martin Melosi, « Equity, Eco-Racism, and Environmental History », *Environmental History Review*, 19-3, automne 1995, p. 1-16.

le montre la fameuse polémique sur la *wilderness* au milieu des années 1990¹. Celle-ci est suivie de la publication de plusieurs livres qui démystifient cet élément central dans la formation de la nation américaine.

Avec *Dispossessing the Wilderness*, Mark Spence a montré la manière dont les trois plus fameux parcs naturels états-unien (Yosemite, Yellowstone et Glacier) se sont construits sur l'exclusion des natifs américains entre les années 1870 et 1930². « Il faut créer un espace sauvage et inhabité avant de pouvoir le préserver, et que ce type de paysage soit réifié en un des premiers parcs nationaux »³. La construction culturelle de l'idéal de la *wilderness* se fait en plusieurs temps. Au début du XIX^e siècle, les Indiens sont intégrés à la perception des espaces sauvages par les Américains. Le tournant se produit après la Guerre civile, lorsque les officiers en charge du Yellowstone affirment que la préservation de la faune et de la flore nécessite l'interdiction des chasseurs Bannock et Shoshone. Ils reçoivent l'appui des chefs de file du mouvement conservationnistes, comme Theodore Roosevelt et George Bird Grinnell, ainsi que l'appui de la Cour Suprême qui décide en 1896 que les lois sur le gibier ont le pas sur les traités passés avec les Indiens, garantissant leurs droits de chasse. Le parc national Glacier rencontre une plus forte résistance de la part des Indiens Blackfeet. Ils mènent une lutte juridique autour de l'interprétation du traité de 1895 et sont parmi les premiers à former un gouvernement tribal, après l'Indian Reorganization Act de 1934. Leur lutte contre les autorités du parc est ainsi devenue un élément essentiel de leur identité. Le Yosemite présente un troisième cas, car les Indiens demeurent dans le parc, employés par les autorités et objets d'attraction touristique, pour voir leurs droits réduits progressivement jusqu'à l'exclusion finale après la Seconde Guerre mondiale. Le résultat est donc identique : une nature sauvage et préservée, vierge de toute présence humaine, et pourtant démentie par toutes les données archéologiques.

En insistant sur la dimension idéologique, ce court livre analyse le face à face entre les Indiens et les autorités du parc. Benjamin Johnson a montré comment une lecture sociale et politique plus élaborée pouvait être menée, amenant à s'interroger sur les

1. Cf. chapitre 2, p. 60-66.

2. Mark David Spence, *Dispossessing the Wilderness: Indian Removal and the Making of the National Parks*, New York, Oxford University Press, 1999.

3. *Ibid.*, p. 4.

méthodes de l'histoire environnementale¹. Après tout, la *wilderness* et les Indiens sont-ils les éléments les plus déterminants pour expliquer l'expulsion des Indiens en dehors des parcs nationaux? En plaçant l'environnement au cœur de ses récits, en faisant de celui-ci le moteur de l'histoire, l'histoire environnementale n'est-elle pas amenée à surestimer la part de la nature dans l'histoire humaine? La dimension tragique d'une histoire attentive aux impacts des hommes sur l'environnement, à la dégradation de celui-ci, n'introduit-elle pas une perspective binaire conduisant à sous-estimer la pluralité des acteurs sociaux et la complexité des stratégies menées? Mark Spence étudie les gardes des parcs, les théoriciens de la conservation et les natifs, mais où sont les chasseurs, les guides, les politiciens, les touristes, les responsables des chemins de fer, les industriels (minerai, bois), les acteurs de la croissance urbaine? Malgré l'idéologie avancée, la gestion d'un parc a peu à voir avec un espace sauvage et plus avec un espace touristique, avec ses routes, ses visiteurs, ses hôtels. Le but premier des partisans de la conservation est de rationaliser la société et son usage des ressources naturelles pour moderniser l'économie. Les Indiens seraient alors un élément d'un processus plus général de prise de contrôle des ressources par des bureaucrates professionnels. L'implication des élites locales dans la gestion des parcs varie considérablement: elle est dans certains cas forte, mais faible dans le cadre d'une tutelle de l'armée (ce qui est le cas du Yellowstone de 1872 à 1919).

Les mêmes remarques peuvent être adressées à l'étude menée par Theodore Catton sur les parcs nationaux de l'Alaska (Glacier Bay, Mount McKinley National Park, Gates of the Arctic National Park) même si ces derniers présentent des relations différentes entre les acteurs de la conservation et les natifs². Totalisant près de 50 millions d'acres, les parcs de l'Alaska représentent plus de la moitié de la totalité des parcs nationaux canadiens et semblent l'archétype de l'espace vierge, au moins aux yeux des premiers

1. L'argument est développé dans Benjamin Johnson, «The dark side of American environmentalism», *Reviews in American History*, 29-2, juin 2001, p. 215-221 et Benjamin Johnson, «Conservation, subsistence and class at the birth of superior national forest», *Environmental History*, 4-1, 1999, p. 80-99. Voir aussi Daniel Schneider, «Enclosing the flop-plain: resource conflict on the Illinois River, 1880-1920», *Environmental History*, 1-2, 1996, p. 70-96.

2. Theodore Catton, *Inhabited Wilderness: Indians, Eskimos, and National Parks in Alaska*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1997.

touristes états-uniens comme John Muir. Les trois cas étudiés montrent la volonté du National Park Service (NPS) de concilier la reconnaissance des habitants de ces espaces et la préservation de la flore et de la faune. À la différence des exemples américains, et malgré les racines idéologiques communes, les aménageurs manifestent ici la volonté de prendre en compte la culture indienne. Dès les années 1930, Bob Marshall, fondateur de la Wilderness Society, propose d'exclure les routes, l'exploitation minière et l'industrie de ces parcs, mais de permettre les activités traditionnelles des natifs et des Blancs en place, pour respecter l'entremêlement entre les hommes et la nature caractéristique de la frontière. En 1980, l'Alaska National Interest Lands Conservation Act (ANILCA) définit le concept d'*inhabited wilderness*, d'espace sauvage habité. Mais, en définitive, cette histoire ne s'avère pas si différente des exemples précédents. D'abord, dans la pratique, l'administration du NPS se montre réticente par rapport à la chasse, essayant de la limiter dès que possible, créant par exemple un système de permis pour les Hunas de Glacier Bay en 1954. La conservation reste attachée idéologiquement à l'idée d'une nature vierge d'activité humaine, à ces représentations romantiques occidentales. Ensuite, la présence des Hunas et des Eskimos Nunamiut est tolérée à condition de suivre strictement les usages traditionnels, leur refusant l'adaptation au progrès technique, au nom de la conception occidentale d'un indien écologique. Enfin, le principe de départ est contradictoire, qui veut concilier à parts égales l'héritage culturel et la préservation biologique et géologique, sans prendre en compte les dynamiques propres au premier terme. Cette contradiction a été résolue ces dernières années par le zonage, distinguant des *hard-parks* conformes au modèle traditionnel des parcs naturels, et des *soft-parks* laissant leur place aux usages humains.

Ces livres proposant une histoire avant tout culturelle, écrite du point de vue des acteurs dominants, Karl Jacoby a mené une analyse sociale plus élaborée, écrite *from the bottom up*, par le bas¹. Elle unit les natifs et les Blancs ruraux modestes qui ont pendant longtemps utilisé ces ressources communes en pêchant, chassant et cueillant, pour leurs propres besoins ou pour la vente. Trois parcs nationaux états-uniens sont pris en compte, les Adirondacks, le Yellowstone

1. Karl Jacoby, *Crimes against Nature: Squatters, Poachers, Thieves, and the Hidden History of American Conservation*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2001.

(avant l'implantation du National Park Service en 1916) et le Grand Canyon. En centrant le propos sur l'écologie morale des occupants antérieurs aux parcs, le conflit social apparaît dans toute sa force, écrivant «l'histoire cachée de la conservation». La mise en place des parcs nationaux se heurte à de telles résistances qu'elle prend une forme quasi militaire, le parc du Yellowstone méritant le surnom de Fort Yellowstone. Dans les Adirondacks, les défenseurs urbains de la conservation sous-estiment le problème posé par la présence de près de 16 000 résidents. Certains s'accommodent du parc en travaillant comme guide ou en collaborant avec les gardes, mais nombre d'entre eux résistent de manière souterraine, masquée. Dans ce lieu de vil-légiature des grandes fortunes new-yorkaises se mettent en place de véritables polices privées, chargées de défendre ces propriétés contre les braconniers et les voleurs. L'assassinat du millionnaire Orrando Dexter en 1903 témoigne de la violence des affrontements. Karl Jacoby accorde une grande importance à la dimension juridique, en montrant comment les parcs nationaux criminalisent les usages traditionnels pour expulser les populations des espaces préservés. Pour autant, ces populations locales ne sont nullement idéalisées, pratiquant elles-mêmes la violence et l'exclusion. Le conflit est en réalité plus général, et essentiel pour comprendre l'histoire rurale des États-Unis. La conservation promeut un système légal, créé et administré par un État bureaucratique contre les coutumes locales, plus informelles. La défense de l'environnement s'oppose ici à la justice sociale, en renforçant les inégalités.

La privatisation des communs

En 1968, le biologiste Garrett Hardin a publié dans *Science* un article devenu célèbre sur «la tragédie des communs»¹. Face au défi représenté par la croissance de la population mondiale, la thèse centrale est que les hommes détruisent inévitablement les ressources possédées en commun. Il prend l'exemple d'un pré ouvert à tous et sur lequel chaque berger peut faire paître ses bêtes. Dans les sociétés du passé, la régulation se fait d'elle-même car les guerres, les épidémies, le braconnage limitent la croissance des troupeaux. Mais, lorsque la croissance devient possible, chaque

1. Garrett Hardin, «The Tragedy of the Commons», *Science*, 162-3859, 13 décembre 1968, p. 1243-1248.

individu cherche alors à augmenter son troupeau, sans limites et sans en considérer les conséquences environnementales. Pour Garrett Hardin, cette «tragédie des communs» désigne un modèle de comportement universel, qui s'applique aussi bien aux animaux, qu'aux poissons, à l'air, à l'eau, et à toutes les ressources possédées en commun mais exploitées et polluées individuellement au sein d'un marché libre. La seule solution réside dans la mise en place de contrôles coercitifs et dans la restriction de la liberté de propriété.

Dès le départ, cette analyse est vue par les historiens de l'environnement comme une fable, sans contenu historique concret, participant à la «mythologie des ressources»¹. Une des réfutations les plus complètes a été apportée par un économiste, Daniel Bromley². Garret Hardin ne définit pas le sens de propriété commune dans des contextes historiques et sociaux précis. Or, la propriété est une construction sociale, dont la signification varie selon le contexte social dans laquelle elle s'inscrit. Ainsi, Hardin ne fait pas de distinction entre un usage ouvert avec un accès sans limite à des biens libres, des formes de propriétés corporatives et une gestion collective de biens communs. Des systèmes très variés de régime foncier et de droits coutumiers existent mais ils sont souvent traités avec une asymétrie de raisonnement : lorsque des problèmes environnementaux surgissent dans des régimes de propriété privée, la responsabilité n'est pas renvoyée à la structure de la propriété mais à d'autres types d'explication. Et, de fait, la gestion collective offre de nombreux exemples historiques d'une gestion soutenable plus efficace que la propriété privée. C'est au contraire la colonisation qui a désorganisé ces systèmes de gestion en affaiblissant les autorités traditionnelles, donnant naissance à une forme d'accès ouvert et non contrôlé, celui justement qui est dénoncé par Garret Hardin comme une forme de propriété collective³. Les États nations mis en place après les indépendances ont aussi joué un rôle négatif, ainsi que la différenciation sociale croissante au sein de sociétés autrefois plus homogènes⁴.

1. Arthur McEvoy, «Toward an interactive theory...», *op. cit.*, p. 290-291.

2. Daniel Bromley, «Property rights as authority systems : the role of rules in resource management», in *Emerging Issues in Forest Policy*, éd. Peter N. Memetz, Vancouver, 1992, p. 453-470.

3. Bonnie J. McCay, «The culture of the commoners : historical observations on old and new world fisheries», in Acheson McCay, *The Question of the Commons*, p. 195-196. Yasuhide Kawashima, «Forest conservation policy in early New England», *Historical Journal of Massachusetts*, 20, hiver 1992, p. 1-15.

4. Daniel Bromley, Michael Cernea, *Management of Common Property Natu-*

Même critiques sur cette fable, les historiens de l'environnement se sont pourtant souvent positionnés par rapport à cette «tragédie des communs». En 1983, le texte de Garret Hardin est ainsi utilisé dans près de la moitié des cours en histoire environnementale aux États-Unis¹. Arthur McEvoy est un des premiers à tester historiquement cette thèse, à travers ce qu'il appelle le «problème du pêcheur»: si celui-ci laisse un poisson dans l'eau, il sera attrapé par un autre pêcheur qui en tirera profit; mais si tous les pêcheurs se concurrencent sans limites, la sur-exploitation conduira au déclin des ressources². La Californie offre un cas d'étude exemplaire pour comprendre la conservation et la régulation des ressources de poissons car cette région connaît en un siècle l'abondance puis la quasi-disparition des saumons, des thons, des sardines dans les années 1970. Dans les années 1750, les 1 800 kilomètres de côtes et les nombreuses rivières fournissent abondamment en poissons une population indienne réduite, d'environ 300 000 personnes, dont l'impact environnemental reste limité par leur nombre et leurs pratiques. Leur population s'effondre avec l'irruption des colons espagnols, puis des mineurs de la Ruée vers l'or, tombant à 50 000 en 1860 contre 300 000 non Indiens. Cette deuxième phase est marquée par un important gaspillage des ressources de poisson, mais dont l'effet total reste limité, notamment à cause des technologies employées. La rupture vient dans un troisième temps, entre 1914 et 1945. Le développement économique affecte fortement les poissons de l'intérieur des terres, tandis que l'essor de la pêche industrielle ruine les ressources maritimes. Dans les années 1920 et 1930, les prises de sardines augmentent jusqu'à atteindre le volume total de la biomasse des sardines puis s'effondrent à presque rien après la guerre. La dernière étape voit la mise en place de mesures de protection comme le Federal Fishery Conservation and Management Act de 1976, mais il est déjà trop tard. Les efforts de régulation d'entre-deux-guerres ont été très limités, à cause de la pression de la crise et de la guerre, marquant l'échec du mouvement originel de conservation, porté par les élites sportives et les naturalistes.

ral Resources: Some Conceptual and Operational Fallacies, World Bank Discussion Papers, 57, 1989, voir en particulier p. 7-8.

1. Bruce Piasecki et alii, «A sampler of courses and programs in environmental studies», *Environmental Review*, 8-4, hiver 1984, p. 310-385.

2. Arthur McEvoy, *The Fisherman's Problem: Ecology and Law in the California Fisheries, 1850-1980*, New York: Cambridge University Press, 1986.

Le livre d'Arthur McEvoy va dans le sens de Hardin, tout en s'éloignant de son schéma. L'absence de limites et de protection conduit bien à une tragédie, la disparition de plusieurs espèces de poissons. Cependant, la conception des communs développée par Hardin ne correspond qu'à la deuxième et à la troisième phase, marquées par l'absence de régulation, la conviction que les stocks sont inépuisables et exploitables sans limites. Au temps des Indiens, la pêche est encadrée par des rituels et des pratiques collectives, les poissons sont un bien commun mais pas d'accès libre. Ensuite, McEvoy souligne qu'une combinaison de facteurs a été à l'œuvre. Les facteurs environnementaux incluent l'écologie des stocks de poisson, leur chaîne de nourriture, leur habitat, l'interdépendance entre les espèces. Or, ces mécanismes sont mal connus pendant longtemps, les pêcheurs asiatiques sont rendus responsables du déclin, l'État fédéral est faible face aux mécanismes du marché. La tragédie résulte d'un décalage chronologique car, pour McEvoy, les Américains apprennent à gérer les ressources de manière durable, encadrée par la loi, mais trop tard. Pour lui, d'eux-mêmes, les hommes ne sont pas prêts à laisser la tragédie des communs s'installer sans rien faire, lorsqu'ils en ont conscience.

Les liens entre économie morale populaire et conservation ont attiré l'attention de Richard Judd dans *Common Lands, Common People*¹. La thèse centrale de cette étude, consacrée à la Nouvelle-Angleterre de 1763 au début du xx^e siècle, est que la volonté de conservation de la nature n'est pas née parmi les élites mais, d'abord, parmi les gens ordinaires. Thoreau, George Perkins Marsh, John Muir, Theodore Roosevelt, Gifford Pinchot deviennent seconds, contrairement aux analyses habituelles². Pour cela, Richard Judd s'appuie sur des archives d'entreprises, des délibérations communales, des discours, des journaux privés, des lettres envoyées aux journaux locaux, au lieu de partir des habituelles sources littéraires et gouvernementales. Contre la thèse de Garret Hardin d'un appât du gain sans limites, il identifie trois caractéristiques à cet esprit populaire : l'attachement à un accès démocratique aux ressources naturelles ; la conviction que la nature est faite pour servir les besoins

1. Richard Judd, *Common Lands, common people: The Origins of Conservation in Northern New England*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

2. Samuel P. Hays, *Conservation and the Gospel...*, *op. cit.*, 1997. John Reiger, *American Sportsmen and the Origins of Conservation*, New York, Winchester Press, 1975.

humains; le respect de la nature, avec lequel les usages humains doivent s'équilibrer, quitte à protéger celle-ci. En quelques générations se serait donc produit un renversement complet par rapport aux premières vagues de colons, plutôt destructrices de l'environnement¹. Ce renversement n'est cependant pas expliqué dans un livre d'où les Indiens sont absents. Les deux chapitres consacrés à la pêche figurent parmi les plus complets². La compétition croissante autour de cette ressource, accentuée par les besoins des moulins en énergie hydraulique et en barrages, voit les villes essayer de protéger les stocks de poisson et développer une bonne gestion. Les pêcheurs des côtes se heurtent aux intérêts industriels pour défendre l'usage local de la pêche et un sens civique local, acceptant d'eux-mêmes la limitation de la taille des homards pêchés. Cette économie morale de la nature a influencé les conservationnistes de Nouvelle-Angleterre et la prise en charge par l'État de la protection des ressources. Une politique de conservation venue d'en haut ne peut réussir que si elle s'appuie sur un *ethos* commun.

La bibliographie historique sur les communaux est considérable et n'a nullement attendu les historiens de l'environnement³. L'originalité de leur apport a consisté à infléchir les analyses vers la prise en compte des conséquences environnementales des systèmes de propriété collective. Sans être formulée en termes environnementaux, cette question était cependant présente à travers l'enjeu du partage et de l'accès aux communaux, c'est-à-dire des limites posées à l'exploitation des terres. Comme l'a montré Nadine Vivier pour la France, le partage des communaux est souhaité par presque tous à partir de 1792 car il est vu comme un sésame susceptible d'améliorer condition économique et position sociale, en d'autres termes d'augmenter l'exploitation des terres⁴. Entre 1750 et 1792, la situation est d'une grande diversité, mais les coutumes ont tendance à limiter la jouissance des bienfaits des communaux, bien plus que de l'ouvrir à tous sans limites. Les plus hostiles au partage sont donc les plus aisés, avantagés par

1. William Cronon, *Changes in the Land...*, *op. cit.*, 1983.

2. Richard Judd, *Common Lands...*, *op. cit.*, 1997, p. 123-172.

3. Janet M. Neeson, *Commoners: Common Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993. Elinor Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

4. Nadine Vivier, *Propriété collective et identité communale. Les biens communaux en France 1750-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.

les limites juridiques et plus à même d'en profiter que les paysans modestes, grâce à leurs nombreux troupeaux. La comparaison entre pays européens montre une diversité de situation qui laisse sceptique sur toute possibilité de conclure globalement sur l'impact environnemental des communaux¹. Les systèmes agraires sont différents, trois grands ensembles s'en dégagent qui supposent chacun une écologie différente : l'assolement biennal ou triennal qui domine dans les pays les plus fertiles ; l'*infield-outfield system* caractérisé par l'importance des terres incultes (parfois jusqu'à 90 % des terres) et la complémentarité entre les espaces cultivés et le *saltus* inculte ; l'utilisation comme territoires de chasse et de pêche dans les espaces côtiers, avec un rôle économique essentiel mais sans culture. Le poids croissant des instances de gestion et de contrôle contredit directement la thèse de Garrett Hardin, en étant une conséquence directe de l'augmentation de la pression sur les ressources collectives, due à l'augmentation de la population. La gestion par l'exclusion est un élément structurant des communaux, qui s'applique vis-à-vis de l'extérieur (les produits devaient être destinés à une consommation locale) mais aussi de l'intérieur (en fonction des saisons et surtout des systèmes d'héritage, réglementant la transmission et la jouissance des droits d'usage). La propriété collective ne s'avère donc pas un espace si différent de la propriété privée dans son fonctionnement et ses formes d'exclusion. Enfin, dans un certain nombre de pays, l'État s'implique directement dans la gestion des communaux, montrant qu'il ne s'agit nullement d'une simple alternative entre propriété collective et marché.

Les poissons sont un cas d'étude particulièrement intéressant. D'une part, ceux-ci relèvent plus de biens communs que d'une propriété collective qui s'avère en définitive complexe. D'autre part, la complexité du renouvellement des stocks de poisson, l'interaction entre les espèces montrent toute la pertinence d'une approche prenant en compte les facteurs environnementaux, et pas seulement les logiques du marché et les ambitions de la conservation. Ajoutons que les poissons avaient été jusque-là très peu étudiés par les historiens, se concentrant plutôt sur la mer comme lieu de circulation et le littoral comme espace à part entière. La pêche a reçu bien moins d'attention que d'autres activités humaines

1. *The Management of Common Land in North West Europe*, Martina De Moor, Leigh Shaw-Taylor, Paul Warde (éd.), Turnhout, Brepols publishers, 2002.

comme l'agriculture et l'industrie. Depuis, un vaste programme de recherches collectif et international s'est mis en place sur l'histoire des populations marines animales, HMAP, dirigé par Poul Holm, Tim Smith et David Starkey et la bibliographie s'est considérablement étoffée¹. Jusqu'alors les études étaient surtout nationales ou régionales, et l'écologie sous-évaluait les dynamiques historiques. La prise en compte des facteurs environnementaux conditionnant la pêche ainsi que le développement des populations marines restait encore insuffisante par rapport à l'histoire de l'organisation de la pêche. Une grande attention est accordée à la construction de données historiques sur les variations des populations maritimes animales, grâce à une relative abondance de sources et d'archives, mais souvent difficiles à interpréter. Celles-ci permettent de tester un certain nombre d'hypothèses sur les effets de la pêche sur les écosystèmes marins et aquatiques, en corrélation avec les cycles du changement environnemental.

Cette dernière remarque montre les limites d'une approche exclusive en termes de gestion des communs, comme si les dynamiques propres à l'environnement étaient secondaires. Joseph E. Taylor III est allé plus loin dans sa critique, en pointant une histoire myope, centrée sur la capture du poisson et la surpêche². Cette notion suppose par opposition un état d'équilibre, dans lequel il n'y aurait pas de surexploitation, alors que l'environnement est caractérisé par son instabilité, et que certaines variations physiques comme El Niño et les inondations affectent les populations de poissons. En centrant toute l'argumentation sur les pêcheurs, des études comme celle d'Arthur MacEvoy passent à côté, selon lui, du basculement apporté par la mise en place d'une société euro-américaine à partir des années 1840. Le déclin du saumon du Pacifique nord-ouest est lié à une série de changements qui se produisent autour du poisson, sans être liés à la pêche. De la production pour une consommation locale par les Indiens, on passe à une production pour le marché. La ruée vers l'or fait augmenter l'exploitation du bois, du

1. <http://hmapcoml.org/> Accédé le 3 mai 2010. Voir aussi Tim Smith, *Scaling Fisheries: the Science of Measuring the Effects of Fishing, 1855-1955*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

2. Joseph Taylor III, *Making Salmon: An Environmental History of the Northwest Fisheries Crisis*, Seattle, University of Washington Press, 1999. Voir aussi Joseph Taylor III, « Burning the candle at both ends: historicizing overfishing in Oregon's nineteenth-century salmon fisheries », *Environmental History*, 4-1, janvier 1999, p. 54-79.

bétail et entraîne une modification du paysage qui protégeait les saumons jusque-là. Le travail des mineurs, en particulier les techniques hydrauliques utilisées, a des conséquences désastreuses sur les hauteurs d'eau, les températures, la présence de sédiments dans l'eau. Un raisonnement similaire peut être tenu avec la mise en culture des plateaux, le développement de l'élevage, l'exploitation du bois, l'activité des moulins. Dans cette histoire longue et non plus centrée sur la disparition des saumons, certains changements ont lieu très tôt. Les chiffres des conserveries, qui sont le symbole de l'impact destructeur du capitalisme, se trouvent relativisés par le nombre d'autres réseaux en jeu. L'échec de la recherche d'une gestion raisonnée de la reproduction du saumon s'explique par l'incapacité à prendre en compte l'ensemble de ces attachements. En définitive, Arthur MacEvoy propose d'écrire une histoire plus complexe que la tragédie des communs, une histoire moins morale aussi, qui n'est plus définie par l'appât du gain des pêcheurs.

Histoire des ressources

Les analyses de Joseph Taylor III sur le saumon peuvent être interprétées comme une critique de la notion de ressource naturelle, au sens d'un bien, d'une substance ou un objet présent dans la nature et exploité pour les besoins d'une société humaine. Définir le saumon à partir de la pêche revient à le considérer comme un stock naturel disponible pour l'exploitation par les hommes, comme si l'exploitation seule définissait une population d'animaux marins obéissant elle-même à ses propres dynamiques irrégulières. Le poisson n'existerait que par la technique qui consent à le mettre en valeur, de celle du pêcheur à la conserverie. Cette vision anthropocentrique subordonne l'écosystème à l'homme, excluant toutes les espèces animales, végétales et micro-organismes que nous ne modifions pas. Une telle définition suppose d'abord de couper tous les liens qui unissent le poisson à l'eau, au paysage, aux autres espèces. Trois types d'histoires de ressources naturelles sont donc possibles. La première consiste à faire l'histoire du travail de séparation des autres éléments naturels conduisant à la réification en ressource. La seconde prend la ressource comme un donné, dont il est possible d'analyser et de quantifier la disponibilité et l'utilisation par les hommes. La troisième ferait le pari de ne pas couper les

réseaux qui unissent les différents éléments naturels, de continuer à les prendre comme un tout et d'étudier les circulations entre eux.

Dans son livre *Death of Nature*, Carolyn Merchant a analysé la manière dont la nature a été transformée en ressource entre 1500 et 1700 en Occident, par le passage d'une vision organique, féminine et holiste à une conception séquencée, masculine et mécaniste, préparant le terrain à l'exploitation de l'environnement par l'industrialisation¹. La fin de la vision animiste et organique de la Renaissance (identifiée chez Marsilio Ficino, Giovanni Pico della Mirandola, Paracelsus, Cornelius Agrippa, John Dee, Bernardino Telesio, Giambattista Della Porta, Giordano Bruno) constitue la mort de la nature, vue désormais comme un système de particules inertes, mortes, mues par des causes externes et non plus par des forces internes². La Révolution scientifique portée par Francis Bacon a mis en place cette transformation, incarnée au même moment par l'avènement d'un marché international, du capitalisme, des projets hydrauliques et de l'industrie minière. Ici, les idées et les changements socio-économiques avancent en parallèle, sans que l'un soit la cause de l'autre, Carolyn Merchant puisant des arguments dans la littérature, l'art, la philosophie, la technologie, l'économie et les sciences de la nature. La relation entre tous ces domaines n'est pas toujours clairement explicitée, mais le même processus est à l'œuvre. Ainsi, la seigneurie d'avant 1500 est conçue comme un système stable reposant sur une interdépendance longue entre les paysans et la terre, avec l'apport des forêts et des marécages. La naissance du capitalisme et de l'économie de marché entraîne la déforestation pour les besoins en bois et les pâtures nécessaires aux moutons destinés à l'industrie lainière, les marécages sont drainés et enclos, l'urbanisation se développe.

Une autre manière d'étudier cette question est de regarder les enjeux de souveraineté posés par les catégories de description de la nature. À la fin du XVII^e siècle, le terme ressource se spécialise pour désigner les réserves dont dispose un pays, les richesses de la nature. Ce changement sémantique désigne une autre manière de concevoir le territoire, le rôle de l'État. Les historiens des sciences ont montré comment se mettaient en place à la fin du XVII^e siècle de nouvelles modalités de description de la nature et de

1. Carolyn Merchant. *The Death of Nature: Women, Ecology, and the Scientific Revolution*, New York, Harper & Row, 1980.

2. *Ibid.*, p. 193.

nouvelles catégories de l'économie politique¹. Pour le XIX^e siècle, Alice Ingold a étudié la construction des catégories dans un cadre national à propos des ressources en eau, qui prennent place de manière concomitante dans plusieurs pays d'Europe². La carte hydrographique d'Italie est lancée début 1876, dans un très jeune État, et publiée entre 1888 et 1920. En Belgique, on observe un mouvement similaire, avec l'atlas des cours d'eau navigables et non flottables en 1884. Ces publications s'accompagnent de l'apparition de nouveaux acteurs qui les prennent en charge et sont ingénieurs des mines. Ils introduisent une standardisation de la description des ressources, notamment des fleuves, tendant vers un objet unique, la mesure des débits. Cette définition qui ne doit rien au droit acquis et historique relève bien de la transformation de l'eau en ressource, c'est-à-dire une définition stable et séparée de tout contexte, déterminée à partir du seul régime des fleuves et de la prééminence de l'expertise. L'environnement comme nature au singulier sur laquelle s'appuient les ingénieurs est une notion récente, par rapport à des définitions plurielles, à la croisée des droits.

Il est aussi possible de prendre les éléments du monde naturel comme un stock que la technique peut mettre en valeur, permettant leur utilisation par les hommes. Cette vision anthropocentrique permet de quantifier les ressources, d'appliquer la même définition à toutes les époques et toutes les sociétés et d'étudier leur utilisation et ses conséquences. Cette voie est suivie par John McNeill dans *Du nouveau sous le soleil* lorsqu'il cherche à quantifier l'impact historique de l'activité humaine sur l'environnement : les ressources et leur utilisation sont un argument essentiel pour

1. Sur les histoires naturelles locales, la minéralogie notamment, cf. Alix Cooper, *Inventing the Indigenous : Local Knowledge and Natural History in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

2. Alice Ingold, « Cartographier pour naturaliser au XIX^e siècle. Les ingénieurs des mines et la Carte hydrographique d'Italie », in Pascal Laborier, Jakob Vogel (éd.), *Les Sciences camérales : activités pratiques et histoire des dispositifs publics*, Paris, PUF, 2008, p. 97-123. Id., « Naming and mapping national resources in Italy (19th century) : propositions for a history of categorizing "natural resources" », in Marco Armiero (éd.), *Views from the South. Environmental Stories from the Mediterranean World (19th-20th centuries)*, Naples, Consiglio Nazionale delle Ricerche, Istituto di studi sulla Società del Mediterraneo, 2006, p. 51-65. Id., « To historicize or naturalize nature : hydraulic communities and administrative states in nineteenth-century Europe », *French Historical Studies*, 32-3, 2009, p. 385-417.

démontrer que le xx^e siècle a connu une pression humaine et un changement environnemental sans précédent, en les passant systématiquement en revue (la terre, l'eau, l'air, la flore et la faune)¹. Au cours du xx^e siècle, nous dit-il, la population a quadruplé, l'économie mondiale a été multipliée par 14, l'utilisation énergétique par 16 et la production industrielle par un facteur de 40. L'histoire de l'énergie, un des modes privilégiés d'utilisation des ressources naturelles, est examinée à partir de 10 000 av. J.-C. La Révolution industrielle marque un tournant par la transformation des combustibles fossiles en force mécanique, supplantant la force musculaire, la puissance du vent et de l'eau et l'énergie chimique du bois ou d'autres éléments de la biomasse. Les convertisseurs de ressources en énergie qui étaient jusque-là essentiellement biologiques (le corps humain, le corps animal, l'agriculture) deviennent mécaniques, permettant de nouvelles formes de stockage énergétique et libérant les hommes des limites posées à la croissance. Du régime d'énergie somatique, on passe au régime d'énergie exosomatique. Chacune des étapes de l'utilisation des ressources peut être datée, par exemple avec l'introduction vers 1900 du moteur à combustion interne utilisant du pétrole raffiné. Les combustibles fossiles éclipsent la biomasse à partir des années 1890, faisant exploser la quantité totale d'énergie disponible. John McNeill suggère ainsi que le monde au xx^e siècle a consommé dix fois plus d'énergie que durant les mille ans qui ont précédé l'année 1900. Cette intensification énergétique peut être évaluée en termes de rapport coût/bénéfice : d'une part, la croissance économique et celle de la population auraient été tout simplement impossibles sans elles ; d'autre part, la pollution a explosé, ainsi que les inégalités de richesses et de pouvoir. Ce coût a été longtemps ignoré, les analyses à long terme se concentrant surtout sur l'évolution du stock disponible, sur le capital géologique restant. L'abondance des ressources et cette manière de les considérer définit les structures du xx^e siècle, accompagnées par une idéologie de la croissance économique et de la puissance militaire.

Une telle approche trouve cependant ses limites. En effet, John McNeill montre que les caractéristiques écologiques du monde présent sont la conséquence inattendue de préférences et de

1. John R. McNeill, *Something New Under the Sun: An Environmental History of the Twentieth-Century World*, New York, W.W. Norton, 2000, trad. fr., *Du nouveau sous le soleil*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.

modèles d'ordre social, économique et intellectuel. Ces choix sont adaptés aux circonstances présentes et il serait, selon lui, difficile de modifier ces modèles si les circonstances venaient à changer, sans prendre en compte la manière dont a émergé historiquement un découpage de l'environnement en ressources. La notion de ressource contient en elle-même les préférences sociales, économiques et intellectuelles qu'il s'agit de modifier, c'est-à-dire l'assujettissement du monde naturel à l'exploitation par les hommes. Comme le montre sans conteste l'élaboration des catégories de description de la nature, la notion de ressource s'est construite progressivement comme une forme de globalisation, d'abord dans un cadre national puis international, imposant une manière unique et singulière de définir la nature. Comme l'a très bien expliqué William Cronon avec son livre sur Chicago et les Grandes plaines, avec le marché mondial du blé naît une seconde nature, abstraite, fluide, effaçant les producteurs particuliers¹. D'autres types de systèmes existent, passant par la maîtrise par le bas d'un territoire et d'une population, des régulations communautaires enracinées localement dans des droits particuliers qui ne nécessitent pas la mise en place d'une législation générale². Pour modifier les usages de l'environnement, n'est-il pas nécessaire plutôt de regarder de quelle façon les ressources sont liées, dans leur émergence même, à des temps, des lieux et des groupes spécifiques? Derrière la même quantité de café ou de blé se cachent des systèmes de production très différents, mais aussi des inégalités de race, de classe et de genre. Le débat sur la définition des ressources naturelles est souvent vu comme un diptyque homme/nature, comme le montre cette définition du *Trésor de la langue française*: « Ensemble constitué des éléments biotiques et non biotiques de la Terre, ainsi que des diverses formes d'énergies reçues (énergie solaire) ou produites sans intervention de l'homme (marées, vents) »³. Les ressources sont ici caractérisées comme produites sans intervention de l'homme, qui les transforme par la suite en les exploitant. Or, il faut penser ensemble hommes et ressources, comme une construction conjointe sur un territoire qui forme un environnement.

1. W. Cronon, *Nature's metropolis...*, *op. cit.*

2. Cf. l'utilisation de Claudio Cataneo par A. Ingold, « To historicize or naturalize nature... », *op. cit.*, 2009, p. 385-417.

3. *Le Trésor de la langue française informatisé* (<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm/>).

Piero Bevilacqua a proposé une troisième approche historique de cette notion¹. Il s'oppose à la définition unilatérale des ressources qui caractérise, selon lui, la production historiographique, en particulier des géographes français et anglais. Pour celle-ci, deux conditions sont nécessaires à l'émergence d'une ressource : d'une part, qu'une société ait la connaissance et l'habileté pour réussir l'extraction et la transformation ; d'autre part, qu'il existe une demande sociale. Pour Bevilacqua, cette vision est trop anthropocentrée, les ressources n'existant que par la demande sociale, alors que la nature n'est pas un dépôt inerte qui attend une mise en valeur. Il veut plutôt étudier le concours de la nature à la production de valeur, la productivité propre de la nature en la considérant comme un partenaire coopérant et actif. La critique se veut radicale, affirmant que l'économie néo-classique a fait du travail la principale source de richesse, en oubliant le rôle de la nature dans la création de valeur. La vision de la nature comme un partenaire coopérant engage trois approches nouvelles : sortir de la vision progressive du calcul de la productivité de l'agriculture ; proposer une vision moins fragmentée, qui place l'agriculture dans les flux de matière et d'énergie d'une société ; analyser en termes moins téléologiques et idéologiques la forme sociale de la production, en la mettant en relation avec les caractéristiques écologiques.

Cette troisième approche alternative à la deuxième, mais complémentaire de la première, est un retour à l'étymologie : ressource vient de *resurgere* c'est-à-dire rejaillir, se rétablir. Cette racine a donné le verbe « resourdre » au XII^e siècle, avec le sens de ressusciter, se remettre debout, se renouveler. Par déplacement métonymique, le terme a ensuite glissé des qualités nécessaires pour se relever, aux réserves dont dispose un pays, son potentiel économique à la fin du XVIII^e siècle. Le sens de moyen, d'instrument auquel on donne une valeur par la technologie n'est apparu que plus tardivement. Marco Armiero a proposé à partir de là une histoire de la coopération entre la force créatrice de la nature et la force formatrice de l'homme². Un tel projet s'appuie aussi sur les propositions de Joan Martinez-Alier pour fonder une nouvelle approche écologique de l'histoire économique-sociale, capable d'assurer la compatibilité entre un système de production et des fondements

1. Piero Bevilacqua, *Tra nature e storia*, Rome, Donzelli, 1996.

2. Marco Armiero, Stefania Barca, *Dell'ambiente. Une introduzione*, Rome, Carocci, 2004.

écologiques¹. La notion de métabolisme comme échange d'énergie et de matière constitue le point nodal de cette analyse qui vise à concilier la production, la demande des générations futures et la durabilité. En effet, le calcul de productivité demande à être critiqué car il ne prend pas en compte les entrants propres à l'écosystème (le climat, la disposition des sols, la qualité du terrain...), ni ce qui est introduit de l'extérieur (les fertilisants, les désherbants...). Martinez-Alier amène à reconsidérer l'efficacité de l'agriculture capitaliste en proposant plutôt un bilan énergétique capable de calculer l'énergie mise et l'énergie produite. Il introduit aussi une approche holistique, cyclique qui prend en compte la manière dont les fertilisants finissent dans l'eau (et, par exemple, l'eutrophisation des mers.) ainsi que l'appauvrissement des sols. Ceci signifie que le progrès agricole et l'intervention technique ne sont pas toujours un mal, mais pas toujours un bénéfice non plus. La prise en compte de la lutte de l'homme contre l'appauvrissement des terres est une vieille histoire : l'histoire environnementale a montré par exemple comment le trèfle, grâce à l'apport en azote, a permis en partie à la productivité agricole d'augmenter de 170 % entre le milieu du XVIII^e siècle et la fin du XIX^e siècle².

Les racines de la crise environnementale

Entre ces différentes approches des ressources, la position de l'histoire environnementale est ambiguë : ses racines la rattachent à une certaine conception de l'exploitation de l'environnement. Le livre de Carolyn Merchant, *Death of Nature*, comprend une autre thèse, affirmant que la crise environnementale du XX^e siècle trouve son origine dans le triomphe des perspectives mécanistes au XVII^e siècle et que, pour la résoudre, il est nécessaire de revenir à une approche plus organique et vitaliste de la nature, plus féminine aussi, capable de mettre fin à son exploitation. La suppression des hypothèses animistes et organiques sur le cosmos a constitué la mort de la nature – l'effet le plus ambitieux de la révolution scientifique. Parce que la nature devient un système de particules

1. Joan Martinez-Alier, *The Environmentalism of the Poor : a study of ecological conflicts and valuation*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002.

2. Thorkild Kjaergaard, [1991], *The Danish revolution, 1500-1800: an ecohistorical interpretation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

mortes, inertes, manipulées de l'extérieur, la structure mécaniste elle-même pouvait légitimer sa manipulation. En outre, en tant que cadre conceptuel, l'ordre mécaniste était associé à un système de pensée fondé sur la puissance, entièrement compatible avec les orientations prises par le capitalisme commercial.¹ En enquêtant sur les racines de notre dilemme environnemental actuel et ses liens avec la science, la technologie et l'économie, nous devons réexaminer la formation d'une vision du monde et d'une science qui, en reconceptualisant la réalité comme une machine, plutôt que comme un organisme vivant, a autorisé la domination de la nature et des femmes.²

Même si les liens entre l'époque classique et la période contemporaine n'ont pas été démontrés en termes historiques, cette thèse de la mort de la nature a eu des développements contemporains et politiques importants. Dans *Staying Alive: Women, Ecology and Survival in India*, Vandana Shiva s'est en effet appuyée sur les travaux de Carolyn Merchant pour établir sa critique radicale du mode de développement occidental, dont elle observe les effets désastreux en Inde, sur les pentes de l'Himalaya³. L'action de la Banque mondiale, cette vision de l'Occident en termes de profit et de croissance, est directement liée au réductionnisme apporté par la révolution scientifique du xvii^e siècle. Ce réductionnisme se heurte à l'écologie paysanne, la vision patriarcale et masculine de la nature chasse la vision holiste et féminine seule capable de conserver l'harmonie avec la nature. Selon le modèle patriarcal de développement, la nature telle quelle est improductive, et donc la figure de la femme liée à la nature est fondamentalement improductive. La science occidentale n'est nullement un ensemble de concepts objectifs et neutres, mais une forme de domination de la nature fondée par les entrepreneurs de sexe masculin européens. Vandana Shiva concentre ses critiques sur la figure de Francis Bacon, qu'elle oppose à celle de Paracelse, s'inscrivant dans une tradition hermétique qui ne sépare pas l'esprit de la matière, ni les hommes des femmes⁴. L'écologie féministe affirme justement que

1. C. Merchant, *The Death of...*, *op. cit.*, 1980, p. 193.

2. *Ibid.*, p. xvii.

3. Vandana Shiva, *Staying Alive: Women, Ecology and Survival in India* [1989], Londres, Zed Books Ltd, 2002, p. 14-38, et en particulier p. 15-23.

4. Elle s'appuie aussi sur Evelyn F. Keller, *Reflections on Gender and Science*, New Haven, Yale University Press, 1985. Brian Easlea, *Science and Sexual Oppres-*

les femmes sont les dépositaires de la connaissance originaire, dérivée de siècles de familiarité avec le terrain, une connaissance que la science moderne, sexiste et patriarcale, a condamnée à mort.

Une grande partie des arguments avancés ici ne relèvent pas seulement de l'analyse historique, mais plutôt d'une discussion sur l'écologie et ses enjeux contemporains qui déborde le cadre de cette étude des méthodes de l'histoire environnementale. Richard White a proposé une manière différente de concevoir les relations entre les hommes, les ressources et l'environnement, en substituant au terme de ressource, celui qui lui est lié tout en étant différent, celui de travail¹. Cette notion a joué un rôle très faible dans l'histoire environnementale états-unienne et elle est interprétée principalement de deux manières: soit le travail productif est vu comme une destruction, soit certaines formes de travail archaïques, notamment par les paysans, sont considérées comme en accord avec la nature. Or, la notion de ressource, si sa construction n'est pas historicisée, confond deux processus qui doivent être distingués: d'une part, la transformation des éléments physiques par le travail (la question du dispositif technique et scientifique pourrait aussi être distinguée); d'autre part, l'invention des droits de propriété et l'appropriation du sol par des propriétaires. Or, remarque Richard White, non seulement le travail a produit la plupart de nos connaissances sur la nature mais il ne rend pas nécessairement la nature plus pauvre. La condamnation du travail conduit à placer les hommes en dehors de la nature, à formuler le débat comme un choix entre privilégier la nature ou les hommes, rendant d'emblée plus difficile leur conciliation. Or, pour répondre aux problèmes sociaux, économiques et politiques des Américains tout étant environnementaliste, il faut se réconcilier avec le travail. Ceci suppose de rompre avec deux idées fausses largement répandues. La première consiste à penser la relation humaine originelle avec la nature sous la forme du loisir. La deuxième est d'attribuer tout le mal aux machines, à la révolution industrielle à cause de laquelle les modifications apportées à l'environnement cesseraient d'être bénignes. Ce schéma judéo-chrétien conduit à ne pas accor-

sion: Patriarchy's Confrontation with Woman and Nature, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1981. Susan Harding, *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.

1. Richard White, «Are you an environmentalist or do you work for a living?», in William Cronon (éd.), *Uncommon ground...*, *op. cit.*, 1995, p. 171-185.

der aux Indiens la capacité de changer la nature et reproduit le discours tenu bien souvent par les travailleurs eux-mêmes, rejetant le travail en dehors de la nature. Or, cette division ne tient pas historiquement, le travail archaïque n'étant pas nécessairement doux avec la terre, ni les Indiens contemplatifs.

Dans leur histoire écologique de l'Inde, *This Fissured Land*, Madhav Gadgil et Ramachandra Guha ont proposé une interprétation originale de la relation entre le système des castes et l'utilisation soutenable des ressources¹. Cette connexion est présentée comme une réponse au manque de ressources qui touche l'Inde entre le IV^e et le X^e siècle, sans possibilité d'extension de l'agriculture. En développant chacune un mode de subsistance spécialisé, dans un système héréditaire et hiérarchique, les castes permettent d'y faire face grâce à un usage prudent des ressources renouvelables. Le village, qui est l'unité de base, compte plusieurs castes endogames et il est gouverné collectivement par un conseil des chefs issus de plusieurs de ces castes. La spécialisation et l'usage diversifié des ressources réduisent la compétition entre les différents groupes et évitent qu'un l'un ait un monopole sur l'usage d'une ressource spécifique. Le village de Masur-Lukkeri, situé sur une île de l'estuaire de la rivière Aghanashini, dans l'État du Karnataka présente une mise en œuvre élaborée de cette régulation. La grande diversité de ressources naturelles est en effet gérée par treize groupes endogames dans une île de 4 km². L'occupation principale permet de définir sept catégories, regroupant les différentes castes : pêcheurs, agriculteurs, horticulteurs, artistes, serviteurs, artisans, commerçants. Toutes sauf les Haviks mangent du poisson et de la viande, tandis que huit pratiquent la chasse et la pêche mais suivant trente-trois méthodes différentes, chacune se concentrant sur un habitat et une espèce distincte. Les Ambigas sont les seuls à pêcher en eau profonde avec des filets élaborés tandis que les Acharis ont le monopole de la pêche avec des lumières. Les Hallakis sont seuls à pouvoir chasser le gros gibier comme les cerfs alors que seuls les Naiks posent des pièges pour les péramélidés. Les groupes nomades extérieurs aux villages, qui utilisent les mêmes ressources, ont une distribution spatiale qui évite tout chevauchement.

Ce système, qui répond à la raréfaction des ressources de la

1. Ramachandra Guha, Madhav Gadgil, *This Fissured Land. An Ecological History of India*, Berkeley, University of California Press, 1992, p. 91-110.

période Gupta et post-Gupta, s'est mis en place au moment où la société se cristallise en castes et où le bouddhisme est chassé d'Inde. En sanctifiant les plantes et les animaux, le nouveau système de croyance qui s'appuie sur quelques dieux du panthéon hindou (Shiva, Parvati, Ganesha) encourage à modérer et réguler l'usage des ressources naturelles, légitimant la protection accordée à certains éléments du paysage. Il est redoublé par les conventions sociales qui limitent les abus. Ainsi les Phasphardhis, chasseurs-cueilleurs du Maharashtra occidental, qui ont le monopole sur la chasse aux cerfs, ont l'obligation de relâcher les individus jeunes ou les biches grosses. À l'issue de cette analyse, Madhav Gadgil et Ramachandra Guha distinguent deux manières de résoudre les conflits liés à l'utilisation des ressources. Le premier, les « chemins de l'extermination », explique la victoire de la révolution néolithique en Europe et la réussite de l'établissement d'une néo-Europe dans les territoires colonisés du nouveau monde. Dans tous ces cas, les modes plus anciens d'utilisation des ressources ont été éliminés pour laisser la place à la domination de l'agriculture et de l'élevage. Le deuxième système, les « chemins de l'incorporation sélective », caractérise l'Asie du Sud et permet la coexistence de différents modes d'utilisation des ressources, pour un résultat plus durable.

Pour Richard White, la cause des problèmes environnementaux croissants réside plutôt dans la séparation entre les hommes et la nature. Elle conduit à imaginer l'environnement en terrain de jeux, à imaginer la nature comme une évasion, un paradis sans travail, sur le modèle des réserves naturelles. Il propose donc de les considérer plutôt comme deux mondes connectés par le travail, par un ensemble de flux et d'échanges, qui valent même pour le travail intellectuel. La perversion du travail par les droits de propriété est une question très différente. Il a mis en œuvre cette méthode pour élaborer un nouveau type d'écriture de l'histoire environnementale dans *The Organic Machine: The Remaking of the Columbia River*¹. Les relations entre les acteurs du livre, humains et non humains, sont toutes traduites en flux d'énergie, ce qui permet d'éviter le fonctionnalisme de certaines des théories précédentes.

1. Richard White, *The Organic Machine: The Remaking of the Columbia River*, New York, Hill and Wang, 1996.

Conclusion

À l'heure où ce livre est publié, surgit un nouveau champ de recherches – les humanités environnementales – qui, potentiellement, est capable de réorganiser les études sur les sociétés et leur environnement et de prendre sous son aile, non seulement l'histoire environnementale, mais aussi toutes les disciplines qui font les humanités : le droit, la littérature, l'histoire de l'art, l'anthropologie, la sociologie, la science politique et la philosophie. S'il est encore trop tôt pour savoir où conduira ce programme, il est déjà possible de délimiter certaines lignes de force et points saillants¹.

L'ambition constitutive est d'engager l'ensemble des sciences humaines et sociales à ne plus considérer les non-humains comme un extérieur des sociétés humaines et, ce faisant, à reformuler les questions de sens, de valeur, de responsabilité et de légitimité. Les identités et les ontologies, les modes de coexistence entre les humains et les non-humains, les formes d'agentivité, la manière de raconter des histoires doivent être repensées. Cette façon de prendre au sérieux la question environnementale a été précipitée par l'accélération des changements environnementaux et climatiques globaux dont l'ampleur conduit à redéfinir les bases matérielles de nos sociétés. Sans conteste, la réponse ne peut venir seulement des sciences dures et de la technologie, mais des humanités

1. Le portail des humanités environnementales permet de suivre l'actualité francophone de ces recherches et d'accéder à toutes les expériences internationales en cours (<http://humanitesenvironnementales.fr>).

dont la compréhension des phénomènes culturels et sociaux permet d'éclairer les choix collectifs. Un tel programme suppose à la fois de réinterpréter les traditions intellectuelles dont nous héritons et de recomposer les partages disciplinaires. Pour cette raison, les humanités environnementales seront fondamentalement interdisciplinaires, ouvertes au dialogue avec les sciences de la nature, souples et réactives dans leurs modes d'organisation¹.

Les humanités environnementales ont surgi d'abord du côté de l'écocritique, abritée par les départements de lettres, et plus particulièrement les départements de littérature anglaise et américaines de certaines universités états-uniennes. Même si l'écocritique plonge ses racines dans le contexte des années 1970 qui a donné naissance à l'histoire environnementale, le premier usage attesté du terme en 1978 est passé relativement inaperçu et il faut attendre les années 1990 pour voir surgir ce nouveau venu dans les études littéraires². Malgré son dynamisme éditorial et sa rapide expansion internationale, l'écocritique demeure encore floue dans sa définition³. Thématiquement, cette perspective est solidement établie : elle a introduit la question environnementale dans des

1. Voici les ambitions qui définissent des humanités environnementales dont les concepts et les méthodes sont encore à écrire : Dipesh Chakrabarty, «The Climate of History: Four Theses», *Critical Inquiry*, 2009, 35, p. 197-222 ; Ursula Heise, *Sense of Place and Sense of Planet: The Environmental Imagination of the Global*, New York, Oxford University Press, 2008 ; Libby Robin, «The Eco-humanities as literature: a new genre?», *Australian Literary Studies*, 2008, 23, p. 290-304 ; Deborah Bird Rose et al., «Thinking Through the Environment, Unsettling the Humanities», *Environmental Humanities*, 2012, 1, p. 1-5. Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement Anthropocène*, Paris, Le Seuil, 2013, p. 35-62.

2. Le terme est utilisé par William Rueckert, «Literature and Ecology: An Experiment in Ecocriticism», *Iowa Review*, 9-1, 1978, p. 71-86. La première publication de référence, chronologiquement parlant, est cependant Cheryl Glotfelty et Harold Fromm (eds.), *The Ecocriticism Reader: Landmarks in Literary Ecology*, Athènes & Londres, University of Georgia Press, 1996.

3. Ce constat ressort de la table ronde «Defining Ecocritical Theory and practice» organisée en 1994 par la Western Literature Association à Salt Lake City, demandant à seize chercheurs de théoriser leur pratiques. La bibliographie en ligne de l'Association for the Study of Literature and Environment (ASLE) recense 1361 publications relevant de l'écocritique pour la période 1999-2010 (<http://www.asle.org/site/resources/ecocritical-library/>). L'Inde et l'Amérique latine se sont imposées aussi comme des espaces dynamiques : Walter Rojas Pérez, *La ecocrítica hoy*, San José, Aire Moderno, 2004 et Selvamony, Nirmal, Nirmaldasan & Rayson K. Alex, *Essays in Ecocriticism*, Delhi, Sarup and Sons and OSLE-India, 2008.

études littéraires qui historiquement en faisaient peu de cas, et avec une nette prédilection de départ pour les œuvres de la littérature états-unienne marquées par le souci de la nature, depuis le courant transcendantaliste du XIX^e siècle jusqu'aux mobilisations contemporaines¹. Une plus grande diversité généalogique règne car si, pour certains, la reconnexion entre les textes littéraires et la réalité qui les entoure est une réaction contre la textualisation du monde et le constructivisme, pour d'autres l'écocritique s'inscrit dans un moment post-structuraliste de déconstruction des identités universelles et naturalisées, lié au féminisme et aux *cultural studies*². Le positionnement fait plus nettement l'unanimité car il s'agit, en promouvant cette nouvelle interprétation des textes littéraires, d'assumer une position critique et éthique sur ce que les humains font à la nature, et ainsi de se mobiliser contre les atteintes portées à l'environnement. Par ses valeurs, sa manière de raconter, son pouvoir évocateur, les liens qui l'unissent avec des lieux, la littérature contribue à organiser les relations des sociétés humaines à leur environnement, dans un sens qui peut être positif ou négatif. Ce constat partagé contribue à une définition théorique souple. En effet, passé l'affirmation que l'écocritique est l'étude du rapport entre la littérature et l'environnement naturel, la définition de ce rapport va d'un programme faible – l'analyse du contenu et du sens donnés à la nature par les textes littéraires – à un programme fort – une théorie critique reposant sur l'analyse de formes littéraires spécifiques du point de vue écologiste.

Le lien entre les humanités environnementales et l'histoire environnementale s'est affirmé plus tardivement mais de manière prononcée, grâce à une série d'initiatives. Certaines sont à mettre au compte d'historiens qui se sont engagés auprès des climatologues et des sciences de la nature afin de déterminer et de qualifier les ruptures historiques qui scandent l'impact des hommes sur l'environnement³. D'autres, plus institutionnelles, relèvent

1. Lawrence Buell, *The Environmental Imagination: Thoreau, Nature Writing, and the Formation of American Culture*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 1995. Id., *Writing for an Endangered World: Literature, Culture, and Environment in the U.S. and Beyond*, Cambridge et Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2001.

2. Cette diversité est assumée par Greg Garrard dans son introduction à l'écocritique, Greg Garrard, *Ecocriticism*, New York, Routledge, 2004. Cf. aussi *Ecocriticism: The Essential Reader*, éd. Ken Hiltner, London, Routledge, 2014.

3. Libby Robin et Will Steffen, «History for the Anthropocene», *History Com-*

d'un nouveau type d'instituts de recherche, chargés de répondre aux questions émergentes à l'interface entre sociétés et environnement, en structurant de nouvelles communautés de recherche interdisciplinaires¹. Le Rachel Carson Center for Environment and Society (RCC) à Munich s'est imposé comme un des centres les plus influents internationalement. Sous l'impulsion de ses deux directeurs, Helmut Trischler et Christof Mauch, le RCC a été un des premiers à mettre en œuvre concrètement l'ambition interdisciplinaire des humanités environnementales grâce à la collaboration entre une université (la Ludwig-Maximilians-Universität Munich) et un musée (le Deutsches Museum), conduisant à un programme international de chercheurs en résidence, croisant histoire, sociologie, anthropologie, géologie, géographie, études littéraires, études culturelles, religion, science politique, géographie et écologie. En assumant en parallèle la présidence de l'European Society for Environmental History (ESEH) et une position éminente dans les études américanistes, Christof Mauch a joué un rôle décisif pour désenclaver les communautés disciplinaires et internationaliser les sciences humaines et sociales liées à l'environnement.

L'état des lieux dressé en mai 2013 pour la fondation suédoise MISTRA distingue quatre centres majeurs (le réseau australien animé par l'Australian National University de Canberra, la Faculty of Environmental Studies de York University à Toronto, le Center for Culture, History and Environment (CHE) à l'University of Wisconsin et le RCC à Munich) et trois centres émergents (le Centre for Environmental History (ZUG) à Vienne, le Center for Ecological History à Renmin University-Beijing et Bath-Uni-

pass, 2007, 5-5, p. 1694-1719. Johan Rockström et al., «Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity», *Ecology and Society*, 2009, 14(2) 32. Johan Rockström et al., «A safe operating space for humanity», *Nature*, 2009, 461-7263, p. 472-475. Will Steffen, Jacques Grinevald, Paul Crutzen et John McNeill, «The Anthropocene: conceptual and historical perspectives», *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 2011, n° 369, p. 842-867. Cf. aussi les programmes Responses to Environmental and Societal Challenges for Our Unstable Earth (RESCUE) et International Geosphere-Biosphere Programme's Integrated History and Future of People on Earth (IHOPE). La voie avait été ouverte déjà par John McNeill, *Du nouveau sous le soleil. Une histoire environnementale du xx^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.

1. Pour un état des lieux complet, intellectuel et institutionnel, David E. Nye, Linda Rugg, James Fleming, Robert Emmett, «Background Paper. The Emergence of the Environmental Humanities», rapport pour MISTRA. The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research, mai 2013.

versity qui héberge la revue en écocritique *Green Letters*). Il faudrait y ajouter l'Environmental Humanities Laboratory (KTH) à Stockholm, fondé par Sverker Sörlin, nourri par ses collaborations avec Paul Warde et Libby Robbin. Dans un paysage états-unien très mobile, les universités les plus prestigieuses sont aujourd'hui en train d'investir les humanités environnementales : Stanford avec son Environmental Humanities Project, l'University of California-Los Angeles qui a fait venir Ursula Heise de Stanford pour créer un nouveau centre de recherches, et Princeton en ouvrant au recrutement un poste de professeur en humanités environnementales. Ce même état des lieux identifie pas loin de seize revues consacrées principalement aux humanités environnementales, certaines plus anciennes que le terme, d'autres très récentes¹. Il faut ajouter à cette liste les portails internet de langue anglaise, au nombre de cinq aujourd'hui².

Et la France dans tout cela ? Le paragraphe qui lui est consacré dans le rapport commandé par MISTRA mérite d'être cité dans son intégralité :

La France ne possède pas d'institution dévolue aux humanités environnementales. La source majeure de financement provient du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), à laquelle s'ajoutent des fonds à durée limitée de la part du Ministère de l'Écologie et du Ministère de la Culture. Certaines universités de

1. Ces seize revues sont, avec leur éditeur actuel : *Antipode: A Radical Journal of Geography* (Wiley journals) ; *Australasian Journal of Ecocriticism and Cultural Ecology* (University of Tasmania) ; *Ecozon@* (Colegio de Trinitarios, Instituto Franklin) ; *Environmental Communication: A Journal of Nature and Culture* ; *Environmental Humanities* (School of Humanities, University of New South Wales, Australia) ; *Environmental History* (Oxford Journals) ; *Environment and History* (Department of Geography, School for Environmental Sciences, University of Liverpool) ; *Global Environment: A Journal of History and the Natural and Social Sciences* (University of Florence) ; *The Goose* The Association for Literature, Environment, and Culture in Canada/Association pour la littérature, l'environnement et la culture au Canada (ALECC) ; *Humanimalia* (DePauw University, USA) ; *Interdisciplinary Studies in Literature and the Environment* (Boise State University) ; *Journal for Critical Animal Studies* (Brock University, Canada) ; *Landscape Journal* (Department of Landscape Architecture, University of Minnesota) ; *Landscapes* (Newcastle University, UK) ; *Planning Perspectives* (Mackintosh School of Architecture, Glasgow School of Art) ; *Technology and Culture* (University of Oklahoma).

2. <http://environmentalhumanitiesnow.org> ; <http://www.environmentandsociety.org/arcadia> ; <http://niche-canada.org> ; <http://europeanenvironmentalhumanities.org> ; <http://environmentalhumanities.org>.

province, qui possèdent des laboratoires de recherche en histoire social, en STS et en aménagement urbain peuvent, d'une certaine manière, être considérées comme un soutien à des recherches qui contribuent aux «humanités environnementales». C'est le cas, par exemple, du projet du Lahra (ENS de Lyon) qui s'inscrit dans un territoire régional traversant les frontières nationales et les disciplines. Les activités de recherche développées à Paris, Versailles et Montpellier sur des sujets environnementaux (l'adaptation, l'histoire du climat, l'évolution des paysages, les idées et représentations de la nature, l'environnement et la technologie) semblent plus faire partie de programmes en histoire culturelle et en théorie critique que relever d'une initiative à part entière. Malgré la participation fréquente des théoriciens de la culture et des philosophes français aux programmes anglophones en humanités environnementales, une telle formation n'existe pas dans le monde francophone.¹

Le rapport attribue ces lacunes à une peur des sciences humaines et sociales d'être instrumentalisées par les sciences de la nature, afin d'apporter un simple vernis à des projets de recherche sur l'environnemental global. Les chapitres qui précèdent et les enseignements de l'histoire environnementale française permettent de relativiser ce qui apparaît déjà comme un «retard» ou une «exception» française. Ce qui est appelé «retard» relève parfois d'une position distanciée et critique, comme en témoigne la réception de l'écocritique en France². Par ailleurs, et pour prendre le cas des seuls historiens, l'éclatement institutionnel n'empêche pas l'existence de perspectives très cohérentes pour mettre en place la réflexivité environnementale qui doit servir de fondement à ces nouvelles humanités: les travaux de Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, Frédéric Graber, François Jarrige, Fabien Locher construisent ainsi un autre récit de la modernité à partir des outils des *science studies*³.

1. D. Nye, L. Rugg, J. Fleming, R. Emmett, «Background Paper...», *op. cit.*, p. 12-13.

2. Nathalie Blanc, Denis Chartier et Thomas Pughe, «Littérature & écologie: vers une écopoétique», *Écologie & politique*, 2008, 36-2, p. 15-28.

3. Christophe Bonneuil, *Politiques moléculaires. Une histoire des biotechnologies et de la controverse OGM*, à paraître, Champ Vallon, 2014. Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, «Modernity's Frail Climate. A climate history of environmental reflexivity», *Critical Inquiry*, vol. 38, n°3, spring 2012, p. 579-598. Id., *Le Climat fragile de la modernité*, à paraître, Le Seuil. François Jarrige, *Technocritiques. Du*

Le contraste est donc grand entre le dynamisme actuel des sciences humaines et sociales en France sur les questions environnementales et cette absence de visibilité dans le domaine des humanités environnementales¹. Les ambitions scientifiques à l'œuvre aux États-Unis, en Suède, en Allemagne, en Australie sont telles que le paysage international sera figé dans quelques années et que les acteurs de la dernière heure devront consentir des efforts bien supérieurs. Le retard de la France à s'engager dans l'histoire globale témoigne de l'importance, non seulement des questions intellectuelles, mais aussi des questions matérielles dans un espace universitaire mondial fortement concurrentiel, où les politiques scientifiques et l'allocation des moyens créent ou non les conditions individuelles et collectives de l'investissement des chercheurs dans les domaines émergents². Les humanités environnementales sont dominées par des instituts d'excellence, dotés de budgets annuels au minimum de 2 millions d'euros, pour faire venir des chercheurs le temps d'un projet, en organisant l'interaction quotidienne qui permet la véritable interdisciplinarité, justifiant le financement des expérimentations numériques et artistiques qui inventeront de nouvelles formes culturelles³. La transition vers des sociétés durables est à ce prix, elle relève d'un choix collectif.

refus des machines à la contestation des technosciences, Paris, La Découverte. 2014. Frédéric Graber a dirigé l'ANR «Profutur. Savoirs et techniques d'anticipation. Prévision et organisation du futur en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles».

1. Pensons aussi à un domaine qui a été peu évoqué jusqu'ici, la philosophie de l'environnement : Hicham-Stéphane Afeissa (dir.), *Écosophies, la philosophie à l'épreuve de l'écologie*, Paris, Éd. MF, 2009. Id., *Éthique de l'environnement : nature, valeur, respect*, Paris, J. Vrin, 2007. Dominique Bourg, *Vers une démocratie écologique : le citoyen, le savant, le politique*, Paris, Seuil, 2010. Émilie Hache, *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, La Découverte, 2011. Catherine Larrère, *Les Philosophies de l'environnement*, Paris, Presses Universitaires de France. Gérard Mairet, *Nature et souveraineté : philosophie politique en temps de crise écologique*, Paris, Presses de Sciences po, 2012.

2. Philippe Minard, «Globale, connectée ou transnationale : les échelles de l'histoire», *Esprit*, décembre 2013, p. 20-32.

3. Grégory Quenet et Patrick Degeorges, «Rapport de parangonnage international sur les centres spécialisés en politiques de la Terre, commandé par Richard Descoings et Bruno Latour, avec le soutien du Ministère de l'Écologie du rapport durable et de l'énergie», non publié.

Bibliographie

- Advances in Historical Ecology*, éd. William BALÉE, New York, Columbia University Press, 1998.
- AFINSON John, *The River We Have Wrought: A History of the Upper Mississippi*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2003.
- AMBROSOLI Mauro, *The Wild and the Sown: Botany and Agriculture in Europe, 1350-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- ANDERSEN Arne, «Umweltgeschichte. Forschungsstand und Perspektiven», *Archiv für Sozialgeschichte*, 33, 1993, p. 672-701.
- ANDERSEN Tom, *This Fine Piece of Water: An Environmental History of Long Island Sound*, New Haven, Yale University Press, 2002.
- ANDERSON D.M., «Depression, dustbowl, demography and drought: the colonial state and soil conservation in East Africa during the 1930's», *African Affairs*, 83-332, 1984, p. 321-344.
- ANKER Peder, *Imperial Ecology: Environmental Order in the British Empire, 1895-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.
- ANN Young, *Environmental Change in Australia since 1788*, Melbourne, Oxford University Press, 1996.
- ARMIERO Marco, BARCA Stefania, *Dell'ambiente. Une introduzione*, Rome, Carocci, 2004.
- ARNOLD David, GUHA Ramachandra, *Nature, Culture, Imperialism: Essays on the Environmental History of South Asia*, New Delhi, Oxford University Press, 1995.
- ARNOLD ELLEN F., «An Introduction to Medieval Environmental History», *History Compass*, 6-3, 2008, p. 898-916.
- «ASEH Founders – Oral histories» (<http://www.ASEH.net/about-ASEH/history-of-ASEH>): interview de J. Donald Hughes par Melissa Wiedenfield (3 mars 2007); interview de Thomas Dunlap par Lisa Mighetto (4 mars 2007); interview de John Perkins par Lisa Mighetto (12 septembre 2007); interview de Donald Worster par Lisa Mighetto (13 mars 2008); interview de John Opie par Lisa Mighetto (13 mars 2008); interview de Stephen Pyne par Lisa Mighetto (22 avril 2008).
- ATWELL William, «Volcanism and short-term climatic change in East Asian and world history, c. 1200-1699», *Journal of World History*, 12-1, printemps 2001, p. 29-98.
- Australian Environmental History: Essays and Cases*, éd. Stephen DOVERS, Melbourne, Oxford University Press, 1994.
- BAKER Alan H.R., *Geography and History: Bridging the Divide*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BARATAY Éric, *Bêtes des tranchées, des vécus oubliés*, Paris, CNRS Éditions, 2013.
- , *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 2012.
- BARENDESE Rene, *The Arabian Seas: The Indian Ocean World of the Seventeenth Century*, Armonk, M.E. Sharpe, 2002.
- BARRETT Thomas, *At the Edge of Empire: The Terek Cossacks and the North Caucasus Frontier, 1700-1860*, Boulder, Westview, 1999.

- BARRUÉ-PASTOR Monique (éd.), *Les Temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2000.
- BARTON Gregory, *Empire Forestry and the Origins of Environmentalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- BAYLY Christopher A., *The Birth of the Modern World, 1780-1914*, Blackwell, Oxford, 2004.
- BECK Corinne, DELORT Robert (éd.), *Pour une histoire de l'environnement*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1991.
- BECK Corinne, LUGINBUHL Yves, MUXART Tatiana (éd.), *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Versailles, Éd. Quae, 2006.
- BEINART William, *The Rise of Conservation in South Africa: Settlers, Livestock, and the Environment, 1770-1950*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- BEINART William, LOTTE Hughes, *Environment and Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- BEINART William, COATES Peter, *Environment and History: The Taming of Nature in the USA and South Africa*, London, Routledge, 1995.
- BERGMAN Jonathan C., «The Shape of Disaster and The Universe of Relief: The "Hurricane of 38" Relief Operations on Suffolk County, Long Island, New York, 1938-41», PhD University at Buffalo, Suny.
- BESS Michael, *The Light-Green Society: Ecology and Technological Modernity in France, 1960-2000*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, trad. fr. *La France vert clair. Écologie et modernité technologique 1960-2000*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.
- BERTRAND Claude, BERTRAND Georges, *Une géographie traversière, l'environnement à travers territoires et temporalités*, Paris, Arguments, 2002.
- BERTRAND Georges, «Pour une histoire écologique de la France rurale», in Georges DUBY et Armand WALLON (dir.), *Histoire de la France rurale*, t. 1, *Des origines à 1340*, Paris, 1975, p. 34-113.
- BEVILACQUA Piero, CORONA Gabriella (dir.), *Ambiente e risorse nel Mezzogiorno contemporaneo*, Corigliano Calabro, Meridiana Libri, 2000.
- *Terre del grano, terre degli alberi: l'ambiente nella storia del Mezzogiorno*, Rionero in Vulture, Calice, 1992.
- *Tra nature e storia*, Rome, Donzelli, 1996.
- *Venezia e le acque: una metafora planetaria*, Rome, Donzelli, 1998.
- «Il secolo planetario. Tempi e scansioni per una storia dell'ambiente», *Parolechiave*, 1996, 12.
- BEVILACQUA Piero, CORONA Gabriella (dir.), *Ambiente e risorse nel Mezzogiorno contemporaneo*, Corigliano Calabro, Meridiana Libri, 2000.
- BLACK Brian, *Petrolia: the landscape of America's first oil boom*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2000.
- BLACKBOURN, David. *The Conquest of nature: water, landscape, and the making of modern Germany*. Londres, J. Cape, 2006.
- BLOCH Marc, «Quelques études récentes sur l'histoire économique et sociale de l'ancienne France», *Revue de synthèse historique*, 43, 1927, p. 99-103.
- «Une haute terre: l'Oisans d'autrefois et d'aujourd'hui», *Revue de synthèse historique*, 50, 1930, p. 71-78.
- *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993.
- *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française [1931]*, Paris, Armand Colin, 1988.
- BOGUE Margaret, *Fishing the Great Lakes: An Environmental History, 1783-1933*, Madison, University of Wisconsin Press, 2000.
- BOLTON Geoffrey, *Spoils and Spoilers: Australians Make Their Environment, 1788-1980*, Sydney, Allen & Unwin, 1981.
- BONNIE Christensen, *Red Lodge and the Mythic West: Coal Miners to Cowboys*, Lawrence, University Press of Kansas, 2002.
- BONNEUIL Christophe, «Development as experiment: science and state building in late colonial and postcolonial Africa, 1930-1970», *Osiris*, 15, 2000, p. 258-281.
- BONNEUIL Christophe, FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'Événement anthropocène*, Paris, Le Seuil, 2013.
- BONYHADY Tim, *The Colonial Earth*, Carlton South, Melbourne University Press, 2000.
- BOOMGAARD Peter, «Exploitation and management of the Surinam forests, 1600-1975», in Stephen BOYDEN, *Biohistory: The Interplay between Human Society and the Biosphere*, Paris, UNESCO, 1992.
- BRAILOVSKY Elio, FOGUELMAN Dina, *Memoria verde: Historia ecológica de la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1991.
- BRAUDEL Fernand, «Géohistoire: la société, l'espace et le temps», dans *Les Ambitions de l'Histoire*, Paris, Éditions de Fallois, 1997, p. 68-114.
- *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1979.
- *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949
- *Méditerranée*, 2^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 1966.
- *L'Identité de la France*, Paris, Arthaud, 1986.

- BRECHIN Gary, *Imperial San Francisco: Earthly Power, Urban Ruin*, Berkeley, University of California Press, 2001.
- BRIMBLECOMBE Peter, *The Big Smoke: A History of Air Pollution in London since Medieval Times*, London, Methuen, 1987.
- BROOKS Charles E.P., *Climate through the Ages*, London, Ernest Benn, 1926.
- BROOKS George, *Landlords and Strangers: Ecology, Society, and Trade in West Africa, 1000-1630*, Boulder, Westview, 1993.
- BROSNAN Kathleen, *Uniting Mountain and Plain: Cities, Law and Environmental Change along the Front Range*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2002.
- BROWN Neville, *History and Climate Change: A Eurocentric Perspective*, London, Routledge, 2001.
- BRÜGGEMEIER, «Umweltgeschichte: Erfahrungen, Ergebnisse, Erwartungen», *Archiv für Sozialgeschichte*, 43, 2003, p. 1-18.
- BURCHELL Jon, *The Evolution of Green Politics: Development and Change within European Green Parties*, London, Earthscan, 2002.
- BYERS Bruce, CUNLIFFE Robert, HUDAK Andrew, «Linking the conservation of culture and nature: a case study of sacred forests in Zimbabwe», *Human Ecology*, 29-2, 2001, p. 187-218.
- CARACCIOLIO Alberto, *L'ambiente come storia*, Bologna, il Mulino, 1988.
- CARACCIOLIO Alberto, BONACCHI Gabriella, *Il declino degli elementi. Ambiente naturale e rigenerazione delle risorse nell'Europa moderna*, Bologna, il Mulino, 1990.
- CAREY Mark, «Latin American environmental history: current trends, interdisciplinary insights, and future directions», *Environmental History*, 14, avril 2009, p. 221-252.
- CASTONGUAY Stéphane, «Faire du Québec un objet de l'histoire environnementale», *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, n° 9-1, 2006, p. 17-49.
- CATTON Theodore, *Inhabited Wilderness: Indians, Eskimos, and National Parks in Alaska*, Albuquerque, N. Mex., 1997.
- CHAKRABARTY Dipesh, «The climate of history: four theses», *Critical Inquiry*, n° 35, 2009, p. 197-222.
- Changing Tropical Forests*, éd. Harold K. STEEN and Richard P. TUCKER, Durham, Forest History Society, 1992.
- CHARVOLIN Florian, *L'Invention de l'environnement en France*, Paris, La Découverte, 2003.
- CHAUDHURI Kirti Narayan, *Asia before Europe: Economy and Civilization of the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- CHAUNU Pierre, *Histoire science sociale. La durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne*, Paris, Sedes, 1972.
- CHEW Sing, *World Ecological Degradation: Accumulation, Urbanization, Deforestation, 3000 B.C.–A.D. 2000*, Walnut Creek, AltaMira Press, 2001.
- CHOUQUER Gérard (éd.), *Les Formes du paysage*, Éditions Errance, Paris, 1996-1997.
- CHOUQUER Gérard, *Histoire d'un paysage de l'époque gauloise à nos jours. Entre Bourgogne et Franche-Comté*, Paris, Errance, 1993.
- CHRISTENSEN Peter, *The Decline of Iranshahr: Irrigation and Environments in the History of the Middle East 500 B.C. to A.D. 1500*, Copenhagen, Museum Tusulanum Press, 1993.
- CHRISTIAN David, *Maps of Time: An Introduction to Big History*, Berkeley, University of California Press, 2004.
- CIOC Mark, *The Rhine: An Eco-biography, 1815-2000*, Seattle, University of Washington Press, 2002.
- CLAVAL Paul, *Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours*, Paris, Nathan, 1998.
- COATES Peter, *Nature: Western Attitudes since Ancient Times*, Cambridge, Polity Press, 1998.
- COHEN Michael, «Blues in the green: ecocriticism under critique», *Environmental History*, 9-1, janvier 2004, p. 9-36.
- COLPITTS George, *Game in the Garden: A Human History of Wildlife in Western Canada to 1940*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2002.
- Common Fields: An Environmental History of St. Louis*, éd. Andrew HURLEY, St. Louis, Missouri Historical Society Press, 1997.
- Consuming Canada: Readings in Environmental History*, éd. Chad GAFFIELD and Pam GAFFIELD, Toronto, Copp Clark, 1995.
- CORBIN Alain, *Le Miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.
- *Le Territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage. 1750-1840*, Paris, Aubier, 1988.
- *La Douceur de l'ombre. L'arbre, source d'émotions, de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Fayard, 2013.
- CORVOL Andrée, *L'Homme aux bois: histoire des relations de l'homme et de la forêt, XVII^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1987.
- *L'Homme et l'arbre sous l'Ancien Régime*, Paris, Economica, 1984.
- *La Nature en révolution: 1750-1800*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- CRONON William, «The Trouble with Wilderness: Or, Getting Back to the Wrong Nature», in William

- CRONON (éd.), *Uncommon Ground: Toward Reinventing Nature*, New York, Norton, 1995, p. 69-90.
- *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England*, New York, Hill and Wang, 1983.
- *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, Norton, 1992.
- «Modes of prophecy and production: placing nature in history», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1122-1131.
- «A place for stories: nature, history, and narrative», *Journal of American History*, 78-4, mars 1992, p. 1347-1376.
- «The uses of environmental history», *Environmental History Review*, 17, printemps 1993, p. 1-22.
- «Kennecott journey: the paths out of town», in *Under an Open Sky: Rethinking America's Western Past*, éd. William CRONON, George MILES, and Jay GITLINS, New York, W.W. Norton, 1992, p. 28-51.
- CROSBY Alfred, «The past and present of environmental history», *American Historical Review*, 100-4, 1995, p. 1177-1189.
- «An Enthusiastic Second», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1107-1110.
- *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe, 900-1900*, New York, Cambridge University Press, 1986.
- *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492* [1972], Westport, Conn.: Greenwood Press, 2003.
- «Virgin soil epidemics as a factor in the aboriginal depopulation in America», *William and Mary Quarterly*, 33-2, avril 1976, p. 289-299.
- *America's Forgotten Pandemic: The Influenza of 1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- CURTIN Philip D., «The environment beyond Europe and the European theory of empire», *Journal of World History*, 1-2, 1990, p. 131-150.
- DARBY Henry Clifford, *Historical Geography of England before 1800*, Cambridge, The University Press, 1936
- DARBY Henry Clifford, *A Scientific Survey of the Cambridge District*, London, Office of the British Association, 1938.
- *The Draining of the Fens*, Cambridge, The University Press, 1940.
- *The Medieval Fenland*, Cambridge, The University Press, 1940.
- «On the relations of geography and history», *Transactions of the Institute of British Geographers*, 19, 1953, p. 1-13.
- DARGAVEL John, *Fashioning Australia's Forests*, Melbourne, Oxford University Press, 1995.
- DAVIS Mike, *Late Victorian Holocausts: El Niño Famines and the Making of the Third World*, London, Verso, 2001.
- DEAN Warren, *Brazil and the Struggle for Rubber: A Study in Environmental History*, New York, Cambridge University Press, 1987.
- DEAN Warren, *With Broadax and Firebrand: The Destruction of Brazil's Atlantic Forest*, Berkeley, University of California Press, 1995.
- DEBUYS William, *Salt Dreams: Land and Water in Low-Down California*, Albuquerque, University of Mexico Press, 1999.
- DELORT Robert, François Walter, *Histoire de l'environnement européen*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.
- DELWIT Pascal, DE WAELE Jean-Michel, *Les partis verts en Europe*, Brussels, Complexe, 1999.
- DEMANGEON Albert, *La Picardie et les régions voisines, Artois-Cambrésis-Beauvaisis*, Paris, Armand Colin, 1925.
- DEMANGEON Albert et FEBVRE Lucien, *Le Rhin: problèmes d'histoire et d'économie*, Paris, A. Colin, 1935.
- DEMERITT David, «Ecology, objectivity and critique in writings on nature and human societies», *Journal of Historical Geography*, 20-1, 1994, p. 22-37.
- DESCOLA Philippe, *Par delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.
- *L'Écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*, Paris, Quae, 2011.
- DEWEY SCOTT, «Working for the environment: organized Labor and the origins of Environmentalism in the United States, 1948-1970», *Environmental History*, 3, janvier 1998, p. 45-46.
- DIAMOND Jared, *Guns, Germs and Steel: The Fates of Human Societies*, New York, Norton, 1997, trad. fr.: *De l'inégalité parmi les sociétés – Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000.
- *How Societies Choose to Fail or Succeed*, New York, Viking, 2005, trad.fr.: Paris, Gallimard, 2006.
- DIAMOND Jared, ROBINSON James A., *Natural Experiments of History*, Cambridge, The Belknap press of Harvard University Press, 2010.

- DION Roger, «La part de la géographie et celle de l'histoire dans l'explication de l'habitat rural du Bassin parisien», Lille, Publications de la Société de géographie de Lille, 1946.
- , *Essai sur la formation du paysage rural français*, Tours, Arrault, 1934.
- DIÁZ-BRIGUETS Sergio, Pérez-López Jorge, *Conquering Nature: The Environmental Legacy of Socialism in Cuba*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.
- DOEL Ronald E., «Quelle place pour les sciences de l'environnement physique dans l'histoire environnementale?», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4, octobre-décembre 2009, p. 137-164.
- DORÉ Elizabeth, «Environment and society: long-term trends in Latin American mining», *Environment and History*, 6, 2000, p. 1-29.
- , «How Sustainable Were Pre-Columbian Civilizations?», in *Green Guerrillas: Environmental Conflicts and Initiatives in Latin America and the Caribbean*, éd. Helen COLLINSON, Montreal, Black Rose Books, 1997, p. 47-50.
- DORSEY Kurkpatrick, *The Dawn of Conservation Diplomacy: U.S.–Canadian Wildlife Protection Treaties in the Progressive Era*, Seattle, University of Washington Press, 1998.
- DOSSE François, «La ressource géographique en histoire», *Espace Temps*, «Histoire / géographie», 2. Les promesses du désordre», 1998, n° 68/69/70.
- DOUGLAS I., HODGSON R., LAWSON N., «Industry, environment, and health through 200 Years in Manchester», *Ecological Economics*, 41-2, 2002, p. 235-55.
- DOUKI Caroline, MINARD Philippe, «Histoire globale, histoires connectées: un changement d'échelle historiographique?», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, 54-4bis, p. 7-21.
- DRAYTON Richard, *Nature's Government: Science, Imperial Britain, and the «Improvement» of the World*, New Haven, Yale University Press, 2000.
- DUNIN-WASOWICZ Teresa, «Environnement et habitat: la rupture de l'équilibre du XIII^e siècle dans la Grande Plaine européenne», *Annales: E.S.C.*, 35, 1980, p. 1026-1045.
- DUNLAP Thomas R., *DDT: Scientists, Citizens and Public Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1981.
- DUPUY Gabriel, *L'Urbanisme des réseaux*, Paris, Armand Colin, 1991.
- East-central Europe and the Former Soviet Union: Environment and Society*, éd. David TURNOCK, New York, Oxford University Press, 2001.
- EAST Gordon, *The Geography behind History*, London, T. Nelson, 1938.
- EASTERBROOK Gregg, *A Moment on Earth: The Coming Age of Environmental Optimism*, New York, Viking, 1995.
- EATON Richard, *The Rise of Islam and the Bengal Frontier, 1204-1760*, Berkeley, University of California Press, 1993.
- EAUBONNE Françoise d', *Le Féminisme ou le mort*, Paris, Horay, 1974.
- El Niño, History and Crisis: Studies from the Asia-Pacific Region*, éd. Richard GROVE and John CHAPPELL, Cambridge, White Horse Press, 2000.
- ELKIND Sarah, *Bay Cities and Water Politics: The Battle for Resources in Boston and Oakland*, Lawrence, University of Kansas Press, 1998.
- ELVIN Mark, «Three thousand years of unsustainable development: China's environmental history from archaic times to the present», *East Asian History*, 6, 1993, p. 7-46.
- , «The Environmental Legacy of Imperial China», *China Quarterly*, 156, 1998, p. 733-756.
- , *The Retreat of the Elephants: An Environmental History of China*, New Haven, Yale University Press, 2004.
- Encountering the Past in Nature: Essays in Environmental History*, éd. Timo MYLLYNTAUS and Mikko SAIKKU, Athens, Ohio University Press, 2001.
- Encyclopædia of World Environmental History*, Shepard KRECH III, John R. McNEILL, Carolyn MERCHANT (éd.), New York, Londres, Routledge, 2004.
- ENDFIELD Georgina, O'HARA Sarah, METCALFE Sarah, «Palaeoenvironmental reconstruction in the Mexican Highlands: an appraisal of traditional theory», in *People as Agents of Environmental Change*, éd. Reynold NICHOLSON and Terry O'CONNOR, Oxbow Monographs 16, 2000, p. 81-92.
- ENDFIELD Georgina, O'HARA Sarah, «Conflicts over Water in "The Little Drought Age" in Central Mexico», *Environment and History*, 3, 1997, p. 255-272.
- , «Perception or deception? Land degradation in post-conquest Michoacan, West Central Mexico», *Land Degradation and Development*, 10-4, 1999, p. 381-396.
- Environmental Histories of New Zealand*, éd. Eric PAWSON, Tom BROOKING, Melbourne, Oxford University Press, 2002.
- Environmental History and Policy: Still Settling Australia*, éd. Stephen DOVERS, Melbourne, Oxford University Press, 2000.
- Environmental History in the Pacific World*, éd. John R. McNEILL, Aldershot, Ashgate, 2001.
- Environmental Problems of European Cities of the 19th and 20th Centuries*, éd. Christoph BERNHARDT, Münster, Waxmann, 2000.

- EVANS Clinton, *The War on Weeds in the Prairie West: An Environmental History*, Calgary, University of Calgary Press, 2002.
- EVENDEN Matthew, *Fish vs. Power: An Environmental History of the Fraser River*, New York, Cambridge University Press, 2004.
- FAIRHEAD James, Leach Melissa, *Misreading the African Landscape*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- FEBVRE Lucien, «Le problème de la géographie humaine: à propos d'ouvrages récents», *Revue de synthèse historique*, t. 35-103&105, —, *La Terre et l'évolution humaine* [1922], Paris, Albin Michel, 1970.
- FERRY Luc, *Le Nouvel Ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992.
- FIGE Mark, *Irrigated Eden: The Making of an Agricultural Landscape in the American West*, Seattle, University of Washington Press, 1999.
- FLANNERY Tim, *The Future Eaters: An Ecological History of the Australasian Land and People*, Chatswood, Reed, 1994.
- FLORES Dan, «Place: an argument for bioregional history», *Environmental History Review*, 18, hiver 1994, p. 1-18. —, *The Natural West. Environmental History in the Great Plains and Rocky Mountains*, Norman, University Press of Oklahoma, 2001.
- FOLCHI Donoso Mauricio, «La insostenibilidad de la industria del cobre en Chile: los hornos y los bosques durante el siglo XIX», *Revista Mapocho*, 49, 2001, p. 149-175.
- FORD Caroline, «Landscape and environment in French historical and geographical thought: new directions», *French Historical Studies*, 24-1, hiver 2001, p. 125-134.
- FOSTER David, «Thoreau's country: a historical-ecological perspective on conservation in the New England landscape», *Journal of Biogeography*, 19, p. 1537-55.
- FOSTER John Bellamy, *Marx's Ecology. Materialism and culture*, New York, Monthly review Press, 2000.
- FRADKIN Philip, *A River No More: The Colorado River and the West*, Berkeley, University of California Press, 1996.
- FRANCAVIGLIA Richard, *The Cast Iron Forest: A Natural and Cultural History of the North American Cross Timbers*, Austin, University of Texas Press, 1998.
- FRIDOLIN Krausmann E.g., HABERL Helmut, «The Process of industrialization from the perspective of energetic metabolism: socioeconomic energy flows in Austria, 1830-1995», *Ecological Economics* 41, 2002, p. 177-201.
- FRIEDMAN Susan W., Marc Bloch, *Sociology and Geography. Encountering changing disciplines*, Cambridge studies in historical Geography, 24, 1996.
- GADGIL Madhav, GUHA Ramachandra, *This Fissured Land: An Ecological History of India*, Berkeley, University of California Press, 1992.
- GALEANO Eduardo, *Las venas abiertas de América Latina*, Mexico City, Siglo XXI, 1972.
- GARRONE Giovanna Galante, GRISERI Andreina, LOMBARDINI Sandro, MAMINO LORENZO, TORRE Angelo, *Le Risorse culturali delle valli monregalesi e la loro storia*, vol. 2 de la série *Valli monregalesi: immagini di un paesaggio culturale*, Savigliano, Edizioni L'Artistica, 1999.
- GEERTZ Clifford, *Agricultural Invention. The Processes of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley, University of California Press, 1966.
- Geographies of Nineteenth-Century Science*, éd. David N. LIVINGSTONE, Charles W.J. WITHERS, Chicago, University of Chicago Press, 2011.
- GEORGE Pierre, *L'Environnement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971
- GILES-VERNICK Tamara, *Cutting the Vines of the Past: Environmental Histories of the Central African Rain Forest*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2002.
- GLACKEN Clarence, *Traces on the Rhodian Shore*, Berkeley, University of California Press, 1967.
- GONZÁLEZ DE MOLINA Manuel, *Historia y medio ambiente*, Madrid, Eudema, 1993.
- GOODWIN Neva R., «The rounding of the Earth: ecology and global history», in Bruno MAZLISH, J. Ralph BUULTJENS (éd.), *Conceptualizing Global History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 27-46.
- GORDON Robert, «“Shell No!”: OCAW and the labor-environment alliance», *Environmental History*, 3-4, octobre 1998, p. 460-487.
- GOTTLIEB Robert, *Forcing the Spring: The Transformation of the American Environmental Movement*, Washington D.C., Island Press, 1993
- GOUBERT Jean-Pierre, *La Conquête de l'eau: l'avènement de la santé à l'âge industriel*, Paris, R. Laffont, 1986.
- GOUDIE Andrew, *The Human Impact on the Natural Environment*, Cambridge, MIT Press, 1990.
- GOUDSBLOM Johan, *Fire and Civilization*, New York, Penguin U.S.A., 1995.
- GRIFFITHS Tom, *Forests of Ash: An Environmental History*, Cambridge and New York, Cambridge University Press, 2001.

- GROVE Alfred T., RACKHAM Oliver, *The Nature of Mediterranean Europe: An Ecological History*, New Haven, Yale University Press, 2001.
- GROVE Richard, «El Niño chronology and the history of socio-economic and agrarian crisis in south and southeast Asia, 1250-1900», in *Land Use – Historical Perspectives: Focus on Indo-Gangetic Plains*, éd. Yash P. ABROL, Satpal SANGWAN, and Mitilesh K. TIWARI, New Delhi, Allied Publishers, 2002, p. 147-157.
- «Global impact of the 1789-93 El Niño», *Nature*, 393, 1998, p. 318-319.
- *Green Imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, New York, Cambridge University Press, 1995.
- «Conserving Eden: the (European) East India Companies and their environmental policies on St. Helena, Mauritius and in Western India, 1660 to 1854», *Comparative Studies in Society and History*, 35-2, avril 1993, p. 318-351.
- «Environmental History», in Peter BURKE (éd.), *New Perspectives on Historical Writing*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 2001 [2nd édition], p. 261-282.
- *Les Îles du Paradis. L'invention de l'écologie aux colonies*, présenté par Grégory Quenet, Paris, La Découverte, 2013.
- GRUALICH Michel, «Myths of Paradise Lost in Pre-Hispanic Central Mexico», *Current Anthropology* 24, 1983, p. 575-588.
- GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A Global History*, New York, Longman, 2000.
- *The Unquiet Woods: Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*, New Delhi, Oxford University Press, 1989.
- «Radical American environmentalism and wilderness preservation: a third world critique», *Environmental Ethics*, 11, 1989, p. 71-83.
- GUHA Ramachandra, MARTÍNEZ-ALIER Juan, *Varieties of environmentalism: essays North and South*, London, Earthscan Publications, 1997.
- GUHA Sumit, *Environment and Ethnicity in India, 1200-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- GUILLERME André, *Les Temps de l'eau: la cité, l'eau et les techniques: nord de la France: fin III^e-début XIX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.
- GUMPRECHT Blake, *The Los Angeles River: Its Life, Death, and Possible Rebirth*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1999.
- HAMILTON Clive, *Les Apprentis-sorciers du climat*, Paris, Le Seuil, 2013.
- HAMLIN Christopher, *Public Health and Social Justice in the Age of Chadwick: Britain, 1800-1854*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- HARDIN Garrett, «The tragedy of the commons», *Science*, 1968, 162-3859, p. 1243-1248.
- HARMS Robert, *Games against nature: an eco-cultural history of the Nunu of Equatorial Africa*, New York, Cambridge University Press, 1987.
- HAYS Samuel P., *A History of Environmental Politics since 1945*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.
- *Beauty, Health, and Permanence: Environmental Politics in the United States, 1955-1985*, New York, Cambridge University Press, 1987.
- *Conservation and the Gospel of Efficiency: The Progressive Conservation Movement, 1890-1920*, Cambridge, Harvard University Press, 1959.
- *Explorations in Environmental History*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1998.
- HERRERA Guillermo Castro, MONZOTE Reinaldo Funes, «La historia ambiental (hecha) en América Latina y el Caribe. Une actualización», in *Naturaleza en declive*, éd. Reinaldo Funes MONZOTE, Valencia, UNED, 2008, p. 29-61.
- HERRERA Guillermo Castro, «The environmental crisis and the tasks of history in Latin America», *Environment and History*, 3, 1997, p. 1-18.
- HIDETOSHI Arakawa, «Remarkable Winters in Japan from the Seventh Century», *Geofisica pura e applicata* 30, 1955, p. 144-146.
- HIKT Paul, *A Conspiracy of Optimism: Management of the National Forests Since World War Two*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1994.
- Historia y medio ambiente en el territorio almeriense*, éd. Andrés Sánchez PICÓN, Almería, Universidad de Almería Servicio de Publicaciones, 1996.
- Historia y medio ambiente*, éd. Alberto Sabio ALCUTÉN and Iñaki Iriarte GOÑI, Huesca, Instituto de Estudios Altoaragoneses, 2001.
- Historical Ecology: Cultural Knowledge and Changing Landscapes*, éd. Carole CRUMLEY, Santa Fe, School of American Research Press, 1994.
- HOFFMAN Richard, «Economic development and aquatic ecosystems in medieval Europe», *American Historical Review*, 101, 1996, p. 631-669.
- HOLLANDER Jack, *The Real Environmental Crisis*, Berkeley, University of California Press, 2003.

- HOSKINS William George, *The Making of the English landscape*, London, Hodder and Stoughton, 1955.
- HUGHES J. Donald, *An Environmental History of the World: Humankind's Changing Role in the Community of Life*, London and New York, Routledge, 2001.
- , *Pan's Travail: Environmental Problems of the Ancient Greeks and Romans*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1994.
- , «Ecology and development as narrative themes of world history», *Environmental History Review*, 19, printemps 1995, p. 1-16.
- , «Global dimensions of environmental history», *Pacific Historical Review*, 70-1, février 2001, p. 91-101.
- , *What is environmental history?*, Cambridge, Polity Press, 2006
- HUGUES, J. Donald (éd.), *The Face of the earth. Environment and World History*, New York, M.E. Sharpe, 2000.
- HURLEY Andrew, *Environmental Inequalities: Class, Race, and Industrial Pollution in Gary, Indiana, 1945-1980*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995.
- HUTTON Drew, CONNORS Libby, *A History of the Australian Environmental Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- HYAMS Edward, *Soil and Civilization*, New York, Harper & Row, 1975.
- IGLER David, *Industrial Cowboys: Miller & Lux and the Transformation of the Far West, 1850-1920*, Berkeley, University of California Press, 2001.
- ILIFFE John, *Africans: The History of a Continent*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- INGOLD Alice, «Écrire la nature: de l'histoire sociale à la question environnementale?», *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66-1, 2011, p. 1-29.
- IRLAND Lloyd C., *The Northeast's Changing Forest*, Petersham, Massachusetts, Harvard University Forest, 1999,
- ISENBERG Andrew, *The Destruction of the Bison: An Environmental history*, New York, Cambridge University Press, 2000.
- JACOBS Nancy, *Environment, Power, and Injustice: A South African History*, New York, Cambridge University Press, 2003.
- JACOBY Karl, *Crimes Against Nature: Squatters, Poachers, Thieves, and the Hidden History of American Conservation*, Berkeley, Calif., University of California Press, 2001.
- JAMIESON Duncan R. «American Environmental History», *Choice*, 32-1, septembre 1994, p. 49-60.
- JAS Nathalie, «Public Health and Pesticide Regulation in France Before and After *Silent Spring*», *History and Technology*, 23-4, 2007, p. 369-388.
- JASEN Patricia, *Wild Things: Nature, Culture, and Tourism in Ontario, 1790-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1995.
- JOHNSON Hildegard Binder, *Order upon the land. The US Rectangular land Survey and the Upper Mississippi Country*, New York, Oxford University Press, 1976.
- JOLLIVET Marcel (éd.), *Sciences de la nature, sciences de la société: les passeurs de frontières*, Paris, CNRS Éditions, 1992.
- JOSEPHSON Paul, *Industrialized Nature: Brute Force Technology and the Transformation of the Natural World*, Washington, Island Books, 2002.
- JUDD Richard W., *Common Lands, Common People: The Origins of Conservation in Northern New England*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1997.
- JUDD Richard, «Approches en histoire environnementale: le cas de la Nouvelle-Angleterre et du Québec», *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, n° 9-1, 2006, p. 67-92.
- KELMAN Ari, *A River and Its City: The Nature of Landscape in New Orleans*, Berkeley, University of California Press, 2003.
- JACKSON Kenneth, *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, New York, Oxford Press, 1985.
- KALAORA Bernard, VLASSOPOULOS Chloé, *Pour une sociologie de l'environnement: environnement, société et politique*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.
- KENZER Martin S. (éd.), *Carl O. Sauer: A Tribute*, Corvallis, Oregon State University, 1987.
- KIRCH Patrick V., *On the Road of the Winds: An Archeological History of the Pacific Islands before European Contact*, Berkeley, University of California Press, 2000.
- KJAERGAARD Thorkild, *The Danish Revolution, 1500-1880: An Ecohistorical Interpretation*, New York, Cambridge University Press, 1994.
- KJEKSHUS Helge, *Ecology Control and Economic Development in East African History*, Berkeley, University of California Press, 1977.
- KLINE, Benjamin. *First Along the River: A Brief History of the U.S. Environmental Movement*. 2nd édition. San Francisco, Acada Books, 2000.
- LABROUSSE Ernest, *L'Histoire sociale. Sources et méthodes*, Paris, PUF, 1967.

- LACHIVER Marcel, *Vins, vigne et vigneron en région parisienne du XVII^e au XVIII^e siècle*, Pontoise, Société historique et archéologique de Pontoise, du Val d'Oise et du Vexin, 1982.
- LASCOURMES Pierre, *L'Éco-pouvoir*, Paris, La Découverte, 1994.
- LAM Pem-Er, *Green Politics in Japan*, London, Routledge, 1999.
- LANGSTON Nancy, *Forest Dreams, Forest Nightmares. The Paradox of Old Growth in the Inland West*, Seattle, University of Washington Press, 1996.
- LANGSTON Nancy, *Where Land & Water Meet: A Western Landscape Transformed*, Seattle, Wash., 2003.
- Le Démon moderne : La pollution dans les sociétés urbaines et industrielles d'Europe*, éd. Geneviève MASSARD-GUILBAUD et Christoph BERNHARDT, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002.
- LE ROY LADURIE Emmanuel, « Climats et récoltes aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 15-3, 1960, p. 434-465.
- « Histoire et climats », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 14-1, 1959, p. 3-34.
- *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, 1967 ; 2^e éd. Paris, 1983, p. 6.
- *Le Territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1973.
- *Les Paysans de Languedoc*, Paris – La Haye, Mouton, 1974.
- « Histoire et environnement », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 29-3, 1974, p. 537.
- *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Gallimard, 1975, édition revue et corrigée Paris, Gallimard, 1982.
- *Times of Feast, Times of Famine: A History of Climate since the Year 1000*, New York, Doubleday, 1971.
- LE ROY LADURIE Emmanuel (éd.), « Histoire et environnement », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 29-3, 1974.
- LEACH Melissa, GREEN Cathy, « Gender and environmental history: from representation of women and nature to gender analysis of ecology and politics », *Environment and History*, 3, 1997, p. 343-370.
- LEIBHARDT Barbara, « Interpretation and causal analysis: theories in environmental history », *Environmental Review*, 12-1, 1988, p. 23-36.
- LEPETIT Bernard, « De l'échelle en histoire », in *Id.*, *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 92.
- « Espace et histoire », dans *Id.*, *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 129-141.
- LEWIS Chris H. « Telling stories about the future: environmental history and apocalyptic science », *Environmental History Review*, 17, printemps 1993, p. 43-60.
- LIEBERMAN Victor, *Strange Parallels. Southeast Asia in Global Context, c. 800-1830*, vol. 1 : « Integration on the Mainland », vol. 2 : « Mainland Mirrors. Europe, Japan, China, South Asia, and the Islands », Ann Arbor, University of Michigan Press, 2003 et 2009.
- LIPSETT-RIVERA Sonya, *To Defend Our Water with the Blood of Our Veins: The Struggle for Resources in Colonial Puebla*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999.
- LOMBORG Bjørn, *The Skeptical Environmentalist: Measuring the Real State of the World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- LOUTER David, *Windshield Wilderness: The Automobile and the Meaning of National Parks in Washington State*, Seattle, University of Washington Press, 2006.
- LOWENTHAL, George Perkins Marsh: *Prophet of Conservation*, Seattle, University of Washington Press, 2000.
- LUCKIN Bill, *Pollution and Control: A Social History of the Thames in the Nineteenth Century*, Bristol, Hilger, 1986.
- MACÉACHERN Alan, « Voices crying in the wilderness: recent works in Canadian environmental history », *Acadiensis*, 31, 2002, p. 215-226.
- *Natural Selections: National Parks in Atlantic Canada, 1935-1970*, Montreal: McGill-Queen's University Press, 2001.
- MACKENZIE John M., *The Empire of Nature: Hunting, Conservation and British Imperialism*, Manchester, Manchester University Press, 1988.
- *Empires of Nature and the Nature of Empires: Imperialism, Scotland and the Environment*, East Linton, Tuckwell Press, 1997.
- MALIN James, *The Grassland of North America: Prolegomena to Its History*, Lawrence, James C. Malin, 1947.
- Man's Role in Changing the Face of the Earth*, éd. William L. THOMAS, 2 vols., Chicago, University of Chicago Press, 1956.
- MANNION Annette, *Global Environmental Change: A Natural and Cultural History*, Harlow, Longman, 1991.
- Mappae Mundi: Humans and their Habitats in a Long-Term Socio-Ecological Perspective*, éd. B. de VRIES and J. GOUDSBLOM, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2002.

- MARCEL Odile, *Littoral: les aventures du Conservatoire du littoral*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.
- MARKS Robert, *Tigers, Rice, Silk, and Silt: Environment and Economy in Late Imperial South China*, New York, Cambridge University Press, 1998.
- «Asian tigers: the real, the symbolic, the commodity», *Nature and Culture*, 1-1, Spring 2006, p. 63-87.
- MARSH George Perkins, *The Earth as Modified by Human Action; A Last Revision of «Man and Nature»*, New York, Scribners, 1885.
- MARTINEZ-ALIER Joan, *The environmentalism of the poor: a study of ecological conflicts and valuation*, Cheltenham, Edward Elgar 2002.
- MASSARD-GUILBAUD Geneviève, «De la "part du milieu" à l'histoire de l'environnement», *Le mouvement social*, 200, 2002, p. 64-72.
- *Histoire de la pollution industrielle: France 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.
- MATHIS Charles-François, SLUYTER Andrew, «Intellectual Relations between Historical Geography and Latin Americanist Geography», *Journal of Latin American Geography*, 6-1, 2007, p. 25-41.
- MATHEWSON Kent, *Carl Sauer on Culture and Landscape: Readings and Commentaries*, Baton Rouge, LSU Press, 2009.
- MATHIEU Nicole, et JOLLIVET Marcel (éd.), *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- MATHIS Charles-François, MOUHOT Jean-François, *Une protection de l'environnement à la française? XIX^e-XX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.
- MATHIS Charles-François, MOUHOT Jean-François (éd.), «Penser l'écologie politique en France au XX^e siècle», *Écologie & Politique*, 44, 2012.
- MCCANN JAMES, *Green Land, Brown Land, Black Land: An Environmental History of Africa, 1800-1990*, Portsmouth, Heinemann, 1999.
- *Maize and Grace: A History of Africa's Encounter with a New World Crop, 1500-2000*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.
- MCCORMICK John, *Reclaiming Paradise: The Global Environmental Movement*, Bloomington, Indiana University Press, 1989.
- MCÉVOY Arthur, «Toward an interactive theory of nature and culture: ecology, production, and cognition in the California fishing industry», in *The Ends of the Earth: Perspectives on Modern Environmental History*, éd. Donald Worster, New York, Cambridge University Press, 1988, p. 211-229.
- *The Fisherman's Problem: Ecology and Law in the California Fisheries, 1850-1980*, New York, Cambridge University Press, 1986.
- MCKENZIE J.C., «Climate in Burma's history», *Journal of the Burma Research Society*, 3, 1913, p. 40-46.
- MCNEILL John *The Mountains of the Mediterranean World: An Environmental History*, New York, Cambridge University Press, 1992.
- *Something New Under the Sun: An Environmental History of the 20th-century World*, New York, Norton, 2000; trad. fr.: *Du nouveau sous le soleil. Une histoire environnementale du XX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 2010.
- *Mosquito Empires: Ecology and War in the Greater Caribbean, 1620-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- MCNEILL William, *The Human Condition: An Ecological and Historical View*, Princeton, Princeton University Press, 1980.
- MCNEILL William, *The Rise of the West. A History of the Human Community*, Chicago, University of Chicago Press, 1963.
- MCPHEE Peter, *Revolution and Environment in Southern France: Peasants, Lords and Murder in the Corbières, 1780-1830*, Oxford, Oxford University Press, 1999.
- MEIGGS Russell, *Trees and Timber in the Ancient World*, Oxford, Clarendon Press, 1982.
- MEINIG D. W., *On the Margins of the Good Earth: The South Australian Wheat Frontier, 1869-1884*, Adelaide, Rigby, 1962.
- MELOSI Martin, «Cities, technical systems and the environment», *Environmental History Review*, 14, 1990, p. 45-64.
- «The place of the city in environmental history», *Environmental History Review*, 17, 1993, p. 1-23.
- *Pollution and Reform in American Cities, 1870-1930*, Austin, University of Texas Press, 1980.
- *Garbage in the Cities: Refuse, Reform, and Environment 1880-1980*, College Station, Texas A & M University Press, 1981.
- *The Sanitary City: Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2000.
- MELVILLE Elinor, *A Plague of Sheep*, New York, Cambridge University Press, 1994.
- MENDRAS Henri, *La Fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française*, Paris, S.É.D.É.I.S., 1967.

- MERCHANT Carolyn, «The theoretical structure of ecological revolutions», *Environmental Review*, 11, 1987, p. 265-74.
- «Gender and environmental history», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1117-1121.
- *The Death of Nature: Women, Ecology, and the Scientific Revolution*, San Francisco, Harper Collins, 1983.
- *Ecological Revolutions: Nature, Gender and Science in New England*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1989.
- *Major Problems in American Environmental History*, Boston, Houghton Mifflin, 1993.
- «Shades of darkness: race and environmental history», *Environmental History*, 8-3, 2003, p. 380-394.
- Method and Meaning in Canadian Environmental History*, Alan MACEachern, William J. TURKEL (éd.), Toronto, Nelson College Indigenous, 2009.
- Metropolitan Natures. Environmental Histories of Montreal*, Stéphane CASTONGUAY et Michèle DAGE-NAIS (éd.), Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011.
- MILLER Char, «An Open Field», *Pacific Historical Review*, 70, 2001, p. 71-73.
- MILLER Shawn, *Fruit-less Trees, Portuguese Conservation and Brazil's Colonial Timber*, Stanford, Stanford University Press, 2000.
- *An Environmental History of Latin America*, New York, Cambridge University Press, 2007.
- MITMAN Greg, «In search of health: landscape and disease in American environmental history», *Environmental History*, 10-2, avril 2005, p. 184-210.
- MONZOTE Reinaldo Funes, «La conquista de Camagüey por el azúcar, 1898-1926: El impacto ambiental de un milagro económico», *Tiempos de América*, 8, 2001, p. 3-28.
- MOORE Jason, «The modern world-system as environmental history? Ecology and the rise of capitalism», *Theory and Society*, 32, 2003, p. 307-377.
- MORENO Diego, «A proposito di storia delle risorse ambientali. Dal terreno al documento», *Quaderni storici*, 72, 1989, p. 883-896.
- MORICEAU Jean-Marc, *Histoire du méchant loup : 3000 attaques sur l'homme en France XV^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2007.
- *Histoire et géographie de l'élevage français : XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 2005.
- *La Terre et les paysans aux XVI^e et XVII^e siècles*. Guide d'histoire agraire, Rennes, Association d'histoire des sociétés rurales, 1999.
- MORDIN Edgar, LE ROY LADURIE Emmanuel (éd.), *L'homme et l'environnement : quelle histoire?*, Blois, Les rendez-vous de l'Histoire, 2001.
- MORSE Kathryn, *The Nature of Gold: An Environmental History of the Klondike Gold Rush*, Seattle, Wash., 2003.
- MOSLEY Stephen, *The Chimney of the World: A History of Smoke Pollution in Victorian and Edwardian Manchester*, Cambridge, White Horse Press, 2001.
- «Common Ground: Integrating Social and Environmental History», *Journal of Social History*, 39.3, 2006, p. 915-933.
- MOUHOT Jean-François, *Des esclaves énergétiques : réflexions sur le changement climatique*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.
- MUSSET Alain, *De l'eau vive à l'eau morte: 1492-1992: enjeux techniques et culturels dans la vallée de Mexico (XV^e-XIX^e siècles)*, Paris, Éditions recherche sur les civilisations, 1991.
- NASH Linda, «The changing experience of nature: historical encounters with a Northwest river», *Journal of American History*, 86-4, 2000, p. 1600-1629.
- NASH Roderick, «American environmental history: a new teaching frontier», *Pacific Historical Review*, 363, 1974, p. 362-372.
- *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 1967. [4th edition], New Haven, Yale University Press, 2001.
- «The state of environmental history», in *The State of American History*, éd. Herbert J. BASS, Quadrangle, 1970, p. 249-260.
- Naturaleza transformada*, éd. Manuel GONZÁLEZ DE MOLINA and Joan MARTÍNEZ ALIER, Barcelona, Icaria Editorial, 2001.
- Nature and the Orient: The Environmental History of South and Southeast Asia*, éd. Richard GROVE, Vinita DAMODARAN, and Satpal SANGWAN, Delhi, Oxford University Press, 1998.
- Northern Europe. An Environmental History*, Tamara WHITED (éd.), Santa Barbara, ABC Clío, 2005.
- NUNN Patrick, *Environmental Change in the Pacific Basin: Chronologies, Causes, and Consequences*, Chichester, Wiley, 1999.
- O'CONNOR James. «What is Environmental History? Why Environmental History?», *Capitalism, Nature, Socialism*, 8-2, juin 1997, p. 1-27.
- OPIE John, *Nature's Nation: an Environmental History of the United State*, Fort Worth, Harcourt Brace, 1998.

- OPIE John, «Environmental history: pitfalls and opportunities», *Environmental Review*, 7, 1983, p. 8-16.
- ORTIZ Monasterio Fernando, FERNÁNDEZ Tijero Isabel, *Tierra profanada: historia ambiental de México*, Mexico City, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1987.
- PÁDUA José Augusto, *Um Sopro de destruição: pensamento político e crítica ambiental no Brasil escravista (1786-1888)*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2002.
- Paper Landscapes: Explorations in the Environmental History of Indonesia*, éd. Peter BOOMGAARD, Freek COLOMBIJN, and David HENLEY, Leiden, KITLV Press, 1997.
- PECK Gunther, «The nature of labor: fault lines and common ground in environmental and labor history», *Environmental History*, 11-2, avril 2006, p. 212-238.
- People and Nature in Historical Perspective*, éd. József LASZLOVSKY and Péter SZABÓ, Budapest, Central European University, Department of Medieval Studies, 2003.
- PEPPER David, *Modern Environmentalism: An Introduction*, London, Routledge, 1996.
- PERDUE Peter, *Exhausting the Earth: State and Peasant in Hunan, 1550-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.
- *China Marches West: The Qing Conquest of Central Eurasia*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.
- PERKINS John H., *Insects, Experts and the Insecticide Crisis: the Quest for New Pest Management Strategies*, New York, Plenum Press, 1982.
- PÉSSIS Céline, TOPÇU Sezin, BONNEUIL Christophe (éd.), *Une autre histoire des «Trente Glorieuses». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013.
- PEISTER Christian, BRIMBLECOMBE Peter, *The Silent Countdown: Essays in European Environmental History*, Berlin, Springer Verlag, 1990.
- PFISTER Christian, *Das Klima der Schweiz von 1525 bis 1860 und seine Bedeutung in der Geschichte von Bevölkerung und Landwirtschaft*, Bern, Academia Helvetica, 1984.
- *Wetterwundersage: 500 Jahre Klimavariationen und Naturkatastrophen (1496-1995)*, Bern, Haupt, 1999.
- PISANI Donald J., *Water and American Government: The Reclamation Bureau, National Water Policy, and the West, 1902-1935*, Berkeley, University of California Press 2002.
- PLANHOL Xavier de, «Le déboisement de l'Iran», *Annales de géographie*, 78, 1969, p. 625-635.
- PLUGFELDER Gregory M., WALKER Brett L., éd., *Japanimals: History and Culture in Japan's Animal Life*, Ann Arbor, University of Michigan, 2005.
- POMERANZ Kenneth, *The Making of a Hinterland*, Berkeley, University of California Press, 1993.
- *The Great Divergence: China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- PONTING Clive, *A Green History of the World*, London, Sinclair-Stevenson, 1991.
- PORTER Dale, *The Thames Embankment: Environment, Technology and Society in Victorian London*, Akron, University of Akron Press, 1998.
- POWELL J. M., *A Historical Geography of Modern Australia: The Restive Fringe*, Cambridge, Eng.: Cambridge University Press, 1988.
- PRICE Jennifer, *Flight Maps: Adventures with Nature in Modern America*, New York, Basic books, 1999.
- PYNE Stephen, *Fire: A Brief History*, Seattle, University of Washington Press, 2001.
- PYNE Stephen, *Vestal Fire: An Environmental History, Told through Fire, of Europe and Europe's Encounter with the World*, Seattle, University of Washington Press, 1997.
- *World Fire: The Culture of Fire on Earth*, Seattle, University of Washington Press, 1995.
- *Fire in America. A Cultural History of Wildland and Rural fire*, Princeton, Princeton University Press, 1982.
- «Firestick history», *The Journal of American History*, Vol. 76-4, mars 1990, p. 1132-1141.
- QUENET Grégory, «Environnement», in Dominique PESTRE (dir.), *Histoire des sciences*, vol.1, Stéphane VAN DAMME (dir.), 1450-1770, Paris, Seuil, 2014.
- «L'émergence de l'histoire environnementale», in *À quoi pensent les historiens*, Christophe GRANGER (dir.), Paris, Autrement, 2013, p. 241-257.
- RACKHAM Oliver, MOODY Jennifer, *The Making of the Cretan Landscape*, Manchester, Manchester University Press, 1996.
- RADDING Cynthia, «Ecología y cultura en dos fronteras misionales: Sonora (Nueva España) y Chiquitos (Alto Perú) en la época postjesuítica», in *Estudios sobre historia y ambiente en América*, éd. Bernardo García MARTÍNEZ and Alba González JACOME, Mexico City, El Colegio de México, 1999, p. 265-285.
- RADDING Cynthia, *Wandering Peoples: Colonialism, Ethnic Spaces and Ecological Frontiers in Northwestern Mexico, 1700-1850*, Durham, Duke University Press, 1997.
- RADKAU Joachim, *Natur und Macht: Eine Weltgeschichte der Umwelt*, Munich, Beck, 2000; trad. *Nature and Power: A Global History of the Environment*, New York, Cambridge University Press, 2008.

- Regional dynamics: Burgundian landscapes in historical perspective*, Carole CRUMLEY et William H. MARQUARDT (éd.), San Diego, Academic Press, 1987.
- RICHARDS John, *The Unending Frontier: An Environmental History of the Early Modern World*, Berkeley, University of California Press, 2003.
- RITVO Harriet, *The Animal Estate: The English and Other Creatures in the Victorian Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1987 ;
- ROBERTS Neil, *The Holocene: An Environmental History*, Oxford, Blackwell, 1989.
- ROBIN Libby, *Defending the Little Desert: The Rise of Ecological Consciousness in Australia*, Carlton South, Melbourne University Press, 1998.
- ROLLS Eric, *They All Ran Wild: The Story of Pests on the Land in Australia*, Sydney, Angus & Robertson, 1969.
- ROME Adam, *The Bulldozer in the Countryside: suburban sprawl and the rise of the American environmentalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- «What really matters in history? Environmental perspectives on modern America», *Environmental History*, 7-2, avril 2002, p. 303-318.
- ROSEN Christine, TARR Joel, «The importance of an urban perspective in environmental history», *Journal of Urban History*, 20, 1994, p. 299-310.
- RUSSELL Edmund, *War and Nature: Fighting Humans and Insects with Chemicals from World War I to Silent Spring*, New York, Cambridge University Press, 2001.
- «Evolutionary history: prospectus for a new field», *Environmental History*, 8-2, 2003, p. 204-228.
- RUSSEL Edmund, TUCKER Richard P. (éd.), *Natural Enemy, Natural Ally: Toward an Environmental History of Warfare*, Corvallis, Oregon State University Press, 2004.
- RUSSELL Emily, *People and the Land through Time: Linking Ecology and History*, New Haven, Yale University Press, 1998.
- SANSA Renato, «L'odore del contagio: Ambiente urbano e prevenzione delle epidemie nella prima età contemporanea», *Medicina & Storia*, 2, 2002, p. 83-108.
- SCHAMA Simon, *Landscape and Memory*, New York, Knopf, 1995 ; trad.fr.: *Le Paysage et la mémoire* (1995), Paris, Seuil, 1999.
- SCHANDL H., SCHULZ N. B., «Changes in the United Kingdom's natural relations in terms of society's metabolism and land use from 1850 to the present day», *Ecological Economics* 41 (2002), p. 203-221.
- SCHOENBRUN David, *A Green Place, a Good Place: Agrarian Change, Gender, and Social Identity in the Great Lakes Region to the 15th century*, Portsmouth, Heinemann, 1998.
- Sediments of Time: Environment and Society in Chinese History*, éd. Mark ELVIN and Ts'ui-jung LUI, New York, Cambridge University Press, 1998.
- SEDREZ Lise, «Environmental history of modern Latin America», in *A Companion to Latin American History*, éd. Thomas H. HOLLOWAY, Malden, Blackwell Publishing, 2008, p. 457
- SELLARS Richard W., *Preserving Nature in the National Parks: A History*, New Haven, Conn., 1997.
- SELLERS Christopher, «Thoreau's body: towards an embodied environmental history», *Environmental History*, 4, 1999, p. 486-514.
- SEMPLER Ellen, *Influences of Geographic Environment of the Basis of Ratzel's System of Anthropo-geography*, New York, Holt & Company, 1911.
- SHAPIRO Judith, *Mao's War against Nature*, New York, Cambridge University Press, 2001.
- SHERIDAN Thomas, *Where the Dove Calls: The Political Ecology of A Peasant Corporate Community in Northwestern Mexico*, Tucson, University of Arizona Press, 1988.
- SHOWERS Kate, «Soil erosion in the Kingdom of Lesotho: origins and colonial response, 1830s-1950s», *Journal of Southern African Studies*, 15, 1989, p. 263-286.
- SIEFFERLE Rolf-Peter, «Qué es la historia ecológico?» in *Naturaleza transformada*, éd. Manuel GONZÁLEZ DE MOLINA and Joan MARTÍNEZ ALIER, Barcelona, Icaria Editorial, 2001, p. 31-40
- *The Subterranean Forest: Energy Systems and the Industrial Revolution*, Cambridge, The White Horse Press, 2001.
- SILVER Timothy, *A New Face on the Countryside: Indians, Colonists, and Slaves in the South Atlantic Forests, 1500-1800*, New York, Cambridge University Press, 1990.
- SIMMONS Ian, *An Environmental History of Great Britain: From 10,000 Years Ago to the Present*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2001.
- *Changing the Face of the Earth: Culture, Environment, History*, Oxford, Blackwell, 1989.
- *Environmental History: A Concise Introduction*, Oxford, Blackwell, 1993.
- SIMONIAN Lane, *Defending the Land of the Jaguar: A History of Conservation in Mexico*, Austin, University of Texas Press, 1995.
- SIMSON John von, *Kanalisation und Städtigiene im 19. Jahrhundert*, Düsseldorf, VDI Verlag, 1983.
- SMIL Vaclav, *China's Environmental Crisis*, Armonk, M.E. Sharpe, 1993.
- *The Bad Earth: Environmental Degradation in China*, Armonk, M.E. Sharpe, 1984).

- SMITH Duane A., *Mining America: The Industry and the Environment, 1800-1980*, Lawrence, University of Kansas Press, 1987.
- SMOUT T. Christopher, *Nature Contested: Environmental History in Scotland and Northern England since 1600*, Edinburgh, University of Edinburgh Press, 2000.
- Social History and African Environments*, éd. William BEINART et Joann MCGREGOR, Athens, Ohio University Press, 2003.
- SÖRLIN Sverker, ÖCKERMAN Anders, *Jorden en ö: En global miljöhistoria*, Stockholm, Bokförlaget Natur och Kultur, 1998.
- SÖRLIN Sverker, WARDE Paul, «The problem of the problem of environmental history: a re-reading of the field», *Environmental History*, 12-1, janvier 2007, p. 107-130.
- SPENCE Mark David, *Dispossessing the Wilderness: Indian Removal and the Making of the National Parks*, New York, Cambridge University Press, 1999.
- SPIER Fred, *The Structure of Big History*, Amsterdam, University of Amsterdam Press, 1996.
- STEINBERG Ted, «Down to earth: nature, history and power in history», *American Historical Review*, 107, 2002, p. 798-820.
- *Down to Earth: Nature's Role in American History*, New York, Oxford University Press, 2002.
- *Nature Incorporated: Industrialization and the Waters of New England*, New York, Cambridge University Press, 1991.
- STEVENS Richter B., «Nature mastered by man: water and ideology in the Soviet Union», *Environment and History*, 3, 1998, p. 69-96
- STEWART Mart, «Environmental history: profile of a developing field», *The History Teacher*, 31, 1998, p. 351-368.
- STINE Jeffrey, TARR Joel, «At the intersection of histories: technology and the environment», *Technology and Culture*, 39, 1998, p. 601-640.
- STOLL Steven, *Larding the Lean Earth: Soil and Society in Nineteenth century America*, New York, Hill and Wang, 2003.
- *The Fruits of Natural Advantage: Making the Industrial Countryside in California*, Berkeley, University of California Press, 1998.
- Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*, éd. Pietro BEVILACQUA, Venice, Marsilio, 1989.
- STRADLING David, *Smokestacks and Progressives: Environmentalists, Engineers, and Air Quality in America, 1881-1951*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999.
- STROUD Ellen, «Troubled waters in Ecotopia: environmental racism in Portland, Oregon», *Radical History*, 74, printemps 1999, p. 65-95.
- «Does nature always matter? Following dirt through history», *History and Theory*, 42-4, décembre 2003, p. 75-81.
- SUTTER Paul S., *Driven Wild: How the Fight against Automobiles Launched the Modern Wilderness Movement*, Seattle, University of Washington Press, 2002.
- TARR Joel, *The Search for the Ultimate Sink: Urban Pollution in Historical Perspective*, Akron, University of Akron Press, 1996.
- TEBRAKE William, *Medieval frontier: culture and ecology in Rijnland*, College Station, Texas A & M Press, 1985.
- Technology and the Rise of the Networked City in Europe and America*, éd. Joel TARR et Gabriel DUPUY, Philadelphia, Temple University Press, 1988
- The Columbia Guide to American Environmental History*, éd. Carolyn MERCHANT, New York, Columbia University Press, 2002.
- The Earth as Transformed by Human Action: Global and Regional Changes in the Biosphere over the Past 300 Years*, éd. B. L. TURNER, William C. CLARK, Robert W. KATES, John F. RICHARDS, Jessica T. MATTHEWS, and William B. MEYER, New York, Cambridge University Press, 1990.
- ROTHMAN Hal, «A decade in the saddle: confessions of a recalcitrant editor», *Environmental History*, 7-1, janvier 2002, p. 9-21.
- RUSSELL Edmund, «Evolutionary history: prospectus for a new field», *Environmental History*, 8-2, 2003, p. 204-228.
- Seeing Nature Through Gender*, éd. Virginia SCHARFF, Lawrence, University Press of Kansas, 2003.
- STILGOE John, *Common landscape of America, 1580 to 1845*, New Haven, Yale University Press, 1982.
- TAYLOR Alan, «Unnatural inequalities: social and environmental histories», *Environmental History*, 4-1, octobre 1996, p. 6-19.
- TAYLOR III Joseph E., *Making Salmon: An Environmental History of the Northwest Fisheries Crisis*, Seattle, University of Washington Press, 1999.
- The Environment and World History*, éd. Edmund BURKE III et Kenneth POMERANZ, Berkeley, University of California Press, 2009
- The Exploited Seas: New Directions for Marine Environmental History*, éd. Poul HOLM, Tim SMITH, David STARKEY, St. John's, International Maritime Economic History Association, 2001.

- The Greening of Georgia: The Improvement of the Environment in the Twentieth Century*, Macon, Mercer University Press, 2002.
- The Rise of the Networked City in Europe and America*, éd. Joel TARR and Gabriel DUPUY, Philadelphia, Temple University Press, 1988.
- THIRGOOD J. V., *Man and the Mediterranean Forest*, London, Academic Press, 1981.
- THOMAS Keith, *Man and the Natural World: Changing Attitudes in England, 1500-1800* [1983], Oxford, Oxford University Press, 1996.
- THOMAS Romain, «La tentation du monde: "histoire globale" et "récit symétrique"», in *À quoi pensent les historiens? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, Christophe GRANGER (dir.), Paris, Autrement, 2012, p. 181-196.
- THRIFT Nigel, «Time and theory in human geography», *Progress in Human Geography*, 1-1, 1977, p. 65-101.
- TIFFEN Mary, MORTIMER Michael, GICHUKI Francis, *More People, Less Erosion: Environmental Recovery in Kenya*, Chichester, John Wiley, 1994.
- TORTOLERO Villaseñor Alejandro, *Tierra, agua y bosques: historia y medio ambiente en el México central*, Mexico City, Centre français d'études mexicaines et centroaméricaines, 1996.
- TOTMAN Conrad, *A History of Japan*, Malden, Blackwell, 2000.
- *Green Archipelago: Forestry in Preindustrial Japan*, Berkeley, University of California Press, 1988.
- TOYNBEE Arnold, *Mankind and Mother Earth: A Narrative History of the World*, New York, Oxford University Press, 1976.
- Transforming New Orleans and Its Environs: Centuries of Change*, éd. Craig COLTEN Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.
- TRUETT Samuel, «Neighbors by nature: rethinking region, nation, and environmental history in the U.S.-Mexico Borderlands», *Environmental history*, 2 1997, p. 160-178.
- TUAN Yi-fu, «Discrepancies between environmental attitude and behaviour: examples from Europe and China», *Canadian Geographer*, 3, 1968, p. 175-191.
- TUCKER Richard, *Insatiable Appetite: The United States and the Ecological Degradation of the Tropical World*, Berkeley, University of California Press, 2000.
- TURNER Frederick Jackson, «The significance of the frontier in American History», American Historical Association, *Annual Report for the Year 1893*, Washington, D.C.: AHA, 1893, p. 199-227.
- TYRRELL Ian, *True Garden of the Gods: Californian-Australian Environmental Reform, 1860-1930*, Berkeley, University of California Press, 1999.
- Umweltgeschichte: Themen und Perspektiven*, éd. Wolfgang SIEMANN, Munich, Beck Verlag, 2003.
- Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, William CRONON (éd.), New York, Norton, 1995.
- URTEAGA Luis, *La tierra esquilmada*, Barcelona, Serbal, CSIC, 1987.
- UTTERSTRÖM Gustaf, «Climatic fluctuations and population problems in early modern history», *Scandinavian Economic History Review*, 1955, p. 3-47.
- Uweltgeschichte: Methoden, Themen, Potentiale*, Günter BAYERL, Norman FUCHSLOCH, and Torsten MEYER, Münster, Waxmann Verlag, 1996.
- VAIL Leroy, «Ecology and history: The example of Eastern Zambia», *Journal of Southern African Studies*, 3, 1977, p. 129-155.
- VALENCIUS Conevery Bolton, *The Health of the Country: How American Settlers Understood Themselves and Their Land*, New York, 2002.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, *Principes de géographie humaine*, Paris, Armand Colin, 1922.
- VITALE Luis, *Hacia una historia del ambiente en América Latina: de las culturas aborígenes a la crisis ecológica actual*, Caracas, Nueva Sociedad, 1983.
- WALKER Brett, *The Conquest of the Ainu Lands: Ecology and Culture in Japanese Expansion, 1590-1800*, Berkeley: University of California Press, 2001.
- WALKER Brett, *The Lost Wolves of Japan*, Seattle, University of Washington Press, 2005.
- WALKER Charles F., *Shaky Colonialism: The 1746 Earthquake-Tsunami in Lima, Peru, and Its Long Aftermath*, Durham, N.C., 2008.
- WALTER François, «Une histoire de l'environnement, pour quoi faire?», in Élisabeth MORNET, François MORENZONI (éd.), *Milieux naturels, espaces sociaux. Études offertes à Robert Delort*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 33-42.
- *Les Formes paysagères de la Nation*, Paris, éd. EHESS, 1995.
- WARD Evan, *Border Oasis: Water and the Political Ecology of the Colorado River Delta, 1940-1975*, Tucson, University of Arizona Press, 2003.
- WARREN Louis S., *The Hunter's Game: Poachers and Conservationists in Twentieth-Century America*, New Haven, Yale University Press, 1997.
- WEBB James, *Desert Frontier: Ecological and Economic Change along the Western Sahel, 1600-1850*, Madison, University of Wisconsin Press, 1995.

- *Tropical Pioneers: Human Agency and Ecological Change in the Highlands of Sri Lanka, 1800-1900*, Athens, Ohio University Press, 2002.
- WEBB Walter Prescott, *The Great Frontier*, Boston, Houghton Mifflin, 1952.
- *The Great Plains*, Boston, Ginn, 1931.
- WEINER Douglas, *A Little Corner of Freedom: Russian Nature Protection from Stalin to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1999.
- *Models of Nature: Ecology, Conservation and Cultural Revolution in Soviet Russia*, Bloomington, University of Indiana Press, 1988.
- WHITE Lynn, «The historical roots of our ecologic crisis», *Science*, 155-3767, 1967, p. 1203-1207.
- WHITE Richard, «Environmental history: the development of a new historical field», *Pacific Historical Review*, 54, 1985, p. 297-335.
- «Environmental history: watching a field mature», *Pacific Historical Review*, 70, 2001, p. 103-111.
- «Environmental history, ecology, and meaning», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1111-1116.
- «Are you an environmentalist or do you work for a living?», in William CRONON, éd., *Uncommon Ground: Towards Reinventing Nature*, New York, Norton, 1995, p. 171-85.
- «The Nationalization of Nature», *Journal of American history*, 86, décembre 1999, p. 976-989.
- *The Roots of Dependency: Subsistence, Environment, and Social Change among the Choctaws, Pawnees, and Navajos*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983.
- *The Middle Ground: Indians, Empires, and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, New York, Cambridge University Press, 1991.
- *The Organic Machine: The Remaking of the Columbia River*, New York, Hill and Wang, 1996.
- *Land Use, Environment, and Social Change: The Shaping of Island County*, Seattle, University of Washington Press, 1980.
- WHITED Tamara, *Forests and Peasant Politics in Modern France*, New Haven, Yale University Press, 2000.
- WHITNEY Gordon, *From Coastal Wilderness to Fruited Plain: A History of Environmental Change in Temperate North America from 1500 to the Present*, New York, Cambridge University Press, 1996.
- WILLIAMS Michael, «The relations of environmental history and historical Geography», *Journal of Historical Geography*, 20, 1994, p. 3-21.
- *Deforesting the Earth: From Prehistory to Global Crisis*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.
- *The making of the South Australian Landscape*, London, Academic Press, 1974.
- «The relations of environmental history and historical geography», *Journal of Historical Geography*, 20-1, 1994, p. 3-21.
- WILLIAMS Raymond, *Marxism and Literature*, Londres, Oxford University Press, 1977.
- «Ideas of nature», in Raymond Williams, *Problems in Materialism and Culture*, London, Verso, 1982, p. 67-85.
- WINWARTER Verena, «Was ist Umweltgeschichte?», *Social Ecology Working Paper* 54, available at: WINWARTER Verena, KNOLL Martin, *Umweltgeschichte*, Köl, Böhlau, 2007
- WIRTH John, *Smelter Smoke in North America: The Politics of Transborder Pollution*, Lawrence, University of Kansas Press, 2000.
- WOODS William I., McCANN Joseph M., «The anthropogenic origins and persistence of Amazonian dark earths», in *The Yearbook of the Conference of Latin Americanist Geographers*, éd. C. Caviedes, Austin, University of Texas Press, 1999, p. 7-14.
- The World System and Earth System. Global socioenvironmental change and sustainability since the Neolithic*, Alf HORNBERG et Carol CRUMLEY (éd.), Walnut Creek, Left Coast Press, 2006.
- WORSTER Donald, «History as natural history: an essay on theory and method», *Pacific Historical Review*, 53, 1984, p. 1-19.
- «Nature and the disorder of history», *Environmental History Review*, 18, été 1994, p. 1-15.
- «World without borders: the internationalizing of environmental history», *Environmental Review*, 6, 1982, p. 8-13.
- *A River Running West: The Life of John Wesley Powell*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- *Dust Bowl*, New York, Oxford University Press, 1978.
- *Nature's Economy: A History of Ecological Ideas* [1977], New York, Cambridge University Press 1985; trad. fr.: *Les Pionniers de l'écologie: une histoire des idées écologiques*, Paris, Le sang de la terre, 1992.
- *Rivers of Empire: Water, Aridity, and the Growth of the American West*, New York, Pantheon, 1985.
- «The two cultures revisited: environmental history and the environmental sciences», *Environment and History*, 2, 1996, p. 3-14.
- «World without borders: the internationalizing of environmental history», *Environmental Review*, 6-2, 1982, p. 8-13.

- , «Seeing beyond culture», *The Journal of American History*, 76-4, mars 1990, p. 1142-1147.
- WORSTER Donald, «Transformations of the earth : toward an agroecological perspective in history», *The Journal of American History*, 76-4., mars 1990, p. 1087-1106.
- WORSTER Donald (éd.), *The Ends of the Earth : perspectives on modern environmental history*, New York, Cambridge University Press, 1988.
- WHORTON James, *Before Silent Spring : Pesticides and Public Health in pre-DDT America*, Princeton, Princeton University Press, 1974.
- WYNN Graeme, *Timber Colony : A Historical Geography of Early Nineteenth-century New Brunswick*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.
- , «“Tracing one warm line through a land so wide and savage” ; Fifty years of historical geography in Canada », *Historical Geography*, 40, 2012.
- ZARRILLI Adrián Gustavo, «Capitalism, ecology and agrarian expansion in the Pampean region, 1890-1950 », *Environment and History*, 6, 2001, p. 561-583.
- ZHANG Jiacheng, LIN Zhiguang, *Climate of China*, New York, Wiley, 1992.

Index des auteurs cités

- Aldo Leopold, 26.
Anderson David, 201, 207.
Arnold David, 202, 205.
Bacon Francis, 268.
Bailes Kendall, 27.
Baily Christopher, 84.
Bardet Jean-Pierre, 162.
Basalla Georges, 88.
Bates Marston, 229.
Baviskar Amita, 70.
Beck Ulrich, 96, 125.
Beinart William, 201, 211-214.
Bernardin de Saint-Pierre, 210.
Berr Henri, 137.
Bertrand Georges, 120-122, 241.
Bevilacqua Pierro, 166, 266.
Bloch Marc 75, 99, 103, 106, 118, 119, 133-137, 230, 240.
Bonneuil Christophe, 277.
Braudel Fernand 25, 34, 71, 74-75, 99, 102-107, 111-113, 119, 121, 135-136, 141, 240.
Brockway Lucile, 196.
Bromley Daniel, 255.
Brooks C.E.P., 73.
Brown John Croumbie, 73.
Brügemeier Franz-Joseph, 82, 152.
Brunhes Jean 74.
Burguière André, 122.
Bullard Robert, 247, 250.
Calvin Martin 27.
Carson Rachel 20, 25-26, 28, 76, 102, 115, 226.
Castonguay Stéphane, 83, 185.
Castro Guillermo 84.
Catton Theodore, 252.
Certeau Michel (de), 141.
Chadwick Edwin, 171.
Charvolin Florian 110.
Chaunu Pierre, 119.
Childe Vere Gordon, 73.
Christaller Walter, 245.
Churchill Winston, 221.
Cioc Marc, 152.
Clark Andrew Hill, 40, 76, 78.
Coclanis Peter, 245.
Cohen Michael, 64.
Colomb Christophe, 194.
Commerson Philibert, 73.
Commoner Barry, 77.
Corbin Alain, 129, 147.
Corvol Andrée, 71, 129.
Cronon William, 30-31, 45-48, 56-59, 61-69, 79, 104, 126, 139, 149, 152, 179-183, 185, 195, 214-217, 219, 242-245, 265.
Crosby Alfred 24, 31, 48, 56-59, 75-76, 84, 126, 192-197, 205, 214-215, 242.
Crouzet Elisabeth, 167.
Cumming Roualeyn Gordon, 221.
Curti Merle, 25.
Darby Henry Clifford, 71, 74, 76.
Darling Franck Fraser 38.
Dart William, 180.
Darwin Charles, 208.
Davis Mike, 187-191, 223-224.
Dean Warren, 84.
Deloria Vine, 218.
Delort Robert, 105-106, 125, 131.
Demangeon Albert, 118.
Demos John, 31.
Descola Philippe, 139.
Deveze Michel, 240.
Diamond Jared, 86.
Dilthey Wilhelm, 136-137.
Dion Roger, 130.
Dubos René, 25, 28.
Dunlap Thomas 22, 27, 145.
Durkheim Émile, 101.
East Gordon, 73.
Ehrlich Paul, 77.
Elias Norbert, 220.
Falconer J.D, 73.
Febvre Lucien, 74-75, 98, 103, 106, 109-111, 135, 148, 163-164, 168, 240.

- Ferry Luc, 124.
 Finberg Herbert 74.
 Fischer-Kowalski Marina, 157.
 Flader Susan, 21.
 Flores Dan 31, 104.
 Ford Caroline, 107.
 Ford John, 200.
 Forde Daryll 73.
 Foreman Dave, 63.
 Foucault Michel, 59, 69, 141.
 Frazier Simon, 26.
 Fressoz Jean-Baptiste, 174, 277.
 Gadgil Madhav, 204, 270-271.
 Geertz Clifford, 197, 241.
 George H.B., 73.
 Georges Pierre, 116.
 Giddens Anthony, 96.
 Glacken Clarence, 25, 27, 71, 74, 76, 208, 225, 228-230.
 Godelier Maurice, 57.
 Goody Jack, 106.
 Goubert Pierre, 118.
 Graber Frédéric, 277.
 Gramsci Antonio 69.
 Grinnel George Bird, 251.
 Grove Richard 30, 71-75, 84, 106, 126, 201, 207-211.
 Gudeman Stephen, 57.
 Guha Ramachandra, 67-69, 103, 203-205, 270-271.
 Guha Ranajit, 202.
 Guillaume André, 146-147.
 Halley Edmond, 71.
 Hamlin Christopher, 175.
 Hardin Garrett, 254-258.
 Harris Marvin 37, 242.
 Hays Samuel 21-23, 27, 31, 42, 64, 150, 170.
 Harvey David, 154.
 Heise Ursula, 276.
 Heffer Jean, 126, 182.
 Hegel Georg Wilhelm Friedrich, 182.
 Heim Roger, 115.
 Hirt Paul, 63.
 Hobsbawm Eric, 94.
 Holm Poul, 260.
 Hoskins W.G., 74.
 Hough Franklin Benjamin, 73.
 Hoy Suellen, 183.
 Hugues Donald, 21-23, 25, 42, 77.
 Humboldt Alexandre de, 138, 208.
 Huntington Ellsworth, 36, 73.
 Hurley Andrew, 184, 248-250.
 Ingold Alice, 101, 263.
 Isenberg Andrew, 219-220.
 Iverson Peter, 27.
 Jakoby Karl, 253-254.
 Jarrige François, 277.
 Jasanoff Sheila, 96.
 Johnson Benjamin, 251.
 Judd Richard, 257.
 Jullian Camille, 163.
 Keyes Jonathan, 155.
 Kjekshus Helge, 200-201.
 Klinge Matthew, 89, 185.
 Knox Alexander, 73.
 Krech III Shepard, 217-219.
 Kropotkin prince, 73.
 Labrousse Ernest 113, 118-119.
 Lachiver Marcel, 130.
 Lamb Hubert, 104.
 Latour Bruno, 96, 106, 182-183.
 Lefevbre Henri, 91.
 Lepetit Bernard, 105-106, 146.
 Le Roy Ladurie Emmanuel, 38, 71, 74, 99, 102-103, 106, 112-117, 120, 123, 128-129, 141-142, 240.
 Lemisch Jesse, 19.
 Leopold Aldo, 28, 76, 226-228.
 Le Roux Thomas, 173.
 Locher Fabien, 277.
 Locke John, 217.
 London Jack, 226.
 Losch August, 245.
 Lynn White Jr, 27.
 Macdonald William, 73.
 Mackenzie John, 73, 201, 220-222.
 Malin James 44, 46-47, 75, 235-236.
 Marsh Georges Perkins 28, 73, 75, 208, 257.
 Marshall Bob, 253.
 Martinez-Alier Joan, 267.
 Mathis Charles-François, 115, 121.
 Marx Karl 28, 35, 139.
 Massard-Guilbaud Geneviève, 107, 132, 140, 151.
 Mauch Christof, 275.
 Mauss Marcel, 139.
 McCracken John, 201.
 McEvoy Arthur, 256-257.
 McKean Margaret, 27.
 McNeill John, 30, 85, 88, 98, 105, 107, 127, 130, 241, 263-264.
 McNeill William, 76, 107, 196, 215.
 Meinig Daniel, 34, 40.
 Melosi Martin, 27, 29, 31, 150, 154, 159-160, 168.
 Melville Elinor, 84.
 Mendras Henri, 121.
 Merchant Carolyn, 27, 48, 56-59, 126, 195, 243, 262, 267-268.
 Morgan Edmund, 31.
 Moriceau Jean-Marc, 130.
 Mosley Stephen, 94.
 Mouhot Jean-François, 115, 121.
 Mueller Ferdinand von 73.
 Mumford Lewis, 74, 152, 229.
 Muir John, 25, 60-61, 226-227, 253, 257.
 Narain Sunita, 71.
 Nash Roderick, 18-22, 25, 42, 46, 68-69, 72, 76, 225-226.
 Novick Peter, 59.
 Odm Eugene, 37.
 Olmsted Frederick Law, 176, 186, 226.
 Opie John 20-24, 28, 33-35, 39, 103, 240.
 Pachauri Rajendra, 70.
 Perdue Richard, 48.
 Perkins John, 22, 23, 27.
 Perrot Jean-Claude, 146, 148, 157-159, 164.
 Pfister Christian, 82.
 Pinchot Gifford, 28, 257.
 Poivre Pierre, 71, 209-210.
 Pomeranz Kenneth, 85.
 Powell John Wesley, 75.
 Pursell Carroll, 27.
 Pyenson Lewis, 88.
 Pyke Isaac, 71.
 Pyne Stephen, 29-30, 56-59, 195.
 Rackam Olivier, 71, 75.
 Rangarajan Mahesh, 207.
 Rappaport Roy, 37.
 Ratzel Friedrich, 36, 109.
 Ravensdale Jack, 75.
 Reclus Jacques Elisée, 36.
 Revel Jacques, 136.
 Richards John 27, 85.

- Rickert Heinrich, 136-137.
 Ricœur Paul, 138.
 Ritvo Harriet, 221.
 Robbin Libby, 276.
 Roche Daniel, 146-147.
 Rome Adam, 177.
 Roosevelt Theodore, 251, 257.
 Rosen Christine, 89, 150, 154.
 Rothman Hal, 30, 47, 195.
 Rousseau Jean-Jacques, 210.
 Sahlins Marshall, 57, 217, 242.
 Said Edward, 69.
 Sauer Carl, 25, 34, 40, 43, 71, 74, 75-77, 229, 242.
 Schott Dieter, 174.
 Schwartz E.H.L. 73.
 Scott Joan, 93.
 Seebom Frederic, 75.
 Sellers Christopher, 89.
 Semple Ellen, 36, 109.
 Sen Amartya, 223.
 Sheail John, 71.
 Shiva Vandana, 70, 268.
 Simian François, 119.
 Simmel Georg, 136-137.
 Skipp Victor, 71, 75.
 Smith Tim, 260.
 Smuts J.C., 73.
 Sorlin Sverker, 95-96, 132.
 Spence Mark, 251, 252.
 Stamp L. Dudley, 73, 74.
 Starkey David, 260.
 Stebbing E.P., 73.
 Steinberg Ted, 92, 126.
 Steward Julian 36-37, 242.
 Stroud Ellen, 93.
 Sutter Paul 68-69.
 Tarr Joel 27, 145, 150, 153-155, 163.
 Taylor III Joseph, 260-261.
 Thomas Keith, 208, 220.
 Thomas Romain, 88.
 Thompson Edward P., 19, 94, 202.
 Thoreau Henry David, 60, 226, 257.
 Thorsheim Peter, 151.
 Thunen Johann Heinrich von, 245.
 Tobey Ronald, 27.
 Toubert Pierre, 118.
 Trischler, Helmut, 275.
 Tryon Thomas, 71.
 Tucker Richard, 27.
 Turner Frederick Jackson, 28, 44-48, 61, 75, 226.
 Vail Leroy, 199, 201.
 Valéry Paul, 135.
 Vayda Andrew P., 242.
 Vidal de la Blache Paul, 74, 108-109, 118.
 Vivier Nadine, 258.
 Vogt William, 229.
 Walter François, 131.
 Warde Paul, 95-96, 132, 276.
 Webb Walter Prescott 44, 75.
 White Lynn, 27, 225, 230-234.
 White Richard, 30, 39-41, 42, 44, 56-59, 89, 91, 103-104, 126, 195, 236-239, 241, 269, 271.
 Whited Tamara, 107.
 Williams Michael 75, 78.
 Williams Raymond, 79.
 Wissler Clark, 36.
 Whitcombe Elizabeth, 197.
 Wittfogel Karl, 35-36.
 Wordsworth William, 61.
 Worster Donald 21, 26-28, 31, 35-39, 41-42, 47-48, 55-59, 76-77, 84, 102, 104, 126, 149-151, 194, 228, 234-236, 239-241.
 Wynn Graeme 78.

Table des matières

AVANT-PROPOS	7
PREMIÈRE PARTIE	
<u>THÉORIES ET STRUCTURATION DU CHAMP</u>	13
CHAPITRE 1. Le creuset états-unien, 1970-1990	15
<i>L'acte de naissance, entre Earth day et New Left History</i>	17
<i>Des débuts difficiles, la structuration d'un nouveau champ de recherche</i>	20
<i>L'écologie, un modèle et ses limites</i>	32
<i>L'américanisation de l'histoire environnementale</i>	41
CHAPITRE 2. Internationalisation et recompositions : des environnements et des histoires	52
<i>L'histoire environnementale face au tournant culturel</i>	55
<i>Pour en finir avec la wilderness</i>	60
<i>Le décentrement de l'histoire environnementale</i>	67
<i>Environment and History et la géographie historique</i>	71
<i>Une seule planète, des environnements multiples</i>	79
<i>Fragmentation théorique et nouveaux enjeux</i>	89

CHAPITRE 3. Les historiens français et l'environnement	98
<i>Les Annales et la structuration de l'histoire environnementale</i>	102
<i>Les malentendus d'une proto-histoire de l'histoire environnementale</i>	108
<i>Les historiens face à l'institutionnalisation de l'environnement</i>	112
<i>Le tournant non historien de l'histoire écologique</i>	118
<i>Le temps des malentendus</i>	124
<i>La naissance de l'histoire environnementale en France</i>	129
<i>Revenir aux Annales ?</i>	132
DEUXIÈME PARTIE	
<u>CHANTIERS DE L'HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE</u>	143
CHAPITRE 4. Histoire environnementale de l'urbain	145
<i>Histoire de l'environnement urbain : contexte et émergence</i>	145
<i>Définition, concepts, méthodes</i>	153
<i>L'impact des villes sur l'environnement naturel</i>	157
<i>L'impact de l'environnement naturel sur les villes</i>	163
<i>Les réponses urbaines aux problèmes environnementaux</i>	170
<i>Les relations environnementales entre les villes et leur hinterland</i>	177
<i>Inégalités et enjeux environnementaux urbains</i>	183
<i>Éco-biographies de villes</i>	185
CHAPITRE 5. Histoire de la colonisation et de l'impérialisme	192
<i>École tragique et colonisation</i>	192
<i>Destructions écologiques et développement</i>	197
<i>Des subaltern studies à l'histoire environnementale</i>	202
<i>Les colonies, un laboratoire environnemental</i>	207
<i>Histoire coloniale de l'Amérique du Nord</i>	214
<i>L'histoire des politiques de conservation</i>	220
<i>Catastrophes coloniales</i>	223

CHAPITRE 6. Histoire des changements environnementaux	225
<i>Histoire de la prise de conscience environnementale</i>	225
<i>Changement économique, social et environnemental</i>	234
<i>L'histoire sociale en question</i>	240
<i>Environnement et inégalités de race, classe, genre</i>	244
<i>Conservation et luttes sociales</i>	250
<i>La privatisation des communs</i>	254
<i>Histoire des ressources</i>	261
<i>Les racines de la crise environnementale</i>	267
CONCLUSION	272
BIBLIOGRAPHIE	279
INDEX DES AUTEURS CITÉS	296

Ces dernières années, l'histoire environnementale, fondée dans les années 1970 aux États-Unis avant d'essaimer dans le monde entier, plus tardivement en France, s'est imposée comme un des champs de recherche les plus neufs et les plus dynamiques de la discipline historique. Ces travaux, qui ont modifié la compréhension de certains phénomènes sociaux et des conditions d'émergence du monde moderne, demeurent cependant encore mal connus.

En introduisant auprès des lecteurs français une production publiée essentiellement aux États-Unis et en Angleterre mais aussi dans le monde entier aujourd'hui, l'enjeu de ce livre est de comprendre ce qui est réellement nouveau dans les enjeux environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Il invite à jeter un regard neuf sur les sociétés du passé, pour faire apparaître qu'une des racines de la crise écologique est dans notre manière de raconter l'histoire en considérant la nature comme une simple toile de fond sur laquelle se déroule l'action des hommes et en oubliant à quel point notre histoire, faite de rapports de force et de relations inégales, est commune avec celle des non-humains, acteurs à part entière de l'histoire.

Cet ouvrage, sans équivalent ni en français ni en anglais, s'adresse à la fois à un public de spécialistes des questions environnementales mais peu familier de l'histoire environnementale et à un public élargi souhaitant comprendre les racines historiques de la crise écologique et aussi lire d'autres histoires sur des faits historiques que nous croyons bien connaître.

GRÉGORY QUENET, professeur en histoire moderne à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, est aussi membre de l'Institut Universitaire de France. Il a publié Les Tremblements de terre aux XVII^e et XVIII^e siècles (Champ Vallon, 2005).

Champ Vallon / champ-vallon.com
diffusion : Harmonia Mundi



9 782876 739581

23 €
(TTC France)